

Jean Claude Duhourcq
& Antoine Madrigal



MOUVEMENT IBERIQUE DE LIBERATION

Mémoires de rebelles

ÉDITIONS CRAS

... permanence, contrôlent, fouillent, les j...
la population contre la "nouvelle délinquance"
s articles indiquent aux bons citoyens, employés et clients,
ent à suivre lors de l'attaque d'une banque. Malgré un déplo
edinaire de forces, il y a plusieurs fois par jour, la M...
une "bande" dans les quartiers populaires.
vain certains quartiers populaires.
s mois, plus d'une trentaine de hold-ups sont commis. Selon
une "bande" mène la danse, la "bande des hold-ups" car les hold-
ont été commis par des groupes armés de m... (m...
es anglaises, millions de pesetas, soit 200 millions d'ancie
est lo... plusieurs fois par jour, la M...
1 poli...
plus de leur efficacité, la Police...
nt et ridiculisent la Police.
- le 12 Décembre 1972, alors que la Police surveille t
ques, un groupe de policiers armés attaquent la "Caja Provinci
de-chaussée... "Caja Social" (= pol
que espagnole).
- 3 jours plus tard, sur la même place, un autre grou
ue la Banca de Viscaya, et s'empare de l'équivalent de 25 Mil
iens francs sans que les policiers qui surveillent la banque
oivent...
- Le 02 mai 1973, à la présence
s aux abords de la banque, et 3 alarmes, et... Banca H
picano, au Paseo Fabra i Puig, dans le quartier populaire de S
in : l'équivalent de millions de francs anciens - 1 employ
ancier blessés en tentant de résister.
- Fin décembre-72, la Caisse d'Epargne de BADALON
BARCELONA) est attaquée par 3 "assassins", qui laissent sur
communiqué "célébrant la mort juste d'un autre assassin", le
C.N.T. Francisco SABATE LLOPARE (tué dans un combat contre
VIL, très populaire en CATALOGNE, il est devenu le symbole d
ance armée au Franquisme).
- Septembre... une ville de Cerdanya, la
qui se réfugient ensuite dans la montag
1963- : 200 Guardia

Jean-Claude DUHOURCQ
& Antoine MADRIGAL

**MOUVEMENT
IBERIQUE
DE LIBERATION**

*Mémoires
de rebelles*

EDITIONS CRAS

N° ISBN : 2-9509192-1-9

Achévé d'imprimer en mai 2007 sur les presses de l'Imprimerie Sacco –
6, impasse Didier-Daurat 31400 Toulouse – Tél. 05 61 34 00 74

Notre documentation de départ vient essentiellement des dossiers que le CRAS avait déjà commencés sur le sujet, alimentée par tous ceux qui nous ont permis d'accéder à leurs archives, notamment Cortade, Antonio Tellez, et des avocats. L'intégralité des enregistrements et du courrier et autres documents recueillis pour ce livre, est aussi rassemblée au CRAS et consultable.

Profitons-en pour remercier tous les protagonistes qui nous ont accordé du temps et qui ont répondu à nos questions ainsi que Sergi Rosés, auteur de *El MIL, una historia política*, pour sa contribution. Ainsi qu'Aline, Bruno, Caroline, Celso, Claude, Do, Évelyne, Everest, Georges, Ivan, Iwona, Maryse, Nicole, Pierre, Sylvie, Toto et Marie Laffranque pour leurs contributions à des degrés divers (traduction de quelques textes, relectures du document, corrections, photos, maquette, graphisme et impression).

Un salut à Manuel Muntaner pour ses archives et au Centre de Documentació Historico-Social de l'Ateneu Enciclopèdic Popular de Barcelone ainsi qu'à celui d'Estudis Històrics Internacionals, de l'Université de Barcelone qui conservent en Catalogne la plus grande partie des documents concernant le MIL.

AVANT-PROPOS

Au départ, en 1995 nous voulions publier *El MIL y Puig Antich* d'Antonio Tellez Solà, édité en Espagne par Virus pour le vingtième anniversaire de l'exécution de Salvador Puig Antich. La raison était toute simple : très peu de documents consacrés au Movimiento Iberico de Liberación étaient sortis de ce côté des Pyrénées, si ce n'est quelques articles dans la presse militante et *1000 – Histoire désordonnée du MIL* de Cortade qui a sorti de l'oubli cette histoire et publié des textes importants. Ce livre, réédité en 2005, est le travail le plus abouti sur le sujet mais il partage essentiellement la vision d'un membre de l'ex-MIL. Le livre d'Antonio amenait un autre regard et il était l'occasion de (re)parler de l'action de ce groupe qui se traduisait par une volonté d'amener un soutien concret aux luttes ouvrières et de publier des analyses sur ces dernières et des textes oubliés de la gauche communiste européenne en rupture avec le marxisme léninisme et le stalinisme... dans un pays où le simple fait d'écrire un tract ou d'assister à une réunion pouvait vous conduire en prison pour un bout de temps.

Une fois les traductions faites, nous sommes allés voir Antonio pour discuter des rectifications nécessaires mais il ne souhaitait pas retravailler le contenu de son livre... Ainsi l'idée de tout reprendre à zéro a germé. Lassés de râler ou de hausser simplement les épaules en voyant des erreurs, des approximations et parfois des falsifications au fil des autres lectures, nous voulions apporter notre contribution. Cette envie de continuer est aussi mue par une vieille implication dans la solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL au cours de l'année 1974, par le suicide d'un ami, Cricri, qui a été membre du MIL. Et par une affection toute particulière qu'ont les fils de réfugiés espagnols et d'autres pour l'Espagne, pour cette Espagne qui osa vivre ses rêves en noir et rouge.

L'histoire du MIL fait voler en éclats ce cliché de groupe anti-franquiste, cliché consensuel et réducteur qui lui colle au cul depuis les arrestations de septembre 1973 et surtout depuis l'exécution de Salvador Puig Antich, le 2 mars 1974. Malgré les efforts de certains groupes pour briser le silence et dire la vérité lors de la *campagne* de solidarité, il sera souvent présenté comme un martyr de la lutte contre la dictature ou comme un révolté qui paye de sa vie ses idées romantiques de révolution.

Avant d'être un groupe d'antifranquistes, le MIL est contre l'ordre établi, contre le capital. Et s'il s'inscrit dans la tradition libertaire des guérilleros, sa démarche et ses idées sont autres. Les critiques vis-à-vis des organisations anarcho-syndicalistes (FAI, CNT, etc.) et son refus d'être apparenté à une structure existante, fût-elle libertaire, en témoignent.

Et manière d'enfoncer le clou, le MIL tranche avec les organisations de lutte armée, écornant l'image d'Épinal du groupe politico-militaire avec ses théoriciens qui réfléchissent, donnant les axes du combat et ceux qui utilisent les armes, commettant les hold-up. Au sein du groupe, cette conception des tâches n'a pas existé, rien n'était attribué d'office, cela se faisait par affinité... et dans la pratique.

Nous nous sommes intéressés davantage au vécu des membres du MIL et à leur démarche qu'à l'aspect purement politique parce que l'histoire même du MIL, avec ce désir farouche de se construire en hommes libres, est bien plus éloquente que la plupart de leurs professions de foi et des analyses critiques faites sur lui.

La grande question que certains courants radicaux n'ont pas arrêté de se poser était de savoir si le MIL est un groupe révolutionnaire. L'est-il parce que ses membres parlent du grand soir ? Parce qu'ils font référence à des théories qui prônent la sociale ? Pour peu que l'on sache manier le verbe et un zeste de mauvaise foi, on peut arriver aux conclusions que l'on veut mais, finalement, pinailler pour savoir si le MIL est conforme ou non à cette idée ou réduire son action à cette seule problématique est rester en deçà de la question. Les membres du MIL ne se sont pas battus au nom d'une vengeance idéologique ou pour appliquer la théorie du prolétariat et attendre que ce dernier se mette en marche, mais parce

qu'ils voulaient vivre. Fruit de son époque, une époque où le grand soir semblait poindre à l'horizon, le MIL a utilisé les mots du moment qui exprimaient au mieux sa démarche, se réappropriant pour se faire les idées les plus radicales.

De plus, rester exclusivement sur le terrain de la théorie serait considérer qu'il n'y a qu'une approche « vraie » de voir l'histoire...

Derrière la lutte armée et les éditions, c'est aussi une aventure humaine où l'amitié va au-delà du politique. Comment comprendre que des individus, développant des idées de l'ultra-gauche, puissent se lier et participer à une agitation armée alors que ce courant communiste a toujours été très critique sur cette pratique ? La lutte contre la dictature n'explique pas tout.

Certes, en collant à leurs paroles, le risque est grand de réduire l'histoire du groupe à celle de ses membres et de décomposer la dynamique générale présentant le MIL comme un ensemble d'individus faisant des choses différentes, pour des raisons différentes. Sans parler de la fragilité des témoignages, *a fortiori* des années après. Mais en donnant une approche globale, le risque est aussi grand de donner une cohérence, une unité à un groupe, avec une pratique et des buts bien définis.

En même temps que les acteurs forment le MIL, ils apprennent à vivre en rupture avec le mode de vie dominant. C'est l'apprentissage du combat politique et de la clandestinité avec son lot de certitudes, de questions, avec ses moments de joie et ses dangers. La plupart ont autour de vingt ans. Et, non sans une pointe d'humour, on peut dire que l'histoire du MIL-GAC ressemble parfois à une aventure des *Freak Brothers*.

Écrire une histoire collective se fait à partir de plusieurs voix. Nous avons donc essayé de retrouver ceux qui ont participé de près et de loin à cette histoire : on en connaissait quelques-uns, certains sont décédés et d'autres n'ont pas voulu répondre. Quant à ceux qui ont voulu le faire, nous les avons rencontrés ou nous avons correspondu avec eux.

Sauf indication, le livre repose sur les entretiens commencés en 1995, entrecoupés par diverses chronologies et des textes écrits par eux dans le feu de l'action. Les dates sont autant de repères autour

desquels s'organise un va-et-vient entre l'histoire et leur vécu. Notre rôle a été de sélectionner les passages pour éviter les répétitions et de recouper les informations dans la mesure du possible en rajoutant des notes pour une meilleure compréhension.

À l'image de l'histoire, le livre se présente parfois comme un puzzle dont les pièces ne s'imbriquent pas toujours mais il donne, par la même occasion, une vision de sa complexité.

Difficile de dire, par exemple, quand apparaît le MIL. Il n'y a pas eu de proclamation ou d'assemblée réunissant tous les protagonistes pour *fonder* l'organisation. Est-ce quand est éditée la brochure, *El movimiento obrero en Barcelona* ? Quand l'idée germe dans la tête d'Oriol Solé Sugranyes ? Quand une bande de potes discutent dans un appartement à Toulouse ? Quand les médias se mettent à en parler ? Quand ils exproprient leur première banque ? Quand ils revendiquent les hold-up ? La réponse varie selon les acteurs mais sa création est étroitement liée à l'émergence d'un mouvement ouvrier radical à Barcelone à la fin des années 1960.

Tout comme pour cette valse d'étiquettes (ET, EO, EE, 1000, MIL, MIL-GAL, Bibliothèque ou Mayo 37) qui peut aussi nous donner le tournis, mais ces *tâtonnements* sont surtout les fruits d'une pratique et d'une réflexion qu'implique la formation du MIL.

Pour coucher cette histoire à plusieurs facettes sur le papier, il était difficile de le faire chronologiquement, mêlant de front les trois équipes car chacune a une « vie propre » même si les individus ont des contacts entre eux et que les clivages ou les différends ne sont pas toujours entre les *équipes*. Nous devons faire un choix. Nous avons donc opté de prendre comme fil conducteur les parcours d'éléments déterminants dans l'histoire du MIL, ceux de Santi Soler Amigo et d'Oriol Solé Sugranyes. Et, à partir du premier, la trajectoire de l'Equipe Théorique et des différentes Equipes Ouvrières. Et du second, celle de l'Equipe Extérieure.

Une partie importante est consacrée à cette dernière. En effet, d'une part, certains membres n'avaient jamais eu l'occasion de témoigner et de donner leur point de vue sur ce qu'ils ont vécu et, d'autre part, des événements de l'histoire de l'EE jusqu'au MIL/GAC ont

été occultés ou minimisés. L'action du MIL se passe des deux côtés des Pyrénées. Et si Barcelone reste leur terrain de prédilection, Toulouse joue un rôle non négligeable, il n'y a pas que des Catalans au sein du MIL. Tout comme cette *équipe* n'était pas le bras armé du MIL.

Dans la dernière partie sont relatés l'autodissolution, les arrestations, la solidarité, les procès, la mort de Salvador Puig Antich, et celle d'Oriol Solé Sugranyes.

Bonne lecture.

IDENTIFICATION DE QUELQUES COLLECTIFS ET DES PROTAGONISTES CITÉS

Trois sigles reviennent d'une façon récurrente : l'Equipe Théorique (ET), l'Equipe Ouvrière (EO), l'Equipe Extérieure (EE). Ces sigles désignent des collectifs qui naissent des rencontres avant que le sigle MIL apparaisse dans les médias en septembre 1972. Santi Soler Amigo et ses amis appellent leur collectif ET et nomment EO des ouvriers avec qui ils ont des liens plus spécifiques. Leur première collaboration est la rédaction d'une brochure qu'Orjol Solé Sugranyes imprimera à Toulouse, où il s'est réfugié depuis l'été 1969, il la signera « Equipe Extérieure ». C'est probablement à partir de cette initiative que ces trois sigles sont attribués aux collectifs jusqu'en 1972 mais cela se fait surtout *a posteriori*. Parler des équipes est venu par commodité de langage mais cela prête à des ambiguïtés comme si le MIL avait été un point de confluence, une prédestination alors que l'apparition du MIL est avant tout la convergence d'individus plutôt que des équipes en tant que telles.

D'autre part, pour désigner le projet d'édition, il est aussi souvent question de la Bibliothèque et de Mayo 37. Le mot « bibliothèque » n'est pas vraiment adapté à la situation car si l'idée est de mettre des textes à la disposition de ceux qui le désirent, il est impensable sous la dictature de créer un lieu à cet effet. Quant à la maison d'édition, nous sommes loin de l'idée que l'on s'en fait en France. En Espagne c'est le désert au niveau de la diffusion des idées, *a fortiori* des théories radicales, et l'ET a la volonté de combler ce vide. Son but est de publier des textes et de les diffuser selon leurs moyens sans aucun but marchand. Dans cette logique, la différence est minime entre bibliothèque et maison d'édition.

Mayo 37 est le nom donné à la « maison » d'édition.

Concernant les autres sigles, afin d'éviter d'alourdir la lecture nous avons concentré les données explicatives dans les annexes, page 319.

Sinon, au cours du livre, nous utilisons les surnoms que les membres du MIL se donnaient, par affection ou pour des raisons de sécurité. Exception faite d'Oriol Solé Sugranyes, pour qui nous prenons son prénom. Si à l'époque on l'appelait « Victor », maintenant tout le monde cite son prénom. Quand, au fil des entretiens, ce sont les prénoms ou les noms de famille qui sont cités par les protagonistes, nous les avons gardés. Trente ans après, il y a toujours de l'émotion quand les souvenirs remontent à la mémoire.

Certaines personnes interviewées ont souhaité conserver l'anonymat, nous avons respecté leur choix.

Amandine, membre de la coordination des GARI.

Arau Fernandez Oriol, avocat de Salvador Puig Antich.

Aurore ou **Aurora**, membre du MIL/GAC.

Barrot Jean, animateur de la librairie La Vieille Taupe à Paris en contact avec le MIL.

Bermejo, Sanchez Bermejo Vicente, membre de l'EE.

Beth, C. Elisabeta, membre du MIL, participe à l'infrastructure du MIL/GAC à Barcelone.

Blanca, Navarro Jimenez Dolorés, membre de la CNT espagnole de l'exil en contact avec le MIL-GAC.

Civil Raimon, moine à Saint-Michel de Cuxa, en contact avec l'EE.

Cricri, Torres Jean-Claude, membre du MIL/GAC.

Diaz, Diaz Valcàrcel José Antonio, « membre » de la première EO.

Dandy, fréquente les membres du MIL/GAC à Toulouse.

El Chato, Nuñez Ernesto, membre de l'EO et de Mayo 37.

El Metge, Puig Antich Salvador, membre du MIL/GAC.

El Petit ou **Fede**, Santi Soler Amigó, membre de l'ET, du MIL et de Mayo 37.

El Rubio ou **Marcos**, Lopez Marcelo, membre de l'EO et de Mayo 37.

El Secretario, Garriga Paituvi Francesc Xavier, membre de l'ET et du MIL.

Eva, Pilar Garcia, membre de Mayo 37.

Felip, Solé Sabate Felip, membre d'un groupe autonome, en contact avec le MIL.

Gafas, Ricard de Vargas Golarons, traducteur, participe à l'infrastructure du MIL/GAC à Barcelone.

L'Infra, membre de la Gauche Prolétarienne, fréquente l'EE à Toulouse.

La Carpe, Olle Henri, membre de l'EE à Toulouse.

Le Grand blond, en contact avec l'EE.

Le Légionnaire, Lopez Navas Luis, membre du MIL/GAC.

Luigi, Bruni Luigi, membre de Lotta Continua, en contact avec ceux de l'EE et de l'ET.

Maria, Lozano Mombiola Maria, membre de la CNT espagnole de l'exil en relation avec le MIL/GAC.

Mayol Miquel, avocat à Perpignan et ami d'Oriol, militant catalaniste, élu député européen en 1999.

Miguel, Moreno Patiño Miguel, membre d'un groupe autonome, participe à la campagne de solidarité.

Montes, Solé Sugranyes Ignacio, membre de l'ET, du MIL, participe à l'activité et à l'infrastructure du MIL/GAC à Barcelone.

Murcia, Murcia Ros Manuel, « membre » de la première EO.

Oriol, dit **Victor**, Solé Sugranyes Oriol, membre de l'EE et du MIL/GAC.

Pedrals, Pardiñas Viladrich Emilio, membre du MIL et participe à l'activité du MIL/GAC à Barcelone.

Quesita ou **Mariana**, Mateos Fernández María, Angustias, membre du MIL/GAC.

Queso, Pons Llobet Jose Luis, membre du MIL/GAC.

Sancho, Solé Sugranyes Jordi, membre du MIL/GAC et de Mayo 37.

Savelli Robert, membre du PSU, en contact avec l'EE.

Sebas, Rouillan Jean-Marc, membre de l'EE et du MIL/GAC.

Simon, C. Joan, membre de l'EE.

Txus, De la Arena Jésus, membre de la bibliothèque et de Mayo 37.

Zapatero ou **Negro**, Navarro Theofrasto, membre de la CNT espagnole de l'exil, en contact le MIL/GAC.

INTRODUCTION

Le 6 juin 1973, trois individus masqués et armés font irruption dans une banque à Barcelone... Avant de ressortir avec le butin, ils laissent des tracts. On peut y lire un texte, quelques slogans et comme seule signature un coup de tampon : MIL/Grupos Autonomos de Combate.

Le sigle MIL est le fruit d'une boutade, 1000 en castillan et par la suite, il sera connu comme le Movimiento Iberico de Liberación. Celui des « Groupes Autonomes de Combat » est sans ambiguïté.

Ces *gangsters* atypiques n'en sont pas à leur premier hold-up et des rumeurs circulent selon lesquelles des politiques dévalisent des banques. Si le choix de la cible se fait parfois à l'arrache, l'idée de braquer n'est pas due au hasard, comme le souligne l'extrait du tract :

« ...La généralisation des luttes, jointe à l'intensification de la répression, entraîne l'apparition indispensable de nombreux groupes autonomes de combat dont les hold-up et autres actions violentes se situent dans un cadre général d'agitation armée... »

Le ton est donné. Les années 1960 marquent des changements dans cette Espagne qui ressent encore les stigmates de la guerre civile, exacerbée par la dictature militaire. Par peur d'une révolution sociale, les fascistes ont voulu faire un coup d'état en juillet 1936, cela était sans compter sur la riposte des ouvriers et des paysans, ils n'ont fait que l'accélérer, notamment en Catalogne, en Aragon et dans le Levante. En 1939, Franco devient le caudillo et des centaines de milliers de gens prennent la route de l'exil pour fuir le régime qui s'installe.

Malgré la répression sanglante, l'opposition n'est pas vraiment réduite au silence, opérant souvent à partir de l'extérieur. Le Parti Communiste s'y taille la part du lion et grâce à l'orga-

nisation qu'il a derrière lui, il est pratiquement le seul à maintenir une présence sur le sol ibérique. N'oublions pas que le mouvement libertaire, très puissant avant la guerre a été décimé et cela n'est pas seulement le fruit des seuls fascistes, les staliens ont joué aussi un rôle dans cette éradication (il serait trop long d'en expliquer ici les raisons). Cependant des groupes de guérilla, la plupart issus des courants libertaires, refusent la défaite et continuent le combat, les armes à la main. Toujours présent, le Mouvement Libertaire Espagnol officiel (CNT, FAI, FIJL) s'essouffle dans des querelles intestines mais, malgré tout jusqu'à la fin des années 1960, des groupes proches de la FIJL commettent des attentats en Espagne et en Europe contre les intérêts économiques espagnols et les symboles du franquisme. Les autres pôles de l'opposition tournent autour de la gauche et des organisations régionalistes qui jouent sur du velours avec leur culture opprimée qui sert de programme identitaire dans la lutte anti-franquiste.

La modernisation de l'économie modifie profondément le visage du pays. Cette modernisation se fait dès les années 1950 avec les aides économiques (capitales, usines, technologie) et militaires de démocraties occidentales. Par exemple, les USA y installent des bases militaires et la France accorde une assistance technique pour la construction de cinq sous-marins. Sans compter sur les devises qui rentrent avec le tourisme et l'émigration économique. L'industrialisation crée des pôles de regroupement et des besoins propres à son développement et Franco, qui régit les affaires d'une main de fer, doit faire face à de nouvelles aspirations qui surgissent. Le syndicat vertical créé pour embrigader le monde ouvrier a du mal à jouer son rôle de courroie de transmission. Des grèves éclatent comme celle des mineurs aux Asturies en 1962 qui réactualise le principe des assemblées souveraines en créant les Commissions ouvrières (CCOO : Comisiones Obreras).

L'inflation et l'augmentation de la vie font fondre les quelques avantages obtenus ici et là et on voit les conflits se durcir dans le monde du travail. En 1969, l'état d'exception sera déclaré pour y faire face. Parallèlement, des courants tentent de retrouver une certaine autonomie face au contrôle progressif des Comisiones Obreras par le PSUC.

Cette agitation jouera un rôle dans la formation du MIL mais il n'est pas question pour lui de suivre la voie de l'opposition antifranquiste, en cela, il répond comme un écho au grand mouvement de contestation qui a secoué le monde. Le Mai 68 français en est l'un des symboles. À la fin des années 1960 et début des années 1970, une soif de vivre... sans temps morts, et de jouir sans entraves s'est transformée en une furieuse envie d'en découdre avec l'ordre établi. Dans l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, tout est remis en cause et beaucoup des aspects de la vie sociale subiront ces assauts... La sexualité, le travail, la famille, l'armée, la vie quotidienne, l'écologie, la marchandise... On parle de contre-culture, de dope, de communautés. Des groupes d'idéologies différentes prônent la lutte armée... Les plus connus ont pour nom les Weathermen aux USA, les Tupamaros en Amérique latine, les Brigades Rouges en Italie, la Rote Armee Fraktion en Allemagne de l'Ouest ou l'Angry Brigade en Angleterre ...

On découvre les textes de l'ultra-gauche qui est une : « opposition communiste de gauche au léninisme dans son ensemble en tant que théorie et pratique » (Jean Barrot : *Communisme et question russe*, 1972, Éditions de la Tête de Feuilles). Cette opposition minoritaire après la première guerre mondiale, est très critique vis-à-vis des partis et des syndicats et prône l'auto-organisation du prolétariat, certains courants parlent du communisme des conseils. On découvre l'histoire du mouvement libertaire ainsi que les nouvelles critiques du monde moderne. Il est question de domination réelle du capital et de la société du spectacle où les rapports sociaux sont médiatisés par les images.

C'est dans ce bouillonnement que les futurs membres du MIL s'aguerrissent et affinent leur pensée politique, s'intéressant davantage à cette opposition à la fois contre le monde capitaliste et le bloc soviétique, et à tout ce qui représente une rupture avec la contestation classique.

**DE L'ÉQUIPE THÉORIQUE
ET DES ÉQUIPES OUVRIÈRES,
AUX ÉDITIONS MAYO 37**

Gestation et formation de l'Equipe Théorique

Formation politique du Petit – Rencontres du Petit avec Montes et le Secrétaire – Acción comunista – Rencontre de l'ET avec Oriol et des ouvriers – Premiers contacts avec la Vieille Taupe – Premières publications – Collaboration entre les trois équipes...

Grève générale à Harry Walker

Implication des trois équipes dans la grève – Rupture entre la « première » EO et l'ET...

Les éditions avant celles de Mayo 37

Collaboration avec une nouvelle EO – Intégration de Txus et Pedrals – Traduction, publications et écrits divers...

De la bibliothèque aux Editions Mayo 37

Naissance des Editions – Contenu des publications – Fonctionnement de la bibliothèque et des Editions...

Dissensions et polémiques au sein du MIL

La question de l'agitation armée – Apparition de clivages – Sur la parution de *CIA n° 1*...

Un des éléments incontournables du MIL est Santi Soler Amigo et il est présent du début à la fin. On le surnomme « Fede » ou « El Petit » mais il précise que ce n'est pas un nom de guerre, on l'appelle Petit parce qu'il est petit. Il est le plus âgé du groupe. Né le 19 août 1943 à Badalone, près de Barcelone, il y a vécu dans un studio payé par sa famille qui est apolitique, avant d'aller ensuite dans un appartement rue Caspe à Barcelone. À partir de 1963, il mène de pair travail et études mais à partir de 1971, il se limite à ses nouvelles études de journalisme. Il obtient une licence de philosophie et de journalisme en essayant le plus souvent de conjuguer le travail politique et l'activité théorique avec des emplois dans des maisons d'éditions et des revues spécialisées.

En ce qui concerne la gestation de l'ET, suivre l'évolution des groupes politiques peut paraître rébarbatif et quelque peu confus mais il faut se replacer dans le contexte de l'époque et ne pas

oublier que c'est le climat dans lequel se forment cette équipe et le mouvement ouvrier radical à Barcelone

Le Petit scrute de près les scissions anti-Parti Communiste, anti-léninistes et puis anti-groupusculaires tout en s'intéressant à la gauche communiste italienne, allemande et hollandaise des années 1920 et à l'Internationale Situationniste. C'est ainsi qu'il participe à l'évolution vers l'autonomie de courants organisés au sein du mouvement ouvrier de Barcelone.

El Petit : Au sein du SDEUB (Sindicato democratico universitario Barcelona)⁽¹⁾, syndicat étudiant, il y avait en marge de l'hégémonie PSUC-PCE (Partit socialista unificat de Catalunya-Partido comunista de España) les courants FOC-FLP (Frente obrero catalan-Frente de liberación popular), c'est-à-dire un marxisme non soviétique, non orthodoxe qui parlait d'autonomie du mouvement ouvrier, de révolution hors des partis. Mais aussi de la voie cubaine, de l'autogestion algérienne et yougoslave.

Au niveau ouvrier était proposé un syndicalisme ouvert et indépendant, en dehors des vieux sigles CNT (Confederación nacional del trabajo), UGT (Union general de los trabajadores) et des sections syndicales des partis. Comme dans le SDEUB étudiant de 1966, on y trouvait les gens de toutes ces origines mais à titre personnel. Après la répression subie par le SDEUB, de nombreux sigles ont émergé, tout ce monde venait des luttes étudiantes, et allait vers une « prolétarisation ».

Je suis entré au FSF (Forca socialista federal) à partir de 1963. C'est un groupe à la stratégie ouvrière et néo-capitaliste constitué pour agir sans dépendre du PSUC-PCE, et aussi parce qu'idéologiquement, le marxisme du FOC-FLP était trop dogmatique pour constituer une alternative crédible au PSUC. Je suis parti quand les CHE-CHO (Comites de huelga estudiantas-Comites de huelga obreros) ont regroupé tout ce qui restait du FSF. CHE-CHO est un des groupes issus de la lutte au SDEUB qui se prolétarisa sous le nom APRO, autour de la revue *Acción Proletaria* et ensuite sous le nom des CHE-CHO.

1 – Syndicat implanté dans d'autres villes d'Espagne comme Madrid, Valence...

En quittant FSF à cause du sectarisme des CHE-CHO qui a un langage militariste, j'ai cherché un autre noyau plus théorique et qui ne fut pas un parti : AC (Acción comunista) remplissait ces conditions.

GESTATION ET FORMATION DE L'ÉQUIPE THÉORIQUE

Pour suivre l'itinéraire de l'Equipe Théorique, nous nous sommes appuyés sur la chronologie « La historia nos absolvera ? », rédigée par le Petit et Montes en vue du Congrès d'août 1973. Elle commence en 1967 et se termine en juillet 1973. L'intégralité du document est reproduite en annexe.

El Petit : C'est un texte à usage interne pour un débat, écrit en partie par moi, bien qu'il y ait eu des suggestions de plus de gens. Le titre exact est « ¿ La historia nos absolvera ? », parodiant le titre de Fidel Castro et son auto-suffisance. Les faits et les dates viennent de Montes et de moi. Dans l'ET, il suivait Lotta Continua et moi, la Vieille Taupe. On a essayé de mêler ses dates et les miennes dans une même chronologie à usage interne et je ne sais pas à quel point elle est exacte ou non.

□ 1967

Dans le courant de l'année, le Petit intègre Acción comunista (AC), créée en 1965 essentiellement par des travailleurs espagnols émigrés en France, Suisse, Allemagne et Belgique. C'est une revue (et une « organisation ») qui va être un des pôles révolutionnaires espagnols pendant cinq ans. Au départ, AC développe des positions conseillistes et se prononce pour la création d'un parti mais pas de type léniniste.

El Petit : Quand je les ai contactés, ils me passèrent la collection (incomplète) de leur revue. Le n° 1 date de 1965. C'est dans la demi-douzaine de numéros que j'ai lu quelques textes ultra-gauches. Parmi ces textes il y avait des extraits de la brochure, *De*

la misère en milieu étudiant et *Le scandale de Strasbourg*, (numéro de janvier 1967). Je suppose qu'AC/Paris connaissait Vaneigem ⁽²⁾ et/ou Debord ⁽³⁾. Je ne savais pas grand chose de ce qui se passait en Espagne, et encore moins des *Acratas* ⁽⁴⁾ de Madrid ; à Paris, ils le croyaient mais ici on n'en avait même pas idée.

La section intérieure se limitait à quelques individus à Barcelone sans aucune implication pour distribuer AC. Ici, on ignorait si l'exil avait des contacts avec un groupe de Madrid ou d'ailleurs, on l'ignorait mais c'est possible ⁽⁵⁾. Je ne militais pas et, de plus, je ne voulais pas faire de prosélytisme, chose que ceux de l'extérieur nous reprochaient, bien que cela soit une attitude cohérente avec le discours de la revue AC/Semprun ⁽⁶⁾ (lui, parlait de situationnisme).

□ 1968

Au cours de l'année, un deuxième personnage entre en scène : Ignacio Solé Sugranyes dit « Montes » (parce qu'il est de grande taille). Il est né en 1950 à Capellades, dans la province de Barcelone. Après avoir fréquenté le PCE, le PCE(i), il commence à militer en 1968 lorsqu'il intègre AC où il rencontre le Petit au cours de l'été. Le noyau de la future ET se constitue. Montes est aussi à l'origine de rencontres déterminantes. De 1966 à 1967, il suit les cours du soir pré-universitaires à l'institut Maragall où il sympathise avec Salvador Puig Antich et Francisco Xavier Garriga Paituvi.

2 – VANEIGEM Raoul : né en Belgique en 1934, membre de l'Internationale Situationniste de 1961 à novembre 1970. Auteur de nombreux ouvrages dont *Le traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* publié en 1967.

3 – DEBORD Guy Ernest (1931-1994) : membre de l'Internationale Situationniste, auteur de nombreux ouvrages et films.

4 – Les Acratas est un groupe qui agit à Madrid d'octobre 1967 à juin 1968 et plus particulièrement sur la faculté. Influencés par les situationnistes, ils ont leur moment de gloire avec leur défenestration d'un crucifix. En 1969, ils ont édité une brochure où est contée leur histoire : *Pequeña historia de la llamada Acratia*.

5 – Il existait d'autres groupes d'AC en Espagne à Madrid, Valence et Saragosse. Pour plus de détails, lire *El MIL : una historia politica*.

6 – SEMPRUN-MAURA Carlos, auteur de divers ouvrages notamment *Révolution et contre-révolution en Catalogne*, paru en 1974 et réédité en 2005 par les éditions Nuits Rouges.

Dans *Cuenta atrás* de Francesc Escribano (ediciones Peninsula, Barcelone, 2001), Montes relate l'ambiance à Barcelone :
« On supposait que nous étions des travailleurs, c'est pour cela que nous faisons des cours en nocturne mais en réalité je ne me souviens pas que l'on travaillait beaucoup. Salvador travaillait dans un bureau mais il n'y allait pas beaucoup, je travaillais à la librairie Ballester i Canals mais je n'y allais jamais. Xavier était le plus sérieux pour le travail, il était correcteur aux éditions Ariel. Par contre, nous étions assidus pour les sorties nocturnes. Tous les soirs, nous allions boire des coups, craquant l'argent que nous gagnions. À cette époque, la vie nocturne n'était pas comme maintenant, nous allions sur les Ramblas ou dans des endroits incroyables. Cependant, où que nous allions, nous discussions toujours de politique. Nous avions l'habitude d'aller au Drugstore du Paseo de Gracia, vers les trois ou quatre heures du matin, c'était un des rares endroits ouverts à ces heures. En vérité, ce n'étaient pas des heures adaptées pour aller travailler le lendemain. »

El Petit : J'ai rencontré Montes à AC. On est allés ensemble à Paris pour une réunion des quatre secteurs au domicile du rédacteur en chef. Une fois, entre deux discussions, on nous présenta un certain Vaneigem qui venait de sortir un livre, il était plus élitiste que l'ouvriérisme ultra-gauche. Je lui ai dit que je ne le comprenais pas et il me donna quelques numéros de sa revue. Pour les autres, il dit qu'on les trouverait chez Maspero ⁽⁷⁾ mais que les meilleurs textes ultra-gauches étaient à la librairie Vieille Taupe. Cela devait être en mars 1968. On n'y est pas allés tout de suite, on voulait savoir d'abord si la revue *Internationale Situationniste (IS)* nous intéressait. On a été surpris à Barcelone quand on a lu le nom des situs au sujet de mai 68. Mai 68 n'était pas un sujet tabou pour le franquisme, c'était un mouvement anti-soviétique. Les journaux donnaient de grands résumés de ce que disait la presse étrangère, des extraits, des bouts de phrases, des graffitis, des chroniques des correspondants à Paris. À Barcelone, tu pouvais acheter *Le Monde*, dans des kiosques spécialisés, mais aussi *L'Express*, *Le*

7 – Maspero : Librairie et maison d'éditions qui étaient situées dans le Quartier latin à Paris.

Nouvel Observateur, *Newsweek*, *Stern*, et même *L'Humanité* dont se chargeaient les Partis Communistes. Quant aux livres, des libraires de confiance nous trouvaient des livres en castillan non autorisés ; les très chers Ruedo Iberico ⁽⁸⁾, même *Le marxisme* de Henri Lefèbvre ⁽⁹⁾ édité en Argentine, bon marché et en poche, on le trouvait légalement.

En juillet 1968, lors d'une assemblée générale d'AC à Barcelone, Montes présente son frère Oriol au Petit. Oriol vient de sortir de prison et sera de nouveau incarcéré pour activités politiques à la fin du mois de septembre.

□ 1969

Montes présente Francesc Xavier Garriga Paituvi, dit « El Secretario » (Le Secrétaire), au Petit. Le Secrétaire est né le 31 août 1949 à Santa Maria de Palautordera (Barcelone). Il commence à militer en 1965 et s'intéresse aux courants les plus radicaux. Il fait partie entre 1966 et 1969 des FSF. Travaillant comme correcteur aux éditions Ariel à Esplugas de Llobregat (Barcelone), il participe aux luttes revendicatives avec les Comisiones obreras de l'entreprise. Il est licencié à la suite d'une grève. En 1969, il quitte les CCOO et, par l'intermédiaire de Montes, qu'il a côtoyé pendant deux ans aux cours du soir de l'Institut Maragall, il va dès lors faire partie de l'ET et aurait participé à la mise en marche de la Bibliothèque et des éditions Mayo 37. Sa participation au sein de l'ET et du MIL ne sera pas constante.

El Petit : Quand est sorti un numéro double d'AC sur mai 68 (en septembre 1969 mais daté de juillet-août 1969), nous avons cru qu'on y parlerait des situs car ils les connaissaient. C'était un gros livre contre le spontanéisme de la révolte et son absence de carac-

8 – Ruedo Iberico : Maison d'éditions créée à Paris au début des années 1960 par José Martinez, un exilé politique espagnol et ex-libertaire. Les éditions cesseront d'exister en 1978.

9 – LEFEBVRE Henri : Membre du Parti communiste français jusqu'en 1958. Philosophe et sociologue, auteur de nombreux ouvrages de pensée politique d'inspiration marxiste.

tère de classe. On a demandé des explications pour s'entendre dire qu'on en discutera lors du congrès de Francfort en décembre. Avec Montes, j'étais disposé à exiger des responsabilités quant à ce changement de ligne : ils voulaient transformer le groupe de tendance ultra-gauche-situ en groupuscule trotskisant. Ils décidaient sans la base emboitant le pas de ces groupes en exil (PC, PSOE, CNT) pour qui l'appareil compte plus que les gens de l'intérieur. On exigea un congrès pour critiquer la nouvelle ligne trotskiste-léniniste, rapidement pour les vacances de décembre 1969. On est partis et on n'a plus rien su d'AC à partir du moment où était prise la décision d'arrêter la publication et de se constituer en groupe organisé.

C'est ainsi que prend forme l'ET. Il n'était pas besoin d'attendre le bon vouloir d'AC pour faire connaître les textes ultra-gauches par ici ou pour élaborer des analyses. Il suffit d'aller à la Vieille Taupe où se trouvaient tous les textes à traduire, de contacter quelqu'un qui les imprime et un autre pour mieux les distribuer.

Au cours de l'été, à Barcelone, une grève est déclenchée dans l'entreprise Camy, qui fabrique des glaces. Pour soutenir et appuyer les revendications des grévistes, une campagne de solidarité est organisée par les ouvriers de la revue *¿ Qué hacer ?* (Que faire ?). Ils lancent un appel au boycott des produits de l'entreprise... À la suite d'un acte de solidarité, Oriol, décide de se réfugier en France pour éviter la prison.

□ 1970

Les années 1969 à 1971 sont riches en événements dans la critique, la distance et la rupture avec les CCOO.

Au sein des entreprises, des courants tentent de retrouver une certaine autonomie en essayant de se débarrasser des appareils politiques comme le FOC ou le PSUC qui se sont appropriés la direction des CCOO. Les groupes se font et se défont au fur et à mesure de l'analyse faite sur le terrain avec parfois des revues et des textes qui sont des points de repère de cette effervescence à Barcelone. La revue *Metal* fondée en 1968, est un des organes de liaison qui devient le porte-parole de toute l'opposition au PSUC. Elle est remplacée en février/mars 1969 par *¿ Qué hacer ?* qui se

veut : « un instrument de travail et de réflexion au service des travailleurs des Commissions Ouvrières ». Le dernier numéro paru en septembre annonce sa dissolution pour former les Plataformas de CCOO avec son organe *Nuestra clase : Comisiones Obreras* qui affirme être : « le journal des Commissions ouvrières de Barcelone, organisées à partir de l'entreprise ». Quatre numéros sont diffusés dans le secteur de la métallurgie de novembre 1969 à septembre 1970, avec un tirage de 500 exemplaires. Certains souhaitent créer un lieu de réflexion et de formation de militants et constituent, en janvier 1970, Los Circulos de formación de cuadros (Cercles de formation de cadres). En novembre 1970, les CFC disparaissent après de nombreux débats, conférences... à cause de divergences sur les modes et types d'organisation.

C'est pendant ces années-là que les relations se nouent avec des ouvriers. Parmi ces derniers, nous trouvons Manuel Murcia et José Antonio Diaz. Selon l'ET, ils formeront la première EO dès l'automne. Ils sont ouvriers dans l'industrie à Barcelone. Diaz, licencié en droit, est un ancien séminariste membre d'Acción Católica qui va s'orienter vers des thèses marxistes en militant avec Murcia, au FOC. Ils en deviennent des dirigeants et, parallèlement, ils participent à la construction des Commissions ouvrières à Barcelone. Ils quittent le FOC car l'organisation s'oriente depuis 1968 vers des thèses et pratiques léninistes. Ils vont se consacrer aux luttes au sein des entreprises et être à l'initiative de nombreux projets éditoriaux ou de la création de groupes.

Sont déjà présents Ernesto Nuñez dit « El Chato » et Marcelo Lopez dit « El Rubio ». Ils deviendront des membres de la seconde EO à partir de 1972.

El Chato : J'ai commencé à me bouger au printemps 1968, je travaillais à Faessa avec Juanjo Ferreiro. À ce moment-là, j'étais à la revue *Metal* du FOC, en contact avec les JOC (Jeunesse ouvrière catholique) et ensuite à *¿ Qué Hacer ?* de Diaz et Murcia. En septembre, dans les locaux de la paroisse du Paseo de San Juan (Barcelone), il y eut une réunion des CCOO où des critiques fusaient contre la direction accusée de manipulation et d'utilisation des fonds à l'usage exclusif des membres du PSUC, etc.

À partir du conglomérat opposé au PSUC, il y eut une tentative d'organiser quelque chose de nouveau, dans un couvent de Sant Cugat del Valles (Barcelone) mais sont vite apparues deux tendances : la première était pour l'organisation d'un parti plus moderne ou une sorte d'organisation qui tende à cela et la deuxième appelée ouvriériste, assembléiste, menée par *¿ Qué Hacer ?* et UCL avec d'autres petits collectifs. On commença à réfléchir à la notion d'organisation de classe comme une organisation politico-ouvrière unique. Cela n'a jamais été vraiment théorisé si ce n'est seulement par les Grupos obreros autonomos (GOA) et dans le livre que j'ai écrit pour les éditions Mayo 37 (*Sobre la organización de clase – Barcelona, 1973*) qui ont essayé de résoudre ce dilemme sans grand succès. Se forment alors les Circulos de formación de cuadros. À cette réunion, est exclue Bandera Roja (Drapeau rouge) bien qu'on ait continué à travailler ensemble dans les Plataformas jusqu'à ce que Bandera Roja crée ses secteurs de CC.OO. PCI (ista), UCL, AC, Lucha de Clase, *¿ Qué Hacer ?* et quelques autres, nous avons continué avec les Plataformas avec une forte implantation dans les entreprises importantes, excepté SEAT (dominé par le PSUC), Pegaso (PSUC et Bandera Roja) et quelques autres.

El Rubio : J'étais un ami personnel de José Antonio Diaz avec qui je travaillais en 1970 dans l'entreprise Feudor (implantation française). Lors de la grève dans cette entreprise, avec Diaz et Oriol nous sommes allés à Lyon voir les ouvriers de l'usine principale. En 1970-1971 pendant une grève en Euskadi dans l'entreprise Bandas (?), nous y sommes allés avec Oriol et Sancho. Nous avons pris contact avec ETA dans un appartement. Pendant cette période, en compagnie d'Oriol, j'ai passé plusieurs fois la frontière. En 1972, je travaille dans l'entreprise Bultaco. □ Entretien avec Sergi Rosés. Les différents entretiens de Sergi que nous utilisons ont servi pour son livre mais n'ont jamais été publiés.

En mars, est publiée la brochure *El movimiento obrero en Barcelona* (Le mouvement ouvrier à Barcelone). Elle est élaborée dès l'automne 1969 par le Petit et Montes et imprimée en France par l'intermédiaire d'Oriol.

El Petit : L'ET se maintenait en retrait des amis, on avait besoin de stabilité pour travailler. Avant de traduire des livres, on proposa d'écrire nos propres textes : nous en voulions un sur les tendances ouvrières qui se mouvaient à Barcelone avec des commentaires sur le vif. Nous voulions qu'ils soient publiés sans signature pour que tous les collectifs ouvriers puissent le distribuer. Il y avait seulement la mention : « Imprimé en mars 1970 ». La version ronéotée était illisible et on opta pour l'imprimerie. Il n'était pas question de mettre un sigle si ce n'est « Barcelone 1970 ». Oriol pouvait nous aider pour l'impression et la distribution : il avait un certain accès aux différents groupes ouvriers et il n'était pas dans un appareil de parti, de plus il agissait comme une équipe technique.

Au cours du même mois, le Petit et Montes présentent la brochure à Manolo Murcia et Antonio Diaz, membres des Plataformas de CC.OO et animateurs des Circulos. La rencontre est à l'initiative d'Oriol – qui revient de temps à autre clandestinement à Barcelone – tout comme celle d'avril avec Luigi Bruni, membre de Lotta Continua. Oriol avait pris contact avec ce dernier lors de rencontres internationales organisées à l'abbaye de Saint-Michel de Cuxa, dans les Pyrénées-Orientales.

El Petit : Luigi était de Vincenza et le syndicat italien CGIL lui donna une carte de journaliste pour voyager gratuitement sur Transmediterranea ; il s'en servait pour faire des cadeaux aux divers groupes extra-parlementaires italiens et pas uniquement de Lotta Continua. Il venait souvent à Barcelone et après ses cadeaux et ses trucs avec Montes, on passait une après-midi ou plus à discuter pour obtenir une perspective d'ensemble. Je parle l'italien et le français, je suis traducteur. J'ai appris plus tard que Lotta Continua nous avait édité quelques bricoles en Italie, comme le livre rédigé par les grévistes de Blansol avec pour titre *Lucha unida, victoria proletaria*. Peut-être que quelques-uns de ces écrits passaient par Cuxa....

Je suppose qu'il est rentré en contact avec nous par Cuxa. Je ne sais ce qu'il a fait de plus ou s'il y a eu une rupture avec lui.

En été, le Petit, Montes, le Secrétaire, Oriol ainsi que le Rubio assistent à Milan au congrès de Lotta Continua. Ce dernier prend la parole au nom de Plataformas qu'il représente, il travaille avec Diaz et le Chato dans la même entreprise. À la sortie du congrès, le Secrétaire et Oriol sont contrôlés et interrogés par la police italienne. Ensuite, certains partent à Paris.

El Petit : On passa l'été 1970 à la Vieille Taupe. Il y avait Garriga (le Secrétaire), Eva et moi. Garriga était un ami de collègue de Montes. Il n'a pas été au FSF si ce n'est qu'il est rentré directement dans les CHE-CHO, cela ne coïncida pas avec moi. Eva était l'amie de Garriga et je ne crois pas qu'elle avait des antécédents politiques. Elle ne faisait pas partie de l'ET. À la Vieille Taupe, on rencontra Jean Barrot qui s'intéressa beaucoup à notre abandon de l'AC trotskiste parce qu'on était intéressé par une version de Mai 1968 moins dirigiste. Il nous présenta Pierre Guillaume et nous donna beaucoup de matériel, des livres et aussi des revues comme *d'Informations Correspondance Ouvrières (ICO)* qui éditait des textes ultra-gauches mais d'une manière plus vulgarisée avec des explications et des résumés. On tomba d'accord sur notre venue une ou deux fois par an. Il était surpris qu'on cherche des textes situs et de savoir qu'on en ait déjà lus.

El Rubio : Santi était celui qui discutait avec Barrot de thèmes qui se traitaient dans le mouvement ouvrier. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Queso/Jordi : Barrot est très important durant toute l'existence du groupe et sur tout notre parcours. Il était un référent théorique et Guillaume qui avait aussi des contacts était plus actif et s'occupait de la librairie. □ Entretien avec Sergi Rosés.

La Vieille Taupe (VT) est une librairie ouverte en 1965 à Paris, par Pierre Guillaume. Après avoir fréquenté le groupe qui édite la revue *Socialisme ou Barbarie*, ce dernier devient membre de Pouvoir Ouvrier, groupe d'ultra-gauche créé en 1963. De 1965 à sa fermeture en décembre 1972, la librairie est l'une des plaques tournantes de l'ultra-gauche européenne. Pour un habitué, la librairie est « animée par une collectivité théorique, c'est un lieu de rencontres, de débats, de diffusion des écrits de Marx, de Bakounine,

de la gauche communiste, de Rosa Luxemburg⁽¹⁰⁾ à Pannekoek⁽¹¹⁾ en passant par les révolutions allemandes des années 1920 et espagnoles des années 1930 ».

Un des animateurs qui aura un rôle dans la formation des idées du MIL, est Jean Barrot, de son vrai nom Gilles Dauvé. Il sera à la librairie jusqu'à sa fermeture. Ensuite, il fera partie du groupe Le Mouvement Communiste qui publie six numéros de la revue du même nom, entre courant 1972 et octobre 1973. Il est aussi l'auteur de divers ouvrages sur la gauche communiste.

Lors de quelques échanges épistolaires, Barrot nous dit, tout en reconnaissant qu'avec le temps les souvenirs s'estompaient, qu'il ne se souvient pas des rencontres de l'été 1970 et de 1972 à Paris, ni de celles de mars et d'avril 1971 à Barcelone (venue d'un ou des membres de la Vieille Taupe). Selon lui, la VT connaissait mal le MIL à la fois dans sa pratique et ses individus car elle était un lieu ouvert où passaient des gens de tous pays, et, entre autres, des *Espagnols*. Son attitude était d'aider les groupes qui existaient mais ces derniers en savaient souvent plus sur ceux de la Vieille Taupe que l'inverse.

La Vieille Taupe sera réouverte par Pierre Guillaume en 1980 et animée par lui seul, pour devenir l'un des lieux du négationnisme et du révisionnisme au sujet des chambres à gaz et de l'extermination des juifs pendant la seconde guerre mondiale (1939-1945).

À la fin de l'été à Barcelone, est publiée la brochure *Diccionario del militante obrero* (Dictionnaire du militant ouvrier). Elle est écrite par José Antonio Diaz et d'autres militants ouvriers de Plataformas comme le Rubio ou le Chato et signé « Comisiones obreras Nuestra Clase ». Elle est imprimée en France avec la mention sur la seconde page : « Equipo Exterior Nuestra Clase ». L'introduction de la brochure porte la même signature.

10 – LUXEMBURG Rosa (1871-1919), née en Pologne, naturalisée allemande. En 1918, elle est parmi les fondateurs du KPD (Parti Communiste d'Allemagne). Elle participe au mouvement spartakiste.

11 – PANNEKOEK Anton (1873-1960), de nationalité hollandaise, astronome, il est l'un des théoriciens du communisme des conseils.

Ce *Dictionnaire* marque les débuts de la collaboration des trois collectifs que certains nommeront plus tard les trois équipes.

El Rubio : J'ai participé avec le Chato à quelques explications de noms du *Diccionario del militante obrero*, par exemple le mot moto. □ Entretien avec Sergi Rosés.

El Petit : Un leader ouvrier (Diaz) proclamé écrivain voulut qu'on édite *Dictionnaire du militant ouvrier*. Ce texte n'était pas très bon mais bien sûr nous ne l'avons pas censuré, on se limita à l'améliorer. Le projet était très intéressant mais il avait un ton populiste avec quelques plaisanteries et de grandes lacunes. On lui demanda l'autorisation pour ajouter quelques paragraphes, il en fut enchanté.

GRÈVE GÉNÉRALE À HARRY WALKER

En cette fin d'année, un événement va être un tournant dans les activités, d'abord pour le mouvement ouvrier espagnol et ensuite pour les divers collectifs, notamment l'ET, l'EO et l'EE : du 16 décembre 1970 au 15 février 1971 éclate la grève d'Harry Walker. Une grève où les travailleurs démontrent leur capacité à agir et à s'auto-organiser. Cette grève sera un point de référence dans la campagne de solidarité à partir de fin 1973 pour montrer les liens entre le MIL et le mouvement ouvrier.

L'essentiel de nos informations provient de divers documents et du livre : *Harry Walker- 62 días de huelga* édité à Barcelone en juin 1971 et signé « Trabajadores de Harry Walker ».

Harry Walker est une entreprise créée en 1926, située dans le quartier populaire de San Andrés à Barcelone. En 1970, HW est une filiale de Solex, groupe international qui a des entreprises implantées en France, Italie, Grande-Bretagne et au Brésil, employant 470 personnes qui produisent des accessoires automobiles et des carburateurs dont une partie à la chaîne. Lors de l'assemblée du 18 décembre 1970, les travailleurs décrètent la grève générale avec occupation de l'usine. Depuis plusieurs mois une agitation règne dans l'entreprise avec diverses protestations :

« *Nous travailleurs de Harry Walker (Solex Barcelone), nous nous adressons à toute la classe ouvrière pour expliquer notre*

lutte et notre situation. Il n'y a que la solidarité de notre classe qui peut nous aider à triompher.

À l'action des travailleurs contre les mauvaises conditions de travail (fumées, cadences, bas salaires et surveillance de la maîtrise) pendant les mois de septembre, octobre et novembre 1970, la Direction réplique par une action répressive brutale qui se traduit par dix-neuf mois de mise à pied pour plusieurs camarades... Toutes ces sanctions, ajoutées aux mauvaises conditions de travail (insécurité, toxique, manque total d'égards, cadences pénibles) et aux bas salaires qui nous obligent à faire douze heures par jour, nous ont fait comprendre que la seule façon de freiner cette exploitation était la lutte organisée. »

□ Extrait d'un tract diffusé en France.

Début décembre, des assemblées générales très courtes se tiennent dans l'usine et à l'extérieur dont certaines sont en solidarité avec les membres d'ETA jugés par un Conseil de guerre à Burgos, tribunal militaire qui va confirmer les peines de mort annoncées. Le 13 décembre, lors d'une réunion clandestine, les vingt-huit personnes présentes décident d'un mouvement progressif de grève et la création d'un *Comité Unitario de lucha* (CU) qui représente dans sa composition toutes les tendances politiques présentes dans l'usine. Les syndicats n'existent pas à HW mais on y trouve divers groupes comme le PCE(i), Proletario (une organisation communiste de tendance trotskiste) ou AC. Le courant le plus représentatif dont la plupart des membres ne sont affiliés à aucune organisation politique, est celui qui signe les textes *Travailleurs d'Harry Walker*. Ce CU, clandestin, sans pouvoir de décisions concernant l'évolution et les orientations du mouvement, est chargé de réaliser et d'organiser les diverses tâches (informations, coordinations, piquets de grève, etc.) décidées par les grévistes. L'assemblée devient *l'organe directeur de la grève*, malgré les tentatives de prendre la direction du mouvement par des groupuscules, à l'exemple de Proletario (CHE-CHO). Ce dernier est exclu du CU. Des assemblées générales ont lieu à maintes reprises.

« Nous avons commencé à faire des assemblées toutes les semaines, qui sont devenues quotidiennes, avec des débrayages

de 15, 30, 40, 60 minutes. Tous unis en assemblée, nous étions forts. L'entreprise a fait appel à la police, son chien de garde, pour stopper notre lutte solidaire.

Aux assemblées la Direction répond par des mises à pied, aux mises à pied nous répliquons par de nouveaux débrayages. Puis la Direction licencie neuf camarades, nous avons alors répondu par la grève.

Le 18 décembre 1970, la Direction licencie encore quatre camarades — Notre réponse : occupation de la boîte et grève générale jusqu'à la levée des sanctions. La police arrive avec deux cars, cinq jeeps et huit chevaux. »

Après l'intervention policière qui expulse les grévistes de l'usine, le reste du conflit se déroule à l'extérieur de l'entreprise. Plus de vingt assemblées se tiennent entre le 20 décembre et le 13 février 1971, avec une assistance moyenne de cent soixante-dix à deux cent trente ouvriers. Deux types d'actions sont menées par les grévistes : celles de *masses* où le plus grand nombre est invité à participer, et celles d'*actions commandos*. Les premières, décidées et organisées lors des assemblées, sont des manifestations ou des rassemblements dont certains avec l'appui des Plataformas et des Comisiones de quelques entreprises. Les secondes, uniquement avec quelques ouvriers pour éviter une infiltration policière, consistent à empêcher les travailleurs non grévistes (los esquiroles) de pénétrer dans l'usine, en les intimidant, en rossant les plus représentatifs comme par exemple le chef du personnel, ou en s'attaquant aux biens de l'entreprise comme ce fut le cas à trois reprises contre des bureaux ou des vitrines d'exposition de la marque.

Pour faire face à la répression et créer un rapport de force, les grévistes et leurs amis veulent rompre le silence des médias et informer la population de Barcelone. Ils diffusent des milliers de tracts pour étendre la lutte sur Barcelone et en Espagne. Mais cela ne se produit pas malgré les contacts établis avec d'autres usines en grève.

Cependant, apparaît un vaste élan de solidarité, aussi bien financier (organisation de collectes) que politique, à Barcelone mais également provenant de France, d'Italie, de Suisse et d'Allemagne. À Barcelone, il vient des gens de la rue, du quartier, des

comités d'entreprises, des Plataformas, des étudiants et de divers groupes sans aucune étiquette politique. Les travailleurs de Solex-France et ceux de Solex-Zenith en Italie boycotteront l'envoi de pièces à HW. Invitée par le syndicat français CFDT (rien à voir avec celui des années 2000) à témoigner de leur lutte, une délégation de grévistes d'HW se rend à Paris et à Nantes. Ils y rencontrent les travailleurs de l'entreprise métallurgique Batignolles (du groupe Creusot-Loire/Schneider) en grève, depuis plusieurs jours, confrontés aux mêmes conditions d'exploitation. Par la suite une délégation de Batignolles se rendra à Barcelone pour participer entre autres à une assemblée organisée par ceux d'HW à laquelle assistent des ouvriers d'autres entreprises espagnoles.

Malgré tout, le mouvement s'étiole à HW. Les divergences s'accroissent au sein du CU qui se dissout le 6 février. Le 13 février lors d'une assemblée, les grévistes prennent connaissance de la liste des dix-neuf nouveaux licenciés, dont la majorité participait activement à la grève. La décision est prise de mettre fin au mouvement et de reprendre le travail le 15 au matin. C'est ce qu'ils font... en présence de la police.

Pendant les soixante-deux jours qu'a duré la grève, trente-trois ouvriers seront licenciés dont six incarcérés pendant quelques jours.

Les trois équipes (ET, EO et EE), comme de nombreux noyaux barcelonais, participent à cette lutte en popularisant la grève et en contactant d'autres entreprises en dehors du pays. Manolo Murcia, comme représentant du CU, le Chato et un autre ouvrier comme délégués d'usine effectuent un voyage à Paris en compagnie de Montes. Ils y rencontrent Oriol et se distribuent les tâches, d'autres vont à Nantes ou à Turin.

Le texte collectif « ¿ Qué vendemos ? ¡ Nada ! ¿ Qué queremos ? ¡ Todo ! » (Que vendons-nous ? Rien ! Que voulons-nous ? Tout !) est diffusé pendant la grève à l'entreprise Harry Walker.

El Petit : « ¿ Qué vendemos ?... » essaye de résumer les positions du *Manifiesto jusqu'abutista*. Pour cette grève, nous pensons que la démarche des trois équipes avait donné des résultats. La circula-

tion de textes conseillistes et assembléistes avait donné un nouveau type de grève sauvage non seulement en marge des sigles mais aussi contre eux, des ouvriers brûlèrent des tracts de CHE-CHO/Proletario, les seuls qui se présentaient aux assemblées en tant que parti avec un sigle. L'EE avec son infrastructure technique imprima des tracts, se déplaça en Europe et présenta des représentants d'autres grèves sauvages à ceux d'Harry Walker. La Vieille Taupe nous mit en contact avec des grévistes de Batignolles à Nantes. L'EO joua le rôle d'amphitryon et était présente au sein du Comité Unitario. Pour nous, HW était l'archétype du mouvement ouvrier radical. C'était un mouvement sans sigle qui dépassait ses dirigeants de toujours et comptait sur un réseau international (France, Italie) de solidarité. On se sentait fiers d'y avoir participé.

L'apport à la grève d'Harry Walker fut la réunion des collectifs ouvriers, de l'infrastructure technique de l'EE (impression, voyages) et des contacts internationaux de l'ET (Vieille Taupe, Lotta Continua) qui se sont retrouvés efficacement dans une même tâche. Que se lient un comité de grève et une imprimerie n'a rien d'extraordinaire mais qu'en plus il y ait des contacts internationaux et les moyens pour amener à Harry Walker une délégation d'une grève sauvage française, Batignolles, nous semblait très prometteur si cette dynamique pouvait se généraliser. L'ET n'était pas dans le Comité Unitario mais il nous importait de réussir à faire surgir de nouveaux Harry Walker (chose que nous n'avons pas réussie).

El Chato : La grève d'Harry Walker fut une grève très personnalisée avec José Antonio et Murcia malgré les avertissements que nous leur avons donnés.

Sebas : Durant la grève, à Lyon, Oriol a organisé une réunion sur la solidarité avec HW. Je sais que des camarades sont allés à Milan pour rencontrer des ouvriers de l'usine du même groupe, il existait un contact avec Lotta Continua. À Paris, ils sont allés à Solex où un mouvement de *solido* a été organisé par les ouvriers des chaînes. Moi-même, je suis allé chercher un camarade basque du front ouvrier d'ETA VI qui représentait les ouvriers en grève d'une usine de Navarre, pour qu'il puisse rencontrer ceux du *Comité d'HW*.

■ 1971

À Toulouse, en janvier, Oriol (EE de Nuestra Clase) préconise la nécessité de créer une structure de lutte armée. L'EE devient le 1000. Cette orientation est relatée, en 1972, dans le document écrit par Oriol, « Dos anys de resistencia ». Est-ce que l'ET était au courant de cette idée d'Oriol et de cette réunion de janvier 1971 ? En tout cas, en juillet 1973, lors de la rédaction de « ¿ La historia nos absolvera ? », le Petit et Montes ne tiennent pas compte de ce changement d'appellation et continuent à les nommer Equipe Extérieure.

Pendant l'année, de nombreux textes sont publiés à Barcelone :
– *Europa salvaje : estudio sobre el movimiento de huelgas salvajes en Europa en la segunda mitad del siglo XX* (Europe sauvage : étude sur le mouvement de grèves sauvages en Europe dans la seconde moitié du 20^e siècle).

El Petit : C'est la traduction d'un extrait d'une brochure (d'ICO, je crois). L'ET en a fait les corrections orthographiques et en a amélioré le ton et le choix du titre. La référence aux GOA vient du fait qu'ils l'ont rééditée quand ils ont vu qu'ils risquaient de perdre du terrain. Ensuite on en a traduit d'autres, parfois sans signature ou signées par ceux d'EO (GOA).

– *La lucha contra la represión : la policia y sus métodos, las medidas de seguridad, la contra-represión* (La lutte contre la répression : la police et ses méthodes, les moyens de sécurité, la contre répression). Brochure collective avec des écrits principalement de Diaz, avec la collaboration d'Oriol et de diverses personnes. Elle est éditée et diffusée en mars par Plataformas à Barcelone, mais imprimée en France à l'initiative d'Oriol. Il y aura une seconde édition de ce document mais en langue catalane, publiée en 1972 par un autre groupe.

– *Boicot : elecciones sindicales : no a la legalidad burguesa* (Boycott des élections syndicales : non à la légalité bourgeoise). Brochure écrite et éditée par l'EE à Toulouse, en mars, avec comme seule signature sept fusils alignés barrés du chiffre 1000. Il est pré-

cisé dans la brochure que cette dernière a été imprimée : « avec du matériel spécialement « socialisé » par un commando du 1000 ». Elle doit être diffusée au sein des entreprises à Barcelone et ailleurs, pour convaincre les travailleurs de refuser ce type de vote parce qu'il favorise, entre autres, la bureaucratisation syndicale.

Les élections des délégués de la Central nacional sindicalista (CNS), organisées par la dictature, doivent avoir lieu en mai 1971. Ce syndicat d'obédience fasciste, dit *Vertical*, créé en 1938 par l'État, est le seul autorisé où les patrons, les cadres et les ouvriers de la même profession s'y retrouvent. Les adhésions sont imposées et la cotisation déduite du salaire par l'employeur.

Le PCE et des dirigeants des CCOO appellent les travailleurs à y participer. Malgré ces requêtes, les ouvriers en majorité vont les boycotter. Divers courants politiques comme Plataformas, à travers leurs propres médias, appellent à le faire.

Un désaccord survient au sujet du contenu de « Boicot... » entre l'EE et l'EO (Murcia/Diaz) à propos des fusils comme signature et de la recette sur la fabrication de cocktails Molotov. Connaissant Oriol, l'EO se doute que ce ne sont pas de simples illustrations mais des références à la lutte armée qu'elle refuse.

Sancho : Sur cette dernière apparaît pour la première fois le sigle 1000 avec sept fusils verticaux et la devise « Ma patrie c'est mes frères qui labourent la terre », extraite de la revue cubaine *Gramma*. La raison de cette signature est due à un désaccord au sein du groupe Nuestra Clase.

El Petit : Le groupe technique publia la brochure *Boycott des élections syndicales* qu'il signa avec quelques fusils et le chiffre 1000, pour suggérer que l'on n'était pas aussi peu nombreux que l'on pourrait croire. Elle n'a pas plu à l'EO car cela leur semblait une interférence bien qu'ils le disculpèrent par amitié. Elle fut à peine distribuée.

El Chato : Avec le Rubio et Dolors Torrent nous avons rencontré Oriol à Perpignan. Ils nous avaient donné des exemplaires de *Boycott des élections syndicales*. Ensuite nous avons poursuivi notre voyage jusqu'à Paris. Nous sommes allés à la Vieille Taupe et ailleurs.

En France, trois membres du 1000 sont interpellés le 25 mars, dans un véhicule dérobé alors qu'ils s'apprêtent à passer les Pyrénées avec des exemplaires de la brochure, *Boycott des élections syndicales*. Oriol est incarcéré à la prison de Perpignan.

Une fois terminée la grève d'Harry Walker, le comité responsable de l'ET signe le texte « Notas para un análisis del conjunto de « nuestra tendencia » y sus perspectivas » (Notes pour une analyse de l'ensemble de « notre tendance » et de ses perspectives). Il se veut un bilan critique des forces en présence au sein des entreprises.

Daté du 21 avril 1973, il parle de la situation des trois équipes, jusqu'en 1971. Or, entre cette date et avril 1973, l'histoire s'accélère avec des événements suffisamment importants pour que l'ET les signale, ce qui donne à penser que l'essentiel du texte a été écrit courant mars, avril 1971. Dans ce cas, pourquoi cette date ? Est-ce une erreur lors de la traduction ?

El Petit : Pour la signature, on utilise l'euphémisme « Nuestra tendencia » au lieu du sigle MIL. Ce qui reflète la position bibliothèque (ma position). Le projet de bibliothèque doit dater de cette époque, passer de publier des choses isolées et sporadiques à une plus grande régularité.

« ...Un fait imprévisible a précipité les événements et avec eux le processus en question : la grève de l'entreprise Harry Walker. Pendant quelques mois, les efforts de chaque équipe et de leur ensemble convergent vers un même centre, qui est la lutte de la classe ouvrière. L'EO occupe donc une position encore plus privilégiée que de coutume car l'événement a lieu dans son champ d'opération. Pendant des mois, cette équipe croit que le processus d'unification est dûment réalisé par une simple action axée sur l'immédiat : par la grève de Harry Walker qui, effectivement, a permis de l'envisager sans arriver à le faire naître. C'est au moment où la grève finit, comme toutes les grèves, et où l'on procède à un bilan rapide des expériences, que l'euphorie passagère qui avait pour centre la lutte à la base chez Harry Walker s'évanouit ; on voit s'ouvrir, dans ce pro-

cessus spontanément accéléré, une crevasse qui ne peut être comblée que politiquement, par l'assimilation unifiée de l'expérience et de la praxis de toutes les équipes, considérées comme un tout...

...Nous considérons qu'il existe aujourd'hui les éléments théoriques et matériels suffisants pour entreprendre un pressant travail de mise au clair du mouvement ouvrier grâce à des publications, en créant des bibliothèques, en ouvrant des débats, etc. » □ Extrait de « Notas para un análisis del conjunto de « nuestra tendencia » y sus perspectivas ».

L'ET veut une analyse politique et lance le projet de bibliothèque, souhaitant l'unification des différentes équipes. Pour José Antonio Diaz et d'autres, il n'a jamais été question d'unification, tout au plus de collaboration, plus particulièrement pour l'édition du *Diccionario* (Dictionnaire) publié en août 1970. Le livre ...*Pero hay quienes luchan toda la vida, esos son los imprescindibles* (...Mais il y a des gens qui luttent toute la vie, eux sont les indispensables), va dans ce sens. Cet ouvrage, écrit collectivement en souvenir de Diaz et publié après 1985, s'insurge contre l'affirmation de cette unification reprise *a posteriori* dans divers ouvrages et articles et il n'est pas tendre avec les membres du MIL. Excessif ou simplement réaliste, il est révélateur du décalage et des désaccords théoriques entre le groupe d'ouvriers et la vision du Petit :

« ...Le MIL est un groupe armé de jeunes confus dont la moyenne d'âge n'atteint pas les 25 ans. Les plus connus sont issus de la bourgeoisie barcelonaise et sans lien personnel durable avec le monde du travail. C'est l'exemple-type du groupuscule volontariste. Ils prétendaient se présenter comme un *appui* de la classe ouvrière, en réalisant des actions armées *d'expropriation* et comme une « équipe théorique », capable de montrer le chemin vers l'autonomie de la classe. Bizarre autonomie de la part de *libérés* qui se consacraient à l'élaboration de théories, loin des lieux comme l'usine, les quartiers, etc, où sont brûlants les problèmes qu'ils comptent résoudre...

Nous affirmons énergiquement que les Plataformas, les Circulos ou les GOA, durant les années 1970 à 1972, n'eurent rien

à voir, au niveau organisationnel avec les futurs MIL à l'exception du service à titre personnel de l'impression du « Dictionnaire ». » □ Cité dans *El MIL : una historia política*, p. 85.

El Petit : EO (Diaz/Murcia) prit ses distances, elle ne voulut pas rencontrer les gens de la Vielle Taupe qui étaient venus à Barcelone pour nous voir en avril 1971. Je crois que sont venus Denis Authier et/ou Pierre Guillaume. Ce n'est pas une rupture ET-EO si ce n'est qu'on pouvait se passer de se connecter avec GOA puisque nous le faisons avec Plataformas. Nous n'étions pas toujours d'accord mais nous unissions nos efforts. C'est-à-dire qu'ils ne participaient pas seulement à la distribution.

Après l'éclatement des Circulos de formación de cuadros en novembre 1970, Murcia et Diaz rompent avec les Comisiones obreras, prennent du recul vis-à-vis de Plataformas et de l'ET et sont à l'origine de la formation des Groupes ouvriers autonomes (GOA) dont l'apparition publique se fait en mai-juin

El Rubio : Les GOA vont naître avec la grève d'Harry Walker. Ils seront 20 à 30 personnes. Chato et moi n'avons jamais fait partie des GOA. Plataformas, c'était deux cents personnes dans une douzaine d'entreprises. Avec le Chato, nous participerons jusqu'à la fin aux Plataformas. Elles vont disparaître en 1975. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Pour l'évolution des différents groupes, notamment les GOA qui vont cesser d'exister au milieu de l'année 1973 et les relations entre l'ET et le mouvement ouvrier de Barcelone ou avec la Vielle Taupe, on ne peut que renvoyer au livre de Sergi Rosés, *El MIL : una historia política*, qui se livre à une étude minutieuse à partir des documents et de divers courriers avec les intéressés.

Cependant, pour l'ET, les liens ne sont pas rompus avec le monde ouvrier, elle est en contact étroit avec des membres de Plataformas notamment le Rubio et le Chato. Plataformas, qui

depuis début janvier 1971, éditent un nouveau journal *El boletín : plataformas de las Comisiones Obreras*, publié à mille exemplaires. En 1972, Plataformas s'appuyant sur le texte « Manifiesto de trabajadores anticapitalistas » s'appellent dorénavant Plataformas anticapitalistas ou Plataformas de trabajadores anticapitalistas.

El Petit : La différence entre les GOA et les Plataformas : ces dernières étaient autonomes. Elles s'appelaient Plataformas anticapitalistes, elles venaient du secteur radical des Circulos de formación de cuadros, lancées initialement par les GOA. Ce n'était pas une organisation avec un leader mais un ensemble de divers noyaux qui s'interconnectaient plus ou moins et qui cherchaient des contacts avec des groupes locaux autour de publications locales ou de quartier. C'est la différence entre l'EO et le noyau d'une future EO (Plataformas).

El Chato : Murcia et Diaz étaient là seulement au début. Très vite ils se sont non seulement éloignés, mais ils vivaient très mal l'histoire du MIL, surtout José Antonio. Ils ont fait quelques trucs ensemble. Les relations ont duré un certain temps avec la publication du livre sur Blansol. Sur le départ de Diaz et Murcia, je suppose que c'est au début par idéologie, une fois montée l'infrastructure des GOA (machines à imprimer). Le risque les fit se désister et ils rompirent avec Oriol. Fondamentalement, la question théorique était de Santi Soler, c'est lui qui était le plus impliqué.

D'autres publications voient le jour à Barcelone entre avril et septembre :

– *Proletariado y organización* (Prolétariat et organisation) écrit de Cardan. Texte, traduit par l'ET et édité par Plataformas, sans signature.

– *Como luchar contra los cronometrajes* (Comment lutter contre les chronométrages). Texte écrit et édité par Plataformas, sans signature. C'est le Rubio qui rédige ce texte suite à son expérience comme chronométrateur.

– *Partido y clase obrera* (Parti et classe ouvrière) écrit de Pannekoek. Traduit par l'ET et édité par Plataformas, sans signature, en avril 1971.

– *Manifiesto jusqu'abutista* (Manifeste jusqu'au-boutiste) ou *Revolución hasta el fin* (Révolution jusqu'à la fin) est en fait le *Mamotreto* (Manuel à l'intention des ouvriers) dont l'élaboration a débuté en 1970. Texte écrit par l'ET avec la collaboration de l'EO sur sa première partie. Imprimé par l'EO avec du matériel dérobé par l'EE.

– *La lucha de Santa Coloma* (La lutte de Santa Coloma). Texte écrit par la future EO mais édité et signé par les GOA.

– *Los consejos obreros en Hungría* (Les conseils ouvriers en Hongrie). Texte traduit par l'ET et édité par les GOA en juillet à Barcelone.

– *La lucha contra la explotación* (La lutte contre l'exploitation). Édité par Les GOA.

– *Notas para un análisis de la revolución rusa* (Notes pour une analyse de la révolution russe). Textes de Jean Barrot publiés en France en 1968. Traduits par l'ET et édités par les GOA.

El Petit : Le texte de Cardan pourrait bien procéder d'un bouquin de Ruedo Iberico dont on aurait choisi un chapitre en le présentant comme une traduction. N'oublions pas qu'à l'époque Ruedo Iberico avait sorti aussi une anthologie de textes de Claude Lefort. L'ET préférerait ce dernier.

Henri Simon a bien voulu nous éclairer sur les éditions de cette période. Il a été membre du groupe Socialisme ou Barbarie (SB) jusqu'en 1958, puis l'un des animateurs d'ICO jusqu'en 1973 et actuellement, en 2006, d'Échanges et Mouvement qui publie la revue *Échanges* et le bulletin *Dans le monde une classe en lutte*.

Henri Simon : Ce texte est traduit de *Socialisme ou Barbarie* n° 27 (avril/mai 1959) et n° 28 (juillet/août 1959). L'auteur Cardan est un pseudo de Castoriadis. À l'époque, le groupe Socialisme ou Barbarie venait d'éclater précisément sur la question du parti révolutionnaire entre, schématiquement, les autoritaires (dont Cardan) et les anti-autoritaires (dont j'étais) sur la base également

d'une analyse du gaullisme. Le texte de Cardan/Castoriadis reflète sa position d'alors. S'il a évolué ensuite sur la base d'un abandon total du marxisme (ce qui a occasionné une nouvelle scission en 1963), il n'a jamais pourtant été très clair sur cette question de l'organisation, affirmant d'un côté l'impératif de l'autonomie mais de l'autre, la nécessité d'une organisation. Mais le texte en question avait une forte connotation autoritaire. (Castoriadis est décédé en décembre 1997).

Le texte de Pannekoek figure dans l'ouvrage *Pannekoek et les Conseils ouvriers* de Serge Bricianer (éditions EDI) dont la première édition remonte à 1969. Il est publié dans le n° 15 de mars 1935, de *Ràtekorrespondenz*, organe théorique et de discussion du groupe des communistes internationalistes de Hollande ; bien que signé Pannekoek, il est mentionné qu'il fut rédigé dans le cadre d'une discussion sur l'avenir du nouveau mouvement ouvrier. Le texte, comme Pannekoek, est résolument anti-autoritaire, n'assignant aux groupes que des tâches de discussion et d'élaboration à destination des travailleurs et en aucun cas cherchant à fixer des tâches ou programmes. Pannekoek est considéré comme le principal théoricien du communisme de conseils après avoir été dans la gauche de la sociale démocratie avant 1914, avoir critiqué fondamentalement le léninisme et soutenu le mouvement des conseils allemands dont il tira l'essentiel de ses théories.

El Petit : *Manifesto jusqu'abutista* est un texte interne : c'est pour cela que nous ne nous sommes pas préoccupés de lui trouver un titre en castillan. Texte de cinquante pages écrit par l'ET, c'est une critique du léninisme. Il y avait des suggestions de tout le monde et pas seulement des rédacteurs de l'ET. Il était question de faire le point sur le chemin parcouru quant à nos positions avant de faire un pas de plus dans la radicalisation théorique, sinon il y avait le risque d'oublier notre point de départ et de reculer au lieu d'avancer. C'était un compromis consensuel de la part de tous. Je ne connais pas la date de sa parution et encore moins s'il fut édité sous le titre de *Revolución hasta el fin*.

L'ouvrage *Les conseils ouvriers en Hongrie* appartient à la même époque des éditions GOA qui éditent ce texte mais cette fois sans en avertir l'ET. Il s'agissait d'un texte court et avec pas mal de confusionnisme. Rien à voir donc avec Socialisme ou Barbarie.

H. Simon : Il est possible que ce texte provienne soit d'une brochure de *Socialisme ou Barbarie, L'insurrection hongroise* (supplément au n° 20 - décembre 1956), soit de textes parus à la même époque dans la revue *Socialisme ou Barbarie* ou d'une brochure du groupe anglais *Solidarity Hungary 56 - Andy Anderson* (plusieurs rééditions à partir de 1964 et une traduction française après 1971 par Échanges mais diffusée par Spartacus). Il y eut aussi, après 1956, beaucoup de textes sur les conseils ouvriers hongrois et, sans le texte, difficile de dire d'où provient cette édition.

Rencontre du Petit avec Salvador Puig Antich dit « El Metge », « Gustavo » ou « Le diplomate » (surnom donné par Maria Mombiola) et Jordi Solé Sugranyes dit « Sancho », futurs membres du MIL/GAC.

El Petit : En 1971, j'ai connu le Metge par Garriga, et Sancho par Montes et Oriol, bien avant les Français.

Montes : Quand Salvador revient de l'armée, nous n'avions même pas de nom. Mon frère Oriol était en prison à Perpignan pour l'affaire des brochures sur le boycott des élections syndicales. Comme Oriol, nous considérons que l'opposition démocratique faisait partie du système. Nous pensions aussi que l'extrême-gauche n'était que l'extrême-gauche du système capitaliste. Nous étions contre tout ça et, à cette époque-là, nous n'arrêtons pas de penser et de repenser. Ce fut une période intense de réflexion dans laquelle nous intervenions tous, surtout Xavier Garriga, Santi Soler et moi. Salvador et Jordi, mon petit frère, y participaient aussi. Nous nous réunissions dans l'appartement de Santi, à Badalona. Nous y passions de nombreuses heures. □ Extrait de *Cuenta atrás*.

Sancho : L'appartement du Petit à Badalona et ensuite celui de la rue Caspe à Barcelone étaient les lieux pour les réunions entre les trois équipes. □ Entretien avec Sergi Rosés.

□ 1972

LES ÉDITIONS AVANT CELLES DE MAYO 37

Le projet de la Bibliothèque est mûr. L'ET traduit *El derecho à la pereza* (Le droit à la paresse) de Paul Lafargue, *Las huelgas en Polonia* (Les grèves en Pologne), *La revolución alemania* (La révolution allemande). Pour le centenaire de la Commune, la Vieille Taupe édita une affiche-texte, l'ET la traduit et édite « La Comuna : Paris 1871, Kronstadt 1921 ou Pologne 1970-1971 ». Avec l'EE, elle retravaille sans cesse le texte, *Estudio economico ou análisis economico de España* (Etude économique), commencé en octobre-novembre 1971, qui est édité au mois d'avril 1972.

En décembre est traduit ou écrit (?) le texte « Capital y trabajo » (Capital et travail) qui sera par la suite édité par Mayo 37. Le Petit écrit en fin d'année ou début 1973 : « El antiautoritarismo de la lucha obrera en Barcelona » (L'anti-autoritarisme de la lutte ouvrière à Barcelone). Texte tamponné par le MIL/GAC, qui serait une esquisse d'un texte plus complet qui sera publié dans *CIA* n° 1 sous le nom : « Balance y perspectivas de la lucha obrera » (Bilan et perspectives de la lutte ouvrière).

El Petit : *Le droit à la paresse* de Paul Lafargue est une traduction de l'édition de Maspéro. Il avait été édité aussi par l'ancien Spartacus, je ne sais pas si c'est avec ou sans préface puisque le tirage étant épuisé, l'ET a décidé de traduire la version éditée par Maspéro.

H. Simon : Lafargue, c'est le gendre de Marx et un des fondateurs du Parti socialiste français. Sans aucun doute de tendance autoritaire, il est facile de trouver sa biographie. Le titre du *Droit à la paresse* peut créer une certaine méprise car il fut écrit contre l'exploitation forcenée des travailleurs, demandant pour eux un temps de repos. *Le droit à la paresse* a été réédité par Spartacus en 1977 ; je ne pense donc pas que le texte que vous citez se réfère à cette édition.

El Petit : Quant au dossier sur la Pologne, il peut provenir soit de la revue *ICO*, soit d'un Spartacus signé par *ICO* (n° 60) avec le titre

Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971). Le changement des titres était habituel, soit pour les copyrights ou simplement pour les questions de clarté. Le fait que l'ET titre *Les grèves en Pologne* serait donc normal.

Cette habitude porte parfois à perdre la référence de source, même pour le MIL. Ainsi le titre *Europa salvaje* émane de l'ET. Nous en ignorons la source, si elle était française, allemande, anglaise...

À l'époque on avait une excellente relation avec Lotta Continua qui avait d'ailleurs de très bons traducteurs de l'allemand. On ignore encore ou on a oublié si, à l'origine, c'était un dossier ou un collage.

H. Simon : *Les grèves en Pologne* peut avoir été traduit soit d'un premier article paru dans *ICO* n° 101-102 de janvier-février 1971, non signé comme tous les articles d'*ICO*.

El Petit : Les deux textes sur la révolution allemande sont effectivement de très complets dossiers apparus dans *ICO* : l'ET a préféré les traduire plutôt que traduire le *Spartacus Marxisme contre dictature* de Rosa Luxemburg où on laisse encore évidemment dehors le conseillisme allemand que théoriserait vraiment le KAPD et des tendances proches.

H. Simon : *La revolución alemania* ainsi que *Sur l'organisation de classes dans la révolution allemande* (édité par Mayo 37) peuvent effectivement avoir été traduits d'*ICO* qui a publié deux brochures sur les conseils allemands :

– numéro 42, spécial d'*ICO*, août-septembre 1965 avec une discussion publiée en supplément au n° 43, novembre 1965 ;

– numéro spécial, supplément au n° 105, mai 1971, « Fondements économiques du communisme » qui traite également du mouvement des Conseils en Allemagne.

El Petit : Il faut parler un peu des rapports de l'ET avec le matériel fourni par la Vieille Taupe (librairie période 1965-1972 – rien à voir avec la maison d'édition négationniste autour des années 1980). Dans ses rapports, l'ET laissait de côté Pierre Guillaume et comptait avec Barrot comme fournisseur de matériel. Il nous a filé des *Cahiers Spartacus* presque introuvables, ceux de l'ancienne époque et les autres de l'époque de rééditions de vieux matériel avec de longues préfaces de réactualisation. Il y avait aussi des anciens *Socialisme ou Barbarie* (époque P. Chaulieu) que Barrot préférerait à Cardan.

La Vieille Taupe avait des publications comme *ICO* ou *Révolution Internationale* (*¿ Vamos hacia un nuevo 29 ?*), d'où sortaient, de temps en temps, d'intéressants dossiers, Barrot a convaincu l'ET de s'abonner à *ICO* et *RI* qu'on devait recevoir en France.

Barrot nous fournissait aussi des livres situs ainsi que la revue de l'IS. Il y avait aussi des textes made in Barrot : une revue cyclostylée *Le Mouvement Communiste* (après Barrot sortira en 1972 aux éditions Champ Libre un livre avec le même titre). La revue voulait rivaliser avec une autre néobordiguiste, *Invariance*, de Jacques Camatte. Barrot avait auto-édité, avant *Le Mouvement Communiste*, le texte *Notes pour une analyse de la révolution russe* édité par les GOA, puisque l'ET n'osait sortir un tel pavé.

Les publications avec nom d'auteur mais sans aucune autre référence viennent des *Cahiers Spartacus*, une revue dirigée par René Lefeuve⁽¹²⁾ en 1946-1948 à Paris. La VT avait le stock, le copyright et elle avait commencé à rééditer en 1969 quelques-uns de ces textes épuisés. La VT nous donna quelques exemplaires de ce fonds. Je me souviens qu'ils n'avaient qu'un seul exemplaire du Berneri qu'ils nous ont donné pensant qu'il n'était pas intéressant de le republier. Ce livre nous plut tellement qu'il fut le premier que nous avons traduit pour la Bibliothèque, donnant son nom aux Éditions Mayo 37. Ce sont des textes déjà publiés en France, mais mis en page et avec une préface pour que la ligne éditoriale soit différente.

Le projet d'éditions est dynamisé par les nombreux contacts avec l'EE et particulièrement après la sortie de prison d'Oriol en mai 1972. Le 1000 prend forme de nouveau et change de sigle au cours des mois suivants et il devient Groupe autonome de combat (GAC) du MIL. Pour financer ses activités, sa vie quotidienne et

12 – LEFEUVRE René-Joseph (1902-1988) : Militant marxiste révolutionnaire, il exerce la profession de correcteur et participe au contenu de diverses revues et à leur édition. En 1934, il fonde la revue *Spartacus* et, en 1936, les *Cahiers Spartacus* qui éditent comme premier document : *16 fusillés à Moscou*, de Victor Serge. Un déficit financier stoppe la production. En 1968, il relance les éditions Spartacus.

les éditions, ce GAC entreprend à partir du mois de juillet une série de vols à main armée en Catalogne et exproprie au mois d'août du gros matériel d'imprimerie à Toulouse. L'ET ne se désolidarise pas de ces pratiques. À ce moment-là, les braquages ne la gênent pas.

El Petit : Les expropriations étaient seulement un moyen, jamais un but en soi, une forme d'agitation. Pour ma part, quand le FSF devint CHE-CHO au nom de la militarisation, je me suis dit que je ne trébucherais plus sur la même pierre. Des hold-up ou des actions en général, je ne savais que quatre commentaires de table de café. Je laisserai sans réponses toutes les questions sur le fonctionnement pratique parce que c'est un sujet auquel j'étais étranger : les contacts, si on se connaissait, les faux noms, les appartements, les armes, les imprimeries. Pour des raisons de santé, je n'ai pas pu prendre des responsabilités dans ces choses-là, il n'y en avait pas besoin.

De son côté, Montes participe même à l'infrastructure du MIL/GAC sur Barcelone et donne un coup de main pour les hold-up, sur quoi ironise « Aurore », future membre du MIL/GAC.

Aurore : Montes disait qu'il était trop grand et donc repérable s'il participait directement à un *atraco* (hold-up). Il faisait des repérages, avec la Beth, sa compagne. Il se tenait donc toujours en retrait des « actions directes » (au moins quand je l'ai connu). Pas du tout le même caractère que ses frères Oriol et Sancho. Autant Oriol, c'était le style : je fabrique un projet et j'y pars en tête, autant Montes c'est : je suis le général et je mourrai dans mon lit, les autres vont au casse-pipe, moi je sais la stratégie.

La deuxième Équipe Ouvrière

Des ouvriers de Plataformas collaborent étroitement depuis quelque temps avec l'ET, notamment le Chato et le Rubio qui forment la nouvelle mouture de l'EO. Ils désirent contribuer avec l'ET au projet de bibliothèque, conforme à la conclusion de « Notre tendance... ». Les deux participeront à Mayo 37.

El Petit : La nouvelle EO intègre la bibliothèque à la différence de l'époque GOA. Par exemple, entre les premiers textes de Mayo 37, il y a un texte sur les luttes dans les quartiers qui est paru dans la revue *Komuna 2*. Il a une valeur de témoignage sur les groupes ouvriers radicalisés autour d'une revue, lesquels pouvaient y voir une compilation de leurs textes au-delà de leurs espérances. Ce texte *La lucha en barrios* nous fut donné par le Chato et le Rubio. Je les voyais tous les deux une fois par semaine, toujours le même jour à la même heure et au même endroit, et si on ne pouvait pas venir c'était reporté à la semaine suivante. On collabora et on avait en commun cet intérêt pour une bibliothèque.

El Chato : Au début de l'EO, il y avait Juanjo Ferreiro et Diaz, je crois qu'à cette époque, en 1969, Murcia était en Israël. La première mouture de l'EO était plus ancienne dans les luttes et plus personnelle. C'étaient les leaders qui favorisaient cet état alors que nous étions plus nouveaux, moins avant-gardistes (dans le sens d'élite d'une organisation) et nous avions des concepts moins spontanéistes, regardant toujours vers le futur. Avec moi, venait Marcelo (Rubio) qui travaillait alors à Bultaco. Ce groupe s'est maintenu jusqu'à l'été 1973.

El Rubio : Quand il y a eu la rupture de l'ET/EE avec Diaz, j'ai connu Santi qui m'a contacté par l'intermédiaire de Quim (membre de Plataformas de Poble Nou). C'était à l'époque des textes « Manotreto » et « Análisis económico » (Étude économique). À cette époque, j'ai beaucoup de liens avec le Chato et je vais en avoir avec Santi. Avec lui et le Chato, nous discutons des textes à publier ou parus.

Nous n'étions pas conscients de l'existence de trois équipes (ET, EE, EO). Je n'ai pas le souvenir d'une union effective et formelle des trois équipes. Mais si elles n'étaient pas unifiées, on ne peut nier qu'à cette époque nous étions très unis. □ Entretien avec Sergi Rosés.

El Chato : J'ai connu Oriol à l'automne 1969 dans une excursion de noyaux ouvriers qui se fit au lac de Banyoles. En mars 1971, lors d'un voyage à Perpignan, avant d'aller à Paris, Oriol nous avait donné quelques tracts et une brochure où était écrit 1000 en chiffres et qui expliquait la fabrication d'un cocktail Molotov. J'ai commencé à discuter avec les membres du MIL à l'hiver 1971-1972

pour faire des éditions. Dans ces réunions, est arrivé le Secrétaire qui à cette époque voulait éditer des livres de Salgari et il a disparu très tôt. Je ne l'ai pas revu jusqu'en août 1973 à Toulouse. Je ne voyais jamais l'aîné (Montes) car je n'acceptais pas des réunions où il était car la sécurité de son côté laissait à désirer et on m'avait raconté des histoires à son sujet qui ont fait que je n'avais pas de relations avec lui.

Ils essayaient de monter une imprimerie à Barcelone, ils avaient déjà les machines que mon groupe gardait dans le quartier de Pomar à Badalone. Elles devaient être rendues et je ne sais pas si elles ont atterri au FAC (Frente d'alliberament de Catalunya). Il y avait une offset, une machine pour les petites brochures, une machine à écrire IBM, je ne sais plus pour le reste.

Il y a toujours eu des groupes d'ouvriers avec eux jusqu'à la fin. Le Rubio et moi-même avec Ferreiro et les jumelles, nous avons maintenu une relation suivie. Dans le cas du Rubio et moi, jusqu'à la fin puisque j'étais avec Santi la veille de son arrestation et je suis même allé chez lui une semaine après pour nettoyer son appartement.

El Petit : Une série de groupes divers des quartiers ouvriers, autour de publications qui leur servaient de porte-voix, devait être le nouveau réseau non unifié des collectifs ou EO (La Commune Valles Obrero, groupe Berneri, etc) et seraient contactés. On publierait leurs textes et eux distribueraient notre bibliothèque encore sans nom. Le noyau ouvrier de Besos était des amis personnels, totalement inconnus du MIL. Ils me donnaient des informations, me disaient quelles publications avaient du succès, celles qu'ils n'étaient pas arrivés à diffuser, ce que disaient ceux de Diaz, ceux de Loro, etc. Ils avaient pris rendez-vous avec ceux de la publication *Valles obrero* pour qu'on leur enlève de la tête leurs *a priori* léninistes, c'était une réunion informelle, je marquais les adresses dans mon agenda parce que, dans le Besos, il fallait écrire la rue, le bloc, le numéro de porte, l'étage, le téléphone au cas où tu te perdis, c'était un quartier à moitié urbanisé.

Le MIL s'étoffe en octobre avec l'arrivée d'Emilio Pardiñas Viladrich dit « Pedrals ». Il est né en 1945. À Barcelone, étudiant, il

milite avec les nationalistes catalans et fait partie du SDEUB. En 1967, il poursuit ses études en France. Il prend part à la révolte étudiante de mai 1968. En 1971, à Paris, il est condamné à un an de prison pour un « braquage » (voir le témoignage d'Aurore, membre du MIL/GAC). Il est incarcéré plus de trois mois à la prison de Fresnes et est expulsé de France. De retour à Barcelone, il travaille aux éditions Redondo. Dans l'appartement qu'il loue avec un ami espagnol, connu à l'Institut d'études politiques à Paris, il rencontre et sympathise avec Montes qui l'intègre aux activités du MIL.

El Petit : Pardiñas était un ami de Montes, ils le mirent à l'ET parce qu'il n'était pas bon pour la chose armée. Il avait une amie française, apolitique.

À l'automne, l'ET en tant que structure collective de réflexion n'existe plus vraiment, son seul représentant est le Petit. Le Secrétaire s'est éloigné, Montes et Pedrals sont plus proches de la dynamique du MIL/GAC que de l'ET. De fait, deux objectifs se dessinent : la consolidation du MIL/GAC et la mise en place d'une bibliothèque avec une structure d'édition et de diffusion. Au cours de l'année 1973, la Bibliothèque prend pour nom Mayo 37. Pour orienter et consolider ce projet, le Petit produit quelques textes à usage interne.

« Tareas politicos-prácticas de una biblioteca socialista » (Tâches politiques et pratiques d'une bibliothèque socialiste), écrit en octobre, jette les bases de ce que doit être la bibliothèque. Et au cours de l'hiver, deux autres textes suivent : « Objetivos de la biblioteca : cinco temas a cubrir » (Objectifs de la bibliothèque : cinq thèmes à traiter) et la « Biblioteca Socialista como estrategia politica » (la Bibliothèque Socialiste comme stratégie politique).

Un texte intitulé « Réflexion sur la bibliothèque », signé Mayo 37, publié en septembre 1973, fait le point sur les objectifs de la bibliothèque en octobre 1972 :

« (...) En résumé, les objectifs politiques que peut arriver à assurer le fonctionnement d'une bibliothèque, Mai-37, radicalement révolutionnaire, sont :

- renforcer et accélérer la radicalisation qui a lieu actuellement dans le Mouvement ouvrier à Barcelone, spécialement, dans Plataformas ;
- neutraliser tous les genres d’ingérences, sectaires et opportunistes, qui essaient de s’infiltrer au sein de la lutte de classe, contribuant à la longue à faire entrer en crise ces politiques ;
- provoquer le regroupement des révolutionnaires, si dispersés et isolés aujourd’hui, par l’apparition de cellules communistes qui peuvent disposer de plates-formes théoriques solides et cohérentes ;
- grouper concrètement certaines cellules sur le travail pratique que demande le bon fonctionnement de la bibliothèque ;
- établir un instrument capable de resserrer les liens entre révolutionnaires des différentes régions d’Espagne et de leurs luttes de classe ;
- démontrer la non-viabilité des actions limitées à la légalité bourgeoise (réformisme) dans un défi permanent à *l’establishment* ;
- contribuer, dans la mesure de nos possibilités, à l’avance de la lutte révolutionnaire internationale par une expérience d’un type nouveau, etc. (...) »

El Petit : Les éditions étaient un objectif présent dès la sortie d’AC. Avant l’oscillation entre la stratégie militaire et la théorique, on décida de préparer une série de traductions sous le nom de Bibliothèque (jusqu’au début 1973).

La stratégie de l’ET (le projet de bibliothèque) était consensuelle avec la bénédiction d’Oriol. Son arrestation en septembre avait rallongé de quelques mois précieux les publications, son absence parmi nous, nous laissant à la merci de l’EE dans ce sens que les partisans de la bibliothèque étaient une minorité (Sancho nous appuyait mais Sebas non, le Metge ni oui ni non, et Pons idem). Comme nous ne pouvions pas lancer la bibliothèque en 1972, on a continué à traduire et à accumuler des textes en attendant Oriol.

Sancho : L’arrestation d’Oriol en septembre 1972 n’a pas retardé les parutions. Pour nous, le projet des éditions commence dès sa sortie en juin 1972. En été, Oriol voulait tuer Creix, un pont de la

police politique. Santi et le Secrétaire, en désaccord, sont partis. Sont restés Jean-Marc, Oriol et moi. Salvador était en Suisse. Quand Oriol tombe, on laisse tomber cette folie et on commence les éditions plus sérieusement. Les éditions sont préparées fin 1972 avec le matériel d'imprimerie revolé rue de l'Esquille à Toulouse.

Sebas : Je voudrais rappeler qu'avec Oriol et Sancho nous étions bien tombés d'accord. Nous devions monter les structures politiques, dont une commune avec les ex de l'Équipe Théorique, ce qui deviendra Mayo 37, acquérir matos et expériences et ensuite faire une action précise. Nous devions exécuter Juan Anton Creix.

Un nouveau venu participe aux éditions, Jésus de La Arena dit « Txus » est un membre du groupe Barnurantz qui a rompu avec l'ETA.

Txus : Je suis né en 1948 à Santurtzi près de Bilbao. C'était un port de mer qui est devenu un port industriel avec un fort pourcentage d'ouvriers. Toute ma famille est de là-bas à l'exception d'un grand-père et arrière-grand-père originaires de la Rioja et un arrière-grand-père qui a eu beaucoup d'importance dans notre famille et qui était catalan. Tous mes oncles ont participé à la guerre dès que l'armée franquiste a pointé son nez dans le Pays basque, ils se sont tous engagés dans l'armée basque. Ce qui a coûté à ma famille l'expropriation de tous ses biens lorsque la guerre a été perdue. C'étaient des paysans qui travaillaient beaucoup. Sans être riches, ils étaient aisés pour l'époque. Ils avaient des propriétés, des terres, des vaches. Tout ça a été exproprié par le franquisme. Mais ce qu'ils n'ont pas pu exproprier, c'est la mémoire que nous ont transmise mes parents, mes oncles et tout le reste. Ma famille n'a pas été exilée après la victoire du franquisme ; seul mon grand-père qui était anarchiste est passé en France. Mon entrée à l'ETA est la conséquence logique de ce que je viens de dire. On était éduqué dans le fait qu'on était basque. Quand j'avais dix ans, j'avais déjà une conscience politique. Donc c'est quand même dans un milieu avec une histoire basque mais une histoire ouvrière que j'ai vécu. Ça m'a mené tout de suite à vouloir participer à la lutte menée par l'ETA. J'en connaissais des membres qui étaient empri-

sonnés. Dès qu'ils sont sortis, je leur ai demandé de rentrer dans l'organisation, j'avais quinze ans. Ils m'ont fait participer progressivement. Au début, ils m'ont donné toute la propagande, la littérature de l'ETA ainsi que celle nationaliste en général. À dix-huit ans, j'étais responsable de la branche militaire dans la Margen Izquierda de Bilbao. L'organisation de l'ETA était construite de manière pyramidale comme toutes les organisations secrètes. Dans chaque petite zone géographique, il y avait une direction locale composée d'un représentant de la branche militaire, d'un de la branche politique et d'un de la branche syndicale. C'était nous qui « dirigions » l'organisation dans la zone géographique. À l'époque, c'était organisé comme ça dans tout le Pays basque (espagnol). Après la mort d'un militant de l'ETA, il y a eu de grosses manifestations, c'était en 1968, et en juillet j'ai été fait prisonnier dans une rafle. Je suis resté sept mois en prison. En 1969, j'ai été libéré en échange d'une caution et mis en liberté provisoire en attendant le procès. Avec les charges de propagande et organisation, le tarif était à l'époque de deux ans de prison pour la propagande et trois ans pour appartenance à une organisation. J'étais sûr d'être condamné à cinq ans et certainement plus. Il y avait une règle dans l'organisation, chaque militant qui « tombait » se dédouanait sur ceux qui étaient déjà en prison ou en exil pour pouvoir bénéficier rapidement de la liberté provisoire et s'échapper. C'était sûr que celui qui était en taule allait être condamné à nouveau à cinq, à dix ans ou même davantage de prison supplémentaire. J'ai donc passé la frontière et me suis installé au Pays basque français. Dès mon arrivée, j'ai continué à participer, à vivre la vie politique que tout exilé a dans son organisation et notamment la lutte idéologique. À l'époque, on peut estimer qu'à l'ETA il y a deux grands courants, l'un nationaliste pur et l'autre marxiste avec toutes les nuances que l'on peut y trouver. Moi j'étais dans le courant marxiste. Je vivais de mon métier parce que j'avais un diplôme d'infirmier, j'étais marié avec un enfant.

Quand j'étais en prison, c'est là que je pris contact avec Marx, je voyais le côté spontanéiste de Marx alors que très peu de gens tiraient ces conclusions. J'ai évolué dans ce sens, cela me poussait vers une vision non dogmatique du marxisme. C'est la seule raison qui explique mon évolution de 1969 à 1972. Pendant cette période,

je ne sais plus les dates, je participe à la V^e Assemblée de l'ETA, toujours dans le courant marxiste. Il y a une division qui s'opère entre ceux qui deviennent postérieurement trotskistes et notre groupe qui s'appelle Barnuruntz auquel je participe activement. Je poursuis mon évolution en découvrant les situationnistes, en lisant Debord et notamment *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem.

J'ai quitté l'ETA avec Barnuruntz. En 1972, j'ai publié deux textes qui sont « Communisme ou léninisme » et « Carta a un camarada » qui règlent les comptes avec le léninisme, la gauche, l'extrême-gauche et tout ce mouvement idéologique. On éditait une revue avec Barnuruntz et à l'intérieur il y a une partie de mes textes où l'on voit que c'est la rupture. Cela s'est mal terminé.

El Petit : Sancho devait aller à Bayonne pour voir ceux qui vendaient des Parabellums (belges ?) à l'ETA et il m'invita à l'accompagner. Pendant qu'il faisait ses tractations, je pouvais passer la journée en débats idéologiques avec Barnuruntz chez qui on logeait près de Bayonne. Ils étaient partis de l'ETA pour des raisons théoriques, ils trouvaient que l'ETA n'avait plus que des projets immédiatistes, que l'ETA n'avait plus que le plan nationaliste et que pour cette raison, c'était la dynamique activiste qui les guidait et non le contraire, le divorce entre leurs actions et la réalité s'aggraverait chaque fois. D'après leurs dires, ils voulaient une théorisation révolutionnaire différente de celle militariste de l'ETA, du GRAPO... Je leur ai parlé du projet de bibliothèque et ils m'ont donné tous leurs bulletins. Je ne savais même pas si c'était un groupe organisé. Cela fut un week-end bien enrichissant mais je ne les ai plus jamais revus et ni eu une correspondance avec eux. Je pensais qu'ils distribueraient nos publications en Euskadi s'il y avait quelque chose de publiable à Mayo 37. Cependant, j'ai conseillé à l'EE de leur donner nos publications pour avoir des contacts avec divers groupes et ainsi essayer d'avoir une implantation au-delà de notre espace habituel. C'était si important que j'étais prêt à sélectionner des textes de leur revue pour les publier dans la Bibliothèque. Le temps a manqué et, s'il le faut, nous n'étions plus en contact.

Txus : J'ai lié des relations suivies avec les Catalans, parce que j'avais une appétence politique vis-à-vis de leur activité. À la lecture

de ce qu'ils avaient écrit à l'époque, c'est évident que j'étais dans leur camp. Ayant rompu définitivement avec l'ETA quelques années avant avec sa branche nationaliste et postérieurement avec le marxisme-léniniste, trotskiste et stalinien, pour continuer à militer il ne me restait plus que l'ultra-gauche catalane, les anarchistes catalans... étant donné qu'en Euskadi il n'y avait pas d'anarchistes et au Nord il y avait trois pelés qui ne faisaient pas un mouvement politique.

Je ne me suis jamais posé la question de rentrer dans cette organisation qui n'a par ailleurs jamais existé. Le MIL étant une coordination de gens qui agissaient avec des buts bien précis et une idéologie bien définie, tout au moins en ce qui les différençiait de l'extrême-gauche espagnole. Au cours de l'année, j'ai connu le Petit qui a eu une importance, il avait des positions théoriques bien affirmées, j'ai pu me mesurer à lui et il m'a donné les pistes théoriques pour parfaire mon évolution.

À partir du moment où je suis entré dans la dynamique du MIL/Ediciones Mayo 37, j'ai établi des contacts assidus et suivis avec Oriol, Pons, Sancho, Rouillan, Puig. Ils venaient chez moi, j'allais souvent chez eux. On faisait des réunions à la frontière. On allait à Paris pour essayer de trouver des armes. Dès 1972, je participe avec eux à la mise en route des Éditions. Ce n'est pas le groupe Barnuruntz qui collabore, il n'y a que moi qui rentre dans le projet de la Bibliothèque qui se transformera en Ediciones Mayo 37.

□ **1973**

DE LA BIBLIOTHÈQUE AUX ÉDITIONS MAYO 37

Selon le Petit, le retard dans les publications est dû au long séjour d'Oriol en prison à Toulouse mais « ¿ La historia nos absolvera ? » *oublie* de signaler les dissensions que crée l'accélération de l'histoire suite aux hold-up, alors qu'elles sont au centre des débats en ce début d'année.

El Petit : Je ne voulais pas qu'on continue à parler de Bibliothèque et j'ai proposé que l'on donne un nom, Éditions Mayo 37, vu

que le livre de Berneri serait le premier et son prologue, notre carte de présentation.

Txus : C'est en lisant un bouquin sur les événements qui se sont déroulés en mai 1937 à Barcelone qu'est née l'idée de l'appellation des éditions.

Mai 37 à Barcelone est tout un symbole : alors que la guerre fait rage, Moscou et l'État républicain mettent tout en œuvre pour briser et liquider l'élan révolutionnaire qui a éclaté le 19 juillet 1936. Les staliniens, sous des prétextes fallacieux, emmènent les *guardias de asalto* reprendre le central téléphonique tenu par les ouvriers de la CNT. La riposte est immédiate, des barricades se dressent dans les rues du 3 mai au 7 mai 1937 jusqu'à ce que les ministres *anarchistes* appellent à déposer les armes et à reprendre le travail. Les insurgés de Mai 37 firent preuve d'une redoutable lucidité, Franco n'était pas le seul ennemi.

Les affrontements provoquent la mort de plus de cinq cents personnes et plus de mille sont blessées, sans parler de la répression sanglante qui s'ensuit. Camillo Berneri en est l'une des victimes.

« Camillo Berneri, militant anarchiste italien, a été sans contredit l'un des combattants les plus lucides et les plus radicaux de la révolution qui commença en Espagne le 19 juillet 1936. L'attitude révolutionnaire sans concession dont il fit preuve aussi bien dans sa revue *Guerre des classes* que dans les tranchées du front d'Aragon et sur les barricades de Barcelone, a mis en évidence la portée considérable de l'audacieuse lutte entreprise par le prolétariat espagnol et les dangers qui le guettaient. Sa mort entre les mains de la contre-révolution stalino-capitaliste, en 1937, ne fit que confirmer tragiquement la justesse de ses prévisions et de ses mises en garde. » □ Extrait de « 1937 guerre des classes - 1973 guerre des classes », préface de Mayo 37 à la brochure : *Entre la revolución y las trincheras* de Camillo Berneri.

La référence à Mai 37 est donc pleine de sens, à double titre : le nom des Éditions rappelle le dernier assaut du prolétariat espa-

gnol et la réédition de Berneri, la continuité avec la critique du stalinisme et de l'attitude des leaders anarchistes. Pour le MIL, le combat ne se réduit pas à la lutte antifranquiste.

Txus : Cette naissance des Éditions Mayo 37 expliquait les expropriations dans Barcelone qui ne pouvaient être que le support à une activité de distribution pour favoriser l'éclosion de la culture des prolétaires. Ces éditions étaient la tentative de donner des éléments de réflexion aux prolétaires qui luttèrent.

Il faut se resituer à l'époque où la production de textes révolutionnaires ou même contestataires était inconnue, interdite en Espagne. On était sous une dictature. On ne savait pas ce qu'était le marxisme, ni Durruti. On connaissait Lénine parce qu'ils nous faisaient beaucoup peur avec. Le seul qui avait accès aux prolétaires en lutte était le Parti Communiste à partir de ses publications lamentables. Avec nos publications, on essayait de leur donner accès à des communistes autres que léninistes, notamment Rosa Luxemburg, Pannekoek ou des penseurs anarchistes tel que Berneri, etc. On tentait d'ouvrir la culture des ouvriers vers des chemins d'un communisme authentique, vers une pensée anti-autoritaire. Notre projet était là, se situer dans un contexte social de répression et de connaissance théorique des ouvriers. Avec Mayo 37, on voulait collaborer à cette prise de connaissance et de culture. Je ne sais plus exactement quand les premiers textes des Ediciones Mayo 37 passèrent la frontière, avant ou après l'auto-dissolution. Même s'ils étaient antidatés au moment de l'édition, il ne faut pas oublier qu'ils avaient été traduits avant et c'était une manière d'exprimer la continuité de l'action du groupe, de faire la liaison entre inactivité armée et inactivité de propagande.

Quant au contenu des Mayo 37, il suffit de parcourir les différents bouquins pour voir nos buts. Quant à savoir si nous étions communistes ou anarchistes, il suffit de lire les préfaces pour chaque revue publiée. Communistes ou anarchistes, tout dépend de la personne qui écoute ces mots et comment elle les interprète et peut penser que tantôt on était l'un, tantôt l'autre. On était des anti-léninistes mais on n'était pas des libertaires dans la signification que l'anarchisme a pour les Français. Il n'y avait aucun indi-

vidualisme chez nous. On n'était pas d'accord avec les anarchistes français comme avec les vieux cénétistes de la tendance bureaucratique et officielle de la CNT. On était pour Durruti et pour tous ses compagnons, ça c'était évident, on était ses enfants. Chacun de nous avait des nuances dans sa manière de faire. Il est évident que le Petit et Rouillan, ce n'était pas la même chose, idem pour Rouillan et moi. Entre Pons, Oriol ou Antich, il y avait des différences. Mais c'était une question de nuances, de mots et d'aspirations profondes. On était tous pour l'abolition de l'esclavage salarié et de la marchandise, ce qui est la base du programme de la révolution.

Les Éditions Mayo 37 publient et diffusent quatorze brochures entre 1973 et 1975.

– *Entre la revolución y las trincheras* (Entre la révolution et les tranchées) de Camillo Berneri.

– *La lucha en barrios* (La lutte dans les quartiers) (tomos 1 y 2). Textes écrits par des membres de l'E.O et publiés à Barcelone en automne 1972 par la revue de *Komuna 2*, réédités en 1973 par Mayo 37.

– *¿ Qué vendrá después del capitalismo ?* (Qui succédera au capitalisme ?) de Tomori-Balasz. Textes traduits.

– *Violencia revolucionaria – Barcelona 73* (Violence révolutionnaire). Contient trois textes « Hacia el comunismo » (Jusqu'au communisme), « Reflexiones sobre la violencia » et « Víctimas de la represión y víctimas de los organizadores de la solidaridad » (une critique de certaines informations diffusées par le « Comité de solidaridad – presos MIL »).

– *La crisis : ¿ vamos hacia un nuevo 29 ?* (La crise : allons-nous vers un nouveau 29 ?). Texte traduit, extrait de la revue *Révolution Internationale*.

– *Los consejos obreros en Alemania* (Les conseils ouvriers en Allemagne) d'Anton Pannekoek. Texte traduit.

– *Sur l'activité des « Gangsters de Barcelone » – Éléments d'informations*. Textes de l'ex MIL et tracts de solidarité, en français, coupures de presse dont certaines en langue espagnole.

– *Sobre la organización de clase en la revolución alemana – 1920-1921* (Sur l'organisation de classe dans la révolution allemande). Article traduit, extrait de la revue *ICO*.

– *Dossier : Térmica – San Adrián de Bésos*.

– *Lenin y la revolución* (Lénine et la révolution) de Anton Ciliga. Texte traduit.

– *Sobre la organización de clase – Barcelona 1973* (Sur l'organisation de classe). Texte de Chato.

– *Sobre la miseria en el medio estudiantil* (Sur la misère en milieu étudiant) de Mustapha Khayati. Texte traduit.

– *Violencia y solidaridad revolucionaria* (Violence et solidarité révolutionnaire) de Jean Barrot. Texte traduit de l'Édition de l'Oubli (avril 1974).

– *Jalones de derrota : promesa de victoria* (Jalons de la défaite : promesse de victoire) de Grandizo Munis⁽¹³⁾.

El Petit : *Entre la revolución y las trincheras* était tout simplement la traduction de Camilo Berneri *Guerre de classes en Espagne* (série 1946) des éditions Spartacus. Avec une préface manifeste de l'ET : « Guerre de classe 1937, guerre de classe 1973 ».

Sébas : Depuis 1971 j'avais descendu plusieurs dizaines d'exemplaires de Berneri dans la version espagnole CNT que m'avait passés le Zapatero. Je me souviens encore de la couverture violette passée. Donc je ne pense pas que la bibliothèque ait traduit ses textes puisqu'ils l'étaient déjà.

El Petit : *La lucha en barrios* fut écrit et publié par la revue *Comune 2*. Mayo 37 le sélectionna pour le rééditer dans la Bibliothèque, il fut le n° 2 des Éditions et imprimé en même temps que le Berneri. Ce sont de petites histoires anecdotiques que je sors du moment où vous me faites parler de Ciliga, Balasz, Pannekoek, Lafargue. PL Tomori était le pseudo de l'écrivain hongrois Étienne Balasz qui est devenu Tomori-Balasz dans la réédition (par les éditions Spartacus) des années 1970. Le titre : *Qui succédera au capi-*

13 – GRANDIZO Munis (1912-1989) : Fondateur, en 1936, de la section espagnole de la IV^e Internationale d'obédience trotskiste. Il rompt avec ce courant en 1948 et se rapproche au cours des années qui suivent des positions proches de la gauche communiste.

talisme ? est devenu dans Mayo 37 celui plus clair : ¿ *Qué vendrá después del capitalismo ?* et quand Cortade (1000 – *Histoire désordonnée du MIL*) en parle, il retraduit donc *Que vendre après le capitalisme ?* En tout cas, le MIL a vécu une période picaresque lors de ces publications, mais compréhensible. Pas comparable aux histoires de Paris où Pannekoek signe Harper. Castoriadis prend comme pseudonyme Cardan, Balasz celui de PL Tomori, où Gilles Dauvé s'appelle Jean Barrot, jusqu'au point où nous ignorons même comment s'appelait René Lefeuvre (directeur des éditions Spartacus)... s'il a existé ?

H. Simon : *Les Conseils ouvriers* de Pannekoek : l'ouvrage a été traduit de l'anglais (il fut écrit directement en cette langue par Pannekoek) en français par un collectif de camarades d'Échanges en 1974 (édition Béliaste), puis repris plus tard par Spartacus. Mais des morceaux avaient été publiés antérieurement par diverses revues. Il est possible que les camarades du MIL aient eu un exemplaire de la traduction auparavant car la traduction était prête en 1973 et nous avons démarché différents éditeurs sans succès.

El Petit : Quant à la brochure, *Les Conseils ouvriers* de Pannekoek, je suis de l'avis de Henri Simon. Il est probable qu'il soit tiré du livre de Serge Bricianer puisque la Vieille Taupe s'intéressait seulement au *Lénine philosophe*, un Spartacus signé Anton Pannekoek (J. Harper). Quant à Anton Ciliga, le nom n'est pas un pseudo. Il s'agit d'un communiste critique dont la revue *Etcetera* ⁽¹⁴⁾ reproduit dans le n° 24 (novembre 1994) un chapitre sur la Yougoslavie d'avant la guerre mondiale (Tito, les oustachis, les stalinistes, etc.), tiré du livre *Après la Russie 1936-1990*, paru aux Éditions La Digitale en 1994. Après son décès, *Etcetera*, dans le n° 20 de décembre 1992, a publié une référence bio-bibliographique plus complète.

Les publications s'interrompent en 1975, avec comme dernière brochure : *Jalones de derrota : promesa de victoria*, sous-titrée

14 – *Etcetera* : Revue de Barcelone, qui paraît en 1983. Cette initiative collective fait suite à une série de brochures éditées à partir de 1976 dans la collection *Crítica de la política*. Cette dernière et la revue sont un peu la suite des Éditions Mayo 37. L'un des fondateurs en est le Petit.

par Mayo 37 « Las jornadas de mayo » (Les journées de mai) et datée du premier mai 1975.

Sancho : Les Éditions ont cessé, non pas pour des raisons financières mais à cause d'un désintérêt pour continuer. En fin de compte, si, au lieu d'imprimer les brochures nous-mêmes, nous les avons confiées à une imprimerie correcte, elles auraient été bien meilleur marché et beaucoup mieux imprimées. Mais nous étions comme ça, nous voulions tout faire par nous-mêmes.

Txus : On dédouble l'activité de Mayo 37 avec *Union Ouvrière* un groupe et journal de Bordeaux. De là est né le projet de l'édition d'un journal qu'on a appelé *Unión obrera* (Union ouvrière) sous-titré « Para la destrucción del trabajo asalariado et la mercancía » (Pour la destruction du travail salarié et de la marchandise). Il y a deux exemplaires qui sont parus en 1975, l'un antérieur à la mort de Franco et l'autre postérieur. Au moment de la transition, les gens qui ont participé à Mayo 37 et à *Unión obrera* restent sans contact avec la Catalogne barcelonaise. Notre activité était devenue sans vrai motif car, en Espagne, on pouvait commencer à éditer ce qu'on voulait, ou tout au moins on le croyait.

Les bibliographies qui inventorient les publications du MIL et notamment celles des Ediciones Mayo 37, prennent souvent pour argent comptant les dates affichées, or ces dernières ne correspondent pas toujours à la réalité. Les premières revues publiées par les Ediciones Mayo 37 sont sorties pendant l'été 1973. Aussi écrire ou dire que les Ediciones Mayo 37 naissent en janvier 1973 avec la parution du livre *Entre la revolución y las trincheras* de Berneri est une erreur. Trois livres seront édités avant les arrestations de septembre 1973 : celui de Berneri, *La lucha en barrios* et *¿ Qué vendrá después del capitalismo ?* Ce qui est confirmé par le *Dossier MIL* rédigé par le Comité barcelonais de solidarité pour les prisonniers du MIL, daté d'octobre 1973.

El Petit : La Bibliothèque avait pris trop de retard. Pour le dissimuler, on le présenta comme si quelque chose était déjà sorti et nous avons édité deux numéros au lieu d'un, comme si cela était

antérieur au *CIA n° 2*. De fait, ils étaient terminés quelques mois auparavant. Mais la valise avec toutes les traductions arriva à Toulouse en août 1973, au moment du congrès.

Eva et Sancho avaient la valise avec les traductions et nos prologues (ceux de l'ET) et ils les ont imprimés. Ils ajoutèrent seulement *Violence et solidarité révolutionnaire* de Barrot (édition de l'Oubli, daté d'avril 1974) et *Misère en milieu étudiant* de l'IS. Sur la page de garde de ce dernier, étaient énumérés les textes que cite *Askatasuna* ⁽¹⁵⁾. Je n'en sais pas plus.

Au moment des arrestations, on finissait d'éditer Berneri et *Lucha en barrios* et on avait sept ou huit choses prêtes avec l'intention d'y intercaler des textes de collectifs ouvriers (le Chato nous avait déjà donné un texte « Organización de clase, Barcelona 73 ») ainsi qu'un dossier sur San Adrián. Ce fut une chance que les originaux soient restés en France.

Sebas : Il est possible que le Petit ait monté une valise de textes pour l'impression. Sancho assurait le fonctionnement de la structure imprimerie, c'est vers lui qu'aurait dû se diriger cette valise de textes. Après les « tombées » (les arrestations) de septembre 1973, nous avons tout réorganisé sur Toulouse et je ne me souviens pas avoir retrouvé le moindre texte de Mayo 37 en préparation.

Cela n'est pas très important que la naissance des Éditions commence lors des discussions, du choix des textes et leur traduction ou avec la parution effective des livres car les événements s'enchaînent les uns aux autres très vite et ce qui en ressort est en fait ce souci permanent de peaufiner la politique rédactionnelle. Le Petit définit les grands axes tout en continuant de parler de Bibliothèque dans un brouillon intitulé « Biblioteca – Estrategia anti autoritaria y biblioteca » (Bibliothèque – Stratégie anti-autoritaire et bibliothèque), daté du 8 mai 1973 et dans « Sobre la consti-

15 – *Askatasuna* : Revue créée en 1971 à Bruxelles par des noyaux nationalistes basques exilés. Les animateurs, tout en se revendiquant basques, vont évoluer vers des positions libertaires jusqu'à intégrer la CNT en 1974. Critique vis-à-vis de la bureaucratie syndicale et des orientations de la CNT, ce groupe sera *exclu* de la CNT en 1976. Revue dans laquelle le Petit va rédiger deux articles sur le MIL en 1979 et 1980.

tución del comite x » (Sur la constitution du comité x), de juin 1973. Pour usage interne, les Éditions Mayo 37 écrivent deux textes après le congrès d'autodissolution : « Réflexions sur la bibliothèque Mayo 37 » en septembre et « Circulaire de Mayo 37 », fin 1974 ou début 1975.

Le fonctionnement de la Bibliothèque et des Éditions Mayo 37

El Petit : À partir du matériel de l'ultra-gauche française (*ICO, Révolution Internationale*, des brochures Spartacus, de Barrot, etc.), j'élabore des propositions, tenant compte de l'aspect pratique (des textes pas trop longs, compréhensibles, d'origine et de tendances différentes, qui ne soient pas superficiels ou populistes, c'est-à-dire l'œuvre de la « *main calleuse de l'ouvrier* », etc.). Les textes qui étaient acceptés passaient au traducteur (Vargas) et me revenaient pour les prologues et la sélection.

Au début tout le monde traduit un peu mais il faut trop y repasser dessus. J'ai demandé à Montes de me trouver un traducteur professionnel que l'on payerait au prix du marché (qui n'était pas cher). Avec Vargas, cela allait mieux. J'avais travaillé dans des maisons d'édition et je savais que les étudiants le faisaient pour se faire une paye supplémentaire. On le surnommait plutôt le Barbas que le Gafas, c'était un ex-FAC encaissant le même prix que pour une maison d'édition légale (où il officiait aussi) bien qu'il nous faisait des prix de faveur. C'était l'unique condition de fonctionnement de la Bibliothèque que je proposai et qui fut accepté.

Ricard de Vargas Golarons, dit « Gafas », traduit divers textes qui sont publiés par la Bibliothèque et participe à l'infrastructure clandestine du MIL en louant des appartements à Barcelone. Il est l'auteur de l'ouvrage : *Antología poetica popular a la memoria de Salvador Puig Antich*, publié en 1996.

Txus : En septembre 1973, je résidais encore au Pays basque du nord ; j'allais toutes les semaines à Toulouse où habitait ma copine et je voyais ceux de Toulouse. On préparait les éditions, les textes, on les faisait taper à la machine à écrire pour ensuite les imprimer

etc. Enfin, toute l'activité concomitante aux Ediciones de Mayo 37. À partir de la fin 1973, on avait une véritable autonomie d'édition puisqu'on disposait d'une imprimerie avec offset, etc. C'était vraiment une maison d'édition, logée à Toulouse dans le quartier Arnaud-Bernard, chez le président des jeunesses socialistes du PSOE. Les machines étaient expropriées, le papier était exproprié. Tout ce qui fallait pour imprimer était des produits dérobés par le groupe. On devait tirer entre deux mille et quatre mille exemplaires de chaque revue. Les brochures passaient la frontière et étaient diffusées par les réseaux de connaissance qu'on avait dans les quartiers de Barcelone.

Sebas : La Bibliothèque, c'est essentiellement le Petit et le Secrétaire, Sancho a en charge la structure toulousaine. Il est clair que le fonctionnement de Mayo 37 n'était pas aussi collectif que ça. Il y avait entre la Bibliothèque et le reste de l'orga une division réactionnaire des tâches. Non une délégation mais bien une division. Lorsqu'on écrit une phrase comme : « il n'avait jamais entendu parler des situationnistes »⁽¹⁶⁾, qui vise les Toulousains, on ne peut établir la division que sur un soi-disant monopole du savoir théorique. Entre l'intellectuel et le militant de base. À de rares exceptions près, nous n'étions jamais au courant par avance des textes à imprimer. De mon côté, je n'ai participé qu'à la décision pour le premier volume, le Berneri.

Il est vrai que nous aurions pu dire notre mot mais nous ne l'avons jamais fait. De ce point de vue, la division des tâches était aussi de notre responsabilité.

Sancho : Le choix des textes édité par Mayo 37 est du Petit. Après les arrestations, j'étais en possession de tous les papiers de l'ET. L'ET était entre le MIL et les ouvriers qui voulaient bien distribuer les brochures et proposer des bouquins mais sans savoir d'où elles venaient ni comment elles se fabriquaient. Normalement, c'était l'ET qui préparait les textes et les livres à publier en collaboration avec l'EO et nous. Malgré le fait qu'on participait aux discussions, on s'occupait des aspects techniques, à savoir recueillir des fonds, imprimer les livres et les introduire en Espagne. Chaque brochure

16 – Extrait de *La Torna de la Torna – Salvador Puig Antich i MIL*, de Carlota Tolosa, éditions Empuries. Barcelone, 1985.

de Mayo 37 était éditée à 1 000 ou 2 000 exemplaires. Treize ou quatorze livres ont été publiés et beaucoup d'entre eux après l'auto-dissolution du MIL. L'imprimerie installée à Arnaud-Bernard, chez le copain socialiste, a servi pour l'impression des premières brochures de Mayo 37. Fin 1973, lorsque je suis revenu de Belgique, on a démonté l'imprimerie. Je ne sais plus où sont passées les pièces des machines. Le reste des revues a été imprimé chez I 34⁽¹⁷⁾. Elles étaient distribuées gratuitement par l'intermédiaire des groupes du Chato et du Rubio. Ils ont participé au transport (passage de frontière) des livres, à la distribution des livres volés par nous ou des brochures des Éditions Mayo 37.

El Chato : Nous étions d'accord pour distribuer les revues à Barcelone mais avec comme condition de ne pas être mêlés aux actions armées et on souhaitait se consacrer exclusivement à l'activité de la Bibliothèque. □ Entretien avec Sergi Rosés.

El Rubio : On recevait les exemplaires et on les diffusait gratuitement à des groupes ouvriers, aussi aux étudiants et dans quelques librairies. Leur diffusion était illégale. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Sancho : Après les arrestations de septembre, on n'avait plus tellement de contact avec les ouvriers de Barcelone. On a continué après qu'on a eu cassé avec les groupes de Barcelone qui faisaient des hold-up. Ce n'était plus les mêmes personnes qui passaient les revues à la frontière. La diffusion à Barcelone, c'était plutôt des étudiants libertaires, mais le groupe de Chato et de Rubio continuait à les distribuer.

Txus : On a continué notre activité d'édition courant 1974 et après l'exécution de Puig Antich. Pour la correspondance de Mayo 37, on a ouvert une BP (Boîte postale) à mon nom à Cambo, au Pays basque. On peut le voir sur certaines revues que nous avons éditées. Les contacts sont maintenus avec la Catalogne par l'intermédiaire de Fitipaldi dit « El Rubio »⁽¹⁸⁾. C'est lui qui nous permet d'avoir accès aux ouvriers catalans.

17 – I 34 : Imprimerie 34, située à cette époque au 34, rue des Blanchers à Toulouse, fondée au tout début des années 1970 par un groupe libertaire.

18 – Txus ne parle pas ici du Rubio membre de l'EO, mais d'une autre personne qui a collaboré aux éditions Mayo 37.

Sancho : A la fin, la distribution passait par tant de mains que l'on ne contrôlait plus, mais je sais de bonne source que le matériel arrivait aux intéressés en Espagne, comme dans le reste de l'Europe.

DISSENSIONS ET POLÉMIQUES AU SEIN DU MIL

Dans le texte, probablement de fin 1972, « Objectivos de la biblioteca : cinco temas a cubrir », le Petit trace les grandes lignes sur le contenu des Éditions Mayo 37 : publier des auteurs (interdits) connus ou inconnus dans l'Espagne franquiste, des documents sur la guerre d'Espagne (1936-1939), des textes d'analyses sur la situation sociale et politique actuelle, sur des grèves en Europe ou reproduire des textes de groupes de base. Alors que ceux du MIL/GAC aspirent à produire des documents plus liés à leur activité. C'est surtout le dilemme entre agitation armée et bibliothèque qui crée des dissensions, exacerbées par la revendication des braquages et la parution du n° 1 de *CIA*, comme en témoignent une série de textes, publiés ou à usage interne au printemps 1973.

« Situacio actual i prespectives immediates d'els grups » (Situation actuelle et perspectives immédiates des groupes) et « ¡ Coño ! dejarlo explicarse, ¿ no ? » (Putain ! Laissez-le s'expliquer, pas vrai ?) de Montes, « Sobre l'agitación armada » (Sur l'agitation armée), « Entre Mayo 37 et l'agitation armée », « La agitación armada : Barcelona bajo el terrorismo » (L'agitation armée : Barcelone sous le terrorisme), « Apunte de discusión » (Base de discussion) du MIL/GAC. Et pour finir la liste, « Consideraciones sobre estrategia » (Considération sur la stratégie) et « Annexe à Consideraciones... » du Petit... en réponse aux orientations du texte « Entre Mayo 37 et l'agitation armée ».

Le débat d'idées ne se fait pas seulement entre partisans de la lutte armée et ceux de la Bibliothèque, mais aussi au sein même des groupes. Et, contrairement aux idées reçues, les membres du MIL/GAC ne sont pas les derniers à réfléchir :

« ...L'auto-organisation prolétarienne ne pose pas seulement des exigences organisatives (Plataformas, etc.) ; au fur et à mesure que se développent les expériences de lutte, se pose

aussi la nécessité d'accumuler les enseignements, de les généraliser et de les radicaliser.

– Approfondissement de la pensée révolutionnaire, passant des questions particulières à la généralité (Éditions Mayo 37 et similaires).

– Poser ouvertement la question de l'usage de la violence pour couvrir les tâches exigées pour l'auto-organisation ouvrière (voir aussi bien la violence de masse lors des luttes d'usine que ladite « agitation armée »).

Conclusion provisoire.

À mesure que les conditions de la lutte révolutionnaire mûrissent et progressent, certaines questions se posent avec plus d'acuité, auxquelles il nous faut répondre promptement en fonction des propres forces et de l'appréciation du moment.

Jusqu'où peut aller la « pratique théorique » aujourd'hui ?

(Ne pas confondre « Mayo 37 » avec un travail de divulgation ou de théorie, mais le voir comme une « pratique théorique » en relation directe avec l'autre pratique).

Jusqu'où peut aller l'agitation armée aujourd'hui ?

(Ne pas confondre « agitation armée » avec militarisme, type ETA, type tiers-mondiste).

S'agit-il de deux pratiques incompatibles ? (et dans ce cas, définir laquelle est prioritaire) ou bien sont-elles complémentaires ?

Tout le monde aujourd'hui se pose ces questions (ouvriers, théoriques aussi bien que militaires, etc.). Un congrès peut certainement prendre position sur cela, mais la réponse réelle ne peut sortir d'aucun congrès (qu'il soit d'ouvriers, de théoriques, de militaires ou de toute autre sorte de politiques). La réponse est dans la pratique. »

□ Extrait du texte « Entre Mayo 37 et l'agitation armée » du MIL/GAC, mars 1973.

Sebas : « Entre Mayo 37 et l'agitation armée » a été écrit au début de l'année 1973, mais quand ? Par contre, ce texte n'a jamais été une : « circulaire interne de l'EE ». C'était un texte de discussion pour tous les secteurs en contact avec nous (nous : MIL/GAC) après la première *restructuration* du début 1973, création offi-

cielle de la bibliothèque et nouvelle décision de passer à une action plus directement politique (attentats, etc.).

Je ne veux pas m'avancer mais il est possible qu'on ait commencé à mettre quelques idées sur le papier avec Puig lors de la semaine où nous sommes restés confinés dans l'appart après la fusillade de Fabra y Puig.

El Petit : Le langage est classique : expropriation de fonds, récupération de matériel d'imprimerie, etc. Ils augmentent leur valeur : dommage que pour développer un mouvement de groupes autonomes de combat (également de combat théorique), il y avait autant de problèmes pratiques, une division du travail qui n'a pas permis que l'ET puisse fonctionner seule. Il y a eu débat, « Agitation armée » ou « Mayo 37 », c'étaient deux positions difficilement conciliables. Je ne me souviens pas si les débats eurent lieu à Barcelone ou à Toulouse.

Sancho : Bien qu'on agissait tous ensemble, l'ET allait de son côté et nous du nôtre, à l'exception d'une époque où il n'y avait pas de distinction entre nous. Pendant un certain moment, après la *tombée* d'Oriol (en septembre 1972) et de Cricri à Toulouse, Xavier Garriga prit ses distances à cause de sérieuses divergences sur l'éventualité d'exécuter Creix et sur la pratique des hold-up. Santi Soler se joignit à nous et on peut presque dire qu'il était de tous les projets. sans participer aux hold-up à cause de ses problèmes physiques. Je crois même qu'il s'est fait photographe avec des pistolets.

El Petit : Ils me dirent que les hold-up n'étaient pas une fin en soi, mais un moyen pour faire des choses qui en valaient la peine. J'étais d'accord jusqu'à ce qu'ils commencent à les revendiquer comme but en soi. Ce qui était une aberration théorique et pratique. J'ai accepté qu'on laisse des tracts communs, un geste contre-culturel. Mais les perspectives correctes selon lesquelles il n'y aurait pas un MIL mais des groupes autonomes (de combat théorique, ouvrier, d'imprimerie et de soutien) se sont avérées invivables et peu réalistes. Il était difficile de se délester de ce ballast mais nous ne savions pas comment le faire.

À plusieurs reprises, le MIL/GAC revendique politiquement les braquages : oralement à Mataro le 21 octobre 1972, à Barcelone le

28 novembre 1972 un communiqué sans signature est envoyé par la Poste, et à Badalone le 29 décembre 1972, un autre est laissé sur place. Dans *CIA* n° 1, l'ensemble des expropriations depuis juillet 1972 sont revendiquées⁽¹⁹⁾ et lors des deux commises en juin 1973, des tracts tamponnés « MIL/Grupos Autónomos de Combate » sont jetés.

En mars 1973 paraît le n° 1 de la revue *CIA* (Conspiración Internacional Anarquista). Elle est signée : Grupos Autónomos de Combate – ediciones por un Movimiento iberico de liberación et va cristalliser les polémiques. Au sommaire :

- Sobre la agitación armada (Sur l'agitation armée).
- Balance y perspectivas de la lucha obrera (Bilan et perspective de la lutte ouvrière).
- La chronologie des diverses expropriations commises depuis juillet 1972.
- A los 50 años de la FAI (Pour les 50 ans de la FAI).
- Los resistentes anarquistas de 1945 en Cataluña (Les résistants anarchistes de 1945 en Catalogne).
- Inglaterra – La brigada de la colera : los ochos de Stoke Newington (Angleterre – La brigade de la colère : les huit de...).
- et diverses bandes dessinées détournées. Trois du dessinateur Gotlib et une du dessinateur des Freak Brothers, Gilbert Shelton.

El Petit : En 1973, l'EE publia *CIA* officialisant le sigle MIL/GAC. Le n° 1 est une provocation dans le sens qu'ils ont laissé de côté tout le travail de l'ET (Bibliothèque) préconisant l'oubli des Éditions que j'impulsais. Ils ont sorti une revue théorique sans avertir. Ils nous ont mis devant le fait accompli en signant MIL, ce qui nous impliquait tous. Dans ce n° 1 de *CIA* (auquel l'ET n'a pas participé), il y avait divers textes français. J'ai décidé pourtant d'attendre la sortie d'Oriol pour écrire un anti *CIA* n° 1 (le n° 2) et les Éditions.

Sancho : La publication des *CIA* fut fortuite, deux numéros seulement sont sortis et un supplément sur la bande à Baader.

19 – Ce document « Chronologie » est reproduit en annexe.

Le n° 1 fut conçu par Jean-Marc et moi, uniquement comme carte de visite face aux anarchistes. La revendication des hold-up était notre carte de présentation pour d'autres groupes. Ça peut paraître fou de les revendiquer mais on était comme ça à l'époque. C'était une provocation. Il a été tiré à deux cents ou trois cents exemplaires. On en a diffusé quelques-uns à Toulouse avant de les descendre à Barcelone. Mais là-bas les autres n'ont pas voulu les distribuer parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec le contenu. Une douzaine d'exemplaires a dû circuler à Barcelone.

Le n° 2 était nécessaire pour marquer des positions et surtout pour donner des précisions sur l'autodissolution. Il a été tiré à 1 000 exemplaires, rue de l'Esquille, dans l'imprimerie où en décembre 1972 le groupe avait exproprié les machines. Le copain socialiste chez qui on avait mis l'imprimerie piquée connaissait le patron et c'est moi qui avait été faire les démarches pour le tirage. Le patron m'a parlé plusieurs fois des vols de 1972 sans savoir que je connaissais les auteurs. Ce numéro a été diffusé à Toulouse, Barcelone, Madrid et au Pays basque.

Après les tombées, quand j'étais en Belgique, Jean-Marc a essayé de faire un n° 3 qui n'est jamais sorti.

Sebas : Suite à la fusillade de Fabra y Puig en mars 1973, les gens les plus impliqués remontent à Toulouse. Nous mettons à profit ce temps de repos pour mettre sur pied la brochure *CIA* n° 1.

Je lis dans Cortade : « la dissolution du MIL y est évitée une première fois »⁽²⁰⁾. Idiot. Tout simplement idiot et malhonnête, pour des gens ayant vraiment vécu ce séjour dans l'appartement rue Lancefoc. C'est bien lors de cette période que nous avons bossé le plus à la politisation de notre organisation. En son sein et vers l'extérieur. C'est vraiment à ce moment-là que nous étions groupe autonome sans les spécifications, sans les masques praxiques, imposés par la clandestinité et la compartimentation. Le Petit « s'opposa franchement à la ligne suivie par le MIL au cours des derniers mois » (???). Je ne vois pas de quoi il s'agit concrètement. Il avait tenu lui-même à s'installer dans l'appart de Lancefoc avec

20 – Dans « Entre Mayo 37 et l'agitation armée », daté de mars 1973, est abordée l'éventualité d'un congrès en mars mais il n'est pas question de dissolution.

le *sector màs radical* (secteur le plus radical). Je constate que Puig, *icône*, n'appartient pas à ce fameux *sector* pourtant il vit là aussi !...

Au contraire, tout pouvait augurer d'un possible développement, le moment venu. Si nous étions réellement prêts à assumer notre propre histoire politique comme groupe guérilleros et non comme petite secte du phantasme oppositionnel antifranquiste.

Cela conduit à d'autres falsifications, exemple : les affirmations selon lesquelles il y aurait eu deux comités rédactionnels pour les deux *CIA* sont fausses et absolument crapuleuses. Il y eut une première *CIA* faite en commun à l'appart Lancefoc. Puis une seconde faite également à Toulouse (rue Peyrolières) avec un seul camarade en plus, le Secrétaire. Que l'esprit ne fut pas le même, c'est sûr. Que nous ayons critiqué la première, c'est également vrai. Mais qu'il y ait eu une *CIA* toulousaine et une autre barcelonaise est une connerie. Le Petit a participé à la *CIA* 1. Il écrivit certains textes à partir de nos discussions collectives (Sancho, Queso, Quesita, Puig, Cricri, Aurore, etc., tous les camarades qui ont transité régulièrement rue Lancefoc). *CIA* 1 ne fut pas l'œuvre d'un duo diabolique Cricri-Sebas, c'est idiot. Le fait que nous (Cricri et moi) ayons décidé de la poursuivre après la dissolution est vrai, d'ailleurs dans l'appart tombé en septembre, nous avons oublié les manuscrits de la *CIA* 3, mais cela ne doit pas être le prétexte pour ré-écrire les faits antérieurs. Méthode très stalinienne, non ?

El Petit : Il est possible que Sebas ait ses raisons pour dire cela. Il est possible que le texte sur la FAI ou sur l'IRA (un texte des Temps Modernes ?) ou n'importe quel autre des *CIA* ait été dans les chemises de l'ET. Dans les chemises, en plus des futurs Mayo 37, il y avait une série de matériel, des propositions du Secrétaire ou de quelqu'un d'autre de l'ET. Mais ces textes, ne sont pas passés dans mes mains même si le Secrétaire a pu le dire à Sebas en toute bonne foi. Le Secrétaire a participé au *CIA* n° 1, mais pas moi. L'introduction de Marensin (supplément à *CIA* n° 1) lui plaisait mais pas à moi car il n'y avait pas une présentation qui fasse contre-poids. C'est pour cela que je voulais sortir un *CIA* n° 2 et qu'il soit le dernier.

Sancho : Ce n'est pas le Petit qui a écrit l'article sur la FAI. Je crois qu'il ne savait pas que cet article serait publié et il l'a su

quand la revue était imprimée. Les seuls qui étaient d'accord pour faire *CIA*, c'étaient Sebas et moi, Cricri aussi. De *CIA* n° 1, nous en sommes les seuls responsables, encore que le sigle MIL ait été officialisé dès l'été 1972.

Aurore : *CIA* était l'expression du MIL/GAC. Elle n'a pas le même ton que les Éditions Mayo 37, ces dernières étaient sérieuses. Il y a un côté situ c'est sûr. Jean-Marc et d'autres, mais surtout Jean-Marc, voulaient y donner un côté ludique, un peu à la mode à l'époque, style *Actuel* et ce n'était pas du tout dans l'état d'esprit espagnol d'alors, du moins dans ce qui était publié. Le n° 1 se voulait en même temps un truc rigolo, attractif avec des dessins.

Le Petit a rédigé, surtout à Toulouse. Les textes étaient discutés. On pillait un peu partout, l'article sur les Anglais est peut-être une traduction. Les thèmes étaient souvent de Jean-Marc... d'accord pour discuter mais pas pour écrire et le Petit écrivait. Cela se passait dans une bonne camaraderie.

Le n° 2 a été bâclé à cause de l'autodissolution mais des articles étaient en préparation pour un *CIA* n° 3.

Sancho : La plus grande erreur théorique du MIL a été l'édition de *CIA* n1, revue au contenu faible et de caractère anarchiste. Santi Soler a craqué. Mais grâce à elle on en est venu au Congrès d'autodissolution. *CIA* 2 est le travail plus ou moins de tout le monde.

□ Entretien avec Sergi Rosés.

Queso : Divers aspects ne m'ont pas plu dans *CIA* n° 1, mais le plus grave est la chronologie qui permettait à la police de relier toutes ses actions à un seul groupe et qui cite plusieurs noms de ceux poursuivis par la police française comme Sebas ou Puig permettant, et c'est possible, à la police espagnole d'apprendre des noms qu'elle ne connaissait pas. Le contenu de la revue *CIA* n° 1 n'a jamais plu à Santi, moins encore que celui de *CIA* n° 2, ni le récit, ni les comics n'avaient de sens, etc. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Sebas : L'idée des comics n'avait rien de spécial, elle était très banale dans les revues du mouvement révolutionnaire de l'époque (*Actuel*, par exemple pour le plus connu ou *l'IS*). Je crois qu'on l'a fait par symbiose avec le Mouvement révolutionnaire d'alors. Du moins du milieu anarcho ou autonome comme VLR (Vive la

révolution)⁽²¹⁾ par exemple. Mais nous comprenions que c'était une provocation pour d'autres. Et pour notre propre réalité également comme militants qui prenions beaucoup de risques dans l'engagement politique.

Les deux *CIA* ont été faites par le même comité de rédaction (à l'exception du Secrétaire qui participa à la seconde), donc la version *immédiatistes* contre *llarg termini* (le long terme) est fautive et absurde. En plus, pour le *llarg termini*, l'histoire fut une démonstration de cette falsification. Pour la plupart, cela fait très longtemps qu'ils ont abandonné la lutte révolutionnaire dans les termes mêmes exposés et défendus par le MIL. Alors qu'*immédiatistes* forever, je traîne mes vieilles *espartenhas* (espadrilles) révolutionnaires ! conseiller, internationaliste et partisan !!!

Donc, version officielle : nous aurions profité d'un voyage du Petit à Barcelone pour imprimer en catimini la *CIA 1*. Ce qui aurait été à l'origine de problèmes profonds dans le MIL... Idiot. Tout simplement. Peut-on imaginer une telle invraisemblance ? Je ne comprends pas que Queso et Sancho aient pu laisser raconter de telles conneries. Pour sourire, je dirais que le texte sur la FAI a été mis en forme par le Petit lui-même à notre demande. Mais là c'est normal, car il était juste qu'il mette ses capacités d'écriture au service de nos discussions générales. Et non le contraire. Qu'importe la faiblesse de cette *CIA 1*, elle fut l'image la plus exacte de nos débats dans l'organisation, et justement de leurs faiblesses réelles, d'un manque d'homogénéité certain.

Tout le monde espère que les choses vont se clarifier à la sortie de prison d'Oriol dont le procès a lieu à Toulouse en mars 1973. À la fin du printemps, il est décidé d'une réunion pour tout mettre sur la table. Cette réunion portera le nom très officiel de Congrès. Prévus pour le mois de juillet, elle est reportée au mois d'août car le Petit est malade (crises d'épilepsie).

21 – Vive la révolution (1970-1971) est issue d'une *scission* de la GP. La présenter comme une organisation de l'autonomie est discutable quand on apprend que ses dirigeants (Roland Castro, etc.) avaient des contacts avec l'ambassade de Chine à Paris.

Avant de voir en détail le déroulement du Congrès et sa conclusion, nous arrêtons temporairement l'histoire de l'ET, celle des EO, de la Bibliothèque et des Éditions Mayo 37. D'Acción comunista au congrès du MIL, que de chemins parcourus, traversés par des débats, des questions, voire des polémiques que la situation particulière de l'Espagne a exacerbées.

Sancho : Les personnalités s'affirmaient chaque fois davantage avec le temps et l'expérience. Le hold-up des allées Fabra y Puig nous a beaucoup marqués. On peut diviser l'histoire du MIL, un avant et un après ce hold-up. Le sang a coulé. Nous sommes presque tous au fichier de la brigade anti-MIL et nous sommes conscients du fait que cela signifie la peine de mort en cas d'arrestation.

Nous commençons à voir que la spirale de la violence ne mène à rien, mais cette spirale même nous pousse en avant. Il faut mettre de l'ordre, clarifier les objectifs. Une fois de plus on met à plat les contradictions et tout le monde attend qu'Oriol sorte de prison. Mais les rêves nocturnes d'Oriol en prison, son isolement par rapport à la vie extérieure et à cette réalité, ne correspondent pas à notre vécu. Oriol a trop de personnalité pour s'incliner, il ne fait que ce qu'il veut, il a toujours fait pareil. □ Entretien avec Sergi Rosés.

**DE L'ÉQUIPE EXTÉRIEURE
AU MIL/GAC**

Thèmes et sous-thèmes abordés :

Arrivée d'Oriol en France

Saint-Michel de Cuxa – Arrivée à Toulouse. Naissance de l'EE et impression de documents – Les diverses rencontres d'Oriol avec Sebas, Cricri... – Manifestations et cocktails Molotov dans la ville – Premières expropriations...

Création du 1000, du MIL et des GAC

Quelle date ? – Idées et identité politique des membres du MIL – Incarcérations et évasion d'Oriol – Rencontres entre l'ET et des éléments du futur MIL/GAC – Rencontres de Sebas, de Sancho et du Metge – Libération d'Oriol...

Le MIL/GAC en action

Sur la recherche, l'acquisition, l'origine et l'utilisation des armes... – Diverses expropriations à Barcelone – Perquisitions à la ferme de Bessières et rue Raymond IV – Emprisonnement d'Oriol – La OLLA – Arrivée d'Aurore, de Queso et de Quesita – Fusillade à la Banco Hispano-Americano – Publications du MIL/GAC...

La vie quotidienne

La vie du MIL/GAC à Toulouse – La vie et les contacts au sein du MIL à Barcelone – Les contacts hors du MIL/GAC – L'exclusion de Montes.

Le printemps-été du MIL/GAC

Reprise des expropriations – À propos de l'argent exproprié : refus du travail salarié ? – Libération d'Oriol – Disparition du Légionnaire...

Un nom revient sans cesse : Oriol Solé Sugranyes alias « Victor ». Il est de toutes les convulsions du mouvement ouvrier radical qui est en rupture avec les organisations classiques, il fait le lien entre l'Espagne et la France. Il est la cheville ouvrière de l'Équipe Extérieure et souvent à la base des rencontres.

Il est né le 4 janvier 1948 à Barcelone, issu d'une famille bourgeoise catalaniste de douze enfants. Son père est professeur de géo-

logie et de géographie à l'Université de Barcelone, sa mère n'exerce pas de profession.

Très jeune, Oriol milite dans diverses organisations politiques. En 1964, il est aux côtés des nationalistes catalans. Dans les années 1965-1966, il participe aux premières organisations étudiantes et au SDEUB. En février 1965, il est cité dans un rapport de police, pour envoi par correspondance d'un bulletin dénommé FIEB (Federación Independiente de Estudiantes en Bachillerato). Le 9 mars 1966, la police investit le couvent des Capucins de Sarriá (Barcelone) où se tient l'assemblée constitutive du SDEUB. Une partie des cinq cents participants est interpellée, dont Oriol. Cette action policière entrera dans l'histoire de la lutte antifranquiste sous le nom de la *Capuchinada*. Les interpellés sont remis en liberté quelques jours après.

Il est à nouveau arrêté le 21 janvier 1967 en sortant du monastère de Montserrat en possession de propagande des Comisiones obreras. Il est détenu deux mois à la prison Modelo de Barcelone mais il est acquitté du délit de propagande illégale par le Tribunal del Orden Público (TOP). En automne 1967, il devient membre des Juventudes comunistas de Catalunya (Jeunesses communistes de Catalogne) du PSUC pour rejoindre rapidement un groupe dissident qui fonde, dès fin 1967, le PCE (i). À ce moment-là, il abandonne ses études et apprend le métier de typographe.

Sancho : Il a appris le métier de typographe à Gérone. Mon père l'avait envoyé dans cette ville pour le sortir de Barcelone. Il a travaillé plusieurs mois dans une imprimerie avant de se faire arrêter.

Le 3 septembre 1968, il est interpellé à Gérone alors qu'il est en train de créer une section du PCE (i). Il est condamné à deux ans de prison par le TOP pour propagande illégale et pour association illicite. Pendant son séjour en prison, en désaccord avec les orientations du PCE (i), il quitte ce parti. Il effectue sa peine à la prison de Gérone et à la centrale de Jaén (Andalousie).

Sancho : À la maison, nous étions au courant du militantisme d'Oriol à cause de ses passages en prison, à Barcelone, à Gérone et

à Jaén. Connaissant la capacité d'Oriol pour enthousiasmer les gens qui l'entourent, il n'est pas bizarre d'entendre que, plus d'une fois, on ait été non informés mais empêtrés dans ses problèmes et ce, malgré notre jeune âge. À cette époque-là, Oriol devait avoir 17 ou 18 ans et moi 13 ou 14 ans. Je me souviens que parfois on montait dans une pièce sur la terrasse de la maison pour imprimer des tracts sur une vieille machine d'imprimerie multycopiste. À cause de certains problèmes d'Oriol avec la police, nous avons enterré cette machine dans un champ. Quelques années plus tard je suis allé la déterrer, elle était complètement rouillée.

Simon : Oriol était un type charismatique qui savait enrôler des gens de tout genre et de toute condition sociale. Il était un vrai *leader*, il savait convaincre les gens pour monter ses infrastructures. Il avait parmi ses amis ou collaborateurs le curé de l'église espagnole de Toulouse, un Basque qui avait pour nom de *guerre*, « Carlos ». La nuit de l'an 1970-1971, on est passés à l'office religieux avec les ouvriers espagnols et à la fin de l'office il s'est mis à chanter *l'Internationale*. Il se revendiquait de la troisième internationale⁽²²⁾.

Miquel Mayol : Oriol avait un côté fils de bonne famille qui contrastait avec son engagement. Il avait aussi une grande insouciance. Je me souviens qu'au local de l'Esquerra Catalana à Perpignan, il avait exhibé son revolver.

Aurore : Victor (nous l'appelions tous ainsi) *toujours prêt* aurait été son surnom de scout car il fallait se retenir pour ne pas le suivre dans tous ses multiples projets des plans qu'il voyait parfaitement réalisables. C'était un passionné de l'imprimerie. Il fallait de la propagande, donc la fabriquer, l'imprimer. C'est pour cela qu'il avait appris le métier de typographe. Il conduisait, mais n'a jamais eu le permis (que des faux), avec des tendances à monter sur le bord des trottoirs vivement pour se garer. Il était plein de vie et de projets, prêt au besoin à agir avec une toute petite poignée d'amis, mais réfléchissant aussi aux infrastructures, la logistique puis la diffusion de la propagande. La France, pour lui, c'était comme

22 – La troisième internationale a été créée à Moscou par Lénine et ses amis en 1919.

pour Sabaté ⁽²³⁾ et tant d'autres une base de départ pour *actuer* (agir), le repli rien d'autre.

Raimon Civil : À l'époque, je ne pourrais pas vous dire son communisme ou son anarchisme jusqu'à quel point il était haut. Je ne peux pas vous dire quelle était la température doctrinale d'Oriol. Il me semble qu'Oriol, contrairement à son frère Ignaci (Montes), avait plus de cœur que de doctrine. Oriol était un poète, un gars généreux qui n'était pas prêt à reculer devant n'importe quoi. À l'époque, plus que par la suite, il avait un côté catalan. Après, il s'est engagé sur l'aspect social. Avec Oriol, le fait que j'étais moine ça n'a jamais posé de problèmes. Il y avait une certaine communion d'idées et de stratégies. Il y avait une amitié, un lien..., mais je préfère ne pas parler, peut-être j'inventerais un peu.

□ 1969

ARRIVÉE D'ORIOLE EN FRANCE...

Lors de l'été, à sa sortie de la prison centrale de Jaen, Oriol ne perd pas son temps et rejoint des syndicalistes révolutionnaires qui éditent la revue *¿ Qué hacer ?* Il fait alors la connaissance de José Antonio Diaz et de Manolo Murcia.

Au cours du même mois, les ouvriers de la fabrique de glaces Camy se mettent en grève. En solidarité, des actions sont menées par le groupe de la revue *¿ Qué hacer ?* Des cocktails Molotov sont lancés de nuit contre les kiosques de vente de glaces Camy. Surpris en pleine action par la police, Oriol s'enfuit avec sa moto vers

23 – SABATÉ Llopart Francisco (1915-1960) dit « El Quico » est né à L'Hospitalet de Llobregat, près de Barcelone. Membre de la Federación anarquista ibérica (FAI), il combat sur le front d'Aragon dans la colonne Los Aguiluchos (les Aiglons) pour tenter de stopper l'avancée des troupes fascistes. En 1939, comme des milliers de combattants espagnols, il se réfugie en France où il connaît les camps de concentration. Il rejoint la résistance contre l'occupant nazi. Dès 1945, à partir de la France, il mène un combat de propagande et de guérilla contre la dictature franquiste avec d'autres compagnons membres du Mouvement libertaire espagnol. Le 5 janvier 1960, il est abattu près de Barcelone à San Celoni par la Guardia Civil.

Montjuic. La police retrouve la moto et à proximité quelques cocktails Molotov, elle ne tarde pas à identifier le propriétaire grâce à l'immatriculation. Pour éviter une nouvelle arrestation, Oriol s'exile en France où il deviendra le pilier et l'animateur de l'Equipe Extérieure.

Sancho : Oriol se réfugie en France en juillet 1969, peu de temps après sa sortie de la prison de Jaén, pour un incident avec la police. Il doit s'exiler. Aidé par notre tante, Maria Rosa Rotllan, il passe la frontière par la Cerdanya, mais avant de se diriger vers Toulouse, il est hébergé au couvent de Cuxa où il se lie d'amitié avec les frères et plus particulièrement avec Raimon Civil. Son séjour se prolonge de deux mois environ, suite à un accident de moto (fracture d'un pied), et c'est une des causes de l'engagement antifranquiste de ces moines. À cette époque, ça devient, grâce ou à cause d'Oriol, une base opérationnelle pour les gens d'ETA et les Italiens de Lotta Continua (propagande clandestine, faux papiers, etc.).

L'abbaye de Saint-Michel de Cuxa est située sur la commune de Godalet, à 3 km de Prades, dans les Pyrénées-Orientales. Elle est habitée depuis 1965 par une communauté de moines bénédictins, venue du monastère de Montserrat (Espagne, Catalogne) à laquelle appartient Raimon Civil (1931-2001). À la fin des années 1990, ce dernier est nommé prieur de Saint-Michel de Cuxa. Raimon décède à la suite d'une longue maladie.

Raimon Civil : Notre ordre dépend du monastère de Montserrat et du Diocèse de Perpignan. Les frères qui n'étaient pas catalans ne venaient pas de Montserrat. Le monastère appartient à la communauté de Cuxa. C'est une SCI (Société civile immobilière) et moi je suis le président et, théoriquement, nous avons 70 % des parts sociales.

Je suis né en Catalogne du sud, d'un milieu depuis toujours catalan et à l'époque catalan et antifranquiste ça allait assez ensemble. Dans ma famille catholique et plutôt bourgeoise, il y avait une préoccupation sociale. Je me suis sensibilisé pour l'histoire

sociale. Étudiant à Strasbourg dans les années 1960, j'étais le seul du côté de l'église qui pouvait parler en espagnol à un bloc énorme de gens très simples et pauvres qui étaient venus d'Espagne pour travailler et qui ne pouvaient pas entrer en Allemagne. J'ai été également assez présent dans l'action étudiante à Milan, en Italie. On avait les idées très proches à l'époque d'un tas d'idées et de stratégies du Parti Communiste. Mais moi, je ne me suis jamais considéré communiste.

En été 1969, Oriol arrive. Il avait dû s'échapper d'Espagne parce qu'il avait eu un engagement politique. Je ne me souviens plus pourquoi, mais un truc essentiellement social. Et ça, évidemment, ça solidifie un peu une mentalité.

Oriol était un bon enfant, mais il avait déjà un vécu. Il avait de l'expérience. Son père avait été mon professeur, sa famille comme la mienne était catalane, catholique, bourgeoise. Mais ce n'est pas tout à fait par l'intermédiaire de la famille ou par Montserrat qu'il est arrivé ici. La famille était bien contente, mais c'est par des copains politiques. Des gens engagés dans la politique. Il arrive ici pour quelques jours. Des copains à lui passaient le voir, un jour l'un d'entre eux lui a prêté sa moto pour jouer, et là il est tombé. Il s'est cassé le pied. Cela l'a obligé à rester ici, puis il est parti à Toulouse.

On est restés très liés. Si engagement il y a eu de ma part, c'était parce qu'avec Oriol, on avait des idées communes. Pour lui, ici c'est devenu un endroit, un point de repère.

Oui, nous avons eu des contacts avec l'ETA. Mais parler de l'ETA sous le franquisme et parler de l'ETA des années 1990, ce sont deux choses complètement différentes. Il y a eu des réunions importantes ici. Mais d'eux, on ne peut rien dire ou presque, on a fait un tas de choses pour eux et ils étaient bien. C'étaient des gens sérieux, très bien organisés et ils avaient tous des faux noms. Ils venaient, ils étaient loyaux, ils étaient même copains, ils repartaient, tu les voyais plus ou tu les revoyais plus tard, mais tu ne savais pas d'où ils venaient ni où ils allaient, sauf si quelquefois tu les accompagnais quelque part. Je n'ai plus aucun contact avec eux. L'organisation était bien mais après, ils ont fait des trucs plus ou moins terroristes, ne pouvant pas faire marche arrière. Vu le comportement de l'ETA actuelle, je me

demande quelle est l'efficacité vis-à-vis des revendications effectives du Pays basque.

Dans cette abbaye, Oriol rencontre Robert Savelli, membre du PSU. Robert est né en 1932 et, même à la retraite, se définit toujours comme militant ouvrier. Il n'a pas été membre du MIL.

Robert Savelli : J'ai connu Oriol début 1969 à Perpignan quand je faisais du passage clandestin de militants antifascistes, anti-franquistes et démocrates espagnols.

Mon premier travail avec lui fut à sa demande de démonter une offset toute neuve, d'en éparpiller les pièces détachées dans divers endroits de Perpignan et notamment à l'église Saint-Martin. Cette imprimerie fut remontée quelques mois plus tard pour produire tracts et brochures dont le souvenir que je garde est que cette production n'offrait pas beaucoup d'intérêt pour nos amis d'au-delà de la frontière. J'ai donc continué à faire le lien entre une imprimerie clandestine de Lyon organisée par un Roumain fils d'un émigré juif de Roumanie, qui avait fui le nazisme. Oriol n'était pas partie prenante de ces opérations dont le point culminant fut de diffuser des milliers d'exemplaires d'un petit manuel marxiste fort bien construit par des intellectuels qui nous aidaient beaucoup. Dans les diverses réunions que nous organisions tant à Lyon, à Perpignan qu'à Barcelone, je n'y ai jamais rencontré Oriol qui me paraissait plus orienté vers l'action spontanée de petits groupes de trois ou quatre personnes souvent différentes mais dont il était toujours le responsable.

Avec Oriol nous discutons peu de politique, mais il savait que j'étais disponible, comme je le fus d'ailleurs pour tous les autres, qu'ils aient été trotskistes, anarchistes, socialistes ou communistes. L'essentiel pour moi, l'urgence aussi, c'était l'antifranquisme et la démocratie. Il a toujours fait preuve à l'égard de mon épouse et de moi-même d'une grande affection. Cette relation n'empêchait pas de me tenir en dehors de son projet politique, c'était ma règle comme pour tous les autres groupes.

Arrivée d'Oriol à Toulouse

À Toulouse, il est comme un poisson dans l'eau, la ville est en pleine effervescence avec les suites de mai 68. Il obtient une carte

de réfugié politique, mais pas celle de séjour. En Espagne, le 18 octobre, un avis de recherche pour insoumission (refus d'effectuer son service militaire) est lancé à son encontre.

Sancho : Après l'été 1969, il s'établit à Toulouse chez Maria Rosa Rotllan. C'est une religieuse qui a fait sa propre révolution en retirant ses habits, après seize ans de couvent. Sa maison se convertit en une commune d'anarchistes pacifistes très influencée par Marie Laffranque ⁽²⁴⁾. Il passe son temps à rencontrer des gens, ce sont davantage des contacts personnels que des contacts politiques. Après avoir séjourné quelques temps chez Maria Rosa, Oriol s'autonomise, il trouve un travail comme boulanger quelques mois dans un coin de la Grande-rue Saint-Michel, comme distributeur du journal *La Dépêche* et dans une imprimerie pendant un temps.

□ 1970

Sancho : Au début de l'année, Oriol est seul, bien qu'il collabore avec le groupe d'ouvriers de Barcelone, Nuestra Clase, une scission des CCOO. Il publie des brochures pour eux en signant l'édition « Equipo Exterior de Nuestra Clase ».

À l'initiative de l'EE, deux brochures sont éditées : en février et mars, *El movimiento obrero en Barcelona* écrite par l'ET et en août, le *Diccionario del militante obrero*.

Lors d'une conversation téléphonique, Robert Savelli nous apprend que c'est lui qui s'est chargé de faire imprimer à Lyon *Diccionario del militante obrero* et de ramener le tirage à Perpignan. Il y a eu un premier tirage à Toulouse, y a-t-il eu une seconde impression à Lyon ?

24 – LAFFRANQUE Marie (1921-2006). Elle est chercheuse au CNRS et une militante déterminée malgré son lourd handicap. Par exemple, dès le début des années 1960, elle mène un combat pour la suppression totale du service militaire obligatoire qu'il soit militaire ou civil, elle participe à divers comités de soutien à des réfractaires à la guerre d'Algérie, objecteurs ou insoumis emprisonnés. Elle sera active dans d'autres comités de solidarité envers les membres du MIL ou des GARI incarcérés.

Simon : On a effectivement imprimé le *Diccionario*. On se faisait appeler par l'intérieur (ceux d'Espagne) « Comité extérieur nuestra clase » parce qu'Oriol avait des contacts politiques avec les ouvriers de Barcelone.

Sebas : Pour répondre plus précisément au problème des éditions anciennes réalisées par EE, je ne sais qu'une chose, je suis allé chercher des exemplaires restants du *Diccionario* dans une imprimerie légale proche du Pont des Catalans, la rue perpendiculaire à celle de la maison du Zapatero. Visiblement, le tirage avait été de plusieurs milliers d'exemplaires.

Fin de l'été : interpellations à la frontière franco-espagnole dans les Pyrénées-Orientales

Une fois le tirage fait, le passage des brochures en Espagne s'organise. Deux moines de Cuxa, Robert Savelli et l'avocat Miquel Mayol, sont arrêtés près de la frontière avec des exemplaires du *Dictionnaire du mouvement ouvrier*.

M. Mayol : Pour ce qui est du *Diccionario*, je pense que la cheville ouvrière pour le transport était des membres du PSU de Perpignan. Il y avait la voiture de St Miquel et deux moines dont l'actuel prieur Raimon Civil. L'autre était, me semble-t-il, Joseph. Nous avons été arrêtés par des douaniers de la CGT ! Grâce à l'intervention du président de l'Association culturelle de St Miquel, une transaction douanière a eu lieu. Cela a coûté 5 000 F (750 €) à St Miquel. Nous y avons perdu les livres et le sac à dos. Je dois au président de l'association de n'avoir pas eu d'ennuis professionnels à cette occasion.

R. Civil : Nous étions plus de quatre dans la voiture. Il y avait moi, Joseph un frère de la communauté, Mayol l'avocat et deux membres du PSU. Il y a des gens qui ont critiqué ces brochures, une critique intellectuelle. Mais à l'époque pour certains milieux il y avait un enjeu, c'est pour ça que j'ai trouvé de l'intérêt à le faire.

On ne devait pas transporter ces brochures jusqu'à Barcelone, c'était bien plus simple. Tout était préparé, on laissait la voiture quelque part, car on ne pouvait plus rouler et ensuite on devait continuer à pied pendant une heure ou plus dans la montagne, les

sacs à dos bourrés de *Diccionario*. Du côté espagnol, il y avait un couple de campeurs, théoriquement amoureux qui attendaient les brochures. Ils ont attendu en vain et ils sont repartis. Avant de les rejoindre, on devait s'arrêter avec la voiture, on a suivi une petite route où on a trouvé des flics motorisés, qui nous ont arrêtés. Ce n'est pas de la malchance, ils nous attendaient à cause de l'imprudence de certains.

Apparemment, au début à Cuxa on était *propres*, on se servait de la voiture pour des passages de frontière pour des gens et aussi des papiers. Tout s'est bien passé sauf ce jour-là, on a passé une nuit à la douane au Boulou et il a fallu payer une amende pour récupérer la voiture. Ensuite, il y a eu d'autres passages, même ces brochures sont passées par d'autres filières.

Au mois de décembre 1970, à l'époque la télé n'était qu'en noir et blanc et il y avait un programme dont le titre était « L'église demain ». Un soir on a été très surpris de voir un reportage, « L'église à Barcelone », tourné dans la clandestinité, mais les curés étaient d'accord pour le faire à visage découvert. Ils ont présenté la brochure (il y en avait un tas et ça se voyait à l'écran) et ont dit qu'il y avait des gens qui s'étaient faits coincer en tentant de passer cette brochure. Cette émission, je m'en souviens, elle est passée deux jours avant qu'on soit convoqués à la préfecture, chez le préfet, moi, Joseph et le supérieur de Saint-Michel à l'époque, car la voiture était immatriculée au nom du supérieur. On a eu un très sévère avertissement, reconnaissant qu'effectivement on avait transporté des trucs, qu'on s'était faits coincer et qu'on s'engageait à ne pas avoir d'action politique. Le supérieur a dit : « Moi, je ne signe pas, parce que je n'y suis pour rien. La voiture est à nous tous (la communauté), moi je suis le titulaire mais eux avaient le droit de l'utiliser ». C'est un bonhomme qui avait un certain sens de l'autorité, qui inspirait le respect. Il n'a jamais plus été inquiété. Pour cette histoire, il y a eu des gens de la communauté qui n'ont pas été contents, mais tout le monde nous a très bien respectés. Chacun a le droit d'avoir son avis personnel. L'évêque de Perpignan s'est très bien comporté.

Joseph et moi avons été expulsés du département des Pyrénées-Orientales, de mars 1972 à 1973, avec interdiction de résider dans ceux proches de la frontière espagnole. L'expulsion n'est pas liée

directement à l'incident de la frontière, c'était plus complexe. Il y avait beaucoup d'autres choses. Par exemple l'atmosphère politique de l'époque. C'était celle de Pompidou (président de la République), de Chaban-Delmas (Premier ministre), qui était plus coulant, Marcellin (ministre de l'Intérieur) et de l'autre côté Franco. Il y avait le fait qu'ici, la communauté et moi, on avait organisé des rencontres de jeunes chrétiens de gauche venant de plusieurs pays, parfois on était une centaine avec pas mal d'Italiens (c'est comme ça que Luigi est venu ici). Sans nous citer, le journal *Politique-Hebdo* avait parlé de trucs caractéristiques qui faisaient peur au gouvernement, à l'État, c'étaient après les événements de Mai 68 et Saint-Michel remplissait toutes ces catégories et, naturellement, ça nous a créé des ennuis, mais on était prêts. C'était un engagement de la communauté. Dans l'histoire avec Oriol, Joseph était plus critique que moi, du point de vue politique et du manque de précaution. Il avait raison.

De notre côté, il n'y a jamais eu de connaissance doctrinale marxiste ou politique solide. On n'était pas bêtes, mais on n'était pas des docteurs de loi, ni des professeurs. On connaissait la littérature à l'époque depuis Pannekoek jusqu'à Marx, Engels. En fait il y avait des choses du MIL qui m'agaçaient, je le leur disais, mais le fait de travailler ensemble ne veut pas dire qu'on communiait avec les mêmes idées. Parfois, ils venaient ici, parfois ils en abusaient un peu, mais pour eux c'était facile. On savait que les Renseignements généraux étaient attentifs à ce qui se passait à Cuxa. Nous avions nos antennes à Perpignan, disons des gens amis, qui sont morts, dont un ancien résistant catalan qui avait de très bons amis très haut placés, alors on était plus ou moins au courant.

R. Savelli : Lorsque l'on s'est retrouvés à la douane, j'ai pu m'absenter, m'écarter et téléphoner à une copine à Perpignan. Elle a passé la frontière et a pu prévenir le couple qui nous attendait avec les brochures. Effectivement, nous étions attendus par la douane à la frontière à cause du bavardage de certains. Un autre passage des brochures a été organisé mais je ne m'en suis pas occupé.

J'ai participé à l'organisation et animé avec Bruni (Lotta Continua) des rencontres à Saint-Michel de Cuxa.

Les rencontres à Toulouse

Concernant l'EE, on ne peut affirmer qu'un groupe réel se soit constitué autour de cette appellation. C'est un sigle de circonstance qui apparaît officiellement au mois d'août 1970 avec l'édition de la brochure *Diccionario del militant obrero*. L'EE, c'est surtout Oriol qui mobilise ses contacts en fonction des nécessités de la lutte et des besoins. C'est au cours de l'année 1970 que se rencontrent la plupart des protagonistes, résidant en France, qui seront plus ou moins membres de l'EE, du 1000 et du MIL/GAC. Dans un premier temps, on trouve autour d'Oriol des Espagnols comme Bermejo, Simon, ou des fils de réfugiés et une Française, l'Infra.

Vicente Sanchez Bermejo, originaire de Belmez, province de Ciudad Real (Castille), est étudiant à Toulouse. Après son interpellation de mars 1971, il quitte la France et rejoint l'Espagne où il est incarcéré pendant deux mois.

Joan C. alias « Simon » est originaire de Mataró près de Barcelone, frère de Beth. Lui aussi étudiant.

Simon : J'ai connu Oriol Solé à Toulouse en septembre 1970, à travers des amis rencontrés à Cadaquès (province de Gerona) en juin-juillet 1970 où je me suis caché suite à la tombée d'une imprimerie clandestine à Barcelone. Ils m'ont fait connaître aussi Jean-Michel L⁽²⁵⁾, originaire de Pau, étudiant en sociologie à l'université du Mirail, situationniste et acteur-ami des gens de l'Acte (troupe de théâtre). C'est lui qui m'a mis en contact avec Oriol.

Réfugié en France à Toulouse, je me suis inscrit à la faculté, j'avais obtenu le statut de résident qui me permettait une liberté de mouvements... Je n'ai jamais été un militant dans le sens *militar*. J'étais à la fois *acteur* et observateur de mon temps. J'avais beaucoup de rêves, mon idole c'était Che Guevara, comme des milliers de jeunes à l'époque.

25 – On a essayé à plusieurs reprises de contacter Jean-Michel L, il n'a jamais répondu à nos courriers. Nous mettons ses initiales car il ne souhaite peut-être pas que son nom apparaisse.

Dans l'immeuble des Arènes, il y avait Dupuy et sa femme Pierrette qui collaboraient avec Oriol dans l'infrastructure de distribution des « Diccionarios » et de tracts. Ils étaient professeurs d'université à l'époque.

Fin 1969, l'Infra (qui vient du mot « infrastructure ») débarque de Paris à Toulouse, pour y implanter la GP (Gauche Prolétarienne). C'est la direction ⁽²⁶⁾ parisienne de cette organisation qui l'envoie avec deux autres militants.

Elle rencontre Oriol et participe brièvement à l'activité de l'EE. Au cours de l'année 1970, avec Oriol, elle l'accompagne en voiture à Barcelone pour livrer à un groupe d'ouvriers révolutionnaires du matériel d'imprimerie dérobé en France.

L'Infra : J'étais à la GP du début à la fin. Je n'étais pas une *théoricienne*, mais plutôt par goût, loin du centre et des pouvoirs. C'était pour moi un lieu idéal d'investissement et de fantasme. On pouvait investir toutes les dimensions qui plaisaient. Aussi bien sacrificielle, messianique, enthousiasme, charité. Ni maquisard ! Ni garde rouge ! Ni romantique ! Ni militaro ! Pour en venir à comprendre comment j'ai été proche d'Oriol, comme je vous l'ai dit, militante gépiste exemplaire mais loin du centre dogmatique (on m'appelait « l'infra »), j'avais quelques curiosités, fréquentations et actions « secrètes ». De temps en temps, si je me faisais tancer par mes chefs, je n'en ai jamais été le moins du monde écorchée. Tout cela allait d'une curiosité pour la contre-culture américaine, à la picole et au soutien à la lutte antifranciste quand je suis arrivée à Toulouse vers le début de 1970. J'ai tout arrêté progressivement pour tourner la page vers 1975. Mes 20 ans furent heureux. J'étais très amie avec Oriol un moment mais je n'avais pas accès au cœur des choses. Je l'ai aidé, j'ai partagé un appartement avec lui. Nous avons une affection l'un pour l'autre, c'est tout. Il y a des fous salauds et sinistres, c'était un fou généreux, honnête. Pour moi, en gros, il incarnait un combat militaire justifié... combat qui avait une réelle valeur à mes yeux à côté de nos *activités militaires* gépistes.

26 – L'un des membres est Serge July. Il sera l'un des principaux dirigeants du journal *Libération* de 1973 à 2006.

En automne, Oriol participe à diverses manifestations et actions. Il fait des rencontres déterminantes pour la suite. Il croise la route de ceux qui formeront « la branche française » du MIL : Cricri et Sebas.

Torres Jean-Claude dit « Cricri ». Suite au collier africain que Jean-Claude portait autour du cou, ses amis parlaient d'un *grigri* et ont fini par l'appeler Cricri. Maria Mombiola le surnommait « L'Ambassadeur ». Il est né le 29 juillet 1951 à Toulouse d'un père originaire de Lérida (Catalogne) et d'une mère d'origine italienne. À 16 ans, il suit sa famille en Afrique, en 1969, il revient à Toulouse et s'installe dans l'appartement familial de la rue des Blanchers. Il s'inscrit à la faculté de lettres, située à cette époque au centre-ville de Toulouse, dans les bâtiments universitaires de l'Arsenal. La faculté connaît des moments très agités.

Rouillan Jean-Marc alias « Sebas », surnommé ainsi en 1970-1971 par Simon parce qu'il parlait souvent de la ville de Saint-Sébastien située au Pays basque sud. Maria Mombiola le surnommait « le Révolutionnaire ».

Sebas : Je suis né le 30 août 1952 dans le quartier Sent Pèir à Auch. Donc gascon. Et comme tel, il faut le souligner car culturellement c'est très fort, les Pyrénées ne constituent pas une frontière mais une zone homogène. Ce sentiment dans ma famille est renforcé du fait même qu'une branche est originaire de hautes vallées situées dans l'État espagnol. Ma grand-mère avait quitté le massif de la Bonaiga (à la limite du Val d'Aran et de la Catalunya) au début du siècle.

Mon père a été nommé à Toulouse au début des années 1960 (1962 peut-être). Ex-instituteur, il a franchi progressivement les échelons dans l'administration de « la jeunesse et des sports ». Ainsi le milieu familial est petit-bourgeois. Une ambiance de gauche. Mon père avait été dans sa jeunesse membre du parti de la gauche révolutionnaire de Pivert. Puis, lors de l'occupation, il avait rejoint l'Armée Secrète, dominant la résistance dans le Gers. Ma mère, d'origine paysanne, était elle aussi d'une famille de gauche. Mon grand-père fut un des premiers membres du PCF dans le Gers dès son retour d'Allemagne où il fut prisonnier (guerre 14-18) et comme tel avait assisté au début de la révolution conseilliste.

Après la guerre, mes parents ont été des *compagnons de route* du PC. Ensuite, mon père a rejoint le Parti Socialiste Autonome (ayant rompu avec la SFIO) et, après les congrès d'Épinay, le PS actuel. Nous nous sommes installés dans le quartier nord de Toulouse, dans la cité des Mazades, où je suis resté jusqu'en 1970. Je suis allé au lycée Nord qui a changé de nom depuis (Toulouse-Lautrec, non ?). Un lycée où deux populations se côtoyaient alors, d'un côté la petite bourgeoisie de quelques cités du coin (souvent aux racines ex-paysannes) et de l'autre, le prolétariat et le lumpen (il y avait énormément de misère et même des petits îlots de bidonvilles au-delà de la voie ferrée).

À l'automne 1968, j'ai intégré le lycée Ozenne, rue Merly, là, un autre folklore. Vers le bac économique. Cravate obligatoire pour les mecs, pantalon interdit pour les nanas. C'est là où j'ai rencontré le « Grand blond » ; nous y étions quasiment les seuls militants lycéens. En 1969, nous avons fait un CAL (Comité d'action lycéen). Lors de la réunion de la coordination des CAL toulousains, le Grand avait opté pour le camps pro-PC qui voulait institutionnaliser le mouvement et créer ainsi l'UNCAL. J'ai suivi. Et comme on était à Ozenne, on assurait les permanences de l'UNCAL, entre midi et deux, à la Bourse du travail. On passait derrière, dans la rue Merly, au local de la CNT. Le café le Merly était le même pour nous, celui du lycée entre les cours et celui des rencontres politiques avec les anars et les maos. Le Grand connaissait la Carpe qui était étudiant en science. La Carpe, fils d'exilé, connaissait le Zapatero. C'est la Carpe aussi qui me présenta Mario « Petit Loup », au marché aux puces. Mario vivait à cent mètres de la rue d'Arcachon (mon domicile). Je le croisais toujours dans le bus, avec sa cape et son béret style *Che*, Dandy était le copain de lycée d'un ami d'enfance, nous *jouions* dans le même groupe de rock. Et nous avons fait un peu de route ensemble, en Angleterre.

Le Grand blond dont parle Sebas n'est pas membre de l'EE, ni du MIL. De janvier à mai 1971, il habite avec la Carpe et n'est pas très éloigné du groupe Oriol-Sebas. Oriol d'ailleurs lui apprend à subtiliser une voiture. Ce qu'il fait très bien... Il intègre par la suite la GP.

Henri Olle est né le 2 août 1950 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), il est appelé la « Carpe », surnom qui viendrait du fait qu'il n'était pas très volubile. Ses parents sont originaires de Catalogne. Le père, ouvrier du bâtiment, est membre de la CNT et de la FIJL. Combattant sur le front d'Aragon dans la colonne Durruti, il se réfugie en France en 1939 où il est interné dans le camp de concentration d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales). La mère, femme de ménage, rejoint le père en 1945 après avoir tenté deux fois de passer les Pyrénées. Elle est arrêtée par la Guardia Civil et incarcérée pendant quelques mois.

En 1955, la famille s'installe à Cazères (Haute-Garonne). Henri baigne dans le milieu antifranquiste. Il est élevé par le père dans la perspective d'un retour en Espagne et qu'il faudra chasser les franquistes, les armes à la main. La Carpe participe aux manifestations de 1968, s'investit à fond et devient un militant libertaire très actif. Il passe son bac technique à Toulouse et s'inscrit à la faculté pour les années 1969-1970 et 1970-1971. D'après son frère, il fréquente la cité universitaire de l'Arsenal mais sans avoir l'intention de poursuivre ses études. Au printemps 1972, il arrête ses activités politiques. Il exerce divers boulots, comme animateur de colonies, ouvrier dans le bâtiment et garde-barrières (SNCF)...

Le 23 juin 1974, dans l'Hérault, il est fauché mortellement par une voiture alors qu'il circule à mobylette.

Mario ne sera ni membre de l'EE ou du MIL. Après les arrestations en Catalogne de septembre 1973, Mario participe aux actions de solidarité et à l'activité des GARI (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes).

Dandy, ce nom apparaît plusieurs fois dans le document. Nous l'avons rencontré à diverses reprises en 2005. Réticent, méfiant, il n'a pas souhaité que son vrai nom soit publié, disant qu'il ne se souvenait pas de grand-chose et qu'il n'a jamais été membre du MIL. Il a bien été à Barcelone avec le groupe, mais n'a participé à aucune expropriation. Il savait que le groupe utilisait des armes, mais il n'était pas d'accord sur les orientations. Fils d'ouvrier, il était un copain de Sebas qui lui a fait rencontrer ses amis et à diverses occasions, il leur a rendu service comme il l'aurait fait pour des amis.

Sebas : Dandy a raison, il était essentiellement là parce qu'il était un copain. Ses motivations politiques étaient assez farfelues. D'ailleurs, il n'a eu qu'un rôle logistique à Toulouse et d'appui lors de certaines opérations à Barcelone (mise en place de voiture, transports, etc.).

J'ai fait la rencontre du Zapatero au courant de l'automne 1970 par l'intermédiaire de la Carpe mais Mario le connaissait bien également. Dès ce moment-là, je lui ai rendu visite très régulièrement jusqu'à mon arrestation fin 1974.

Le Zapatero et Blanca sa compagne et épouse sont des membres actifs de la CNT espagnole dans l'exil à Toulouse qui apporteront une aide concrète à ceux du MIL. Navarro Theophilo dit « Negro » ou le « Zapatero » (cordonnier) né en 1915, en Espagne, à Valladolid (Castille-Léon) d'un père bûcheron et ensuite guardia de seguridad (garde de sécurité). En 1929, la famille déménage à Barcelone. Dès l'âge de 11 ans, il est cordonnier et en 1931 il travaille dans un magasin de chaussures où il rencontre un ouvrier délégué à la CNT qui le fait adhérer à l'organisation, CNT qu'il n'a jamais quittée depuis, malgré de nombreux désaccords. En 1934, il s'installe à son compte à Barcelone, calle Industria (aujourd'hui calle Carthagen) où il rencontre Blanca.

Zapatero : Après l'insurrection fasciste de juillet 1936, ensemble on a rejoint la Colonne Durruti sur le front d'Aragon. Chassé d'Espagne en 1939 comme des milliers d'autres, j'ai connu et vécu les camps de concentration dans le sud de la France comme ceux du Vernet d'Ariège, de Septfonds en Haute-Garonne et Bram dans l'Aude. Les hommes et des femmes étaient envoyés dans les camps. D'autres femmes et les enfants de moins de quatorze ans étaient séparés de nous autres et envoyés ailleurs en France. Blanca s'est retrouvée en Haute-Loire dans un *foyer d'accueil*. On m'a proposé un travail de cordonnier à Cordes dans le Tarn, j'ai accepté et je suis sorti des camps. Blanca a pu me rejoindre. Sans jamais renoncer à lutter, nous nous sommes installés quelques années plus tard à Toulouse à l'occasion d'un premier mai.

Je les ai rencontrés pour la première fois par ma fille, Blanca. En 1968, j'amenais mes enfants dans les universités pour qu'ils voient et après ils ont voulu faire de l'action et ils se sont mêlés à des jeunes pour casser du flic. Je les suivais plus ou moins et un jour Blanca m'a parlé de Jean-Marc.

On connaissait aussi Olle, mais là c'était par la famille, le père était libertaire et j'ai connu les enfants. Un jour, un des enfants est venu me voir, on a parlé et je lui ai dit que j'étais prêt à l'aider mais que je ne voulais connaître personne à part lui mais cela n'a pas tenu, il m'amenait un copain et puis un autre et des soirs on se retrouvait à cinq ou six à la maison. Parmi eux, il y avait Jean-Marc qui était un gars violent, très capable et très astucieux. Pour la lutte c'était bien mais il se foutait un peu de la théorie.

Seul Puig était anarchiste, les frères Solé étaient catalanistes et comme il n'y a pas d'actifs chez les catalanistes, ils sont venus là.

Sebas revient sur sa rencontre avec Oriol dans une interview pour le journal catalan *El temps* du 7 mars 1994 :

« J'ai rencontré Oriol au cours de l'année 1970 à l'occasion d'une assemblée de lutte. Bien que nous représentions des organisations différentes, lui cadre ouvrier de la Gauche prolétarienne et moi membre d'un groupe autonome, nous avons défendu ensemble une même proposition d'action armée de soutien à la grève. Minoritaires, la proposition fut rejetée, mais dès ce jour-là, nous avons commencé à agir en commun et, bien sûr, en tout premier lieu sur la question antifranquiste. Oriol était plus âgé que nous, il avait un passé militant et une formation politique que nous n'avions pas. Il avait été arrêté et emprisonné à Barcelone, il était réfugié, c'est dire qu'il était déjà pour nous auréolé de prestige. Mais justement, il n'en profita jamais pour s'imposer et diriger. S'il s'impose, c'est par ses qualités certaines à dynamiser, à projeter et à organiser. Ses propositions étaient toujours claires et concrètes.

Il était donc à l'époque membre de l'organisation mao, mais la GP correspondait plus à la version « *anarco-maoïste* » surgie de Mai 68 avec la force du courant du Mouvement du 22 mars. Concrètement et tout naturellement, c'est sur la base de l'idée force de l'auto-orga-

nisation des luttes dans la péninsule et de leur soutien que s'est formé le noyau autour d'Oriol »

D'après deux responsables de la GP, fondateurs de l'organisation à Toulouse, Oriol n'a été ni cadre ni membre de cette organisation. Il était simplement en contact avec l'Infra et d'autres membres de la GP, surtout au moment de la solidarité avec les inculpés basques qui étaient *jugés* par le Conseil de guerre à Burgos.

Sebas : De l'EE, je ne connaissais qu'Oriol, Bermejo de Ciudad Real (proche d'ORT), un gars de Pau qui faisait du théâtre à Toulouse et une camarade d'une trentaine d'années qui faisait partie également de la cellule GP descendue de Paris pour créer une section ici, vraiment un truc de bric et de broc réuni pour soutenir.

Le 1000, créé en janvier 1971, rompait avec ça. Nous nous constituions pour autre chose, une action solidaire, une aide matérielle réelle et directe.

Simon : Je connaissais Vicente Sanchez alias Bermejo. Un type gros, qui voulait surtout finir ses études... Il y avait un maçon, qui s'appelait peut-être Raphael, qui collaborait aussi avec V. Sanchez. Il y avait aussi Jean-Marc Rouillan dit « Negrito ». Son idée c'était de tout faire éclater, de rigoler, il était fasciné par Bonnot ⁽²⁷⁾. À l'époque il était un peu dur et aussi un peu téméraire. Il me faisait rigoler et peur en même temps. Il avait comme amis, Olle et Cricri. Olle était son lieutenant qui volait dans les voitures ou les voitures mêmes, il assurait l'intendance de la troupe avec des chèques volés. Grâce à lui, on mangeait souvent...

Climat toulousain

Pour reconstituer les faits, nous utilisons « Dos anys de resistencia » (Deux ans de résistance). Ce texte, rédigé en catalan par Oriol, est important car il dresse le bilan des actions qui vont d'octobre 1970 à août 1972. Il a été découvert, en août 1972, par la gen-

27 – Bonnot (1876-1912) est membre d'un groupe anarchiste nommée La bande à Bonnot, qui est à l'origine du premier hold-up à l'aide d'une voiture.

darmerie lors de la perquisition effectuée à Bessières (Haute-Garonne) dans la ferme louée par des membres du MIL/GAC. Nous l'avons retrouvé à Toulouse, dans les dossiers de l'un des avocats des membres du MIL.

Ce texte permet de compléter et d'éclaircir toute la période sur l'activité de l'EE et du noyau radical 1000 avant la première expropriation à Barcelone en juillet 1972 revendiquée par le MIL/GAC. Oriol situe les premières actions du 1000 bien avant sa constitution le 19 janvier 1971. Certainement parce que Sebas, Cricri, la Carpe et lui-même ont participé plus ou moins aux divers événements relatés. Sauf indication, tous les titres entre guillemets, d'octobre 1970 à août 1972, en sont extraits. Il est reproduit en annexe dans son intégralité pour la première fois.

Sancho : Pour le ton et le contenu, il n'y a pas de doute, il a été écrit par Oriol. Il a été fait pour une réunion avec trois membres de la OLLA (Organització de lluita armada). Réunion qui a eu lieu en 1972 dans un village abandonné des Pyrénées catalanes, dans la Cerdanya espagnole. Du MIL étaient présents Jean-Marc, Oriol, moi et Montes.

Sebas : Ce texte a été écrit par Oriol à la ferme, début août. Il a été utilisé lors de plusieurs réunions que nous avons organisées à Barcelone en août et septembre 1972. Mais, je ne vois pas bien comment ont été récoltées les informations. Nous n'avions aucune archive, nous ne gardions vraiment rien, ni tracts, ni textes...

Dans la chronologie, à la date de décembre 1970, Oriol parle du groupe occitan Vive la Commune. D'après Henri Martin ⁽²⁸⁾, membre de ce groupe, il est constitué de six à dix personnes (Henri,

28 – MARTIN Henri (1947-2002), figure du mouvement libertaire toulousain. Dès les années 1960, il participe à divers comités de lutte antinucléaires ou chômeurs et de solidarité, notamment aux emprisonnés du MIL et GARI. Fin 1983, il est à la création du SCALP (Section carrément anti Le Pen)... Auteur de nombreux textes politiques.

Sebas, la Carpe, etc.), et prend ce nom en référence à la commémoration prochaine du centenaire de la Commune de Paris (18 mars 1871-29 mai 1871). Il n'a rien de régionaliste. À Toulouse, après 1968 et en dehors des organisations libertaires existantes, c'est l'un des groupes autonomes issus d'une mouvance qui rassemble à la fois des libertaires et des maos non dogmatiques... L'activité du groupe autonome libertaire Vive la Commune dure quelques mois.

Sebas : J'ai connu les groupes qui tournaient alors à l'époque, il n'y avait pas le sectarisme actuel. Maos et anars se fréquentaient et organisaient des choses sans fausse polémique. Les réunions se déroulaient rue Merly au local d'une fantomatique CNT, jusqu'à notre déplacement vers les salles universitaires de l'Arsenal.

Donc, on a pris l'habitude d'aller à l'Arsenal et nous fréquentions encore le café Merly, le Florida⁽²⁹⁾. C'étaient des lieux de mobilisation pour les manifs et les petites actions. L'accélération s'est produite en septembre 1970 à mon retour de l'Angleterre (épisode émeute de l'île de Wight pour la gratuité du festival de musique, arrêté avec onze autres personnes quelques jours plus tard, je fais une semaine de prison). À peine arrivé à Toulouse, j'ai rejoint Henri et la Carpe. Nous avons loué une maison rue d'Aquitaine, dans le quartier des Mazades.

La maison va devenir le cœur du groupe spécifique Groupe Autonome Libertaire-Vive La Commune. Pour ma part je ne fréquentais pas les anars officiels comme Jo et le Petit barbu⁽³⁰⁾. J'étais dans le milieu lycéen, j'avais à peine 18 ans.

De nombreux fils d'Espagnols sont venus nous rejoindre.

Pour le GAL-Vive la Commune, nous nous sommes créés en septembre 1970 et séparés début janvier 1971. Du moins, la Carpe et moi l'avons quitté, peut-être a-t-il continué. En février 1971, j'ai utilisé la maison commune de la rue d'Aquitaine pour héberger deux dirigeants d'ETA. Donc, nous conservions de bonnes relations.

29 – L'un des bars de la place du Capitole fréquenté alors par des rebelles et l'extrême-gauche.

30 – Surnom de l'un des membres de l'Imprimerie 34.

« 21 et 22 octobre : Manifestations de grande violence dans la rue pour la libération du leader maoïste Geismar »

Les rues de Toulouse connaissent trois jours d'agitation pour protester contre le procès et exiger la libération d'Alain Geismar, un des dirigeants de la Gauche prolétarienne, qui a été interpellé et inculqué de « *provocation directe suivie d'effets, de violence et voies de fait contre les agents de la force publique* » et incarcéré fin juin 1970 à la prison de la Santé à Paris. Geismar avait appelé : « *le peuple à descendre dans la rue avec des fusils* »⁽³¹⁾ lors d'un meeting à la Mutualité de Paris, le 25 mai 1970. L'État le rendait responsable des violences lors des manifestations de mai-juin à Paris, à Marseille, à Grenoble... contre l'incarcération et le procès de deux directeurs de *La Cause du peuple* (journal de la GP).

Le 19 à Paris, dix-sept voitures (DS et ID) entreposées dans le parc des usines Citroën, quai de Javel, sont incendiées. Un autre commando, dans le XIII^e arrondissement, met à sac les bureaux de l'Inspection des contributions directes du secteur.

Le 20 à Toulouse, le Palais de justice et les facultés sont quadrillés par d'importantes forces de police. Quatre cents personnes assistent au meeting de solidarité organisé par le Secours Rouge (SR). Vers 19 h, avec une quinzaine de personnes, Sebas, Oriol, l'Infra et la Carpe cassent à coups de pavés la vitrine du Grand Hôtel⁽³²⁾ (rue de Metz), un restaurant huppé de Toulouse, et ils y balancent quelques cocktails Molotov. L'incendie est maîtrisé, des tracts favorables à Geismar sont retrouvés sur le trottoir.

À Paris, de multiples incidents ont lieu, la police interpelle près de quatre cents personnes. Geismar est condamné dans la soirée par le tribunal correctionnel à dix-huit mois de prison ferme.

Les deux jours suivants, des barricades sont érigées autour de la cité universitaire de l'Arsenal, et certaines enflammées, comme

31 – Les propos tenus par Geismar ce jour-là sont l'un des arguments de Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, pour interdire la GP. Le décret de dissolution est signé le 27 mai 1970 par le président de la République, G. Pompidou.

32 – Hôtel de luxe qui ferme ses portes au milieu des années 1970, racheté par le Conseil général en 1978. Il y installe les services de la Préfecture (cartes grises, permis de conduire, etc.) jusqu'à l'an 2000. Le bâtiment sera squatté de janvier 2001 à juillet 2005 par le collectif d'artistes « Mix Art Myris ».

celle de la rue Valade, le 21, provoquent l'intervention des forces de l'ordre. Les manifestants les reçoivent à coups de pierres et d'objets divers.

Le 22, une barricade est incendiée boulevard Armand-Duportal pour empêcher toute circulation, une autre est construite à l'angle des allées de Barcelone. Des cocktails Molotov sont jetés vers 21 h contre la Banque de France.

**« 26 novembre : insurrection estudiantine à Toulouse.
160 interpellés dont 13 militants radicaux »**

Le 24 novembre 1970, à Paris, la Cour de sûreté de l'Etat ⁽³³⁾ condamne Alain Geismar pour fait de *reconstitution de ligue dissoute* à deux ans de prison ferme, 1 000 francs (150 €) d'amende et privation de ses droits civiques et familiaux ⁽³⁴⁾. À la suite de ce jugement, le « Mouvement du 27 mai » ⁽³⁵⁾ appelle à une « Assemblée générale de combat » le 26 à 10 h, à l'Arsenal. À la fin de cette réunion, un groupe composé d'une quarantaine de personnes (anars, maos, etc.) se rend à la faculté de droit, rue Albert-Lautman, pénètre dans le grand amphithéâtre en plein cours en lançant des poches de sang dans la salle et sur le professeur Montané de Laroque, admirateur des dictateurs Franco et Salazar. Cette intervention déclenche une bagarre avec les étudiants en droit et provoque, vers 11 h 30, l'intervention des forces de l'ordre qui sont reçues à coups de pierres et de cocktails Molotov par le groupe revenant à l'Arsenal, les CRS ripostent avec des grenades lacrymogènes.

Dans l'après-midi, Lagardelle, journaliste et conseiller municipal de Toulouse (membre du PS), venu voir ce qui se passe à la faculté de l'Arsenal, est séquestré par des *gauchistes*, dicit *La Dépêche du Midi*. Ce qui, d'après les autorités, provoqua l'inter-

33 – La Cour de sûreté de l'État (CSE) est composée uniquement de magistrats et de juges militaires. Elle a été créée en 1960 pendant la guerre d'Algérie, abolie en 1981 et rétablie en 1986 mais sans les juges militaires.

34 – Suite à une omission dans l'arrêt rendu par la CSE, A. Geismar est rejugé et voit sa peine réduite à 18 mois fermes. Il est libéré en décembre 1972.

35 – En référence à la date du décret de dissolution de la Gauche Prolétarienne par l'État français.

vention des CRS à l'intérieur du campus, le but était de délivrer Lagardelle mais surtout de rétablir l'ordre et *nettoyer* la faculté de ses éléments révolutionnaires et contestataires.

Des heurts violents durent pratiquement toute la journée, occasionnant l'interpellation de plusieurs dizaines de personnes sur les quelques centaines d'étudiants, chômeurs et ouvriers qui participent aux affrontements. Vingt CRS sont blessés dont six sérieusement, plusieurs manifestants sont soignés discrètement à l'hôpital, trois seront inculpés par la suite. Treize personnes, prises au hasard parmi les interpellés, sont inculpées et incarcérées à la prison Saint-Michel de Toulouse, l'une d'entre elles est la Carpe.

Divers communiqués dénoncent l'entrée des forces de l'ordre sur le campus et le comportement extrêmement violent des CRS dans les chambres de la cité universitaire (saccages, brimades physiques, etc.). Les étudiants communistes (PCF) condamnent à la fois l'intervention des forces de l'ordre et la provocation des groupes maoïstes, assimilant les actions de la matinée du 26 novembre à des actes fascistes. Pour le PS et le PC, l'attitude des agitateurs fait le jeu du pouvoir.

Mais une solidarité importante se manifeste le lendemain et les jours suivants pour protester contre les incarcérations et les violences policières.

« 27 novembre-2 décembre : Semaine de mobilisation générale contre la répression - Manifestations et attentats »⁽³⁶⁾

Le 27 novembre, plus de deux mille manifestants descendent dans les rues de Toulouse à l'appel du Secours Rouge et de divers collectifs, pour dénoncer l'intervention des CRS à l'Arsenal et obtenir la libération des incarcérés de la veille. La police bloque la progression de la manifestation vers le centre-ville, ce qui provoque de nouveaux affrontements avec des blessés de part et d'autre et l'interpellation de plusieurs manifestants. Vers 16 h 30, la faculté de droit subit une nouvelle attaque avec des jets de cocktails, de pierres et de fumigènes.

36 – C'est jusqu'au 3 décembre que les événements ont lieu.

Le 2 décembre, au tribunal correctionnel ⁽³⁷⁾ situé place du Salin, s'ouvre le procès, en flagrant délit, des treize militants incarcérés et inculpés de « participation à une manifestation interdite et de violence à agents de la force publique ». Les médias présentent les inculpés comme étant des maoïstes alors que, si certains s'en réclament, d'autres sont sans étiquette comme par exemple la Carpe.

À 18 h, à l'appel du Secours Rouge, mille personnes défilent dans le faubourg Bonnefoy pour demander la libération des inculpés et celles des Basques du sud dont le procès à Burgos (Espagne) commence dans quelques jours. À 19 h, un second rassemblement, place Jeanne-d'Arc est dispersé par les CRS, ce qui occasionne une nouvelle confrontation. Des cocktails Molotov sont jetés sur des véhicules de police, une barricade est érigée et les vitrines du grand magasin le Capitole (aujourd'hui les Galeries Lafayette) sont brisées, le tout enrobé de grenades lacrymogènes. Le calme revient vers 23 h. Le bilan est de six blessés parmi les forces de l'ordre et vingt manifestants interpellés dont quatre incarcérés après leur garde à vue et condamnés le 9 décembre 1970 à des peines de prison avec sursis.

Le 3 décembre, le tribunal rend son verdict concernant les treize incarcérés depuis le 26 novembre : quatre personnes sont relaxées et les neuf autres condamnées à des peines échelonnées de cinq mois fermes à du sursis. La Carpe, lui, est condamné à quinze jours fermes et deux mois avec sursis.

La décision judiciaire crée une certaine colère à l'extérieur avec, par exemple, l'attaque à deux reprises du commissariat de la rue de Rémusat, par un commando composé de plus d'une vingtaine de personnes. Plusieurs cocktails Molotov et des pierres sont lancés contre les bureaux.

37 – Le magistrat qui préside l'audience et qui rend le jugement sera visé le 9 décembre 1970 par le dépôt d'une bombe de fabrication artisanale dans l'entrée de l'immeuble du quartier Saint-Sernin où il réside. La porte d'entrée de l'immeuble et les vitres de la cage d'escalier seront brisées par l'explosion de l'engin. L'acte n'est pas revendiqué. En 1996, l'un des membres du groupe (libertaire) responsable de l'action a tenu à nous préciser : « Nous avons tout fait pour qu'il n'y ait que des dégâts matériels ».

Dans *La Dépêche* du 4 décembre, le Secours Rouge dénonce les actions minoritaires du mercredi de la place Jeanne-d'Arc et celles du jeudi contre le commissariat.

En 1970, l'incarcération de dizaines de militants (GP, Vive la révolution...) suite à la promulgation de la loi anticasseurs, les diverses grèves de la faim de septembre, décembre 1970 et janvier 1971 pour l'obtention du régime spécial (statut de prisonnier politique) ainsi que la solidarité extérieure, permettront de lever un coin du voile de la réalité carcérale. Cette effervescence donne naissance, le 8 février 1971, au GIP (Groupe information prison) qui mènera un travail concret (publication de brochures, manifestation...) sur l'arbitraire carcéral.

Oriol n'est pas en reste, comme il le racontera plus tard aux gendarmes lors de son interrogatoire du 18 septembre 1972, après son interpellation dans l'appartement rue Raymond-IV à Toulouse :

« Étant à Toulouse fin 1970 et début 1971, c'est-à-dire avant mon incarcération à la maison d'arrêt de Montauban pour les faits dont je me suis expliqué plus haut, j'ai participé dans cette ville le 3 décembre 1970, en raison de mon appartenance au Secours Rouge, à une manifestation place du Capitole. J'étais parmi les manifestants qui ont lancé des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre, mais pour ma part, je n'ai pas balancé de ces engins lorsque les CRS ont chargé, tout le monde s'est dispersé et je ne suis pas au courant d'une lancée contre le magasin du Capitole, par contre, je sais qu'un engin semblable a été lancé contre le commissariat. »

À diverses occasions, nous utilisons des extraits des procès-verbaux d'audition d'Oriol, trouvés dans les dossiers d'un avocat. Quand les gendarmes l'interrogent sur les événements relatés dans le texte « Dos anys de resistencia », Oriol s'attribue parfois le rôle du chef. Pour impressionner la justice ? Il faut être prudent avec ses déclarations parce qu'il est en garde à vue et qu'elles sont transcrites par un gendarme. Même s'il arrange les faits, il donne cependant, une idée de son état d'esprit à l'époque.

**« 13 décembre : Incendie de la faculté de droit
(lieu des fascistes) »**

Oriol : Toujours en raison de mon appartenance au Secours Rouge, le 13 décembre 1970, j'ai participé à une réunion politique à l'Arsenal de Toulouse. Un groupe politique opposé à nous est venu pour nous déloger. Les manifestants, au nombre de vingt environ, portaient des casques et étaient munis de barre de fer. Ils venaient de la fac de droit. Mes militants et moi, nous nous sommes défendus à l'aide de manches de pioches et nos attaquants (fascistes) se sont réfugiés à la fac de droit, d'où ils étaient venus. Nous les avons poursuivis et mes militants sont passés à l'attaque. Nous étions environ une soixantaine. Nous avons défoncé les portes de la faculté de droit et des cocktails Molotov ont été balancés à l'intérieur, ce qui a occasionné un début d'incendie à la fac de droit. Après ça, nous nous sommes retirés. En ce qui me concerne, j'étais dans la rue, au moment des événements je faisais de la *protection*, c'est-à-dire le guet, car la situation était critique. □ Extrait du procès-verbal d'audition d'Oriol du 18 septembre 1972.

« 16 au 26 décembre Toulouse : Avec le groupe occitan Vive la Commune, le groupe dirige une campagne d'agitation à l'occasion du procès de Burgos. Bombe au Consulat espagnol. Attaque et destruction de l'agence Iberia. Trois attaques au Centre espagnol »

Du 13 au 28 décembre 1970, se déroule à Burgos (Espagne), devant le Conseil de guerre, composé de juges militaires, le procès de seize militants basques de l'ETA. Ils sont accusés d'avoir exécuté, en 1968, Manzananas, commissaire de la BPS (Brigade politico sociale), connu pour être un tortionnaire. Pour « Sauver Izko et ses camarades » de la peine capitale, une campagne de solidarité est menée dans divers pays du monde, notamment en Espagne. En France, dans plusieurs villes, elle est conduite par le Secours Rouge et quelques organisations d'extrême-gauche, suivis par la Ligue des droits de l'homme et quelques syndicats de gauche. Six des accusés sont condamnés à la peine de mort et finalement la sentence est commuée à la prison à vie par Franco sous la pression des manifestations nationales, internationales et du Vatican.

Les médias locaux, *La Dépêche du Midi* et *Midi soir* (une seconde édition de *La Dépêche* qui sortait en fin d'après-midi), ne relatent pas ces actes. Il se peut qu'Oriol en rédigeant le document « Deux ans de résistance » se soit trompé sur les dates ou simplement que les médias n'ont pas répercuté les faits.

À Barcelone, la grève à l'usine d'Harry Walker débute le 17 décembre.

□ 1971

« 13 janvier : Association infra-structurelle ETA (VI Assemblée). Récupération avec ETA

18 janvier : Récupération de matériel d'imprimerie »

Dans la nuit du 13, une machine à écrire et une offset sont expropriées dans les locaux de la société Guynt-Fourchault au 6, place Laganne à Toulouse. *La Dépêche* relatera ce fait.

Sebas : Trois membres d'ETA VI, Oriol et moi avons attaqué un distributeur de matériel d'imprimerie et piqué une offset professionnelle sur laquelle l'ETA tira sa revue clandestinement.

Lors de l'opération, un camarade monta directement de l'intérieur. De Bilbao, si je me souviens bien.

Le camarade basque évadé quelques mois avant de la prison de Pamplona avait pour surnom *Las màs amplias masas* (les masses les plus importantes). Ce qui devait vouloir dire qu'il était assez ouvrieriste dans ces discussions. Nous de notre côté, nous l'avons baptisé « Tranquil » parce que chaque fois qu'il nous montrait un truc, il disait toujours *tranquil, tranquil,...* Tranquil est le camarade de l'ETA que j'ai passé à Palau de Cerdanya pour qu'il assiste à la réunion d'Harry Walker à Barcelone.

En tant que *vrai spécialiste des vitrines*, j'avais explosé la porte d'entrée du magasin. Les Basques, grâce à leur *force légendaire*, avaient monté l'énorme offset dans la camionnette. Nous l'avons transportée dans un garage du côté de l'avenue Jules-Julien. Le garage avait déjà servi à un tirage d'une revue basque *Langileak* (classe ouvrière ou travailleurs) sur une petite offset.

Pour les machines expropriées lors des opérations début 1971, elles ont pour la plupart transité par ce garage. Puis, elles sont par-

ties vers *Perpinya* (Perpignan), où Oriol avait monté une petite imprimerie dans une rue derrière le grand magasin en face de l'avenue de la Gare. Au troisième ou quatrième étage d'un immeuble *bourgeois*, il avait monté une offset, une plaqueuse, une ronéo, une stencyleuse et une IBM. C'était la configuration habituelle des imprimeries d'Oriol !

Perpinya est une ville relais entre Toulouse et Barcelone et même pour les Basques. Les camarades de l'ETA VI qui venaient en Roussillon étaient hébergés au couvent de St Miquel de Cuxa. Et, pour les contacts qui montaient de Barcelone, Perpinya était plus tranquille. **Sancho** : Oriol, par l'intermédiaire de l'avocat Miquel Mayol, a loué un appartement à Perpignan pour servir de base logistique.

Il entretient d'étroites relations avec l'ETA (avant la scission entre la 5^e et la 6^e assemblée). L'ETA ne sait pas très bien avec qui elle joue mais elle lui procure de l'argent et des armes pour avoir une base à Toulouse.

Avec l'argent de l'ETA, il loue un garage à Toulouse, près de la voie ferrée, pour entreposer du matériel d'imprimerie ou les restes des éditions qui ne sont pas encore passées en Espagne, ainsi que des bombes lacrymogènes que le groupe de Jean-Marc a récupérées lors d'affrontements avec la police à l'université de l'Arsenal. Il s'installe dans un appartement à Toulouse avec deux autres Espagnols. C'est là qu'apparaît Jean-Marc et peu à peu ses amis, Cricri, la Carpe et quelques autres. C'est Oriol qui est à l'origine du groupe en France. Ils vivent comme ils peuvent (vols de carnets de chèques, etc.) et il arrive qu'il y ait en ville trois voitures de la même marque avec les mêmes plaques minéralogiques.

Sebas : Sancho a raison. En décembre, mais surtout en janvier 1971, nous avons reçu des fonds de l'ETA VI. Une fois, un cadre de l'ETA m'a donné douze ou treize mille francs en billets (2 000 €). À l'époque, c'était une somme assez conséquente. Elle devait servir au fonctionnement sur Toulouse après le départ d'Oriol sur Perpinya début 1971, nous devions récupérer une autre machine et divers trucs pour eux.

Simon : Oriol pour les Basques se faisait appeler « Oropendoa » et on avait le contact avec Pechos de la VI^e Assemblée de l'ETA.

Sancho : Oriol s'activait tantôt avec des catalanistes, tantôt avec des gauchistes ou des anarchistes. Tous les contacts du MIL avec

l'ETA sont ceux d'Oriol. Chaque fois qu'Oriol est emprisonné, ils se gèlent. Avec l'ETA, il y a des relations jusqu'à la scission entre l'ETA V et l'ETA VI. Quand Oriol sort de prison en été 1972, nous nous sommes entretenus avec les deux branches et nous avons décidé de ne plus collaborer avec elles. La première parce qu'ils nous ont mis une telle tannée théorique qu'on est restés sonnés et la seconde parce qu'on s'est alliés avec un petit groupe communiste de gauche qui avait scissionné de l'ETA V, plus proche de nos positions et qui maintiendra une certaine collaboration avec le MIL. Quand les mecs de l'ETA nous parlaient politique, on s'en foutait.

Sebas : À cette époque, nous avions des contacts réguliers avec l'ETA, apprentissage divers (emprunt de véhicules) .

Début janvier 1971, nous étions envoyés là-bas par les résidus du groupe Primero de Mayo et de la FIJL. Nous devons aider l'ETA VI alors majoritaire et plus gauchiste que l'autre. Mais c'était si mal organisé que nous nous sommes retrouvés finalement avec l'ETA V et encore le groupe le plus nationaliste. Exemple : nous avons assisté au meeting de Rocard au cinéma Vox de *Baiona* (Bayonne), aux côtés des frères Etxabe et derrière le « Front culturel » lié à l'ETA V. Et nous, nous insultions le responsable du bureau politique de l'ETA VI – qui était à la tribune et qui n'était autre que Txus qui deviendra plus tard un camarade lié à nos propres activités MIL. Oriol n'avait pas les mêmes contacts, puisque je suis allé à son appart de Toulouse et j'ai trouvé un autre membre du Bureau politique de l'ETA VI en train d'enregistrer un message pour le meeting, au sujet du procès de Burgos, organisé au Palais des Sports le soir-même. Ce cadre étarra (membre de l'ETA) sera plus tard un des fondateurs de la Ligue communiste en Espagne. Donc en janvier, février et mars 1971, nous avons plus de rapports avec l'ETA qu'avec l'ET.

Txus : Dès fin 1970, je ne connais pas Sebas mais, lui, connaît mon activité. Il vient à Bayonne où il assiste à un meeting au sujet de problèmes liés aux Basques et au procès de Burgos. J'étais présent à la tribune en tant que porte-parole de l'ETA, aux côtés de Michel Rocard ⁽³⁸⁾, Premier secrétaire à cette époque du

38 – Rocard Michel devient membre par la suite du Parti Socialiste, député, ministre (1981-1985), Premier ministre (1988-1991)...

PSU. J'ai rencontré Oriol grâce à mes fonctions dans le bureau politique de l'ETA VI. Oriol venant dans le Pays basque par le biais, à mon avis, d'un membre du bureau politique de l'ETA VI qui a passé beaucoup de temps en Catalogne et qu'on appelait *le Catalan* qui est devenu un ignoble trotskiste.

Dès 1971, j'ai déjà des contacts affirmés avec Oriol et sûrement avec Rouillan. J'ai des souvenirs d'Oriol qui prend contact avec moi après l'une de ses sorties de prison. Il avait appris à rentrer et sortir de prison. Les dernières années de sa vie ont été cela.

CRÉATION DU 1000, DU MIL ET DES GAC

« 19 janvier : Amplification de l'action Nuestra Clase et Vive la Commune.

Création du noyau radical 1000 »

Dans son appartement de la cité Maurice-Sarrault à Toulouse, Oriol expose à Sebas, la Carpe, Bermejo, Simon... la nécessité de passer à un stade supérieur de la lutte en créant un groupe spécifique et de : « s'associer à la lutte des classes en Occitanie et d'influencer au moyen d'une lutte dure l'action intérieure de Nuestra clase » (« Dos anys de resistencia »). Cependant, ce courant du mouvement ouvrier radical de Barcelone Nuestra Clase, représenté par Murcia et Diaz, n'envisage pas l'action armée mais Oriol espère peut-être les convaincre.

De tous les individus qui assistent à cette réunion, seuls Oriol et Sebas seront encore présents en août 1973 lors du congrès de l'autodissolution.

Sebas : Mi-janvier 1971, la Carpe, Mario et moi revenons d'Euskadi. La Carpe, Oriol, Bermejo peut-être, et moi, nous nous retrouvons à la cité Maurice-Sarrault. C'est le noyau. Nous faisons les opérations entre nous en tant que *libérés*. Le gars de Pau, un copain à lui, Cricri et Mario font partie d'un second cercle composé d'autres fils d'immigrés, lesquels agissent avec nous pour certaines tâches. Puis un troisième cercle, dans lequel je mettrai « Mumu » par exemple, plus liée à la vie quotidienne et à l'infrastructure.

Simon : Un beau jour, un dimanche, on s'est réunis Oriol, Jean-Michel L., moi-même, Sanchez, Rouillan, Rafaël ? et quelqu'un d'autre ? et on a décidé de faire un mouvement et quand on arriverait à avoir 1 000 membres, on ferait la révolution. C'est-à-dire qu'on avait fondé le MIL et tout ça en *rigolant*. Les uns l'appelaient Movimiento iberico de liberación (Oriol, moi, Jean-Michel L. et Sanchez ?), les autres Movimiento insurreccional libertario (c'est-à-dire Rouillan... ?). Oriol insistait pour qu'on ait une lutte théorique et se définissait comme communiste-libertaire. Moi, je me faisais appeler Simon ou Rosa Luxemburg quand je signalais quelques écrits.

Sebas : Il me semble que Jean-Michel L. ne participait pas à la réunion. Ni Rafaël. Je crois que Rafaël était un anar espagnol qui traînait sur Toulouse. Il a rapidement disparu vers d'autres cieux. Oriol avait besoin de nous pour son *rêve* de MIL et nous avons besoin d'Oriol pour un projet sérieux de guérilla (contacts intérieurs, capacité politique, etc.). Avec notre voyage en Euskadi, il était sûr de notre volonté de rentrer à l'*interior* (intérieur/Espagne). Le groupe qui est sorti de *Vive la Commune* voulait assumer le passage à la lutte armée. Tout naturellement, à Toulouse, ce passage ne pouvait que se tourner vers la frontière et la lutte au sud des Pyrénées. Dès notre accord, Oriol parla simultanément de 1000 et de MIL avec la signification précise du sigle. Le terme de Commando 1000 ne devait être qu'un code – plus ou moins connu et officiel – de la phase de préparation. En fait, publiquement, ce terme n'apparut que pour les deux brochures de mars 1971.

Nous, nous n'y voyions aucune objection. La Carpe et moi en tant qu'anarchos, nous faisons le rapport avec le DRIL des années 1960 à l'intérieur. De plus, avec *ibérique*, il n'y avait aucune référence au chauvinisme étatiste espagnol, comme généralement c'était le cas pour les autres organisations. Libération était assez vague pour pouvoir être entendu (à l'allemande) comme émancipation du mode de production capitaliste et désaliénation des rapports de production actuels. Et non seul antifranquisme, comme ont voulu le caricaturer quelques sectaires de l'ultra-gauche.

Nous existons comme MIL puisque nous nous préparons comme tels. Nous préparons notre passage à l'action armée. Et comme le

rappelait Paul Sendic des Tupas : « Le fait de s'armer et de violer la légalité bourgeoise crée une conscience... ». Nous agissons déjà avec cette conscience du fossé irrémédiable avec la dictature et le système comme éléments étroitement liés.

Quelle date ?

Profitons-en pour faire une digression sur la création du MIL, des GAC et leurs idées.

Sur les dates concernant la naissance du MIL ou du sigle, il est difficile de voir clairement les choses. Les membres du MIL qui se sont exprimés ne partagent pas les mêmes assurances ou approches. Il n'y a jamais eu de congrès de constitution du 1000 ou MIL avec les trois équipes présentes. Même lors de l'autodissolution en août 1973, les membres constituant le groupe ouvrier n'étaient pas présents *aux assemblées*.

Toutefois, à la lecture des documents de l'époque et notamment de « Dos anys de resistencia », la constitution du noyau radical 1000 a bien lieu le 19 janvier 1971 à Toulouse. Le terme 1000 est né ce jour-là. Simon et Sebas le confirment. Ceux de l'ET ou de l'EO n'y assistent pas, seuls l'EE et des membres du GAL-Vive la Commune en sont à l'initiative. Il faudra attendre le livre de Sergi Rosés en 2002 pour que l'existence du texte « Dos anys de resistencia » soit signalée. Même les membres de l'ET (le Petit et Montes) qui ont rédigé la chronologie « ¿ La historia nos absolvera ? » en juillet 1973 et qui se sont exprimés à plusieurs reprises n'en ont pas parlé. L'ont-ils volontairement occulté ? En connaissaient-ils le contenu ? Quand nous avons envoyé ce texte au Petit pour connaître son avis, il nous a répondu qu'il le découvrirait mais qu'il n'avait pas à le connaître car c'était un bilan d'activités, un texte interne de l'EE, dont il n'était pas au courant au jour le jour.

Le terme MIL fait son apparition après les arrestations de septembre 1972 à Toulouse, à la suite des déclarations d'Oriol pendant sa garde à vue dans les locaux de la gendarmerie : « J'appartiens en ma qualité d'Espagnol au Mouvement ibérique de libération qui est une organisation révolutionnaire de caractère international... ». Ces déclarations sont dévoilées en partie dans la presse, notamment dans *La Dépêche du Midi* du 19 septembre 1972.

Mais c'est surtout en 1973 que le sigle MIL en lettres, accolé à celui de GAC, est officialisé par la publication de *CIA* n° 1, signée Grupos Autónomos de Combate-Ediciones por un Movimiento Iberico de Liberación. Dans ce numéro, le MIL/GAC revendique ses actions et situe la première au 1^{er} juillet 1972 à Barcelone. À aucun moment, il n'est fait allusion aux activités antérieures à cette date.

Ce qui est déroutant, c'est qu'en lisant le texte d'autodissolution, on découvre que le MIL est déjà présent sur Barcelone dès l'année 1970, les rédacteurs du document ayant certainement estimé que les rapports et activités de l'ET et de l'EE constituaient déjà le MIL dès cette période.

Sebas : Ces équipes ET, EO, EE datent de l'avant-MIL avant sa création en janvier 1971. Donc, dès les arrestations de mars 1971 à Prades, pour moi, il n'y a plus d'EE. Il n'y a qu'un commando 1000 à reconstruire, car le MIL est en sommeil. Si les camarades de l'ET me considèrent jusqu'en 1972 comme membre de l'EE, ils se trompent et réécrivent à travers leur vision partielle tout ce chapitre. Le MIL avant janvier 1971 n'existe pas, après il a une première phase de préparation et d'accumulation d'expériences jusqu'en juin 1972. À ce moment-là, nous sommes en armes et avec une expérience conséquente permettant de passer à l'action à l'intérieur.

Après l'été 1972 et la première offensive, et surtout après la réorganisation fin 1972-début 1973, ces appellations sont totalement caduques et infantiles. Les cadres des années précédentes se révèlent incapables d'assumer directement la tâche de direction politico-militaire du MIL. La prise de force est vérifiée lors de la préparation de l'action de Badalone pour Sabaté. Là, il n'y a plus aucune ambiguïté. Il n'y a plus d'ET, ni d'équipe bibliothèque, là on remarque bien toute la réécriture des ex-camarades. L'ex-ET devient la Bibliothèque ou Mayo 37. Il n'y a plus ni EO ni EE mais un seul secteur politico-militaire, MIL, ayant des contacts avec des groupes proches et d'autres organismes de la même tendance comme les GOA.

Je ne crois pas que nous considérions la Bibliothèque comme un véritable GAC. Les éditions fonctionnaient à part mais on ne pouvait pas les étiqueter de combattantes. Alors que les GAC devaient être directement impliqués dans le combat armé, Mayo 37 est une structure autonome.

Fin 1972, il ne reste plus que deux structures interactives : MIL-GAC et Mayo 37. Et cela est le fait essentiel des ultimes mois de lutte au cours desquels nous avons enfin une véritable action subversive d'agitation armée. Je rappelle que le gouvernement militaire place deux flics devant chaque banque de la ville.

Sancho : On peut dire que le MIL s'est créé par hasard ou par l'obsession d'Oriol de vouloir participer au mouvement ouvrier radical de Barcelone, issu de la grève sauvage d'Harry Walker, la première de l'histoire récente de l'Espagne où il n'y eut aucune revendication salariale. Le MIL est né, mais c'est impossible de mettre une date pour sa naissance.

Quand Oriol arrive en France, il garde ses contacts avec le mouvement ouvrier radical qui a scissionné des CCOO et il continue à collaborer avec eux. Sa collaboration consiste à les aider par des contacts avec les ouvriers radicalisés d'Europe et dans la confection de livres et de propagande clandestine. C'est là, surtout, le moteur et l'histoire du MIL. Sans cette obsession d'aider le mouvement ouvrier radical d'Espagne, on ne peut comprendre son histoire.

Avant qu'Oriol ne se connecte à Toulouse avec Jean-Marc et son groupe, l'ET fonctionnait déjà comme telle, elle était formée par Santi Soler Amigo, Xavier Garriga Paituvi, Ignacio, de notre côté et par trois leaders ouvriers, d'autre part (José Antonio Diaz, Murcia et Rubio). Ces Équipes Ouvrières furent celles qui participèrent, conjointement avec Oriol, à la grève des glaces Camy, à celle d'Harry Walker, à des congrès en Europe dont un à Francfort et à des contacts européens.

Sebas : Avant janvier 1971, le MIL n'est que dans la tête d'Oriol qui est sans espoir de voir dans les ET et EO un ferment à cette création. En automne 1970, les approches d'Oriol se sont concrétisées autour de notre capacité collective de violence (en personnes et en matériel).

Sancho : L'idée d'Oriol n'a jamais été de créer un groupe qui s'appellerait MIL, jamais... C'est quand Nuestra Clase n'est pas d'accord avec le contenu de la brochure *Boicot elecciones sindicales* qu'Oriol met 1000, non pas comme signature mais pour mettre quelque chose. Si on veut, on peut dire que c'est à ce moment-là que naît le MIL, écrit avec des chiffres et non des lettres. Signer 1000, c'était comme ne rien signer : c'était uniquement pour ne pas impliquer le groupe Nuestra Clase avec cette brochure. Dire qu'on

a créé un jour le MIL est faux. Le MIL n'a jamais existé en disant : « *On va faire le MIL* », il est sorti au fur et à mesure. Oriol était le seul de l'EE à avoir des contacts avec les ouvriers de Barcelone. Les ouvriers ne sont pas rentrés au MIL. Montes, le Secrétaire et Santi avaient des liens avec les ouvriers. Quand Santi parlait du MIL aux ouvriers, ils partaient en courant. C'est des années plus tard, en été 1972, qu'apparaît l'anagramme MIL avec des lettres (Movimiento Iberico de Liberación). Jusqu'à cette date, on n'avait pas et on ne voulait pas de nom et, à l'occasion, on signait 1000.

Dans ces premières années et sûrement jusqu'en 1972, le MIL c'est Oriol. Oriol est le MIL. Il en est le moteur et quand il est absent, le moteur s'arrête ou marche au ralenti. Avec mon incorporation, celle de Salvador et la contribution complète de Jean-Marc et occasionnellement de Cricri, le groupe prend une autre dynamique et une autre consistance. Et là, il n'est pas nécessaire qu'Oriol soit présent pour que le groupe fonctionne.

Sebas : Un des points fondamentaux de la formation des GAC fut une critique générale de la division des tâches, de la spécialisation. À partir de 1972, nous serons tous militants d'un GAC mais nous n'agissons qu'en suivant nos aptitudes réelles, que cela soit écrire un texte ou participer à une action armée. Il ne devait plus y avoir de structures différenciées. Même Mayo 37 se présentera comme une activité du MIL, directement régie par divers militants aux activités bien différentes.

Le terme de GAC est toulousain, bien qu'il y eut les GOA à Barcelone : un terme liant autonomie et combat, auto-organisation et lutte de partisans. Le *combate* est bien sûr lié au nom du groupe de Sabaté. Cricri, Sancho, Puig et moi l'avons utilisé quand nous avons pris un peu plus les choses en mains à partir de nos idées sur ce que devaient être la structure du MIL et notre lutte à Barcelone. Même si c'est parfois dans un rapport relativement militariste.

Idées et identité politique des membres du MIL

Pendant et après la campagne de solidarité de 1973-1974, le MIL a été présenté par des médias ou par certains politiques comme une organisation d'obédience anarchiste. Cette affirmation rapide a toujours été plus ou moins mal vécue par les ex-MIL, y voyant une

tentative grotesque de récupération. Malgré les déclarations de Sancho (« Le contenu libertaire ou anarchiste du MIL relève du folklore... ») ou du Petit (« Nous n'étions pas anarchistes mais communistes pratiques »), les membres de l'ex-MIL ne peuvent nier ou oublier l'existence d'une sensibilité anarchiste au sein du MIL, ou pour le moins des ambiguïtés. En effet, en 1973, le terme anarchiste apparaît dans le sigle *CIA* (Conspiración internacional anarquista) et le MIL/GAC tamponne divers documents : GAC-Insurrección libertaria. Dans le texte, « Apunte de discusión », reproduit en annexe, le Metge écrit en parlant du MIL/ GAC : « Le fait qu'aujourd'hui le groupe se proclame ouvertement anarchiste n'a rien de spécial... », et conclut en signant *saludos anarquistas* (saluts anarchistes). Les communiqués revendiquant les expropriations de juin 1973 se terminent par : « Pour les Conseils ouvriers – Pour le communisme libertaire – Pour l'auto-organisation de classe – Pour l'autogestion – À la grève insurrectionnelle – Vive l'anarchie ». Et l'une des dernières lettres de Puig adressées à son frère Quim est signée : *Salud y anarquia* (Salut et anarchie).

Sebas : Par rapport à la lettre de Puig, je ne la connaissais pas. Mais la conclusion ne m'étonne pas. Lors d'une conversation assez surréaliste avec lui à la fin d'un repas, c'était venu sur le tapis dans le fil de la discussion. « Quelles seraient tes dernières paroles avant l'exécution », et il avait répondu : « Vive l'anarchie ! » Mais, bon.

El Petit : Le MIL est une association de collectifs qui, au départ, allaient chacun de leur côté mais qui se complétaient. La clandestinité imposait un fonctionnement très compartimenté. Je connaissais ceux de l'EE car ils passaient chez moi de temps en temps : les collectifs ouvriers, plus nombreux mais aussi moins discrets, il fallait mettre à couvert un ou deux individus, toujours les mêmes. Pour l'ET, les sigles ne donnaient aucune cohérence mais au contraire pouvaient créer des malentendus. L'EO, par exemple, voulait signer et ne faisait que créer des sigles chaque fois que se remodelait le groupe le plus directif : Nuestra Clase, ¿ Qué hacer ?, GOA, Plataformas Anticapitalistas. Il nous semblait que les lettres MIL étaient suffisamment exotiques pour que cela ne coïncide avec rien. Et au cas où quelqu'un mettrait Iberico Libertario, on rajouta GAC.

Aurore : Je me suis intéressée d'abord par rapport à l'Espagne et pour moi il y avait un côté très ludique de jouer aux gendarmes et aux voleurs même s'il y a du danger. Tu y crois sans y croire tout en le sachant. Et en même temps vouloir agir, faire quelque chose et le faire savoir. Ce n'est pas pour rien. Le groupe avait décidé d'apparaître sur le plan politique et, dans le contexte espagnol, de paraître nombreux. C'était un peu de l'esbroufe. On était aussi un groupe, lié, avec plein d'amitié et de chaleur.

Sebas : La majorité des militants MIL étaient marxistes, n'en déplaise aux scribouillards de la réécriture. Ils étaient proches du courant ultra-gauche d'alors. Donc, nous pouvions distribuer des textes d'*Invariance* (léninistes révolutionnaires et bordiguistes), des textes de la Vieille Taupe, etc.

Nous étions jeunes mais nous avions connaissance des idées situationnistes et des Conseils ouvriers. Nous n'avions aucun contact outre individuellement, avec les pro-situs ou crypto-situs. Mais la Carpe était membre de la mouvance situ du Florida avant d'être à Vive la Commune.

Avant de connaître Oriol, lorsque nous vivions ensemble rue d'Aquitaine, j'ai lu la majorité des recueils situs et autres. Hier comme aujourd'hui, si je peux *intégrer* avec joie la critique situ, je ne me retrouve absolument pas avec leur mise en pratique (ou non-mise en pratique). Si Cricri n'était pas arrogant avec l'étalage de sa culture politique, il n'avait rien à envier à bon nombre de *théoriciens* de ce type.

J'ai un souvenir très précis de la vie commune avec Puig dans un appart, il avait sa musique, j'avais la mienne, son Whisky (Caballo Blanco) moi le mien (VAP 1969), il avait ses livres Freud, Jung et Marx, surtout les Grundrisse, Rosa Luxemburg et les livrets de Spartacus, moi, je lisais les Tellez, Makhno... Il est difficile de dire ce que je pensais vraiment à l'époque, d'un point de vue politique. Je suis anarco sans savoir bien ce qui se rattache à ce mot. Je ne suis pas anarchiste et je ne suis pas anarcho-syndicaliste, alors il faut penser à un anarco-communiste. Assez idéologique, bien sûr, comme tout ce qui se réclame de l'anti-idéologie...

Le fait que je pensais – à tort, il est vrai – que la pratique était le seul espace de construction révolutionnaire, donc que je me désintéressais des longues discussions tardives sur tel ou tel problème

théorique, a laissé croire que j'étais un inculte politique. C'est la rançon de mon militarisme impossible à contester. Pourtant, si je reconnais cette erreur fondamentale, je critique la version officielle de type bourgeois qui finit par revenir au conformisme du mode de pensée et ne peut rompre avec l'imagerie des chefs et des *scientifiques*, il y aurait eu un maître à penser au MIL. Un *théoricien* ?? ? Quelle baliverne ! C'est du même acabit et de la même logique conceptuelle que les articles de la *Propaganda* (Propagande) présentant Puig comme le *chef de la bande*.

Sancho : À cette époque-là, l'anarchisme en Espagne n'existait pas et je n'exagère pas. Il n'est donc pas étonnant qu'aucun Espagnol du groupe n'ait des antécédents anarchistes, à la différence des Français. L'influence communiste était totale aussi bien au sein de l'Équipe Théorique que chez nous. On peut dire sans aucun doute, et je crois que Jean-Marc serait entièrement d'accord, que l'unique ou les uniques éléments anarchistes ou de tendance anarchiste au sein du MIL étaient Sebas et Cricri. Quand on a imprimé pour notre propre compte le n° 1 de *CIA* (Sebas et moi, avec l'approbation de Salvador qui était à Barcelone) et qu'on l'a présenté à Barcelone, on nous tira dessus à boulets rouges car la revue était nettement anarchiste. Même le nom de la revue était anarchiste (*CIA* : *Conspiración Iberica Anarquista*).

Le contenu libertaire ou anarchiste du MIL relève du folklore, je peux même affirmer qu'à cette époque, Jean-Marc, le plus anarchiste de la bande, ne se revendiquait pas comme tel.

Avec la mort de Facerias⁽³⁹⁾, de Sabaté et le démantèlement du groupe Primero de Mayo, le mouvement libertaire avait complètement disparu en Espagne. De plus, nous les jeunes Espagnols, nous ne connaissions rien du tout et pour nous ce mouvement

39 – FACERIAS José Luis (1920-1957) dit « Face », originaire de Barcelone. Il est membre de la CNT et des Jeunesses Libertaires. En 1936, il lutte sur le front d'Aragon dans la *Columna Ascaso*. Il est fait prisonnier lors des derniers affrontements avec l'armée fasciste. En 1945, il est libéré et exerce la profession de garçon de café à Barcelone. Il fait partie des 39 membres du Comité régional de la CNT de Catalogne arrêtés en 1946. Dès sa libération en 1947, il poursuit la lutte armée contre le franquisme à partir de la France. Le 30 août 1957, à Barcelone, lors d'un rendez-vous avec « un compagnon », il est abattu par la police.

appartenait à la Préhistoire, et ce malgré les agissements du groupe Primero de Mayo jusqu'en 1966-1967 (les Jeunesses libertaires qui ont continué après la dissolution du DI).

Pour ma part, j'ai appris en France qui étaient Facerias et Sabaté avec les livres de Tellez. Et je peux dire, si je ne me trompe pas, que la première fois que nous avons appris l'existence de Primero de Mayo, c'était quand les anarchistes français de Paris nous ont mis en contact avec eux après la tombée de notre groupe en 1973.

Gafas : Le MIL fut un mouvement anticapitaliste qui combattait le capital sous toutes ses formes, qui prônait l'auto-organisation et l'autonomie ouvrière, par delà la division entre le travail manuel et intellectuel, il prônait l'autogestion des luttes, l'action directe et critiquait avec acharnement le léninisme, la bureaucratie, toutes les tendances avant-gardistes ainsi que le militantisme professionnel comme reproducteur de la domination de classe dans le système oppressif en vigueur. Il critiquait et dépassait également la conception hiérarchisée de la vie sociale et individuelle, le syndicalisme comme outil d'intégration et de contrôle de la classe ouvrière dans la société capitaliste. Il désapprouvait et combattait la division entre dirigeants et dirigés et s'attaquait à la transformation de la vie quotidienne. Avec des nuances différentes dues à l'époque et à leurs origines diverses. □ Extrait d'*Antologia poetica popular à la memoria de Salvador Puig Antich* de Ricard de Vargas-Golarons.

Sebas : Nous étions antifranquistes parce qu'anticapitalistes et nous devrions dire parce qu'anti-impérialistes. Cela implique un MIL très complexe. Un MIL à plusieurs facettes et donc un MIL parcouru de contradictions. Nous sommes héritiers d'un passé guérillero très fort (Sabaté et Facerias en tout premier lieu), nous nous affrontons à une dictature, nous sommes ainsi un groupe de résistants, simultanément, nous portons en nous les fruits de 1968, la critique du système de l'exploitation, de la marchandise et du spectacle. Et il faut donc ajouter une ligne de rupture, celle du fait de prendre les armes en Europe durant cette période. C'est-à-dire une culture révolutionnaire commune avec les combattants allemands, italiens et même la Nouvelle Résistance populaire (NRP) en France.

Donc à partir de là, deux comportements militants dans le MIL, un comportement ultra-gauche et un comportement *partisan* (c'est-à-

dire pensant que l'activité armée est indispensable à l'émancipation prolétarienne face à Franco et au système en général). Et quand je me dis fondamentalement de la voie partisane, je la mets en surajout (interdépendant et dynamique pour éviter le concept de dialectique !) à l'idée conseilliste que je me fais du communisme pour lequel je lutte toujours.

Notre complexité *miliène* fait aussi, par exemple, que Cricri et moi, les anarchos les plus orthodoxes du MIL, nous n'ayons rien à voir avec l'anarcho-syndicalisme véhiculé par la CNT. Quelle que soit sa forme, le syndicalisme reste et restera toujours un élément de pacification tendant à vendre plus ou moins cher la peau des prolétaires. D'ailleurs le nom de Mayo 37 pour la maison d'édition est symptomatique, comme le choix de publier Berneri en premier... deux épisodes anti-orthodoxes de la révolution espagnole. Le MIL est sans doute un groupe en fusion et non une organisation en elle-même. Il n'a pas de *ligne théorique* proprement dite.

Sancho : Le MIL fut un phénomène nouveau en Espagne et il fut l'accélérateur avec ses martyrs, même s'il était contre, de l'émergence postérieure du mouvement libertaire espagnol. Je n'exagère pas et je ne prétends pas donner plus d'importance à ce qu'il était. Le MIL, une fois mort et récupéré, laissé récupéré comme anarchiste avec des connotations communistes (c'était en fait tout le contraire). Il contribua au réveil libertaire espagnol dont l'apogée fut les journées libertaires de Barcelone en 1977 avec trois millions de personnes en trois jours.

Il a surtout montré qu'on pouvait faire des choses sans être une avant-garde de quelque chose ni se prétendre un parti ou un groupuscule de plus avec la certitude de détenir la vérité. La différence du MIL avec les autres groupes (de plus, à ce moment-là il n'existait pas de groupes armés), c'était son obsession de diffuser et de montrer des textes et des expériences révolutionnaires dont la gauche orthodoxe ne voulait pas se souvenir.

El Petit : Le MIL n'est pas né de la volonté de lutter contre le franquisme car la dictature n'en fut pas le détonateur. L'objet de sa lutte était le capital, sous tous ses aspects. Le MIL n'a jamais existé car il rejetait toute forme d'organisation en dehors de celles exigées pour des tâches précises et jamais d'une façon permanente. En majorité, c'étaient des individus avec des antécédents

militants anti-autoritaires, anti-partis et anti-syndicats, avec l'intention de ne pas participer à ce jeu. On ne peut comprendre l'apparition du MIL sans se référer au mouvement ouvrier révolutionnaire de Barcelone au début des années 1970. Le but de sa lutte était l'auto-organisation du prolétariat et l'élimination de toute emprise des partis ou des syndicats sur les organisations ouvrières... □ *El Mon* (journal barcelonais) du 15 mars 1985.

Sebas : Des trois guérillas auxquelles j'ai participé, le MIL est sans doute celle qui est la plus marquée par le monde ouvrier dans sa vision traditionnelle. Elle pêcha même très souvent par cet ouvriérisme, il faut voir les titres des textes : *Notre Classe* par exemple ou le *Dictionnaire ouvrier* ! Il ne fallait pas aller plus loin dans la politique car les ouvriers ne comprendraient pas, etc. L'ET travaillait à éclairer l'EO, et l'EE servait le tout en donnant des moyens.

Justement, *CIA* était considéré comme une provoc contre cet esprit et cette réalité car il faut dire que sans le réseau qui allait devenir les GOA et autres groupes CNT, sans la lutte d'Harry Walker, il n'y aurait pas eu de MIL. C'est dans ce sens qu'il faut lire que le mouvement ouvrier radical a formé le MIL.

C'est aussi dû aux conditions historiques de la fin du franquisme, la classe ouvrière traditionnelle était une réalité indéniable pour le mouvement révolutionnaire.

Sancho : Les constantes contradictions du MIL vont faire que ce groupe apporte des éléments nouveaux à la politique de l'époque. Le MIL ne voulait ni sigle ni martyr et, malgré cela, il a eu des sigles et des martyrs. □ Entretien avec Sergi Rosés.

El Petit : Nous n'étions pas anarchistes mais communistes pratiques. Pour ceux qui confondent le communisme avec les diverses variantes des partis communistes marxistes léninistes (qu'ils soient trotskistes, pro-soviétiques, pro-chinois, pro-albanais, castristes, etc.), il s'agit d'une opiniâtreté aveugle, propre aux obnubilés de l'idéologie : pour eux, un mouvement pratique, peu hiérarchisé, sans dogmatisme ne peut pas être autre chose que *l'anarchisme*. Ils ignorent, par exemple, l'expérience propre de Marx et d'Engels, celle des Conseils ouvriers dans l'Allemagne de 1919-1921, des activités comme celles des situationnistes et d'autres groupes européens dans les années soixante.

Cet aveuglement et cette ignorance sont répandus par la précipitation inculte qui abonde dans la presse espagnole qui, dans son souci d'étiqueter, a recours aux lieux communs, sans parler des procédés du PC et de beaucoup de ceux qui écrivent maintenant dans le journal *El País*, par exemple. Quant aux anarchistes *officiels*, style CNT dans ses diverses variantes actuelles, leur penchant pour le culte des *héros* et des *martyrs*, de l'Idée, est bien connu. Qualifier le MIL et Puig Antich d'anarchistes est une façon d'essayer d'occulter la totale inactivité (sans parler des connivences avec le CNS franquiste) de la CNT durant ces fameux quarante ans.

Qui connaissait le fonctionnement et le caractère du MIL sait qu'un tel mouvement ne pouvait pas avoir des *cerveaux*. Nous étions tous *intérieurs* et *extérieurs*, pratiques et théoriciens, liés à la lutte ouvrière et à distance. Ceux qui pensent qu'il pouvait y avoir un *cerveau* confondent le mouvement communiste avec un roman de Fu Manchu. □ *Egin* du 4 mars 1984.

**« 1^{er} février : socialisation économique ratée : affrontement armé ■ 5 février : socialisation économique armée
■ 6 février-15 mars : 15 récupérations armées de matériel »**

Sebas : Pour le financement des premières brochures éditées par EE, il n'y a pas eu d'action d'expropriation. Oriol et moi avons fait les premières l'hiver 1970-1971. Des petits casses dans des entreprises de travail d'entretien, des payes ou les enveloppes des avances... On utilisait aussi énormément de chèques volés pour payer le matériel divers.

Oriol ne travaillait pas en 1971. Tous nos revenus de fonctionnement étaient illégaux. Les deux appartements de Toulouse, celui de Perpinya et les box étaient payés par des petites expropriations régulières, idem pour notre vie quotidienne.

Pour le 1^{er} et le 5 février, il faut lire, des opérations de fric. Le 1^{er} (et il ne s'agit pas du 1^{er}, nous avons volontairement dissimulé la date), Oriol et moi sommes allés arracher la recette d'un magasin, un gros truc. Le samedi soir, le patron devait porter la recette à un coffre de nuit d'une banque. Nous avons fait une expro du même type en janvier. Nous avons deux matraques et un 12 canon scié. Mais malheureusement, l'effet de surprise ne joua pas et le mec s'est défendu. Et deux ou trois de ses employés sont arrivés en cou-

rant, nous avons dû tirer un coup de feu. Après, il y eut une course poursuite avec une voiture de flics mais on s'est arrachés jusqu'à l'appart de Maurice-Sarrault. La Carpe n'avait pas voulu participer, il avait trouvé le truc trop chaud.

Le 5, je crois que ça correspond à un coffre que nous avons fait rue de la Pomme dans une agence d'intérim ou de nettoyage. Et deux ou trois machines IBM à boules.

Du 6 février au 15 mars, il s'agit de tous les coups que nous avons faits dans les rues autour de la fac. Des magasins expropriés, proches des facs, parce qu'ils avaient du matos d'imprimerie (celui des thèses et autres documents universitaires) correspondant à nos besoins et à ceux de groupes *autonomes*.

Le 9, à 17 h 15, une trentaine de personnes, dont Sebas et Oriol, investissent les locaux de la Corpo de droit, rue Lautman à Toulouse. Ils raflent la caisse, détruisent les photocopieuses et repartent en jetant des fumigènes et des cocktails Molotov. Trois étudiants sont dépouillés de leur portefeuille, de leur argent et de leurs papiers d'identité. Le 12 février, *La Dépêche* titre « Les locaux de la Corpo de droit mis à sac ». Le 15, un membre du commando (maos, anars) est identifié sur photo, interpellé et condamné le 25 février à quatre mois de prison dont un ferme.

Oriol : Cette action s'est concrétisée par une récupération de matériel d'imprimerie. Mes militants ont pénétré en force dans la fac de droit et ont dérobé un duplicateur ainsi qu'une machine à écrire. En raison de ma spécialité (typographe), il est possible que je me sois servi de ces matériels pour imprimer des tracts, sur l'une des bases qui sont implantées dans le Sud-Ouest de la France.

□ Extrait du procès-verbal d'audition.

Sebas : La première fois que je suis allé chez Cricri, c'était après l'action contre la Corpo de droit. Une fin d'après-midi, suite à des provocations successives des militants fascistes de la fac⁽⁴⁰⁾, nous avons

40 – La veille, des militants d'extrême-droite ont perturbé le cours d'un professeur à la faculté des sciences de Rangueil et, en partant, ont agressé violemment deux militants du Secours Rouge.

constitué un commando d'une vingtaine de camarades Vive la commune et GP réunis, et attaqué la Corpo. On avait tabassé une dizaine de mecs. J'avais récupéré quelques portefeuilles.

Nous avons détourné en particulier une stencileuse électronique, nous l'avons récupérée à la barbe des maos et discrètement amenée rue des Blanchers chez Cricri. Pendant la période 1971-1972, son appartement nous servit de repère dans le centre-ville. Et donc jusqu'à l'opération de la rue de l'Esquille, en décembre 1972.

En 1971, à un moment donné, nous circulions tous en 3-chevaux Citroën volée ou maquillée, Il n'était pas rare d'en trouver deux ou trois immatriculées identiquement dans la ville.

Sancho : Oriol n'a pas de permis mais il conduit régulièrement une des trois voitures. Une anecdote pour illustrer leur fonctionnement : Oriol a un accident près de Toulouse, il paye l'huissier venu pour le constat avec un chèque volé et il se fait ramener à Toulouse par les gendarmes.

Sebas : L'accident que Sancho raconte s'est passé près de Fronton en janvier-février 1971. Nous devons discuter : Oriol, le mec de Pau et moi. Oriol nous « invita » à manger au restau à Montauban et ensuite on discuterait à la campagne. Après le repas, Oriol sortit un carnet de chèques que nous avons piqué quelque part. Un truc d'une entreprise, il paya le repas. (Lors de cette phase, nous avons fait énormément de chèques. Avec la Carpe, nous allions chez le vieux et dans son magasin, avec la machine à rivets, nous changions très sommairement les photos sur les papiers récupérés). Ensuite, nous sommes allés effectivement discuter dans les vignes.

Puis la discussion s'est poursuivie dans la voiture, en roulant. Et ban ! Nous avons grillé un stop et nous avons terminé dans le champ en face. Les trois complètement vermoulus. Une voiture nous a flingués par la droite puis est allée se coucher plus loin dans le fossé. Nous sommes descendus pour recoller les numéros autocollants de la fausse plaque. J'étais rôdé. La voiture total destroy. Aucun blessé. Oriol essayait de disperser les *voyeurs* qui s'agglutinaient sur la route et qui allaient attirer les gendarmes. Et lorsqu'ils finirent par apparaître, Oriol décida de rester alors que nous nous éclipsions en faisant du stop. Ce que je sais de la suite : les gendarmes en seraient restés aux constatations superficielles. Ils

auraient fait remorquer l'épave. Et là, Oriol aurait fait un chèque en bois au garagiste, dans l'estafette même de la maison poulaga. Il s'était fait raccompagner jusqu'à Arnaud-Bernard.

Aurore : Sancho aussi conduisait sans permis. Une fois, à la sortie de la résidence des Gémeaux (route de Seysses) où nous avons habité très peu, j'étais avec lui dans l'auto (et sans doute aussi Jean-Marc), à 10 ou 20 à l'heure il a accroché le cabas plein de fruits et légumes d'une ménagère. Quelqu'un de vif lui aussi. Il a bondi pour tout ramasser. Je pense que j'ai dû me mettre au volant. La femme n'avait rien (est-elle tombée ? je ne sais plus). Mille excuses, et on est partis. Tout comme Oriol, il escaladait les trottoirs pour se garer (leur vivacité).

Le 17 février, les ouvriers barcelonais de l'entreprise Harry Walker mettent fin à la grève.

Dans la nuit du 17 au 18 février, à Toulouse, allées de Brienne, la Carpe, sa copine Thalia et le Grand blond sont interpellés par la police alors qu'ils s'apprentent à prendre la route dans une DS Citroën dérobée. Ayant localisé par hasard la voiture, les flics se cachent pour attendre l'arrivée des expropriateurs. Dans la voiture, ils trouvent du matériel pour siphonner les réservoirs d'essence et de la propagande militante. Thalia est relâchée, le Grand et la Carpe reconnaissent plusieurs vols et effectuent un mois à la prison Saint-Michel de Toulouse.

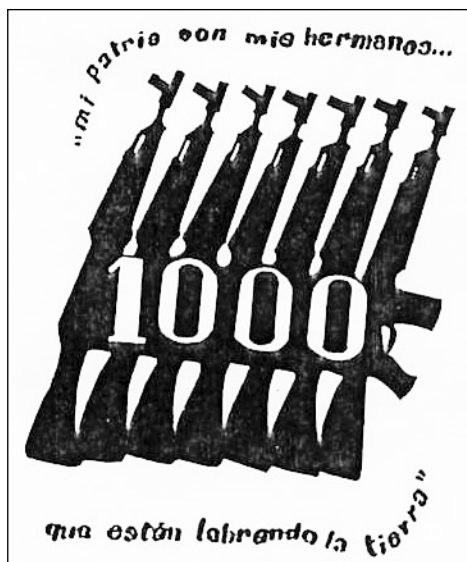
Le Grand blond : La Carpe a été en prison avec moi mais pas dans la même cellule. À la mi-mars 1971, nous sommes libérés tous les deux et nous avons pris une piaule au 3, rue des Jacobins. La Carpe a été condamné plus lourdement que moi. Je crois à six mois avec sursis plus deux fermes et moi, six mois avec sursis. La différence venait qu'il avait déjà été condamné à du sursis et à quinze jours fermes en décembre 1970, alors que j'avais été relaxé. Nous partagions alors la même cellule pendant une semaine. Le fait d'être soutien de famille aurait fait qu'il n'ait pas effectué le reste de sa peine.

En février-mars, le 1000 imprime à Perpignan ou à Toulouse, deux brochures qui seront diffusées à Barcelone : *La lucha contra*

la represión éditée sans signature et *Boicot elecciones sindicales – No a la legalidad burguesa*, cette dernière est conçue et écrite par Oriol.

Sebas : Je n'ai jamais su quelles étaient les revues imprimées à Perpinya sauf *Boycott des élections syndicales* parce que je suis allé les chercher.

Sancho : En Espagne, lors des élections syndicales (magouille des syndicats franquistes), les CCOO optent pour la participation et Oriol rédige de sa propre initiative et imprime une brochure intitulée *Boycott des élections syndicales*. Comme dans cette brochure, il introduit un schéma pour la fabrication des cocktails Molotov, il choisit de ne pas signer Groupe Extérieur Nuestra Clase ; il décide de signer avec l'anagramme représentant sept fusils verticaux et le chiffre 1000 dessiné en travers avec le slogan extrait de la revue cubaine *Gramma*.



Mars 1977 : « Sur la brochure *Boicot : elecciones sindicales : no a la legalidad burguesa*, apparaît pour la première fois le sigle 1000 avec sept fusils verticaux et la devise « Ma patrie c'est mes frères qui labourent la terre », extrait de la revue cubaine *Gramma* ».

« 25 mars 1971 : La moitié du comité central 1000 est détenue par la police en Roussillon. Quatorze mois de prison et une évasion. Nouvelle détention après cinq jours de poursuite »

Ce jour-là, entre Prades (Pyrénées-Orientales) et Villefranche-de-Conflent, Sebas, Bermejo et Oriol sont interpellés par les gendarmes. Oriol est incarcéré à la prison de Perpignan, tandis que les deux autres sont inculpés, mais libres. Dans la trois-chevaux dérobée, les gendarmes découvrent une arme et des exemplaires de *La lucha contra la represión* et *Boicot elecciones sindicales*.

Sancho : Près de Prades, deux gendarmes les contrôlent car l'immatriculation de la voiture est peinte à la main. Pendant que ces derniers sont aplatis sur le moteur pour vérifier le numéro, Jean-Marc et Oriol partent en courant, le troisième reste sur place et est enchaîné immédiatement. Oriol est stoppé près de la voiture et le seul à s'échapper pour un certain temps, c'est Jean-Marc qui est arrêté devant le monastère de Cuxa. Dans la boîte à gants du véhicule, il y a un pistolet de calibre 7,65 fourni par l'ETA. Oriol endosse toute la responsabilité et les deux autres sont remis en liberté. Il écope d'un an de prison pour vol de voiture et détention d'armes. Il fait sa peine dans la prison de Perpignan... La connerie de Prades est, bien sûr, le résultat d'une succession de petites conneries qui se sont accumulées sur deux jours.

Sebas : Il devait y avoir les élections syndicales à Barcelone, nous devions passer du matériel de propagande (dont les deux brochures). Nous avions alors une imprimerie clandestine à Perpignan, nous sommes partis de cette structure, le matin, pour la Cerdagne. Notre voiture était une trois-chevaux piquée. Nous n'avions pas trouvé de plaque. Donc, nous avons peint directement les numéros ! Un suicide ! Et effectivement, arrivés à la sortie de Prades, la première patrouille de gendarmes, des motards, nous a bloqués. Tout marcha bien au début, puis un motard demanda à vérifier les numéros du moteur. Bermejo ouvrit le capot. Avec Oriol, nous étions déjà hors de la voiture, nous avons glissé derrière la voiture, il m'a simplement dit : « ce soir, on dort en prison ». Mais les deux motards ont plongé ensemble sous le capot, Bermejo l'a rabattu violemment. Oriol a sauté immédiatement le muret d'un jardin sur la droite. Je suis parti exactement dans l'autre

sens. Vers le Canigou. J'ai grimpé l'énorme portail d'une propriété puis sauté une rivière. Une course de plus d'une heure qui me fit rendre tous les boyaux. Le rendez-vous de sécurité était Saint-Michel de Cuxa.

Je connaissais relativement bien la zone. Je n'eus aucun problème pour me planquer et attendre un peu. Je me suis décidé à entrer dans le couvent, pensant qu'Oriol y était déjà. Je suis entré par le bâtiment des nonnes. Quand je suis arrivé, je ne voulais pas traverser la grande cour, donc je cherchai dans le bâtiment une nonne me connaissant personnellement. Une femme de ménage me vit et alla le dire au Prieur qui, sans tenir compte du droit d'asile, appela les flics. Ils mirent une heure à me débuser dans le bâtiment. Les moines me reconnurent menottes aux poignées, ils ne savaient plus où se mettre. J'arrivais dans l'après-midi à la gendarmerie de Prades pour rejoindre mes deux camarades. Oriol fut capturé plus rapidement. Des voisins l'avaient vu remonter la rivière.

Sancho : À Perpignan, Oriol avait installé une imprimerie dans un appartement pas loin de la gare. Le matériel était volé. Lorsqu'il est « tombé » à Prades, on l'a démonté et j'ai participé au déménagement.

Le 7 juillet 1971, Le tribunal de Grande instance de Perpignan condamne Oriol à neuf mois de prison ferme pour recel de voiture volée par un inconnu, conduite sans permis et transport d'un pistolet 7,65 MAB avec munitions. Il condamne Sebas à trois mois avec sursis. Bermejo, absent, n'est pas jugé. La partie civile (propriétaire du véhicule) obtient mille trois cents francs (200 euros) pour les dommages causés.

Opération Anita : Évasion d'Oriol de la prison de Perpignan

À cette époque, la prison est un ancien couvent du XVI^e siècle situé au centre-ville et transformé en maison d'arrêt au début du XX^e siècle. À l'origine prévue pour 80 détenus, ils y sont 128 en 1971.

Dans la matinée du 21 août, au cours de la promenade, Oriol et trois détenus profitent d'un moment d'inattention du seul gardien pour franchir le mur de trois mètres de haut de la cour. Ils rejoi-

gnent le mur d'enceinte qu'ils sautent à l'aide d'une corde confectionnée et se retrouvent dans la rue. Le lendemain, ce sont six autres détenus qui s'évadent de la même manière mais après avoir maîtrisé et ligoté le gardien. Cinq de cette dernière évasion seront repris le 25 août.

Dans la nuit du 25 au 26, Oriol est arrêté en compagnie de l'un des évadés surnommé *l'amant diabolique* par les médias, ce dernier était incarcéré parce qu'il aurait tenté de faire assassiner sa femme par sa maîtresse. Alors qu'ils se reposent dans un véhicule dérobé, les gendarmes les réveillent sur la route de La Presle, dans la région de Prades (Pyrénées-Orientales).

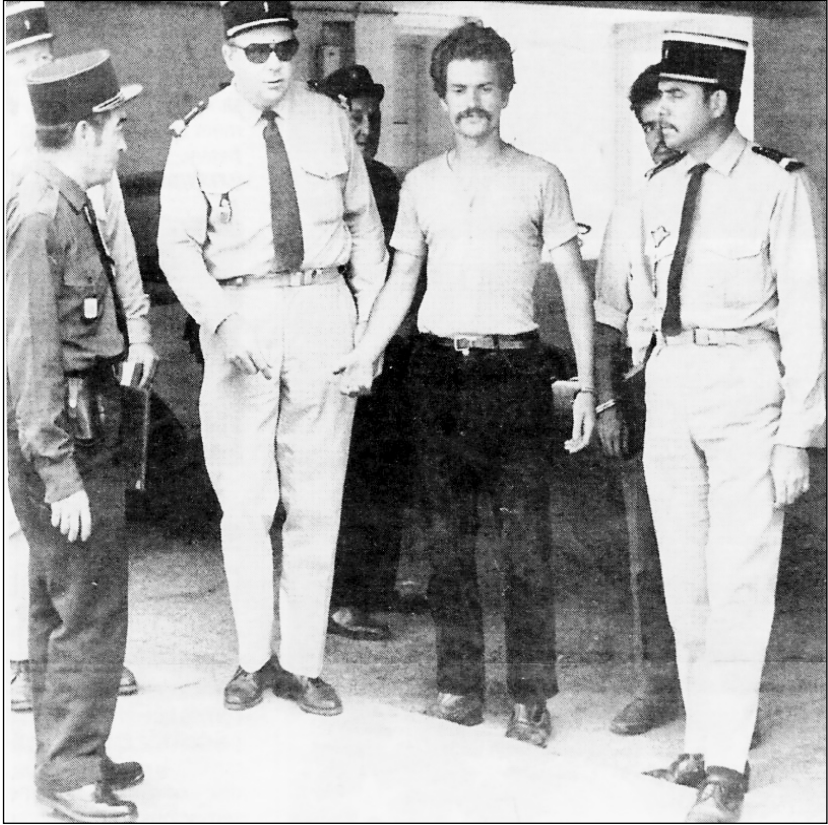
D'après les médias, Oriol et *l'amant* ont erré pendant cinq jours, marchant la nuit et se nourrissant de fruits. La réalité est tout autre...

Sancho : Un mois avant de purger sa peine, Ignacio apprend par Jean-Marc ou lit dans la presse qu'à Toulouse, un garage a explosé dans la même rue que celui d'Oriol. Ignacio n'a jamais été dans le garage, il a seulement des indications par Jean-Marc. Il va voir Oriol pour lui dire que son garage a explosé. Mais personne n'a vérifié si c'est le sien.

Oriol prépare sa fuite de la prison de Perpignan. En face de la cour de la prison vit une jeune fille qui s'appelle Anita. Elle parle avec les prisonniers. Oriol donne par un intermédiaire le signal de reconnaissance (l'anniversaire d'Anita) pour le jour de son évasion. Oriol doit monter sur le mur de la prison et crier : *Anita*. Une équipe extérieure doit l'attendre avec une voiture comme convenu. Quand Oriol escalade le mur, il crie *Anita* mais il n'y a personne pour l'attendre.

Que s'est-il passé ? L'intermédiaire a donné l'information à Ignacio : « l'anniversaire d'Anita est tel jour ». C'est Ignacio qui connaît la réponse et l'intermédiaire peut le confirmer.

Oriol et son compagnon d'évasion, *l'amant diabolique*, un Espagnol qui est accusé d'avoir essayé de tuer son épouse, vont chez un camarade à Perpignan qui les accompagne à Cuxa. Ils y passent la nuit et, le lendemain, ils volent une voiture pour aller en Espagne. Ils sont arrêtés par les gendarmes pendant qu'ils attendent la nuit sur un chemin communal.



Juillet 1971 : Après leur évasion de la prison de Perpignan, Oriol et *l'amant diabolique* sont repris après cinq jours de liberté.

La coïncidence a été que le jour de la fuite, Maria Rosa venait le visiter à la prison et pendant qu'elle attend, elle apprend qu'il s'est évadé. Elle pense tout de suite qu'il est à Cuxa et qu'il a besoin d'aide. Elle y va mais le père Abad, ou un autre moine, nie l'évidence.

M. Mayol : J'étais son avocat. Il est exact que, quelques jours avant l'expiration de sa peine, il s'est évadé avec *l'amant diabolique*, un chéfaillon de l'entreprise des Poupées Bella qui pratiquait le harcèlement sexuel. Dans cette évasion, *l'amant* en question s'était foulé la cheville. C'est parce qu'il n'a pas voulu l'abandonner

qu'Oriol a été repris, transi de froid dans une voiture à Prats-de-Mollo (ville décidément peu favorable aux Catalans). Je connais son itinéraire et les personnes qui l'ont aidé mais il s'agit de personnes ou d'institutions qui ne souhaitent peut-être pas que leur intervention soit connue. Je n'ai pas servi d'intermédiaire dans l'évasion ni dans ses préparatifs.

R. Savelli : Quant à son évasion, elle a été organisée sans que j'en fusse informé. Ce que je sais avec précision, c'est que la veille de son évasion mon domicile était surveillé par la police dans des voitures banalisées. Le soir-même de son évasion, un ami me téléphonait de Barcelone pour m'informer que la police de Barcelone et de Madrid surveillait mes activités en Espagne et en France. Je sus vers quatre heures et demie du matin qu'Oriol s'était évadé en compagnie d'un *droit commun* qui avait tenté d'assassiner son épouse et qu'il me demandait un rendez-vous. J'ai pu sortir de chez moi et je me suis dirigé à pied vers le lieu convenu pour notre rencontre. Ne pouvant utiliser ma propre voiture dont l'immatriculation était connue de toutes les polices, j'ai sollicité l'aide d'une amie personnelle, que nous appelleront Jeanne, très proche de mes activités. Elle chargea Oriol et l'autre évadé et, à leur demande, les déposa dans un terrain agricole près de Viven.

Je n'ai plus eu depuis de ses nouvelles jusqu'à son assassinat par la police fasciste en 1976. J'en ai été très affecté parce que je m'en voulais de ne pas l'avoir mis en garde contre son romantisme effréné qui le mettait malgré lui dans des situations extrêmement dangereuses.

R. Civil : Dès son évasion, il est arrivé ici. Mais une chose que l'on comprend bien, mais que l'on désapprouve totalement, c'est qu'il soit venu avec *l'amant diabolique*. Je me suis dit si jamais la police vient pour Oriol d'accord, moi j'étais prêt parce que c'était une histoire politique, mais disons que protéger *l'amant diabolique* publiquement aurait été très mal vu et extrêmement négatif du point de vue politique. Je leur ai donné des couvertures et je leur ai dit d'aller se coucher dans une cabane de berger.

Sancho : Repris, Oriol est incarcéré à la prison de Montpellier. Les conditions sont inhumaines : il est complètement isolé des autres prisonniers sans cigarette ni lecture et la journée, on inonde sa cellule pour qu'il ne puisse pas s'asseoir. Il est transféré à la prison de Montauban deux mois après.

Quelques temps après, Oriol est condamné à huit mois de prison ferme pour cette évasion.

Sebas : À propos du box de Toulouse, Oriol l'avait déjà quand j'ai commencé à bosser avec lui. Je ne connaissais en fait que le quartier, car je n'y suis allé qu'en camionnette et la nuit.

Donc, alors qu'Oriol était détenu, un box a été découvert à Toulouse dans le même quartier ; sans adresse, je ne pouvais pas vérifier plus loin. J'ai communiqué l'info brute à Montes qui l'a transmise ainsi à Oriol. Donc, à partir de là, il décida de passer à l'action et il s'évada. Mais bon, je crois aussi que ce ne fut qu'un prétexte car lors d'une discussion avec Oriol bien plus tard, il m'expliqua qu'il avait préparé l'opération et comme il lui restait assez peu à faire, il l'avait donnée à des détenus attendant les Assises. Mais les mecs s'étaient foutus de sa gueule en affirmant que ce coup-là était impossible.

Il aurait chopé les boules et aurait dit : « puisque c'est ça, je vais vous montrer ». Il l'aurait fait et réussi. Ensuite, l'après-midi ou le lendemain, les autres auraient refait le même coup. En tout, dix détenus, je crois.

Je ne sais rien de plus de ce garage. Ni, bien sûr, comment il a tenu aussi longtemps sans être payé. Plus d'un an après, quand nous sommes allés le vider, tout était en place, couvert de poussière mais tel que nous l'avions laissé.

Sancho : Ce qui est certain, c'est que ce n'est pas le garage d'Oriol qui a explosé mais un autre, dans la même rue, appartenant à un groupe de gauchistes français.

Le garage qui a explosé au 101, avenue de Rangueil à Toulouse dans la nuit du 2 au 3 juillet 1971, n'était effectivement pas celui d'Oriol. Il était géré par un groupe autonome libertaire. D'après le témoignage, recueilli en 1996, d'un des locataires, divers produits étaient entreposés : du matériel d'imprimerie (ronéo, stencileuse, etc.), des cartouches de fusils de guerre, des tracts de propagande, des cocktails Molotov (bouteilles comprenant de l'essence) non amorcés et du chlorate de potassium. L'explosion serait due aux vapeurs d'essence et à la chaleur de ce mois de juillet. Les deux locataires recherchés par la police se présenteront devant le juge

fin août-début septembre 1971. Après dix jours d'incarcération, ils sont mis en liberté provisoire et condamnés à trois mois de prison avec sursis fin 1971-début 1972.

« Été 1971 : Étape de la restructuration. Échec de la campagne « antitourisme ». Préparation militaire et récupération d'effets à Barcelone.

Octobre 1971 : Récupération d'armes et de fonds.

Novembre : Travail conjoint avec le FAC (Front de libération de Catalogne) »

Sebas : Pour l'été 1971, Oriol parle de la reprise de contact extérieur-intérieur comme étape de restructuration. La campagne anti-tourisme a été une succession d'initiatives de la gauche révolutionnaire catalane au cours de cet été. Les camarades de Barcelone y ont participé. Après la tombée d'Oriol, j'ai fait énormément d'actions avec Cricri puisque ceux de Barcelone n'étaient pas prêts à ce type d'opérations. Nous faisons de petites expropriations de fric, de matos divers et même d'armes (des trucs de chasse que nous récupérons dans des magasins de pêche-chasse, à Graulhet, à Lavaur). Pour le matériel d'imprimerie, je sais qu'Oriol avait passé quelques petites machines en automne 1970. Pour ma part, quand j'ai poursuivi le boulot après son arrestation, je passais à Palau de Cerdanya. Seul ou avec la Carpe, généralement Cricri nous attendait de l'autre côté avec sa propre voiture. Si je me souviens bien, nous avons passé plusieurs machines dont deux IBM ; deux stencilleuses et deux ronéos à Barcelone, donc les EO-GOA pouvaient éditer, seuls de leur côté, les brochures comme *La lutte de Santa Coloma* ou *Parti et classe ouvrière* de Pannekoek ⁽⁴¹⁾. Oriol fréquentait des nationalistes catalans proches des FAC. Oriol tentait de maintenir un contact étroit avec les éléments du gouvernement catalan en exil, parce que ce dernier alimentait toujours le vieux mythe d'une aide militaire aux groupes de l'intérieur. J'ai livré une imprimerie (IBM, plaqueuse et offset) à ce groupe. De plus, l'appartement de Perpinya, où nous avons installé une imprimerie pour nous, a été déménagé par cette orga alors que nous étions arrêtés (à Prades, en mars 1971) et ils ont gardé énormément

41 – C'est Plataformas qui édite ce document.

ment de matos. D'autres machines étaient déposées dans un local commun avec les nationalistes catalans, sur la route d'Elne. Montes et moi n'en avions récupéré qu'une petite partie.

Les rencontres à Barcelone et à Badalone

Au cours de l'année, le Petit fait la connaissance de Sancho, du Metge, de Beth, de Sebas, de la Carpe et de Cricri.

Sancho : « Sancho » parce que j'allais tout le temps avec Jean-Marc, c'était l'opposé de Don Quichotte et Sancho Panza. Je suis né le 8 mai 1951, à Barcelone, et originaire d'une famille issue de la moyenne-haute bourgeoisie avec une nette tendance catalaniste et intellectuelle. Mon grand-père paternel était professeur titulaire et directeur de l'École normale (faculté de pédagogie), mon grand-père maternel, un propriétaire foncier et architecte moderniste successeur de Gaudi. Mon père, profondément catholique, était professeur titulaire de géologie et de géographie, il a été un intellectuel représentatif en Catalogne. Pour ma part, je suis le septième de la famille (Oriol et Ignacio sont plus âgés) et, comme tous mes frères, je suis bachelier et plus tard j'ai étudié le dessin industriel, études qui ne m'ont servi à rien puisque cela ne m'a jamais intéressé. J'ai arrêté mes études en 1969 et je suis parti de chez mes parents fin 1969. J'ai travaillé deux ou trois mois, sinon je ne travaillais pas.

Avant d'être au MIL, pendant que j'étudiais, je fis des bêtises avec un groupe politique comme le PCE(i), mais sans militer en son sein, peut-être parce que Oriol y militait. Pour moi, comme pour beaucoup de jeunes du MIL, on se souciait comme d'une guigne du militantisme politique, ce que je voulais c'est tirer des coups de feu et sortir de l'ambiance petit-bourgeois qui était de mise à l'époque. De fait, la politique était une excuse, d'ailleurs j'avais autant de connaissances politiques que de connaissances astronomiques, c'est-à-dire rien. Mais avec Oriol, j'ai commencé à avoir une conscience politique.

Lors d'un entretien avec Sergi Rosés, Sancho ajoute : « J'ai étudié le français pour le baccalauréat. Mais qu'elle n'a pas été ma

frustration, le premier jour où je suis allé au cinéma en France, de constater que je ne comprenais pas la moindre miette du film. Mais ça n'a pas été long, en vivant 24 h sur 24 avec des Français, on apprend rapidement la langue. Quand je suis reparti de France, je faisais les mots-croisés français, mais je n'ai jamais lu les livres des éditions Spartacus. J'en avais assez avec les interminables discussions politiques qui m'ennuyaient plus qu'autre chose. »

Sancho : Je ne me souviens pas bien comment j'ai commencé au MIL, je suppose que c'est par Ignacio qui me présenta Puig Antich et Xavier Garriga. Ils ont passé tous les trois l'année du bac au cours pré-universitaire dans un institut en cours du soir et, comme ils militaient dans une organisation d'étudiants, ils venaient souvent à la maison et c'est sûrement là que je les ai rencontrés. À l'époque où Oriol et Jean-Marc se sont connus, ni Salvador, ni moi n'avions des contacts avec eux, seul Ignacio en avait. De fait, je suis rentré au MIL après l'arrestation d'Oriol, de Jean-Marc et d'un Madrilène. On peut dire qu'à ce moment-là, Ignacio recruta Salvador et moi.

Ignacio, Beth C. et moi sommes allés vivre à Badalona chez Santiago Soler Amigo. Salvador venait chaque jour. On ne savait rien faire. Salvador, Montes et moi, on a mis toute une nuit pour voler une Fiat 600. À part essayer quelques vols à l'arraché (méthode très utilisée en Espagne, cela consiste à arracher la sacoche du receveur à sa sortie de la banque), on n'avait pas d'armes, on a fait quelques passages de frontière avec des livres, du matériel d'imprimerie et quelques bricoles. Ignacio avait des contacts avec le FAC (un groupe armé catalaniste qui avait été pratiquement démantelé par la police deux ans auparavant). Ce groupe avait une certaine aura car il avait posé une série de bombes à Barcelone, mais en réalité ils étaient quatre chats pour ne pas dire seulement deux. Ignacio avait eu ces contacts par Oriol. Je crois me rappeler que la seule chose que faisait Ignacio était de leur vendre des machines d'imprimerie que Jean-Marc et Oriol récupéraient en France. Ces machines étaient déposées à Elne, près de Perpignan, dans la maison d'un vieux catalaniste français nommé Grau.

Salvador Puig Antich, dit « Gustavo » avant 1971 et ensuite le « Metge » (médecin, en catalan) parce qu'il avait effectué au service santé une partie de son service militaire. Il est né le 30 mai 1948 à Barcelone, rue Enseñanza. Il est le troisième de six enfants (deux garçons et quatre filles), d'une famille catholique de classe moyenne, au passé républicain. Son père militait dans un groupe catalan, Acció catalana, avant 1936 et, en 1939, il fut détenu quelques mois dans le camp de concentration d'Argelès-sur-Mer, comme de nombreux réfugiés espagnols après la victoire de Franco. Quand il retourne en Espagne, il est incarcéré, condamné à mort mais gracié au dernier moment. Par la suite, il exercera la profession de représentant en produits pharmaceutiques.

En 1966, après avoir obtenu son baccalauréat de lettres, le Metge souhaite être indépendant et continuer ses études. Travaillant comme administratif dans un atelier de mécanique, il s'inscrit aux cours du soir pré-universitaires de l'Institut Maragall où il retrouve son ami d'enfance Xavier Garriga Paituvi, le Secrétaire, et rencontre Montes. À leur contact, il commence à acquérir une conscience politique.

En 1968, il s'initie à la lutte clandestine en participant aux Commissions ouvrières de quartier. Au cours de l'année, il s'arrête de travailler et s'inscrit à la faculté en cours d'économie.

De 1969 au début de 1971, il effectue son service militaire. Ses obligations militaires terminées, il reprend contact avec ses amis de l'Institut Maragall.

Sebas : À Toulouse, nous avons un camarade, Simon, qui traînait avec Oriol et l'EE. En dilettante exclusivement. Je l'ai revu à Barcelone avec Montes. Puis, nous sommes allés chez ses parents durant l'été 1971. Et Montes se lia à sa sœur Beth. Quant à mes premières rencontres directement avec les camarades de Barcelone, j'ai fait un premier voyage, fin janvier-début février 1971, avec Oriol. Nous avons dormi chez un camarade des groupes ouvriers. J'ai fait un second voyage quelques jours plus tard, mais avec l'autre camarade Bermejo. Nous avons revu les camarades ouvriers puis nous sommes partis pour Madrid, où nous avons un contact avec des dissidents de l'ORT. Ensuite, nous avons rencontré un autre contact à Valencia. Nous prenions beaucoup de contacts

durant cette phase, nous sommes montés à Lyon où nous avons rencontré plusieurs personnes, puis en Suisse, où nous avons contacté d'autres camarades...

Par l'intermédiaire de Montes, Sebas fait la connaissance du Petit qu'il revoit souvent. Dans une lettre adressée à Aurore en 1994, Sebas raconte les difficultés de cette période :

« À Badalone, c'était dur, nous nagions entre la légalité et la lutte armée, cet été 1971, je n'en ai pas gardé des souvenirs politiques excellents, mais le quotidien reste agrémenté et enjolivé par la nostalgie. J'avais faim. Parfois le soir, j'allais guetter le Petit près de Tranvia et du Paseo del mar, pour l'entraîner dans un *gallego* (un bar tenu par un gallicien) afin qu'il me paye une *fabada* (sorte de cassoulet) à 30 pesetas. À Fresnes, j'avais trouvé par hasard le livre de Montalban sur Barcelone, quelques pages sur Badalone du début des années 1970 : la misère noire, les enfants sans chaussures, la prostitution pour un quignon de pain... j'y pensais l'autre jour, le tiers-monde commençait sous nos fenêtres, c'est vrai, les gosses avaient rarement des godasses, ils mendiaient et se vendaient... quand je prenais le train, en bas, sur le bord de mer tous les matins, je devais traverser les bidonvilles de San Adrián ou de Pueblo Nuevo. Donc, en ces temps, le peuple était affamé et ses avant-gardes aussi ! Aujourd'hui, Badalone doit être une banlieue petite-bourgeoise sur le bord de mer. »

El Petit : C'est sûr, il disait qu'il était resté en carafe, seul et que cela ne se passait pas très bien pour lui. Que j'étais moralement obligé de l'aider financièrement pour sortir du mauvais coup dans lequel mes amis l'avaient mis. Je ne sais pas ce qui se passait, ni comment le résoudre. Je lui ai dit que je ne pouvais pas lui donner de l'argent mais que je l'inviterais à manger chaque fois qu'il en aurait besoin. S'il voulait passer chaque jour, on irait manger une *fabada*, je n'avais pas non plus de l'argent pour le grand luxe.

Sebas : Je pense avoir rencontré Sancho assez tôt, en 1971 au printemps, ou lors d'un séjour en été à Barcelone, chez ses parents. Montes y était allé pour chercher des affaires. Et Sancho était là. Ensuite, je l'ai revu plusieurs fois dans l'appart de la rue Mallorca. Comme nous n'avions pas toujours des *périodes fastes*, quand

c'était vraiment très dur, Montes lui téléphonait. Alors, il nous descendait des trucs à manger. Une fois, je me souviens qu'il nous a jeté un gros morceau de *subrassada* par le balcon !

Pour le Secrétaire, je crois que je l'ai connu lors d'un périple autour de San Celoni, à la même époque, un soir d'été, nous avons mangé dans un petit restau quasi désert à la campagne.

En juillet-août, à deux ou trois Toulousains, nous sommes descendus pendant une semaine au moins. Nous étions installés à l'appart de Badalona. Nous devions faire une opération de financement mais rien ne semblait prêt, ou mal préparé, et nous sommes repartis.

Sancho : J'ai rencontré Jean-Marc la première fois à Badalona chez le Petit. Comme d'habitude, Ignacio nous avait fait l'article sur l'arrivée de Français très expérimentés dans le vol de voitures et autres occupations semblables. Je suppose qu'il avait fait plus ou moins la même chose dans l'autre sens. Arrivèrent enfin les espérés Français si expérimentés : Jean-Marc, la Carpe, et Jo ⁽⁴²⁾, je ne crois pas que Cricri soit venu la première fois. On a pu vérifier que les Français brillaient par leur inexpérience lors d'une tentative de vol de voitures.

La Carpe et Jo repartent à Toulouse et Jean-Marc reste avec nous. Il n'était pas beaucoup question de révolution mais on a beaucoup mangé de paellas et on fréquentait souvent le Barrio Chino.

Sebas : J'ai connu Puig alors qu'il faisait l'armée, en hiver 1971-1972. Un passage avait été improvisé pour passer une IBM, (nécessaire au groupe *teorico*). Je l'ai passé seul par le petit passage de Saneja (le village du côté catalan français s'appelait Palau de Cerdanya, je crois) alors que Cricri faisait le tour par Puigcerdá avec la Simca rouge. Il y avait de la neige sur le chemin et, à certains endroits, avec le vent du verglas, je suis tombé deux ou trois fois. À la fin, par fatigue, j'ai porté la machine sur la tête comme les femmes, leur cruche...

Nous avons fait la route sans problème jusqu'à Barcelone, la machine cachée simplement sous une vieille peau qu'avait Cricri dans sa voiture (héritage sans doute d'un passé baba !). Souvenir

42 – Nous ne savons pas qui est le Jo évoqué parfois par Sancho dans ses témoignages. D'après lui, Jo serait un ami de Sebas.

de musique, en descendant le col enneigé, Deep Purple, Moody Blues « I'm a melancholy man »...

Nous avons rendez-vous avec Montes au métro Fontarra (entre Gracia et Lesseps, dans le rétrécissement de l'avenue de Gracia). Montes vivait alors avec une copine dans le quartier, une rue parallèle à Verdi. Nous y avons laissé la machine. Puis il nous a amenés voir un « copain qui était intéressé par faire quelque chose contre la dictature ». Le rendez-vous était devant l'hôpital San Pablo.

Puig est venu en moto, si je me souviens bien, il avait les cheveux courts, comme sur la photo officielle. Nous sommes allés dans un bar (calle Industria ou San Antoni). Nous sommes convenus de sa venue après son service militaire, où il était infirmier. D'où immédiatement, le choix du surnom Metge, le médecin en catalan.

À Barcelone, le manque d'expérience au niveau de l'agitation armée se fait sentir et rien n'avance de ce côté. Plus attirés par l'action que par l'activité théorique, Sancho et le Metge décident de passer la frontière et accompagnent Sebas à Toulouse.

Sancho : Cela ne donnait rien et avec l'impossibilité de trouver des armes, Jean-Marc nous proposa, à Salvador et moi, d'aller à Toulouse. Selon lui, cela serait plus facile à Toulouse et il avait raison. Après avoir passé les fêtes de Noël à Barcelone, on s'est installés chez les parents de Jean-Marc. Et pendant qu'on faisait quelques expropriations d'armes, de livres et d'argent, on rentrait en contact avec les amis de Jean-Marc.

□ 1972

« Avril : Socialisation économique à Barcelone. Réorganisation extérieure. Socialisation militaire et économique. Récupération d'une bibliothèque socialiste.

Juin : Restructuration du 1000 extérieur et intérieur »

Sebas : J'ai des difficultés à me remémorer parfaitement l'enchaînement des séjours en Catalogne et ceux à Toulouse durant les six premiers mois de 1972. Rien de marquant pourtant durant cette période. Une récupération de fric, une machine par-ci, par là... Un jour, nous avons Sancho, Puig et moi, détourné une machine

dans une école de Sarriá pour l'organisation mao Bandera roja (qui devient PCER-GRAPO !). Il me semble que lors d'un voyage avec Montes à Paris, début 1972, nous avons rencontré des camarades de l'ultra-gauche.

Pour avril, je ne comprends pas bien moi-même. Par contre, quand il évoque la réorganisation à Toulouse, nous avons fait deux ou trois petits casses (pas des gros coffres, mais le style coffre dans le mur, des casses de petites sociétés dans lesquelles nombre de non-déclarés étaient embauchés, donc payés en liquide).

À Toulouse, nous avons fait deux fois la même librairie⁽⁴³⁾. Nous ne prenions que le rayon livres politiques en espagnol. Idem dans deux autres lieux dont une librairie à Perpinya. Et donc, nous avons mis tout ça plus nombre de revues CNT données par le Vieux (le Zapatero) à la disposition des groupes autonomes. J'ai fait au moins deux passages de bouquins avec la Carpe et Cricri par Osseja de Cerdanya. Des passages. De nombreux passages. J'ai vraiment connu la frontière durant cette phase.

En juin, avec le retour d'Oriol, le MIL a de nouveau un intérieur et un extérieur simultanément... ! Le 1000 se recompose sous sa direction.

Libération d'Oriol de la prison Beausoleil de Montauban (Tarn-et Garonne)

Après 14 mois de détention, Oriol retrouve la liberté, le 28 mai.

Oriol : Au moment de ma sortie, un récépissé de résident m'a été délivré jusqu'à notification d'une assignation à résidence qui, en fait, ne m'a jamais été notifiée. À ce sujet, je suis passé devant une commission spéciale d'expulsion, le 10 avril 1972, je ne connais pas le résultat et, depuis, je réside en France avec l'attestation provisoire. □ Extrait du procès-verbal d'audition d'Oriol, du 18 septembre 1972.

Sancho : Quand Oriol était en prison, j'allais le voir à Perpignan, à Montpellier et à Montauban. Fin 1972, lorsqu'il était à Toulouse,

43 – La librairie cambriolée était située rue de l'Étoile. D'après *La Dépêche* du 7 mars 1972, une centaine de livres en langue espagnole et française est emportée.

je n'y suis pas allé parce que j'étais recherché par la police. On s'écrivait aussi. Il était plus ou moins au courant de ce que l'on faisait à l'extérieur. Je suis allé chercher Oriol à sa sortie de celle de Montauban. Il retrouve Jean-Marc, Cricri et Puig. Je suis rentré en Espagne, lui est resté. Peut-être Mayol lui a fait passer la frontière. Oriol était interdit de séjour à Cuxa après son arrestation.

M. Mayol : Après sa libération, Oriol m'a demandé de le reconduire en voiture à Barcelone, ce que j'ai fait, par la Cerdagne. Je l'ai laissé à Palau-de-Cerdagne et l'ai récupéré après Puigcerdà. Il allait, je crois, chez l'une de ses sœurs à Barcelone. Autant que je me souviens, il était armé.

Sancho : Avec la sortie d'Oriol, les vols d'imprimeries reprennent et les attaques de banques commencent. Mes relations avec Oriol étaient différentes de celles avec Ignacio. Avec Oriol, malgré le fait que nos relations furent de courte durée à cause de ses passages en prison, ce fut toujours une relation intense, affectueuse et viscérale. Je l'aimais et je l'admirais en même temps. Tout cela, ajouté à son inexpérience des armes, me faisait souffrir un maximum au moment d'agir.

Avec Ignacio, j'ai toujours eu une relation distante et pour tout dire, cela fait plus de vingt ans que nous ne parlons plus. Une fois, je lui ai mis un pistolet sur la tempe pour le tuer mais je n'ai pas osé.

Avec Jean-Marc, c'était différent, la compréhension et la confiance étaient telles que, lorsque nous faisons un hold-up ou une autre action, chacun savait comment l'autre réagirait. Il n'y avait pas besoin de parler, la cagoule et la bouche fermée, chacun faisait ce qu'il avait à faire.

Avec le reste du groupe, j'ai eu de bonnes relations avec des hauts et des bas comme c'est naturel, dus parfois à des points de vue et des positions différents.

On était un groupe d'amis et on agissait comme tels. Avec l'arrivée de nouveaux éléments, cet aspect a changé un peu mais on a continué à être un groupe d'amis et, si on agissait par affinités personnelles et politiques, c'était surtout par affinités personnelles.

Pendant cette période, on devait prendre un appart car on était chez les parents de Jean-Marc et quand on a trouvé celui de la rue Raymond-IV, c'est Salvador qui l'a loué à son nom, avant de partir

en Suisse. Il ne voulait pas partir mais quand on était à Toulouse il a vu qu'avec les sorties, ça allait plus loin et il a voulu s'en aller. On lui a dit : « Tu pars en Suisse pour faire un disque pour l'anniversaire de la mort de Che Guevara ». Il jouait de la guitare et il est parti pour enregistrer un disque.

LE MIL/GAC EN ACTION

« Juillet 1972 : Socialisation armée à Barcelone ».

« Attaque à main armée d'un bureau d'allocation vieillesse (rue Mallorca, centre-ville de Barcelone)

butin : 800 000 pesetas » (44)

Fin juin, Oriol, Sancho, Sebas et Cricri sont à Barcelone dans l'intention d'effectuer une expropriation. José Antonio Diaz, au début de l'année 1971, informe Oriol que l'appartement d'une de ses tantes est utilisé comme bureau pour le versement de l'allocation vieillesse. Oriol s'en souvient. Bien qu'à ce moment-là, Diaz soit réticent, pour le MIL/GAC l'objectif est fixé et repéré. Ils sont armés et Sancho, pour la fuite, a loué une Fiat 850.

Après l'attaque⁽⁴⁵⁾, ils séjournent pendant quelques jours dans l'appartement du Rubio. Diaz et Murcia n'apprécient pas le déroulement du hold-up et les orientations politiques du groupe, qui seront la cause de leur rupture avec Oriol et MIL/GAC.

Sancho : Quand Oriol sort de la prison de Montauban, le MIL développe son action. C'est Oriol et Jean-Marc qui ont commencé à parler des expropriations. Au début, ils faisaient des coffres-forts et beaucoup de petites conneries. Nous avons commencé avec des fusils à canon scié, ensuite l'ETA nous a donné un revolver. Nous faisons notre premier hold-up à Barcelone. Il y avait Oriol, Jean-Marc et moi, Cricri attendait dans une voiture que j'avais louée. C'est arrivé logiquement. Au début, on en a parlé avec Santi. À ce

44 – Le second titre est extrait de « Chronologie » de CIA n° 1.

45 – La somme dérobée par le groupe est *conséquente* à l'époque pour un prolétaire, notamment en Espagne où le niveau de vie est plus bas qu'en France... En France, en juin 1972, mille pesetas correspondent à 79 francs environ (12 euros) tandis que le salaire minimum garanti est de 700 francs (107 euros) mensuels.

moment-là, Salvador était en Suisse pour des raisons personnelles, il préférait s'écarter temporairement du groupe ; il est revenu en septembre après les interpellations de Cricri et d'Oriol.

Sebas : Tout se faisait dans la précipitation et l'inexpérience. Cricri conduisait. Il était garé calle Valencia. Nous devions revenir tranquillement, pour ne laisser aucune trace de la voiture utilisée. Au quatrième étage, Oriol, Sancho et moi, nous nous sommes présentés à la porte. Comme ils n'ouvraient qu'aux vieux, je crois que l'un d'entre-nous s'était fait passer pour un livreur de fleurs. Nous nous sommes engouffrés. Notre armement était des plus sommaires. Un pompe scié, un revolver et, pour moi, un simple couteau à cran d'arrêt. Je devais faire le coffre. Mais les vieux *sautaient* partout, ils tentaient de sortir par la porte, un bordel inouï. En fait, Oriol qui devait contrôler la situation, avait vidé le coffre, quand j'y suis parvenu il était déjà vide.

En bas de l'escalier, sous le porche et devant l'immeuble, il y avait un attroupement provoqué par les cris des vieux sur le balcon. J'ai été obligé de me faire un passage, le couteau menaçant. Nous avons pris nos distances avec les quelques personnes qui nous poursuivaient. Mais en face de nous un couple avec un gros chien marchait tranquillement. Quand le camarade qui portait le sac les a croisés, le chien a sauté vers lui, la laisse s'est tendue et elle l'a fait chuter. Une partie du fric s'est étalée sur le trottoir. Une arme également, le fusil. Ce petit incident, vite réglé par une menace bien sentie, permit pourtant aux poursuivants de se rapprocher. Donc, quand nous sommes arrivés à la voiture (une deux-portes !) et le temps que nous montions, les autres débarquaient sur nos talons. Et Cricri dut réaliser un de ses fameux dérapages contrôlés... laissant 2 cm de gomme sur la chaussée.

À peine débarqués dans l'appart, un atico de l'Eixample, nous nous sommes demandé si, avec la plaque de la voiture, ils pouvaient remonter jusqu'à cette adresse. Oriol a dit : *anem al mar* (allons à la mer), nous avons fait un sac avec l'argent et le matos. En arrivant, à la gare Gracia ou Aragoxi, il a insisté pour que nous laissions le sac dans une consigne. Cricri a pris l'avion, passant par Madrid-Paris pour retourner à Toulouse. Nous, nous avons été sur la plage, à Sitges exactement. Rien de spécial sauf qu'au bout d'un moment, après le repas du soir, alors que nous

étions assis sur une jetée de pierre en bord de mer, une voix angoissée : « j'ai perdu la clef de la consigne ». Et voilà pourquoi nous avons dû casser les consignes de la gare avec un démonte-pneu. Ce fut assez simple et rapide, il est vrai. Il est certain que cette opération, comme les deux ou trois suivantes, restent indéniablement marquées par l'amateurisme et le côté guignolesque. Personne ne nous avait appris à faire ça. Et ce n'est pas dans la pratique quotidienne du gauchisme que nous pouvions acquérir ces méthodes indispensables à une organisation clandestine de résistance.

Sancho : La dernière fois que l'on a vu José Antonio Diaz, c'était la veille du braquage de ses tantes et le jour-même pour Murcia. Ce hold-up a entraîné la rupture totale entre José Antonio, Murcia et nous... On a parlé de tout et c'est à partir de ce moment-là que tout s'arrête, car nos projets n'avaient rien à voir avec les leurs. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Les armes

L'utilisation des armes signifie un tournant dans le combat et dans les relations, leur obtention devient une des préoccupations pour ceux du MIL-GAC.

Les premières armes (de poing, fusils de chasse ou carabines) obtenues en 1970, 1971 et début 1972, proviennent de l'ETA et de cambriolages dans des magasins de Toulouse ou dans diverses armureries de villes avoisinantes. À partir de l'été 1972, le GAC se les procure en Principauté d'Andorre chez un vieux militant cénétiste ou auprès de militants de la CNT espagnole en exil à Toulouse.

Aurore : Dans le groupe, il y avait des Sten et des Star, tout un côté mythique.

Sebas : Au cours de l'été 1972, nous avons acheté quelques pièces de matériel par un Basque. Du mauvais matos, il y avait même des 7.65 Ruby. Pour ma part, j'avais un revolver 8 mm de la seconde guerre mondiale. Je l'avais déjà lors de la fuite de Raymond-IV. Puis, nous avons aussi deux Naranjeros et des canons sciés.

Sancho : On a commencé avec les gens de l'ETA, on a acheté des pistolets en Andorre. Il fallait payer pour les pistolets avec le Zapatero, car ils n'étaient pas à lui.

El Petit : Sancho m'avait dit quand nous étions à Bayonne : le marché international était non seulement cher mais aussi mafieux ; il valait mieux convaincre des vieux anarchistes qui avaient enterré leurs Sten lors de la résistance au lieu de les rendre en 1945.

Sebas : J'ai demandé des armes au Zapatero la semaine qui a suivi la découverte de la ferme de Bessières, donc durant l'été 1972. Avant nous avions une petite filière au Pays basque et avec Cricri et Puig nous avons fait quelques petits coups pour récupérer des fusils de chasse. Mais notre matériel était vraiment trop rudimentaire. À la première demande, j'étais seul comme aux premières livraisons. Ensuite, Cricri est venu puis j'ai présenté Puig au cas où...

Zapatero : Au cours de nos rencontres, ils m'ont dit qu'ils voulaient agir en Espagne et qu'ils avaient besoin d'armes. C'était continuer le même combat que nous avons mené. Naturellement, ils n'étaient pas tous anarchistes mais je me suis dit « que tout cela travaille ! ». Qui est contre le capitalisme, contre le régime franquiste, je l'aide... J'avais déjà fourni des armes aussi à Sabaté, à Facerias, à tous ceux qui en avaient besoin.

Un jour, ils sont venus me voir, Puig Antich et Jean-Marc. Ils étaient à court, Puig avait seulement un pistolet, ils étaient démunis et j'ai fait cadeau d'une mitraillette à Puig : « Voilà, c'est mon premier cadeau, il vous servira » et Puig m'a offert son pistolet.

De donner des armes au MIL est une démarche personnelle car l'organisation était contre. Mais je leur disais : « Attention, on ne peut pas faire ça pour le fait, il faut avoir un but, justifier l'action, même Sabaté travaillait de temps en temps. Faire savoir pour qu'on ne vous prenne pas pour des professionnels ». Nous, on avait un but et la police française ne pouvait pas dire qu'on vivait d'atracos. Mais eux avaient une activité continue, c'est pour ça qu'ils étaient clandestins, alors que nous, nous allions en Espagne pour des cas déterminés et après c'était fini, on reprenait le boulot. Blanca et moi, on a toujours travaillé et on n'a jamais voulu d'argent de l'organisation même quand j'ai été arrêté quelques mois en Espagne.

Je crois que 80 % de leurs armes, c'est moi qui les leur ai donnés. Ils venaient m'expliquer ce qu'ils avaient fait et ce qu'ils voulaient faire et je leur disais : « Non, il ne faut pas me dire vos projets ». Ils

sont venus un jour à l'autre magasin, rue des Fontaines, avec une voiture et des armes. Ils ne savaient pas quoi en faire et ils les ont mis dans l'arrière-boutique, je n'ai pas demandé la provenance.

El Petit : Ironie de l'histoire, les mitraillettes qu'utilisait le MIL pour les hold-up étaient d'origine américaine : durant la deuxième guerre mondiale, les États-Unis parachutaient des paquets avec ces mitraillettes pour la résistance dans la France occupée. Le secteur non stalinien de la Résistance était plein d'anarchistes et de républicains espagnols qui ne rendirent pas les armes à la fin de la guerre dans l'espoir de les utiliser pour se libérer du fascisme de ce côté des Pyrénées. Cela ne se passa pas ainsi et ils les enterrèrent dans le sud de la France et certains, voyant qu'à la fin des années soixante apparaissaient des jeunes disposés à utiliser les Sten, les ont déterrées discrètement et nous les ont données. De cette manière, des armes offertes par les États-Unis aux résistants contre le nazisme ont fini par servir au combat contre le capital dans la Barcelone des années soixante-dix. □ *Egin* du 4 mars 1984.

Zapatero : La plupart, nous étions dans la résistance, c'étaient des armes de la résistance de la deuxième guerre mondiale, on en avait un stock extraordinaire. J'étais au Comité régional de la CNT, à la coordination qui s'occupait de la question de l'Intérieur, de la question subversive. À un moment donné, quand on a eu peur d'une invasion des Russes, avec l'organisation on a, par principe, structuré des groupes de défense à travers toute la France. Je devais faire des stocks dans le Midi, une mitraillette, une grenade à main, des cartouches, etc., et dans chaque localité où il y avait un copain de confiance, on mettait un dépôt d'armement. Nous avions aussi dans une grande valise (valise qu'on appelait « l'école terroriste »), avec toutes sortes d'armes, des grenades... pour qui voulait partir en Espagne. Le temps passant, les copains me les ont données, d'autres qui avaient aussi des dépôts d'armes, me les ont vendues.

Blanca : Rien n'est venu d'Espagne. Lors de la retraite, pour sauver des armes, nous, ceux de la colonne Durruti (26^e division), on a été à Puigcerdá pendant trois jours pour en huiler et les mettre dans des bidons de lait pour les enterrer dans les maisons... certaines doivent y être encore. On ne voulait pas tout laisser à Franco et les Français nous demandaient de les déposer à la frontière.

Dans une lettre qu'il nous a adressée, Antonio Tellez⁽⁴⁷⁾ nous amène des précisions : « Quand je suis arrivé, en octobre 1944, à Toulouse, mon travail a été de ramasser partout en France les armes que les camarades avaient cachées après la Libération. Ces armes, parfois dans des lourdes valises ou d'autres fois expédiées en caisses par le rail, allaient au Comité national de la CNT et c'était le responsable de coordination qui armait les groupes d'action. Facerias et Sabaté ont toujours eu les armes qu'ils voulaient, sauf à partir de 1951 quand ils ont été mis « hors la loi » par l'organisation CNT ».

Sebas : Le Zapatero ne se souvient pas bien, mais il nous a donné deux 9 mm juste avant de redescendre en automne 1972, dont un P 38 Walter. L'échange avec le 7,65 de Puig se fit bien plus tard, Puig utilisa cette arme dans l'opération du 2 mars 1973, où il y eut une fusillade. Nous avons déjà de nombreuses Sten, soit plus d'une quinzaine en deux ans nous ont été fournies par lui, plus quelques armes de poing comme le 45 de Sabaté, des grenades et des munitions...

Cet hiver-là, nous avons également acheté deux Cetme (fusil d'assaut de la Guardia civil) pour une somme dérisoire à des *nationalistes* qui faisaient leur *mili* (service militaire). Mais sans chargeur ni balle. Ceci fut d'ailleurs le prétexte pour éprouver Pedrals dans lequel nous n'avions pas grande confiance. Il avait fait son service à la caserne Pedralbes (d'où son surnom Pedralbes, pour moi

47 – TELLEZ Antonio (1921-2005) est né à Tarragona en Espagne, il est membre des Jeunesses libertaires (FIJL) et traverse la période révolutionnaire. Il se réfugie en France en février 1939 où il est *accueilli* dans divers camps de concentration dont celui de Septfonds (Tarn-et-Garonne). Anarcho-syndicaliste, membre de la CNT et du MLE, il participe à la Résistance en France et commet divers sabotages... Il séjourne quelque temps à Toulouse où il rencontre Sabaté, Facerias et d'autres militants anarchistes qui perdront la vie dans la lutte armée contre le régime franquiste. Au début des années 1960, il s'éloigne de la militance active, fatigué par les luttes de tendance au sein du Mouvement libertaire espagnol. Il se consacre dès lors à l'écriture et publie divers articles et ouvrages sur la guérilla libertaire contre Franco : *Sabaté, guérilla urbana en España (1945-1960)*, *La guérilla urbana*, *Facerias*, *La guérilla en Galicia*... et celui sur le MIL. Antonio décède à Perpignan.

résumé à Pedrals). Il y avait encore ses entrées. Du coup, il put y voler chargeurs et balles avec une grande facilité.

Mais la majorité des armes de poing avait une autre origine : Andorre. Cricri s'occupait de cette filière. Cher, mais du matériel relativement neuf. Cricri montait en Andorre, où il avait son oncle (de la FAI), il y rencontrait le fournisseur et puis, soit lui soit Cricri passait le matos. Deux ou trois calibres à la fois. Souvent des armes espagnoles, ainsi Cricri se trouva équipé d'un Llama 9 long, Sancho d'un Star également de 9 long, et Puig de son petit Star 7,65 qu'il aimait bien. Dans les opérations, comme il était chauffeur, il n'avait pas besoin de plus, puisqu'il avait aussi une Sten à portée de main... Jusqu'au 45 de Sabaté, je suis resté avec le 8 mm puis le P 38.

Sancho : La première fois qu'Oriol, Jean-Marc et moi nous avons eu des mitraillettes entre les mains, personne ne savait comment les faire fonctionner. Personne n'avait fait l'armée et question armes, nous étions complètement autodidactes et nous apprenions au fur et à mesure.

Jean-Marc a toujours montré un grand intérêt pour les armes qu'Oriol, les autres et moi, nous ne partagions pas, à l'exception de Pons qui les mythifiait. Une arme qui fonctionne nous suffisait, par contre Jean-Marc était obsédé pour avoir un meilleur armement, le bichonnait jusqu'à se prendre en photo avec.

Pour nous, les armes étaient une nécessité pour agir et non un mythe comme pour Jean-Marc. C'est une explication un peu sommaire mais très révélatrice de la manière de fonctionner des uns et des autres ainsi que de leurs évolutions futures.

Sebas : L'usage des armes est un vaste débat encore ouvert. Par contre, il ne peut se résumer à l'usage de tel ou tel outil, de telle ou telle forme de lutte.

Quand tu es un révolutionnaire, tu ne peux pas laisser *tomber* les armes. C'est antinomique. Bien sûr, tu peux te trouver acculé à déposer les armes, à enterrer la hache de guerre, par la force, par la possibilité tactique d'une autre voie préparant plus efficacement à une nouvelle offensive. Tu peux être isolé et assumer une autre tâche. Mais tu ne laisses pas *tomber* les armes quand tu fais tout ton possible pour armer le prolétariat de la conscience de devoir s'armer, de se préparer à la contre-violence révolutionnaire.

Sancho : Quand on était dans les banques, Jean-Marc s'amusait avec les tampons et à faire des bêtises. Une fois, il s'était habillé avec une gabardine jusqu'aux pieds, pareil que les pistoleros du film *La Horde sauvage* qu'il adorait. En vérité, je me sentais quelque'un d'autre avec un pistolet. Je suppose que c'est pareil quand on se met un uniforme. Je savais qu'il y avait du danger mais je pensais toujours que ce ne serait pas moi qui tomberais. □ *Cuenta atrás.*

El Petit : En ce qui concerne les expropriations, le MIL n'amenait rien de nouveau car ce moyen de *financement* avait déjà été utilisé par toutes sortes de mouvements, de Staline qui braquait des banques pour le parti bolchevik aux plus *respectables* partis de l'opposition antifranquiste. □ *Egin* du 4 mars 1984.

Sancho : Le MIL était en constante évolution et la question des hold-up était un moyen qu'il se donna, un moyen de plus seulement, sans plan établi ni traumatisme. On avait besoin d'argent pour continuer les Éditions Mayo 37 et on est allés le chercher là où cela nous semblait le plus facile, de même quand on manquait de machines, on expropriait une imprimerie, une librairie ou ce qui était nécessaire.

Le MIL, et j'insiste, était un groupe d'amis et comme tels tout le monde faisait tout et nous participions tous aux discussions. On se regroupait par affinités et, normalement, on ne discutait pas pour savoir qui allait faire quoi car vu le nombre que nous étions, on était obligés de participer (obligation dans le bon sens du terme). De nombreuses fois, si on décidait de braquer telle ou telle banque, cela tenait uniquement au fait que quelqu'un était passé devant et que cela paraissait facile de la braquer. D'autres fois, les moins nombreuses, on avait des informations concrètes ou sinon, comme la banque de Bellver attaquée pour la deuxième fois, c'est parce qu'on la connaissait déjà. Ce que je peux dire, c'est qu'après quelques hold-up au maigre butin, on a essayé de mieux assurer, soit avec des informations soit par intuition.

Il n'y avait pas de rôles définis, cela tombait comme ça. Oriol était prêt à recruter n'importe qui pour foncer, le Metge ne voulait pas qu'il y ait des filles dans les hold-up, sinon c'était en fonction. Comme chauffeur, il y avait le Metge et Cricri, l'un ou l'autre.

Fin juillet, un couple sous le nom d'emprunt de Gimenez loue une ferme au lieu dit *Le Moulin* sur la commune de Bessières (Haute-Garonne) à une trentaine de kilomètres de Toulouse.

Sancho : Après ce hold-up de juillet, on loua une ferme à Bessières pour monter une imprimerie qu'on a volée quelques jours après. Il y avait Jean-Marc, une étudiante espagnole à Toulouse appelée Mame et moi. On s'est fait passer pour un couple et on a loué la ferme avec de faux papiers. À cause d'une négligence, la propriétaire de la ferme découvre l'imprimerie et des armes.

« Août : Socialisation de machines d'imprimerie. Fin du travail infrastructurel. Passage à l'action militaire »

Sebas : « Passage à l'action militaire ». Oriol annonce ce passage et il veut réunir les Barcelonais autour de cette évidence et de la praxis que cela exige. Il sera arrêté quelques semaines plus tard. Mais le MIL a fait le saut.

Sancho : Cela a été un été fou et, de fait, on vivait dans la voiture même si on avait l'appart loué par Salvador, rue Raymond-IV. On faisait des actions toute la journée, on établissait des contacts à Paris, au Pays basque, en Italie ou à Barcelone et notre présence dans la ferme de Bessières n'était pas très régulière.

Dans la nuit du 14 au 15 août, le MIL/GAC cambriole une imprimerie, rue de l'Esquille à Toulouse.

Sebas : Nous étions trois. Oriol, Sancho et moi. Toujours aussi limités quant à notre travail préparatoire, toujours aussi bordéliques. Oriol avait d'énormes qualités dynamiques, c'est sûr, mais ses repérages étaient très sommaires.

Du coup, nous nous sommes retrouvés dans l'arrière-cour du magasin. Après un long effort, nous avons réussi à ouvrir la porte *de derrière* qui devait soi-disant nous donner accès à la salle des machines. Nous nous sommes retrouvés dans un petit appartement minuscule qui n'avait rien à voir avec l'établissement.

En fait, nous sommes retournés au plus simple : la porte d'entrée sur la rue.

En deux coups de pieds de biche – la fameuse *palanqueta* (*pied-de-biche*), notre arme de prédilection avant la Sten –, nous étions au travail. Et quel travail. Un véritable chantier !

Les machines étaient en batterie prêtes à l'emploi, donc pleines des produits nécessaires. Lorsque nous avons commencé à charger, le poids, mais aussi la pénombre faiblement atténuée par le halo orangé des deux réverbères de cette rue étroite, comme il fallait être deux par machine, nous avons du mal à coordonner nos mouvements. Nous nous heurtions aux meubles, aux coins des portes, aux autres machines... Les produits giclaient. Rapidement, le sol devint glissant. Je me suis étalé au moins deux fois dans l'atelier. Une belle gamelle d'Oriol dont je me souviens dans l'entrée même, il avait terminé sous une machine. En plus, certaines plaques étaient constituées d'acide d'imprimerie. Du coup, pour ma part, j'avais les fesses en feu ! Les mains me brûlaient. Nous avons dû laisser un bordel monstre, en plus des produits, des feuilles éparpillées, malaxées et collées, des boîtes de plaques et de stencils.

Le chargement dura 30 minutes tout au plus. Notre camionnette bloquait presque entièrement la rue, mais aucun véhicule ne passe par là la nuit. Le magasin se trouvait sur la droite en venant de la rue des Lois, juste avant que la rue ne fasse un repli plus étroit encore.

Immédiatement après, nous sommes rentrés à la ferme. Nous devons entrer, décharger puis retirer la camionnette avant le jour, afin de n'être pas vus des voisins.

Je me souviens que nous avons fait un tirage d'une brochure pour un groupe d'ouvriers à la ferme cet été 1972. Laquelle ?

Sancho : Avant Mayo 37, Le MIL a collaboré avec les groupes du Chato et du Rubio comme pour l'impression de la revue *Caballo loco*.

El Rubio : La couverture du n° 2 de *Caballo loco* (Cheval fou), septembre 1972, bulletin des ouvriers de l'entreprise Bultaco fut imprimée par le MIL. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Cela fut *un été fou* comme le dit Sancho et septembre est dans le prolongement. Au début du mois, Oriol, Sancho et Sebas envisagent une nouvelle opération financière et repartent à Barce-

lone. Ils parcourent en quelques jours des centaines de kilomètres en Espagne et en France. Ils réussissent un hold-up en Catalogne. Cependant, en France, deux structures du groupe sont découvertes par les gendarmes, la ferme de Bessières et l'appartement de la rue Raymond-IV et Oriol se retrouve une nouvelle fois derrière les barreaux.

Sebas : Tout l'été, nous n'avons eu de cesse d'accumuler un financement de fonctionnement.

A cette époque, après avoir abandonné l'appart en atico dont j'ai déjà évoqué l'existence, nous avons trois bases : Toulouse, un campement de fortune dans la montagne, dans la Sierra del Cadí plus exactement et Barcelone. À Barcelone, Oriol, Sancho et moi vivions dans un appart proche de la place de Sants, sur une avenue sale et bruyante. Il faisait très chaud. Un truc moderne meublé ayant servi de pied-à-terre à une prostituée de la plaça d'Espanya.

Nous envisagions avec Sancho et Oriol, d'exécuter Juan Anton Creix. C'était un des principaux responsables nationaux de la BPS et l'un des pires dans la répression. Il avait sévi à Barcelone bien sûr, Oriol était passé entre ses mains, torturé, fouetté avec du fil électrique dénudé. Il avait sévi en Euskadi, il était responsable des arrestations après l'exécution de son collègue Militon Manzanos ; il avait été de toutes les tortures des inculpés du procès de Burgos, il avait été flic à Grenade où sous son *règne* trois ouvriers avaient été assassinés.

Puig était au courant, il voulait temporiser. « Ce n'était pas le moment... », ce ne fut jamais le moment et sans doute la crapule est-elle morte dans son lit. Ce n'était pas un phantasme d'action comme il en existe des fois. Nous avons effectué réellement les repérages. Les premiers avaient été l'œuvre d'Oriol. Il m'y avait amené. Une rue de Sarriá, les Creix vivaient dans une maison moderniste d'un étage.

Sancho : Pour les opérations nommées *septembre rouge/octobre noir*, Oriol, Sebas et moi, on avait envisagé deux actions retentissantes à Barcelone : l'attentat contre Juan Antonio Creix et l'enlèvement de la femme du Consul du Venezuela. Pour mener à terme ces deux actions, nous avons effectué un repérage concernant Creix et construit une prison du peuple au Col del Moixero en Cerdagne.

Santi et le Secrétaire n'étaient pas d'accord : pour eux, le principal était de monter la Bibliothèque et les éditions Mayo 37.

À ce moment, l'EE comptait seulement trois personnes, Oriol, Sebas et moi. Pour nous aider, nous avons contacté ceux de la OLLA qui n'avaient alors ni arme ni expérience. Cela ne leur a pas paru clair et nous avons continué à trois, avec l'aide de Cricri en France. L'arrestation d'Oriol en septembre a stoppé l'opération.

□ Entretien avec Sergi Rosés.

Sancho, dans sa réponse, par commodité, utilise le sigle EE. Mais ce dernier n'existe plus depuis janvier 1971 et c'est le MIL/GAC qui va revendiquer les actions de cette période. Mais en septembre 1972, les sigles ont-ils une réelle importance pour Oriol, Sebas et Sancho ?

Lors des semaines précédentes, dans la montagne, le MIL/GAC a aménagé quelques caches en prévision d'actions ou de moments difficiles.

Sebas : Nous avons deux dépôts dans la Sierra del Cadí. Un premier, proche de l'un des cols à l'est de celui que nous avons emprunté avec Sancho pour échapper aux recherches en janvier 1973. Là, il y avait une ou deux armes, du matériel de couchage et autres. Nous y étions restés une semaine en juin-juillet. Nous nous servions aussi d'un village totalement abandonné plus bas où nous avons organisé une réunion avec Felip et Montes. Le second dépôt était plus bas du côté de la vallée sud donnant sur Berga. À mi-pente. En novembre ou en décembre, nous avons organisé à partir de Barcelona une expédition pour renforcer ce camp avec deux sacs de provisions et des sacs de couchages. Il y avait là Pedrals, Sancho, Puig, Queso (?) et, je crois bien, un camarade toulousain appelé Dandy. Nous avons une ou deux voitures dont une immatriculée en France, une Peugeot 404. Nous étions fortement armés, plusieurs Sten, et un Cetme pour ma part.

Queso/Sancho : Le refuge était au col de Moixero-col du Pendis sur des rochers tournés vers le Bergueda, à deux heures environ de la piste. Il y avait du matériel de survie et nous avons mis un mois

pour l'aménager. Lors du hold-up à Bellver, en septembre 1973, on est arrivés là, on a pris du matériel, mais nous n'y avons pas passé la nuit. □ Entretien avec Sergi Rosés.

La ferme de Bessières

Le 9 septembre, Oriol, Sancho et Sebas sont à Barcelone, ils ne savent pas que la ferme de Bessières a été investie par les gendarmes. Depuis qu'elle a été louée, les propriétaires surveillent et sont intrigués par le comportement des locataires. À la mi-août, sur les conseils du garde-champêtre de Bessières, la propriétaire demande l'identité des personnes présentes à la ferme, un couple donne un faux nom, Oriol, Sancho et Sebas donnent leur vrai nom. Au début du mois, les propriétaires sont inquiets, toute activité a cessé dans la ferme.

« Intrigué (le propriétaire) par ce fait s'est rendu à la ferme et à travers la fente des volets, il a remarqué la présence de deux pistolets sur une étagère. Immédiatement, il a prévenu M. de l'agence de location. Ce dernier a alerté la gendarmerie de Montastruc (...) Le 11 septembre, les propriétaires à qui nous avons présenté des photographies ⁽⁴⁸⁾ de Rouillan Jean-Marc et Solé Oriol détenues par nous (...) ont formellement reconnu les personnes précitées. » □ Extrait du procès-verbal de synthèse, daté du 3 novembre 1972, rédigé par un adjudant de la gendarmerie.

Dans la ferme, sont découverts :

- le matériel d'imprimerie dérobé rue de l'Esquille au mois d'août. Il est rendu à ses propriétaires ;
- deux carabines, une 22 long-rifle et une 12 mm à canon et crosse sciés, des balles de divers calibres, deux revolvers à barillet (amorce et plomb). L'ensemble provenant de cambriolages ;
- les papiers d'une trois-chevaux Citroën dérobée (certainement par le groupe) dans la nuit du 18 au 19 août.

48 – Les photos de Sebas et d'Oriol présentées doivent dater des arrestations de mars 1971, près de Prades. La police ou la gendarmerie photographient systématiquement les personnes interpellées et susceptibles d'être inculpées un jour ou l'autre.

- de la documentation politique (nombreuses brochures, affiches) d'inspiration *gauchiste*, comme l'écrit le juge Couronne dans son réquisitoire définitif du 31 janvier 1973 ;
- le texte-bilan en langue catalane « Dos anys de resistència », rédigé par Oriol.

Tentatives d'expropriations à Salou et Igualada

Le 13 septembre, ils sont à Salou (province de Tarragone), petite ville en bord de mer située à 108 km au sud de Barcelone et à Igualada (province de Barcelone), ville industrielle, de 20 000 habitants, située sur la route de Lérida, à 68 km de Barcelone.

Sebas : Nous avons en préparation plusieurs opérations. L'une d'entre elles était une info que l'on nous avait donnée. Le caissier de la succursale d'une banque de Salou apportait chaque matin, de la ville toute proche, une grosse partie de l'argent permettant le fonctionnement du change. En été, dans une telle station balnéaire, cela devait être très important, mais voilà, repérage bâclé oblige, il semble que nous nous soyons trompés de cible. Quoi qu'il en soit, nous l'avons attendu. Il faisait beau. Un air de vacances, d'ailleurs nous avons du mal à cacher sous nos T-shirts les énormes revolvers que nous transportions alors.

L'homme avait une Seat 124, il en descendit la mallette à la main. Le trottoir était étroit, bordé d'arbres. Il avançait vers nous en bras de chemise. Un peu gras. Le genre d'employé que nous appelions les *carpetas* (gratte-papier). Nous lui sommes tombés dessus l'arme à la main. La frayeur passée, il resta incrédule et accroché nerveusement à sa mallette. Oriol lui expliqua que nous n'étions pas des *gamberos* (connards) mais déterminés à lui prendre l'attaché-case... Son incrédulité augmentait visiblement au flot d'explications qu'il tentait de donner. La scène dura un moment. Les quatre sur notre trottoir ! Nous voulions sa mallette à lui, la sienne !

Et nous lui avons pris. Mais ce n'est pas terminé car, dans le plan, il ne fallait partir qu'une fois l'homme couché au sol. Et il ne voulut pas se coucher à cause de la terre légèrement humide du trottoir : « Je ne vais pas salir mon costume pour un sandwich »... Il répéta : « bocadillo » deux ou trois fois, tant et si bien qu'un nuage

de doute traversa notre héroïsme expropriateur. Oriol, qui était à son tour *accroché à la mallette* au nom de la nouvelle collectivité, l'ouvrit pour vérifier. Elle ne contenait effectivement qu'un sandwich.

Dur apprentissage... Mais je me souviens du fou rire qui nous accompagna jusqu'à la voiture. On avait tout l'été devant nous ! Si nous étions dans ces temps-là assez souples sur les repérages, nous avions foi en notre obstination.

Dans la voiture, Oriol parla de précipiter l'action d'Igualada puisque nous passions par là. Il s'agissait d'une banque dans laquelle les employés d'une usine textile devaient retirer leur paye, ou un truc dans ce genre.

On commença à tourner autour de la banque. Je crois que nous avons tout donné *dans l'attente du sandwich de Salou* et, du coup, on ne se la sentait pas, comme on dit chez les voyous. Tous les prétextes furent bons « y a trop de monde », « ils nous ont repérés »... Nous avons voulu improviser mais visiblement nous n'en avons pas encore la capacité. Notre moral en avait pris un sérieux coup, mais je crois que nous avons bien analysé le pourquoi de ces deux erreurs. Nous en étions aux gammes et nous voulions déjà passer aux arpèges.

« 15 septembre : Attaque à main armée de la Caja de Ahorros de Bellver de Cerdanya, près d'Andorre. Butin : 1 million de pesetas »

À partir de cette date et jusqu'au 2 mars 1973, les titres entre guillemets sont extraits de la chronologie de CIA n° 1.

Deux jours après les tentatives de Salou et d'Igualada, ils sont toujours en Catalogne, mais à Bellver de Cerdanya (province de Lérida), ville située à vingt kilomètres de Bourg-Madame (frontière française). À l'ouverture de la Caisse d'épargne, ils sont deux à pénétrer à l'intérieur. Sancho les attend au volant de la Seat 124 qu'il a louée à Barcelone.

Sebas : La banque de Bellver de Cerdanya. Là encore, les mêmes. C'était déjà *notre territoire*. La Cerdanya, là où nous faisons nos passages vers Barcelona depuis deux années. Nous avons notre camp plus haut. Et puis, c'était l'endroit où les deux frères Solé pas-

saient leurs vacances depuis leur enfance. Bien sûr, il est déconseillé de bosser proche de ses replis. On ne mélange pas l'exceptionnel au quotidien, l'exceptionnel en l'occurrence l'expropriation, et le quotidien, la zone essentielle de circulation – matos et hommes – entre Toulouse et Barcelone. Mais je crois que nous avons besoin d'être *chez nous* pour pousser la porte et dire *Manos arriba* (mains en l'air).

Une banque de gros bourg. Je suis rentré avec Oriol, il y avait moins d'une dizaine d'employés. Nous avons décidé de passer pour des *quinquis* (voyous), par l'habillement d'abord, je me souviens qu'Oriol arborait un magnifique jeans fuchsia ! Et je devais laisser transparaître mon origine transpyrénéenne, *des quinquis venus de France*. D'ailleurs, j'en fis un peu beaucoup, je suis resté debout sur le comptoir durant toute l'opération, soliloquant un chapelet de menaces et d'invectives bien franchouillardes.

Lors du repli, à deux kilomètres de la ville, nous avons dû nous arrêter dans une station pour faire le plein !!! (il faut dire que nous étions si fauchés avant l'opération). Nous avons fait ensuite un virage à 90° vers la vallée de Berga pour traverser la Sierra del Cadí par une route de montagne, difficilement praticable. Résultat, nous avons flingué le carter et sommes restés en rade à 50 km de Barcelone....

Nous sommes repartis le lendemain aprem vers la France.

Le 15, ils étaient à Bellver de Cerdanya, le 16 au soir, ils sont à Bayonne et le 17, ils reviennent à Toulouse.

Sebas : Il y avait là, Oriol, Sancho (?) et moi, nous nous apprêtions à rentrer à la ferme car nous ne savions rien de sa découverte. Il devait être minuit quand nous avons pris un café à Carcassonne. Par hasard, il y avait un journal vieux de plusieurs jours sur le radiateur à côté de notre table. Et en l'ouvrant machinalement, nous sommes tombés sur une photo de la ferme.

Je me souviens de la dernière phrase de l'article : « Rouillan est toujours activement recherché ».

Du coup, nous nous sommes arrêtés rapidement à Toulouse, nous avons pris Cricri au passage. Sancho est reparti sur Barcelone et

nous avons filé à *Baiona*. Discussions avec des camarades basques. Il ne semble pas que nous ayons pris du matos. Le coffre n'était donc pas chargé.

Oriol : Je me rendais à Bayonne au volant d'une Renault 16 louée à Perpignan le 16 septembre. Sachant qu'avec Rouillan j'étais recherché depuis l'affaire Bessières. J'en ai fait part à Torres que j'ai rencontré sur le Pont-Neuf. Je lui ai demandé de conduire le véhicule jusqu'à Bayonne. Nous devions rencontrer des Basques et discuter d'actions futures. De retour de Bayonne, nous avons été invités à nous arrêter à Soumoulou par la gendarmerie qui procédait à un contrôle de routine. C'était le 17 septembre 1972, vers 10 heures. Voyant que les gendarmes s'attardaient sur mon cas et sur celui de Rouillan, j'ai invité Torres à démarrer en trombe... □ Extrait du procès-verbal d'audition du 18 septembre 1972.

Sancho : Lors de leur retour du Pays basque français, Oriol, Jean-Marc et Cricri s'enfuient lors d'un contrôle policier mais, malheureusement, ils laissent leurs papiers d'identité aux mains des gendarmes. Le jour suivant, la police arrête Oriol et Cricri dans un appartement rue Raymond-IV. Jean-Marc réussit à s'enfuir en sautant du troisième étage, en caleçon et un pistolet à la main.

Sebas : En rentrant sur Toulouse par la nationale, à la sortie du village de Soumoulou, Cricri a fait une connerie. Trois gendarmes nous ont bloqués, ils n'ont pas seulement verbalisé Cricri mais ils nous ont tous contrôlés. Nous avons filé nos vrais papiers ; de l'intérieur de la voiture, nous avons entendu à la radio du fourgon « conduisez les individus à la brigade ». Nous avons abandonné nos papiers tous les trois de concert et par la force des choses. Démarrage, course poursuite et long voyage dans les vallées pyrénéennes. Le soir, vers 22 h-23 h, nous sommes plus crevés encore, nous allons nous coucher à l'appart Raymond-IV. Appart que j'avais loué avec Puig. Lorsque nous entrons, nous constatons que toutes nos affaires sont rangées nickel dans l'entrée !!! Mais Oriol avait réponse à tout et nous a rassurés. Ils avaient perquisitionné, rien trouvé et avaient tout rangé pour embarquer les affaires. Ce matin-là, ils venaient simplement chercher les sacs.

L'appartement rue Raymond-IV

Après la découverte de la ferme à Bessières le 9 septembre, les gendarmes poursuivent leur enquête et localisent l'appartement du groupe au 33, rue Raymond-IV qu'ils perquisitionnent le 18 septembre. Dans le rapport de synthèse de la gendarmerie du 3 novembre 1972, il est écrit :

« Mme M. (la propriétaire) nous fait connaître qu'elle a loué un appartement au deuxième étage aux nommés Rouillan... étudiant et Puig-Salvador... étudiant. »

À 8 h 30, ils se présentent à l'appartement. La propriétaire ouvre la porte. Oriol et Cricri sont surpris au lit et interpellés. Sebas a eu le temps de filer par le balcon. Lors de la perquisition, les gendarmes découvrent une carabine à canon scié calibre 22 long rifle, des dizaines de balles de calibres divers (22, 7.65 et 38), environ deux cent mille pesetas, des pièces d'identité, au nom de Rouillan, au nom de Torres, une carte d'identité et un permis de conduire au nom de Dubernat portant les photos d'Oriol, une carte grise et divers papiers d'un véhicule au nom de Caba Roger (dont la Simca a été dérobée dans la nuit du 4 juin 1972), des livres et documents révolutionnaires.

Le même jour, l'appartement de Cricri, au 11, rue des Blanchers, est perquisitionné par les gendarmes qui précisent dans un rapport :

« Il a été découvert du matériel radio et photographique et autres objets pouvant avoir une origine douteuse... »

Sebas : Là aussi, connerie d'inexpérience, j'avais donné mon nom pour un truc périphérique mais qui aboutissait à cette adresse. Donc, par recoupement, quelqu'un avait conduit les gendarmes à l'appart rue Raymond-IV.

Aux environs de 8 h-9 h, j'ai entendu un bruit de clef. J'ai mis mon pantalon. Je suis allé réveiller les deux camarades. Et, dans l'encoignure de la porte du couloir, j'ai vu les uniformes des gendarmes. J'ai empoigné mon arme, un revolver US de la dernière guerre. Je suis revenu dans la pièce du fond, j'ai dit « *les flics* » et dans le mouvement, j'ai ouvert la fenêtre, enjambé le balcon et sauté du troisième dans la cour de l'école maternelle, sur le toit des chiottes. J'ai tout explosé, les tuiles et en plus

pieds nus ! Comme c'était l'heure de la rentrée du matin, il y avait encore de nombreux parents. Ils ont tous vu l'hirsute sans chaussure et un énorme revolver à la main sortir à fond. J'étais les pieds nus. Pire, les pieds nus, mais en sang. J'ai couru jusqu'à l'appart d'une copine andalouse qui se trouvait sur le boulevard d'Arcole, récupéré une paire de godasses et un vélo. Puis, direction Empalot, où j'ai passé les deux jours suivants chez un copain.

Lors de son audition du 18 septembre 1972, Oriol mélange le vrai et le faux sur les locataires, le matériel (armes, imprimeries, etc.) et les documents (papiers, et le texte *Deux ans de résistance...*) trouvés à la ferme de Bessières et rue Raymond-IV.

Oriol : ...j'appartiens en ma qualité d'Espagnol au Mouvement ibérique de libération qui est une organisation révolutionnaire de caractère international.

Pour cette raison-là, je côtoie des camarades de toutes nationalités... Je suis affilié à ce mouvement depuis janvier 1971... Rouillan est le responsable de la section occitane... Puig Antich Salvador dit « Metge », un militant actif du Mouvement ibérique de libération qui se trouve actuellement à Cuba... □ Procès-verbal d'audition.

Après deux jours de garde à vue, Oriol et Cricri sont inculpés. Oriol est incarcéré à la prison Saint-Michel de Toulouse et Cricri est remis en liberté. Des mandats d'arrêt sont lancés à l'encontre de Sebas et du Metge.

Le 26 septembre, les photos de Sebas, Oriol, Cricri et Sancho sont montrées à la propriétaire de la ferme qui reconnaît Sancho comme étant le loueur.

« Puig Antich a été identifié comme étant celui qui, d'après S. Sugranes Oriol, était le nommé Sancho. Puig Antich reconnu par Mme L. (la propriétaire) comme s'étant présenté à son domicile pour la location de la ferme... » □ Extrait du Rapport de synthèse de la gendarmerie.

Sancho : La ferme de Bessières a été louée par moi. Avec la détention d'Oriol et de Cricri, la gendarmerie se fit un embrouillamini et inculpa Salvador comme loueur de la ferme. Voici ce qui se passa exactement : j'avais, dans l'appartement rue Raymond-IV, des photos pour faire de faux papiers et la police, ni idiote ni paresseuse, pensa que ma tête était celle de Salvador. Elle montra ma photo aux propriétaires de la ferme qui m'ont reconnu comme le locataire. Les choses en sont restées là : la gendarmerie avait ma photo et pensait que c'était Salvador le locataire de la ferme. Ce ne fut que quelques mois plus tard que la police s'aperçut de son erreur grâce à des photos de nous prises sur la place du Capitole.

Sebas : Cricri est sorti en provisoire. Je ne l'ai revu que quelques mois plus tard, vu que je suis rapidement reparti à Barcelone pour une opération que nous avions prévue à Mataró. De fait, elle fut repoussée au 21 octobre et réalisée qu'en partie. Montes a fait louer plusieurs appartements à Barcelone. Le lieu de réunion se trouve Calle Consejo de Ciento, c'est un petit deux-pièces typique de l'Eixample. Donnant sur la rue, au premier ou au second. En fait, il s'agissait d'un grand appartement coupé en deux. Il était au nom du camarade Gafas (celui qui organisa l'expo Puig pour le vingtième anniversaire de son exécution).

Puig est redescendu à Barna en août. Je me souviens de l'avoir vu dans l'ático qui nous servit de repli pour l'expropriation de juillet. Il me semble qu'il s'est vraiment engagé dans la clandestinité à partir de l'automne 1972. Avant, il vivait dans le *noman's land* bien connu de toute l'opposition de la jeunesse contre le régime. Une semi-légalité cool.

En octobre, le Metge rédige le texte : « Sobre l'agitación armada » (Sur l'agitation armée), publié dans *CIA* n° 1. Au même moment, Pedrals et Aurore arrivent au sein du MIL. Alors que Pedrals s'installe à Barcelone, Aurore intègre le MIL/GAC quelques mois après et réside à Toulouse.

« Aurore », est née en juin 1948 à Toulouse. En 1950, ses parents émigrent à Paris. Sa mère a exercé la profession de secrétaire. Son père est employé dans une société qui gère les magasins des gares SNCF de France.

Aurore : Ma mère me disait : « la politique, c'est sale ». Mon père s'estimait complètement républicain, laïque, les vertus de la République, etc. Moi, j'ai bien tangué politiquement et dans ma vie. Je ne savais pas trop ce que je voulais. J'ai agi autant par amitié et/ou amour que politiquement, c'est ainsi. J'étais en révolte et cela m'allait très bien, mais je ne savais guère où j'allais. Avec des copines du lycée ou d'ailleurs, je fréquente les trotskistes, les maos et j'assiste à des réunions. J'ai aussi fréquenté des associations tiers-mondistes, les CEMEA (j'ai été mono), je suis allée à quelques réunions du MLF. En 1967, je quitte le lycée et je me retrouve dans une école de secrétariat privée où j'ai facilement passé tous les examens en un an (malgré 68). En septembre 1968, je travaille comme secrétaire dans un laboratoire. En 1970, je rencontre à Paris Pedrals et un ami à lui. Tous les deux sont étudiants et disent faire partie d'un groupe maoïste. Ils ont une idée *géniale* pour pouvoir avoir de l'argent pour leur groupe et pour renflouer donc les finances générales et particulières. Il fallait que je simule une attaque dans le labo où je travaillais, un soir, quand j'étais seule. Beaucoup de patients payaient en liquide. Et que je leur envoie les billets par le balcon. Qu'ensuite, je raconte et maintienne ma version d'une attaque par un mec. Moi, comme une conne éprise, j'ai accepté. L'idée aussi de participer à quelque chose, d'aider un groupe à vivre, c'est-à-dire qu'il puisse agir. Et puis, bien sûr, ce n'était pas pour moi personnellement. On a discuté de l'aspect des choses en grands néophytes idiots. Moi, je ne voulais pas parler de flingue (pourquoi ? je ne sais plus) mais d'un couteau tenu par un jeune. C'est ce que j'ai raconté aux flics quand j'ai dû aller me présenter pour faire ma déposition. Ils ne m'ont guère crue. Ils m'ont suivie. Là, bien sûr, j'ai couru vers Pedrals, Amadeo nous rejoignant. J'ai été réentendue et je ne suis plus ressortie du commissariat de la place du Panthéon. Ensuite, ils ont chopé les deux. Je me suis retrouvée à la Roquette et eux à Fresnes, je crois. J'avoue que j'ai assez bien occulté toute cette histoire dont je ne suis guère fière, où je me suis laissée manœuvrer, où leur version officielle était du fric pour un groupe, mais aussi du fric pour eux ! Je trouve ignoble d'agir par intérêts propres en de telles circonstances. Nous avons été jugés en flagrant délit en juillet 1971. Je me suis ramassé trois mois fermes et eux quelque chose comme un an

avec expulsion. C'était l'été et je me caillais à la Roquette, cette prison quasi moyenâgeuse, aux murs de forteresse, je dormais avec six couvertures que j'avais réussi à récupérer, il n'y avait pas d'eau courante ni de chiottes dans la cellule. Le matin, nous remplissions un broc d'eau en plastique, nous rinçions notre seau individuel, nous avions une bassine pour nous laver, et c'était bon jusqu'au lendemain. Comme primaire, nous allions une bonne partie de la journée en atelier, c'est-à-dire dans une salle avec de grandes tables où quelques-unes travaillaient (à rentrer des stylos Bic sous pochette plastique de quatre, par exemple.). Nous étions gardées comme un troupeau par des bonnes sœurs, dont une peau de vache et d'autres très sympas. Elles nous convoaient jusqu'au Palais de Justice et ramassaient les mégots pour les fumeuses dans les couloirs : quant aux filles, j'en ai vu fumer les poils de paille du balai. On a fait appel et en septembre je suis sortie, eux peut-être un mois après. Ils ont dû quitter la France et rejoindre Barcelone.

J'ai commencé à descendre à Barcelone en 1971-1972. Je voulais m'installer à Barcelone pour des raisons mi-économiques, mi-politiques et sentimentales. Pedrals louait une piaule avec différentes personnes dont Montes. C'est là que j'ai appris que le groupe faisait des trucs politiques et des récupérations d'argent. Il y avait Beth. Quand je suis venue à Toulouse, j'ai rencontré Sebas, Cricri et Sancho. Montes m'avait demandé si je préférais m'installer à Toulouse ou Barcelone. J'ai opté pour Toulouse et c'est lui qui m'a accueillie dans un café à la gare Matabiau, c'était après l'affaire de Bessières. En débarquant, j'ai habité chez Dandy, rue Monié en haut de l'avenue de la Gloire. Après mon arrivée, c'est moi qui louais les appartements légaux, pour recevoir ceux qui venaient ou vivaient à Toulouse. Mon rôle (il n'y avait pas de rôle défini, cela tombait comme ça) était aussi d'avoir des contacts pour des armes, des faux papiers, du papier tout court... Je n'ai jamais participé à des braquages car certains (Puig en particulier) ne voulaient pas. J'avais la trouille mais je l'aurais fait. J'ai passé la frontière toute seule en train pour transporter de l'argent de Barcelone à Toulouse et l'inverse. Sinon, je franchissais la frontière légalement avec la voiture et je récupérais les autres qui passaient à pied, j'utilisais ma carte d'identité pour éviter qu'ils me tamponnent le passeport. Autrement, on passait par Puigcerdà, par la montagne.

« 21 octobre : Mataro (ville industrielle à 30 km de Barcelone) : attaque de la banque Caixa Layetana. Butin : 1 million de pesetas »

Si, dans un premier temps, Montes et Beth, sa compagne, s'occupent des infrastructures à Barcelone (location d'appartement, etc.), ils participent en seconde ligne aux braquages. Pour Puig, c'est une première, il est au volant de la voiture des expropriateurs.

Sebas : Montes avait donc préparé deux opérations dans cette ville. Deux Caixas Layetana.

La banque était située dans un quartier neuf en périphérie de la ville. Lorsque nous sommes arrivés au matin, il faisait presque nuit sombre. La banque était éclairée de l'intérieur. Nous étions dans la voiture, Puig, Sancho et moi. Devant, Montes ouvrait la route dans une voiture légale, une Simca 1000 claire.

Nous sommes entrés avec Sancho. Il ramassait la caisse et le coffre, je faisais la porte et la salle. Cette division, qui allait devenir un classique, était nécessaire car bien évidemment c'est celui qui ramasse qui doit parler le plus avec les employés. Et puis Sancho était assez bavard dans ces moments-là. Lors d'une autre opération, il s'était embrouillé les crayons et avait déclamé en catalan : « nous sommes les éléments politiques d'une organisation militaire ».

Cortade parle d'une revendication, je ne crois pas que ce fut le cas du moins dans le formel. Mais déjà le fait de s'exprimer en catalan en devenait une.

Puig attendait dans la voiture. Le départ fut cool. Montes précédait toujours dans sa petite auto. Ce qui nous fit marrer, c'est qu'il avait pris soin de mettre une perruque bien que sa situation fut toujours à deux cents mètres du coup. La sortie nous ramenait sur Barcelone, elle passait par les pistes du Montseny, plein ouest de Mataro, pour rejoindre l'autoroute de France. Plus d'une demi-heure de routes de terre, puis nous sommes arrivés dans des champs, proches d'une rivière, à quelques centaines de mètres d'un parking sur l'autoroute, où nous attendait Beth avec une autre voiture. Ensuite, nous avons simplement pris l'autoroute jusque dans la banlieue de Barcelone.

Deux jours plus tard, le Metge loue une voiture dans l'agence toulousaine de Walter Spanghero, rue Bayard.

« La secrétaire de l'agence nous déclare que le 23 octobre 1972, le dénommé Puig Antich s'est présenté à son bureau en compagnie d'une jeune fille pour louer un véhicule auto. Sur photographie, elle reconnaît le nommé Puig Antich. Ce dernier n'ayant pas restitué le véhicule à la date fixée, elle a déposé plainte au nom de la société contre lui pour abus de confiance. P. Antich a écrit une lettre de Barcelone datée du 27 octobre 1972... qu'il se trouve actuellement en Espagne et qu'il a abandonné le véhicule dans un garage à proximité de Bordeaux, après l'avoir accidenté. »
□ Extrait du Rapport de synthèse, daté du 3 novembre 1972.

Par l'intermédiaire de son ami Raimon, le plus jeune des frères Solé Sugranyes, collègue d'étude et de combat, Queso rencontre ceux du MIL/GAC. Mais ce n'est qu'en janvier 1973 qu'il participe à sa première expropriation.

José Luis Pons Llobet, dit « Queso » parce qu'il déteste le fromage. Né le 5 octobre 1955 à Barcelone. Ses parents sont d'idéologie phalangiste. « Mon père était fasciste, très fasciste, volontaire à la division Azul, il avait lutté aux côtés des troupes d'Hitler sur le front russe. » □ Entretien avec Sergi Rosés.

« Le 17 mai 1971, il fugue du domicile familial de Barcelone et y revient deux mois plus tard. Le 21 janvier 1972, il est dénoncé une nouvelle fois par son père au commissariat pour une nouvelle fugue du domicile afin de participer à des activités subversives. Il réintègre le domicile sept mois plus tard » □ Informations extraites d'un document de la police de Barcelone daté du 28 septembre 1973.

En 1971-1972, il commence à militer aux Juventudes Universitarias Revolucionarias (Jeunesses universitaires révolutionnaires), organisation de tendance maoïste, alors qu'il étudie à l'Institut Milá y Fontanals au cours universitaire d'orientation où il fait la connaissance de Raimon Solé Sugranyes. Il est expulsé du lycée après s'être fait remarquer pour son implication dans des luttes étudiantes. Il participe à des manifestations de rue où les affrontements avec la police sont très violents. Il devient un spécialiste du lancer de cocktail Molotov.

Queso : La première fois que je vis Salvador, ce fut aussi mon premier contact avec les gens du MIL. Salvador conduisait, il ne parlait pas, même pas lors de la discussion que j'ai eue avec eux. C'était Ignacio qui parlait. Je ne me souviens plus de quoi nous avons parlé, mais ils me questionnaient beaucoup. Ils voulaient savoir s'ils pouvaient avoir confiance. À ce moment-là, j'ai eu la sensation d'être face à un groupe super professionnel.

Je pensais que la révolution était au coin de la rue, je la voyais comme une chose réalisable et très proche et je pensais que la lutte armée était le meilleur service que je pouvais rendre à la révolution. À ce moment-là, j'étais incapable d'imaginer le futur en travaillant ou en suivant la trajectoire de mes parents. Je ne calculais pas en termes de carrière, je pensais seulement à la lutte. Je ne me souviens pas d'avoir eu des discussions du genre « que vas-tu faire après tes études ? » □ *Cuenta atrás.*

Je suis entré dans le groupe parce que j'étais pour l'insurrection armée, ce qui ne veut pas dire que je serais entré dans n'importe quel groupe armé : pour que je le fasse, il devait être très clair que le groupe était anticapitaliste. C'est par la suite que j'ai découvert peu à peu les problèmes théoriques. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Sebas : Par exemple, c'est Raimon qui a cautionné l'intégration de Queso dans l'orga. Il était membre du PCE (i) et avait d'ailleurs fait de la prison pour ça. Je ne le connaissais pratiquement pas. Je l'avais croisé l'hiver 1971-1972 lors d'une livraison d'une machine à l'orga gauchiste Bandera roja. Il avait un rôle périphérique de contact principalement.

« 18 novembre : Barcelone, attaque à main armée d'une Caisse d'Épargne. L'un des membres du commando est armé, pour la première fois, d'une mitrailleuse Sten.

Butin : 200 000 pesetas »

La banque est située rue Escurial, dans le quartier Gracia.

Sebas : Depuis le début, nombre de rendez-vous de sécurité avaient pour cadre les différentes placettes de ce quartier très populaire et catalan. Plaça del Nord. Plaça Diamant ou Virreina... La banque des Pensions se situait au rez-de-chaussée d'un immeuble neuf, proche du croisement avec Travesera de Dalt ;

une grande salle, avec une vingtaine d'employés peut-être. Je ne saurais vraiment pas dire qui était présent et chacun des rôles spécifiques.

Alors, je vivais seul dans un appart tout proche, loué par Beth, à quelques mètres des imprimeries où étaient tirées Mortadelo y Filémon, le long du Parc Güell. Un grand appart avec une immense terrasse qui dominait tout le quartier de la Baixada de la Gloria. L'appart servit par la suite de lieu de réunions. Dont certaines assez mémorables... L'avantage, c'est qu'il donnait sur deux rues, on arrivait de plain-pied par la rue haute et on était au quatrième étage de l'autre côté. Ce qui facilitait bien évidemment les arrivées multiples.

« 28 novembre : Barcelone, attaque à main armée d'une succursale de la Banco Central par 7 hommes armés de mitraillettes et pistolets. Ils partent avec un million de pesetas et laissent dans la banque un communiqué »

À 9 h 30, ils sont cinq à pénétrer dans la banque, située au 245, Paseo de Valldaura. Le hold-up est mené avec la collaboration de membres d'un groupe nommé Resistencia auquel appartient un cousin des frères Solé Sugranyes, Felip Solé Sabater.

Sebas : À peine dix jours plus tard, nous avons attaqué la Banque centrale de Valldaura. Les membres de l'autre groupe autonome avaient cette information, mais ils n'étaient pas assez nombreux et assez bien formés pour la réaliser.

L'établissement était complexe et sur deux étages, il demandait donc une logistique plus lourde. Deux voitures pour l'attaque et trois pour la sortie après le décrochage.

Nous roulions, les cinq voitures en file indienne, quand un corbillard a débouché d'une rue à droite et il est juste venu se placer devant nous. Nous avons ainsi remonté une longue avenue. Un convoi mortuaire... Aucun de nous n'était superstitieux !

Ce matin-là, Pedrals conduisait, c'était son premier et il était mort de trouille...

À cinq, nous avons pris possession de l'intérieur de la banque. Je suis monté au deuxième étage avec un camarade que nous appelions *Politic*. Il était équipé d'un énorme revolver simple action de

type western avec un long canon 6 pouces. Pour une fois, je n'avais qu'un automatique.

Au moment de sortir, nous nous sommes regroupés en bas. Par la vitrine, je surveillais la rue. Je ne voyais pas Pedrals dans notre voiture. Puig avait remarqué également cette absence « Où il est ? ». Le chauffeur de l'autre voiture le cherchait aussi du regard, le cou tendu vers son rétroviseur. Nous avons traversé le large trottoir très rapidement et nous ne le voyions toujours pas. En fait, il était couché sur les fauteuils à l'avant. Mais ce n'était pas l'heure de l'engueuler. Le décrochage était complexe.

Avant de lâcher Pedrals, nous lui avons demandé le flingue qu'il portait pour l'opération. Il ne l'avait plus. Il l'avait laissé dans la voiture d'action, sous le siège. Avec Puig et Sancho je crois, nous y sommes revenus. Juste après la récupération, alors que nous étions bloqués à un feu, un motard de la police nationale a longtemps hésité à s'approcher de nous pour nous contrôler. Puis, enfin, il a laissé tomber et nous sommes rentrés sans encombre supplémentaire.

De ce jour-là, je crois que Pedrals n'a plus participé à un comando.

Les jours suivants, nous sommes remontés à Toulouse en passant par Puigcerdá, pour effectuer la seconde récupération de l'Esquille.

Un communiqué sans signature, reproduit dans *CIA* n° 1, revendique l'attaque et est envoyé par la Poste accompagné de pièces d'identité d'employés de la banque. La presse et les autorités n'en parleront pas :

« Cette expropriation, comme les précédentes, a pour but d'appuyer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie et l'État capitaliste. C'est pourquoi les révolutionnaires s'approprient pour leur lutte l'argent que les capitalistes ont volé à la classe ouvrière.

La lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'exploitation oblige les groupes révolutionnaires de combat à mener les actions nécessaires pour que cette lutte atteigne ses objectifs révolutionnaires.

Tant que la répression des capitalistes frappera la classe ouvrière, le prolétariat et tous les révolutionnaires continueront d'attaquer le capital et ses valets où qu'ils soient. »

Sebas : Avec le *Politic*, nous étions aussi chargés d'une collecte de documents d'identité des employés. Nous avons eu deux ou trois documents. Je ne crois pas que nous ayons laissé de tracts sur place, mais si nous l'avons écrit dans *CIA*, c'est la vérité puisque nous écrivions nous-mêmes notre propre histoire de lutte au cœur de la lutte elle-même...

Le tract a été écrit et tapé à Barcelone. Le seul tract officiel que nous ayons fait et imprimé à Toulouse fut celui qui avait au verso les slogans et le tampon organisationnel. Recto, un texte banal de revendication. Car, à mon souvenir, pour cette action du 21 novembre, le texte avait été des plus sommaires. Presque un télégramme.

Sancho : Au début on ne revendiquait pas les braquages, mais comme les journaux ne disaient rien, on lançait sur les lieux des actions des tracts avec la photo d'un homme en cagoule, armé d'une mitraillette ou un communiqué écrit avec dix mots ou on envoyait des communiqués aux journaux. C'étaient les moyens que nous utilisions pour revendiquer les hold-up. Quand je faisais un discours politique en espagnol, Jean-Marc se marrait. Les journaux parlaient d'un Arabe au sujet de Sebas.

Aurore : Pour les tracts, c'était dur. Quand les employés avaient les mains levées, ils reculaient quand les autres leur mettaient des tracts dans les poches. Ils avaient peur d'être accusés de complicité. Une fois, même, un directeur disait « prenez quelqu'un d'autre, prenez un employé ».

Felip : Je faisais partie du groupe qui participa avec le MIL à l'expropriation du 28 novembre 1972. Nous étions trois et notre participation était due à des besoins économiques pour les projets que nous avions. Auparavant, j'avais aussi participé à deux autres expropriations avec le MIL. On est rentrés en contact avec le MIL par les relations familiales : Oriol est mon cousin germain, mais surtout par affinités, depuis l'enfance nous avons gardé une relation privilégiée forgée par les années de manifestations de rue, dans l'élaboration et la distribution de tracts et nous avons de nombreux points communs culturels. C'était à l'époque du Syndicat démocratique des étudiants. On allait ensemble aux concerts de la *Nova canço* (nouvelle chanson) catalane ou à des réunions clandestines de partis politiques. Oriol était plutôt marxiste et moi *acrata* (libertaire, anarchiste). Je m'intéressais plus que lui aux

questions nationales et à la répression de la langue catalane. C'était l'époque où le pouvoir interdisait la langue et dans la clandestinité on disait que parler le catalan était parler la langue de la bourgeoisie. Dans les années antérieures, à la création du MIL, je suis allé de nombreuses fois à la frontière franco-catalane pour le récupérer quand il avait besoin d'aller à Barcelone. Dans les années 1970-1971, j'ai fait un voyage à Bayonne pour donner une lettre d'Oriol à des membres de l'ETA VI.

Comme il n'y avait aucune méfiance entre Oriol et moi, nous nous racontions nos choses respectives. J'ai toujours été au courant et j'ai été complice dans des actions. Je connaissais ses amis qui ont formé plus tard le MIL.

En 1971, il y a eu une radicalisation générale dans la clandestinité. Personne, parmi la jeunesse, ne croyait aux partis politiques traditionnels (PSUC et les autres) à cause de leur hypocrisie. Beaucoup de mes amis universitaires étaient allés militer au sein du PSAN et d'autres, qui travaillaient, restaient dans l'expectative. Dans ce contexte (1972), j'ai décidé d'aller au PSAN, avec de nombreux compagnons, où on me proposa de former un groupe d'action et d'appui à l'activité du parti. C'est ainsi qu'est né le noyau de ce qui allait devenir Resistencia.

Au bout de trois mois, la rupture officielle entre le PSAN et le groupe était consommée. Pendant un moment, j'ai gardé des contacts personnels avec certains des dirigeants qui préparaient une scission. Cette relation était due entre autres choses parce que j'avais un procès au TOP et que le PSAN m'avait procuré l'avocat. Il faut se souvenir qu'en Espagne, aux temps de la clandestinité, les militants ne payaient pas pour être défendus et cela créait des relations spéciales. Oriol était au courant de ce que je faisais et vice versa. Et, même quand se consolidaient le MIL et notre groupe, Oriol et moi nous continuions à nous aider mutuellement (passages de frontière avec du matériel d'édition, de l'argent).

Nous étions tous les deux en clandestinité. Ce qui nous différenciait à cette époque est que lui vivait *liberado* (libéré) et que moi, je n'étais pas d'accord et je continuais à travailler normalement. Cette caractéristique marque les futures relations entre le MIL et notre groupe – Eux étaient presque tous *liberados* et nous, personne – Eux, ils avaient besoin d'un sigle, nous non. Cette caracté-

téristique marquera aussi ultérieurement nos différentes formes tactiques de financement et d'équipement.

Quant à l'origine politique du groupe Resistencia, à l'époque de sa formation au sein du PSAN, nous étions trois. Un se définissait comme marxiste proche des thèses du Partido obrero de unificación marxista (POUM) d'avant la guerre d'Espagne, le deuxième était partisan de l'autonomie prolétaire et moi, je me définissais comme *acrata*. Les autres membres qui sont venus peu à peu étaient d'origine ouvrière et avaient peu de formation politique. À travers les discussions, on arriva à une définition de ce qu'on était : anti-autoritaires, anti-dogmatiques et partisans de l'agitation, des individus qui se réunissaient pour des tâches d'agitations, d'actions, d'expropriations pour se refondre ensuite dans l'anonymat...

Les objectifs avec le MIL ? Dans un premier temps, ils avaient des armes, nous non. ils avaient appris à s'en servir. Ils firent une première expropriation. Oriol me donna de l'argent car j'étais recherché par la police. J'ai participé à leur deuxième expropriation. À ce moment-là, il n'y avait pas encore d'objectifs communs, notre groupe effectuait seul son propre processus de définition et de critique. Ils étaient suffisamment nombreux pour les expropriations à eux seuls et nous aussi. Le filet policier n'existait pas encore pour nous et il était lointain pour eux. Nos collaborations étaient très tactiques.

La situation pour l'ex-MIL s'aggrava rapidement à cause de la pression policière. Leurs besoins, dus à leurs conditions de *liberados*, étaient chaque fois plus urgents. Leurs coups étaient peu préparés, sans informations. Notre groupe put acheter des armes en Suisse avec l'argent des premières expropriations. On monta un système d'informations original qui porta ses fruits. La première expropriation nous rapporta près de trois millions de pesetas, celles de l'ex-MIL ne dépassaient pas les cinq cent mille ou six cent mille pesetas.

À la fin, nous leur donnions les informations sur d'éventuelles expropriations. Divers voyages en Suisse nous permirent d'acheter plus d'armes. Une compagnie entra travailler sous un faux nom dans l'imprimerie officielle qui fabriquait les cartes d'identité et on en récupéra cinq mille environ. On trouva la manière d'intercepter les permis de conduire qu'envoyait la *Jefatura Provincial de Trafico*

(Direction provinciale pour le trafic routier). Et ainsi pour tout... On arrêta provisoirement d'établir des plans d'expropriation avec l'ex-MIL car nous n'avions pas besoin d'argent, nous en avions en abondance. Nous pensions que le MIL était en train de se suicider avec leur cadence d'expropriations.

Au sein du MIL, après l'arrestation d'Oriol surtout, des tensions sont apparues. Le MIL nomma Puig Antich comme contact avec notre groupe et j'étais son contact. On se voyait presque quotidiennement. Ils avaient des problèmes de personnel pour monter des opérations. Et, peu à peu, nous avons commencé à parler de leurs difficultés et des nôtres. Ils avaient des problèmes avec Sebas et Cricri et nous avec une partie de notre groupe. Notre groupe se divisait en cinq sous-groupes avec un représentant pour chacun. Les représentants se réunissaient une fois par semaine. Au moment où se déclara l'état d'exception, ou peut-être un peu avant, un sous-groupe appelé *Rocles se libéra*. Ce qui entraîna tout de suite des problèmes pour la quantité d'argent nécessaire et aussi parce qu'on n'en voyait pas bien la nécessité. La philosophie de chaque groupe était d'être capable de se doter de ses propres moyens et de subvenir à ses besoins. Cela ne fonctionna pas ainsi et cela nous obligea à faire de nouvelles expropriations. Une de celles-ci fut l'opération contre la Poste centrale de Barcelone.

Au cours du mois de décembre, deux textes (à usage interne ?) sont écrits, certainement par le Metge à Barcelone : « Multiplicación de los Grupos de Combate » (Multiplication des Groupes de Combat) et « Basem la nostra practica » (Fondons notre pratique).

Le premier texte, signé en 1973 par un coup de tampon Grupos Autónomos de Combate/MIL, définit, entre autres, l'activité révolutionnaire et les tâches que doit accomplir un GAC ou des GAC : l'attitude vis-à-vis des forces de répression (militaires ou pas), la nécessité de soutenir les noyaux et luttes ouvrières radicales, la possibilité d'unifier les groupes d'action armée sur des objectifs communs, d'ouvrir de nouvelles routes entre l'agitation armée et le combat quotidien de la classe ouvrière, l'importance de s'organiser en GAC et de multiplier ces groupes en allant : « vers une pers-

pective de réalisation plus large du mouvement ibérique de libération... ». Le second est un brouillon d'une page, rédigé en catalan, qui approfondit certains thèmes du premier et en aborde d'autres.

Sebas : J'ai connu l'existence du texte « Multiplicación de los Grupos de Combate » par Sergi Rosés. Cela correspond aux réunions dans l'appartement de la Sagrada Família. Sans doute une mise en forme de Puig, mais je n'ai pas de souvenirs précis. Politiquement, ce texte traduit ce que nous pensions (ceux du groupe *militaire*). Le tampon sur le texte est postérieur (mis à Toulouse).

Sancho : Je ne me souviens pas très bien si j'ai pris connaissance à l'époque des textes de Puig. Je ne lisais pas beaucoup.

« Nuit du 13 au 14 décembre : Toulouse, un commando retourne « socialiser » le matériel d'imprimerie récupéré par la police à Bessières »

Après s'être fait délester de quelques machines dans la nuit du 14 au 15 août, l'imprimerie de la rue de l'Esquille est dévalisée une nouvelle fois par le MIL/GAC. Le butin dérobé est installé dans le quartier Arnaud-Bernard, chez un réfugié espagnol membre du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

« Coup de main anarchiste ? Une imprimerie cambriolée pour la deuxième fois » titre *La Dépêche* du 15 décembre 1972. Dans l'article, il est fait état du vol de deux offset, de machines à écrire, d'une photocopieuse, de rames de papiers... et de la petite monnaie. Le préjudice est évalué à quarante mille francs (6 000 euros).

Sebas : Avec quelques semaines d'actions armées entre la première et la seconde fois, nous avons vraiment pris de la *bouteille* (seule l'action amène de l'expérience !). Ce coup-là, effectivement, nous nous étions donnés les moyens de faire bien et vite.

Nous étions plus nombreux. Des visages me reviennent, toujours Sancho, mais cette fois-ci Cricri, Puig... et un camarade basque, ayant eu un accident quelques mois auparavant avec Oriol près de Bordeaux et qui portait toujours une minerve. Je sais que Montes était à Toulouse, mais s'il y a participé, c'est en faisant le guet. Il

n'était pas dans la camionnette. Comme Aurore et Pedrals, qui étaient aussi chez Cricri avant ou après l'opération.

Nous étions partis de chez Cricri, nous avions nos palanquetas, nos cales, notre cric, enfin tout pour bosser *gentlemen*. Prévenus par expérience, le ramassage se fit dans l'ordre et sans précipitation. En fait, nous avons pris deux fois plus de machines que la première fois.

Aurore : J'étais présente, avec Pedrals, lors de l'expropriation de la rue de l'Esquille. Nous y avons participé comme guetteurs, garés rue des Lois, la nuit dans le brouillard et le froid.

Nous sommes arrivés la veille pour aller à l'appartement de Cricri, rue des Blanchers, qui était le lieu de rendez-vous. Je ne sais même pas si je savais exactement ce qui allait être dérobé : je savais que c'était une reprise (car pour la deuxième fois). Nous devons, de notre auto (la Fiat), faire le guet au cas où. Nous n'en menions pas bien large. On essayait de jouer les amoureux. Il ne s'est rien passé et nous ne voyions rien.

Sebas : L'imprimerie Mayo 37 est mise en place à Toulouse avec le matériel exproprié rue de l'Esquille. Elle était dans la rue juste derrière le lycée Saint-Sernin. Sancho est responsable de la structure avec un vieil Espagnol de l'UGT. Elle était dans une pièce dissimulée où l'on pénétrait grâce à une bibliothèque pivotante. Ils sortiront toutes les brochures à partir de *Conseils ouvriers* et le CIA n° 2. À l'époque, nous montions les brochures dans un autre appartement, une rue derrière les Beaux-Arts.

Je ne sais même pas ce qu'est devenue cette structure imprimerie après les arrestations à Barcelone de septembre 1973.

Barcelone, quelques jours plus tard...

Sebas : Nous sommes redescendus avec une voiture louée, une 204. J'étais allé chercher deux Sten chez le Zapatero. Et nous en avons récupéré une troisième que nous avons laissé cachée sous des feuillages dans une forêt près de Puigvaladors, sur la route montant à Mont-Louis de Cerdanya. Nous l'avions essayée mais mal montée, elle avait merdé. Du coup, nous l'avions laissée là en attendant un retour à Toulouse. J'ai récupéré également deux ou trois autres armes et trois grenades.

« 29 décembre : Badalona, attaque à main armée d'une Caisse d'Épargne Layetana. Butin : 800 000 pesetas. Les « bandits » laissent un communiqué célébrant la mort de Francisco Sabaté Llopert (tué par la Guardia civil à Sant Celoni) »

La banque est située rue Juan Valera à Badalone (banlieue de Barcelone).

Sebas : Nous étions cinq à la réunion de préparation. Sancho et moi désirions finir au plus vite la campagne de financement. En face, Montes et Pedrals étaient debout sur les freins. « Trop tôt, trop froid, trop chaud, trop de papillons, pas assez de libellules, etc. ». La chanson des prétextes... Et de notre côté, nous ne mettions que très rarement de l'eau dans l'alcool à 90° que nous distillions lors de ces confrontations. D'où les étincelles... Puig avait le cul entre deux chaises. Il y eut un début de bousculade et tout rentra dans l'ordre quand il pencha en notre faveur en ne gagnant que 24 heures. Puig décida de nous accompagner. Non pas le lendemain, mais un jour plus tard pour figoler les préparatifs. Nous avons tournoyé dans le quartier neuf de Badalona, proche de l'autoroute. Les trois dans la nouvelle voiture de Puig, une Renault 8 immatriculée à Logroño. Il avait besoin de cette ultime préparation plus psychologiquement que techniquement, vu que déjà nous avons une réelle formation et nous étions capables de bien saisir une opération dans sa totalité.

C'était un beau matin ensoleillé d'hiver. Nous sommes simplement allés dans un bar à quelques mètres de là, prendre un *café con leche*, en attendant l'ouverture de la banque.

J'ai eu un petit problème avec un employé qui ne voulait pas se mettre au sol. Il jouait au *chulo* (malin) et je gueulais : « *al suelo, coño !* » (à terre, merde !), eh oui, en castillan, vu que j'avais toujours le mauvais rôle. C'est là que Sancho a évoqué en vrac notre nature de politiques et el Quico.

En sortant, nous avons vu les deux employés derrière la vitrine qui faisaient des grands gestes pour avertir les passants, nous nous sommes arrêtés et nous leur avons répondu avec des saluts et d'aussi grands gestes en rigolant.

Nous avons abandonné la caisse le long de l'autoroute, à hauteur des usines Bultaco, si je me souviens bien.

Dans la voiture du Metge, l'autoradio avait été bidouillé et nous captions les communications des flics. Pour moi, ils donnèrent un très bon signalement. Signalement qui fut relayé par la radio locale de Barcelone dans l'heure qui suivit. Tant et si bien que Montes et Pedrals, qui nous attendaient à l'appart, étaient déjà dans tous leurs émois. La panique monta en volume lorsqu'on frappa très bruyamment à la porte une minute après notre arrivée. Ce n'était qu'un représentant de commerce, Beth l'a tout simplement jeté.

Chaque flash horaire reprenait le message de la police.

Pedrals qui aimait les formules définitives surtout pour les autres, (est-ce une déformation professionnelle en tant que futur avocat ?) dit : « si tu sors maintenant, tu es un homme mort avant ce soir ». Puig, qui pourtant n'était pas un aventuriste, me soufflait de l'autre côté : « au contraire, il faut sortir sinon ils n'oseront plus bouger, tout semblera à nouveau impossible ». Nous sommes partis ensemble, en voiture.

C'était également une mauvaise période pour Puig, sa mère se mourait d'un cancer. Son agonie dura une quinzaine. Chaque soir, il prenait des nouvelles avec les précautions d'usage vu qu'il se savait déjà dans la ligne de mire.

Du côté du gouverneur militaire, la succession des expros l'amena à réagir. Dès le début du mois de janvier, les trois-quarts des banques étaient protégées par deux *gris* ⁽⁴⁹⁾ en armes. De l'ouverture à la fermeture, ils piaffaient sur le trottoir. C'est-à-dire que toute la population de la ville se trouvait confrontée à cette nouvelle situation, car il s'agissait bien d'une nouvelle situation. Et en l'absence de toute information crédible du fait de la censure politique, ce simple fait devenait réellement un fait politique.

Il commence à se raconter un peu partout qu'il existe dans la ville de Barcelone un groupe de lutte armée qui pille les banques. Une rumeur sympa.

49 – Gris : nom donné aux flics à cause de la couleur de l'uniforme.

□ 1973

Sebas : La douce vie collective de Toulouse nous poussait parfois à commettre des erreurs en revenant à Barcelone. À l'extérieur, nous ne faisons aucune différence logistique entre *légaux* et *illégaux*... Lorsque nous allions nous entraîner au tir, même les *légaux* venaient s'y essayer. À nos risques et périls ! Une fois, dans la forêt de Bouconne, le Petit faillit nous descendre en tirant au P38.

Une autre fois, le même Petit insista pour faire un passage avec nous. Et nous acceptâmes. Nous sommes passés par la ferme Nationale 20, puis le petit chemin, nous avons traversé les voies du train jaune puis longé la grande grange de vieilles pierres plates. Au milieu du chemin, une barrière de bois ! Alors que Sancho descendait pour la déplacer sur le côté, un paysan s'approcha, il parla en catalan, semblant s'excuser : « ce n'est pas moi, c'est la Guardia civil. Ils traînent beaucoup dans le coin à la recherche de gens qui passent. » (Voilà ce que nous dit en substance le charmant pastoureaux...). Notre sang ne fit qu'un tour. Damned ! Nous avançâmes lentement sur le chemin. Sancho et moi sortions déjà les Sten des sacs et entreprenions un montage en règle. Chargeurs dans les poches. Grenades.

À une centaine de mètre de la guérite frontière, nous sommes descendus tous les deux et avons sauté le muret de pierres sèches longeant le pré. Selon Puig, il aurait ordonné au Petit de se mettre entre les sièges et, si ça tirait, de rester au sol. Avec Sancho, nous avons progressé lentement pour prendre à revers le petit blockhaus. Lorsque nous fûmes assez proches, Sancho bondit alors que je le couvrais et, comme dans les films, il fila un violent coup de pied dans la porte. Et balaya la pièce du canon de sa Sten... Personne.

La suite du voyage fut plus cool, bien que nous ayons failli nous planter dans la descente du col à cause de plaques de verglas. La voiture avait fini par se ralentir et s'arrêter à quelques dizaines de centimètres du ravin. Nous avions déjà les portières ouvertes, prêts à sauter.

Ce passage nous permit de tirer deux conclusions. Jamais plus de *mesclanha* (mélange) militants armés et *politics* dans des opérations mêmes des passages. Secundo, nous devions trouver d'autres zones de passage.

Nous étions extrêmement méfiants face aux demandes d'adhésion. Au début 1973, quelques nouveaux membres intégrèrent. Queso présenté par un frère d'Oriol, son copain de lycée. Ou encore le Légionnaire.

Pour le Légionnaire. Dandy travaillait à la logistique sur Toulouse. Un jour, il me dit qu'à l'usine d'un camarade (un ami commun), il y aurait un mec chaud pour passer à l'intérieur. Un ouvrier espagnol intéressé par l'action contre la dictature. Un rebelle déserteur de la *bandera* (légion espagnole) et ayant fait une dizaine d'années de taule. Dandy nous amena à son appartement, en fait, il vivait chez Maria que je ne connaissais pas. Après renseignement auprès du vieux Zapatero, tout me parut OK. Une des premières choses que je remarquai en rentrant dans ce vieil appart sur les bords du canal, une photo de Facerias sur la télé dans un cadre vieillot, la photo avec le chien qui devait paraître dans le bouquin de Tellez. Dès lors, nous sommes allés régulièrement chez elle. Je crois que Queso et Quesita y demeurèrent un certain temps et cela également durant le congrès.

Lopez Navas Luis dit « le Légionnaire » parce qu'il avait fait la légion en Espagne. Né le 14 mars 1938 à Jarandilla (Caceres, Espagne). Il obtient en décembre 1970 de l'OFPPA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), pour une durée de trois ans, sa carte de résident. Il travaille à Lyon dans l'entreprise Paris-Rhône jusqu'en décembre 1971, date où il est licencié pour avoir frappé un contremaître. Courant 1972, il s'installe chez Maria à Toulouse.

Lozano Mombiola Maria dite « Maria » est née le 3 mars 1914 à Saragosse (Aragon, Espagne). Membre de la FIJL et de la CNT, elle participe à la révolution espagnole près du front d'Aragon. En février 1939, elle fuit l'armée fasciste et elle est *hébergée* par l'Etat français dans divers camps de concentration du sud de la France. Elle s'évade de celui de Brens (Tarn) et rejoint son compagnon, Angel, dans le maquis. Ce dernier en compagnie de deux autres (tous les trois membres de la CNT) sont fusillés lors d'un affrontement avec des soldats allemands à Grenade (Haute-Garonne). Maria s'installe alors à Toulouse, reprend le combat au sein de la CNT-AIT (dite « de l'exil »),

de SIA et soutient les compagnons qui, dès les années cinquante, reprennent les armes contre Franco et le capital. Maria sera proche du mouvement autonome toulousain. Présidente du CRAS dès les années 1990, elle est décédée le 19 février 2000.

« 19 janvier : Barcelona (quartier de Sarria), attaque d'une Caisse d'Épargne, située dans le même édifice où vivent les membres de la Brigade « politico-social » »

D'après les médias, trois jeunes dont un barbu entrent à 9 h 15 dans la banque, située au n° 49-51 de la rue Benedicto Mateu, à Sarriá . Armés de deux pistolets et d'une mitraillette, ils s'emparent de six cent cinquante-huit mille pesetas.

Sebas : Un camarade du groupe OLLA nous informa qu'il y avait une paye prévue dans la banque de la cité de la BPS et qu'il n'y avait bien évidemment pas de *gris* la protégeant.

Cette cité, au-dessus des casernes de Pedralbes, était en fait un ghetto des forces étatiques (polices, armées et fonctionnaires) et donc également de nombreux membres de la fameuse BPS, dissoute après la mort de Franco, y vivaient.

Sancho : Le hold-up à côté de la BPS : on ne le savait pas. Je connaissais le quartier car une sœur habitait à côté de la banque mais c'est après qu'on a appris que des flics habitaient dans un immeuble appartenant à l'État.

Sebas : Il me semble que nous avions une R12. Puig conduisait. Je suis rentré avec Sancho et, pour la première fois, le Queso. J'avais une Sten sous mon parka beige, Puig une autre dans la voiture.

En sortant, Sancho a laissé un communiqué sur le comptoir. Je crois qu'il y avait deux papiers. Le communiqué habituel et une note provocatrice pour les flics à propos de la censure de l'info qu'ils ordonnaient sur nos actions et motivations réelles. Incrédulité des employés quand Sancho leur dit qu'il y avait là du courrier pour la police...

La sortie nous amena près du square Ignasi Barraquer. Un quartier très calme où il y avait toujours des places pour se garer. Ensuite, nous nous sommes éclatés, Puig et moi d'un côté dans sa voiture avec les deux Sten et les sacs, Sancho et Queso dans un taxi pris au vol. L'opération fit grand bruit.

Une semaine après, à cent mètres de là, dans une rue perpendiculaire, Resistencia, un groupe autonome, exproprie le Banco de Vizcaya au n° 96 du Paseo Manuel Girona. Trois hommes armés de revolvers et de mitraillettes pénètrent dans l'établissement et ressortent quelques minutes plus tard avec la somme de 2,5 millions de pesetas. Certains membres avaient participé au braquage du 28 novembre 1972.

Sebas : Je crois que Puig a participé à cette opération, mais pour des raisons de sécurité je ne le savais pas avec certitude. C'est-à-dire que nous avons frappé et bafoué les forces étatiques aux deux entrées de leur repère. On imagine le déploiement de forces juste après cet affront. Et la disproportion de la rumeur sur les *fameux expropriateurs*.

Felip : Puig n'était à aucune de nos expropriations. Aucune participation ne s'est concrétisée.

À propos de l'OLLA

C'est en avril 1974 que le sigle OLLA apparaît pour la première fois dans la presse, suite à l'arrestation, le 7 du mois, de trois membres de groupes autonomes en possession de deux mines anti-tanks à la gare de Barcelone. Ces derniers sont torturés, permettant à la police *d'identifier* les auteurs d'expropriations et de quelques attentats commis en 1973 et 1974, de découvrir une importante infrastructure (appartements, armes, explosifs, etc.) et des documents dont l'un est signé OLLA. Dès lors, la police va informer les médias de la naissance d'une *nouvelle organisation*. Elle va tenter de rassembler sous ce sigle toute l'activité de plusieurs groupes qui agissent pour leur propre compte, parfois sans liens directs entre eux, si ce n'est de donner une réponse immédiate à une oppression. Pour des raisons de manipulation, la police transforme la mouvance autonome en une *Organisation* terroriste très bien organisée.

Divers textes et communiqués émanant de ces groupes autonomes catalans démentent l'existence de ce sigle et de cette supposée organisation, comme celui du 27 avril 1974, publié dans : *1000 – histoire désordonnée du MIL* d'André Cortade :

« L'OLLA n'a jamais existé sinon dans l'esprit de quelque *littérateur* ou *informateur* de la police, pas plus que n'ont existé des documents ou des actions revendiqués sous cette signature. Le groupe autonome auquel appartiennent les compagnons détenus n'a jamais dépendu de l'ex-MIL. En revanche, dans les moments précédant l'autodissolution du MIL, des accords de type technique et tactique ont été passés avec lui.

Indépendamment du fait qu'à titre personnel apparaisse un caractère libertaire, ce que les groupes autonomes cherchent à exprimer est la totale autonomie du prolétariat dans la pensée et dans l'action, sans intermédiaire ni appareil bureaucratique. »

S'il est vrai qu'aucune action n'a été revendiquée OLLA, Sancho et Sebas témoignent de l'existence d'un texte signé OLLA.

Sancho : Le nom OLLA est une boutade de notre part, après d'innombrables réunions politiques qui ne menaient à rien, vu le manque de base théorique du groupe de Felip, nous leur avons demandé de nous faire parvenir par écrit ce qu'il pensait. Résultat : un document de quatre feuilles de couleur jaune qui répondait à des questions de ce genre : Comment allons-nous nous définir ? Nous appeler ? Qu'allons-nous faire ?... Pour l'appellation, l'une des propositions était Organisation de lutte armée (OLLA) et c'est comme ça que l'on a baptisé ce groupe. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Sebas : L'accord ayant été conclu avant le Congrès avec le groupe de Felip fut concrétisé par un texte signé OLLA. Par la suite, visiblement, il semble qu'il y ait eu moins d'affirmation avec la campagne lancée par la police contre cette fameuse OLLA...

« Puigcerda - Bourg-Madame : Deux individus en train de passer la frontière sont interceptés par la police, ils s'échappent en abandonnant leur sac (qui contenaient une mitraillette, de la propagande et 250 000 pesetas) ; une fois en Espagne, ils s'affrontent avec la Guardia civil et disparaissent avec une voiture (qu'ils avaient socialisée à l'aide d'un pistolet) »

Sancho : Pendant la période du MIL, je ne passais pas la frontière légalement, idem pour Puig, Queso et Quesita. Je n'avais pas de passeport parce que je ne m'étais pas présenté pour effectuer mon

service militaire et ensuite j'étais recherché par la police. Quand on passait des choses, on le faisait par la montagne. Montes, le Secrétaire, le Petit et les ouvriers passaient la frontière légalement.

Le 20 janvier, dimanche après-midi

Sebas : À peine, l'opération de Sarriá est terminée que Sancho et moi préparons un voyage à Toulouse afin de régler les problèmes de mise en place de l'imprimerie et des éditions Mayo 37.

Puig était occupé, nous nous sommes reportés sur Pedrals pour le transport du côté intérieur et sur Aurore et Dandy (?) pour la descente sur Toulouse. Pedrals nous demanda si nous acceptions de passer par le village de sa compagne et ensuite elle resterait avec lui pour la journée. No problem. Elle vivait dans une petite *colonia* (colonie) ouvrière près de Berga.

Nous avons pris une Sten pour assurer notre voyage, j'avais mon vieux revolver 8 mm.

Nous passons au nord de Puigcerdá par la ferme : Torre de Gelabert, le long du *camp de football*, jusqu'à la nationale 20, à hauteur d'Ur. Une petite demi-heure de marche tranquille sur un chemin bordé d'arbres et relativement à couvert. Avant de quitter Pedrals au bout du passage, nous lui avons demandé d'attendre plus que nécessaire au cas où il se passerait *quelque chose*. Pour notre part, nous arrivâmes sans encombre du côté français. Je pliai la Sten et la rangeai dans un des sacs à dos.

Ce jour-là, je ne sais pas pourquoi, nous n'avons pas attendu et nous avons entrepris la folie de marcher sur la nationale jusqu'au village d'Ur, huit cents mètres, peut-être un kilomètre. Nous avons à peine parcouru cent mètres que j'ai reconnu le bruit caractéristique, une 4L au moteur forcé. La douane ! Ils nous croisèrent puis ils ont pilé. L'un d'eux avait déjà la portière ouverte. J'ai entendu un « messieurs... ». D'un bond, nous avons enjambé le parapet et sauté en contrebas dans un bosquet inextricable d'arbustes et de ronces. Je chutai deux fois dont une fois très violemment. Mon arme gicla et je la perdus dans le fourré. Les douaniers faisaient les sommations d'usage. Ils étaient à moins de dix mètres. Au moins deux d'entre eux. Nous avons largué nos sacs à dos pour traverser la zone des voies ferrées. Il s'agit d'un passage très dangereux car l'alimenta-

tion, comme pour le métro parisien, se fait par un troisième rail au sol. Si par malheur tu le touches, tu crames en moins de deux. Mais avec les autres dans le dos qui s'époumonaient à égrener les « halte ou je fais feu », pas le temps de faire les prières et d'accumuler les précautions.

En fuite, ils braquent un couple pour s'emparer de leur voiture, échappent à la Guardia civil, recroisent Pedrals, lui redonnent rendez-vous, embourbent la voiture dans la neige de la Sierra del Cadí où ils passent la nuit dans une bergerie. Avant de prendre des affaires dans l'un des deux dépôts qu'ils ont installés quelque temps auparavant dans cette montagne, ils rencontrent un berger qui leur dit d'attendre la Land Rover qui descend les ouvriers d'un chantier, ce qui leur permet de quitter la zone et de rejoindre Barcelone.

Sebas : Nous avons pris des taxis pour arriver à Barcelone. Puis, direction l'appart de Sancho. (Je ne le connaissais pas, comme il ne savait pas où je vivais réellement : normalement, seul un autre camarade lié à une autre structure connaissait l'adresse). En fait d'appart non connu, en bas de la rue, nous croisâmes Queso, Puig et Felip qui avaient déjà chargé une voiture jusqu'au toit ! Pour résumer, Pedrals n'avait pas transmis le message aux camarades de Barcelone. Personne n'était au rendez-vous de sécurité en pleine montagne ! Le prétexte était superbe, « nous avons dû franchir tant de contrôles de flics, que nous pensions que vous n'en sortiriez pas ». Donc l'alarme donnée, les camarades s'affairaient à déménager nos structures.

L'histoire, s'étant bien terminée, avait eu le mérite de débloquer la censure et de briser le silence sur notre action. Le communiqué officiel parlait d'un groupe subversif. Les journaux faisaient bien évidemment, le lien entre l'incident du passage et les expropriations à répétition.

Retour sur Toulouse

Sebas : Je crois que nous n'avons pas attendu une semaine et que nous sommes remontés deux ou trois jours plus tard, par le même passage *le camp de football*. Mais cette fois-là, nous avons

traversé en voiture *les Sten à la portière*. Je le présente ainsi parce que, justement, cela me rappelle une histoire que les frères Solé racontaient. Enfants, ils avaient donc passé leurs vacances en Cerdanya. Un soir, tard, alors qu'ils rentraient à pied sur une petite route de terre, une vieille voiture venait vers eux lentement tous phares éteints. Quand elle les croisa, ils purent apercevoir certains visages et les fusils à la portière. L'un d'eux dit simplement : « c'est un maquis qui remonte en France »... Nous avons plein d'histoires de ce style, notre imaginaire immédiat en quelque sorte. Autre exemple, le Secrétaire qui était de San Celoni prétendait mordicus que le soir de l'enterrement de Sabaté ou le jour du premier anniversaire, dans la nuit, il avait distinctement entendu une moto pétarader dans le village et le matin les gens disaient qu'un bouquet de fleurs avait été jeté par dessus le mur du cimetière.

Nous prenions le même chemin carrossable jusqu'à la guérite de la Guardia civil, puis à gauche vers une *finca* (ferme, propriété) ayant une entrée *espagnole* et une autre *française*. Nous la contournions et nous tombions sur la RN 20, deux cents mètres plus loin.

À Ur, nous prenions direction Font-Romeu, Saint-Louis, puis nous bifurquions vers Les Angles et la haute vallée de l'Aude. Petites départementales, jusqu'à Limoux, puis Toulouse par le Lauragais.

Aurore avait loué l'appart rue Lancefoc. Il avait deux entrées, chacune dans une rue différente. Avec une petite cour à l'arrière.

Le vieux (Zapatero) était content de nous voir : « ils ont parlé de vous sur Radio Paris ! » (Radio France en langue espagnole, à 23 h). La consécration pour la résistance antifranquiste exilée. Il voyait ça comme une reconnaissance de notre action. Nous agissions vraiment puisqu'ils l'avaient dit sur Radio Paris ! Dès lors, il pouvait demander plus largement du matos autour de lui.

Nous avons passé moins d'un mois à Toulouse. Et nous sommes redescendus par le même chemin.

En février, le groupe envisage une nouvelle expropriation. Pour la première fois la compagne de Queso, surnommée Quesita, participe à sa préparation.

Maria Angustias Mateos Fernandez dite « Mariana » ou « Quesita » (surnom donné par Maria Mombiola, habituée à féminiser le surnom des compagnes). Née en 1955. Elle intègre le MIL en compagnie de Queso dont elle est la compagne. Dans l'ouvrage *Cuenta atrás*, elle raconte son parcours et comment elle est acceptée par les membres du MIL/GAC.

Mariana : On était des gens spéciaux vivant une époque spéciale. C'était l'époque où on découvrait Bob Dylan et Ravi Shankar. Je me souviens qu'on écoutait de la musique dans l'obscurité en séchant la peau des bananes pour essayer de les fumer. À ce moment-là, j'ai rencontré un garçon, Pons, j'en suis tombée amoureuse et j'ai tout laissé tomber pour être avec lui. Il était dans la politique, je m'y suis mise. Nous allions à des manifestations du PCE (i) qui me semblaient fascinantes. Être à une heure déterminée à un coin de Barcelone où apparemment il n'y avait rien. À un moment quelqu'un du Parti tapait deux fois dans les mains et le lieu se remplissait de manifestants chargés de cocktails Molotov, sortis d'endroits incroyables. C'était quelque chose qui me semblait presque magique. Et Pons était toujours en première ligne.

J'étais venue de Barcelone à Toulouse avec Pons dans une voiture que conduisait Salvador. Je l'avais déjà rencontré mais pour moi, il était *el medico*. À Toulouse, la réunion avait déjà commencé, ils sont rentrés, me laissant dans une pièce contiguë. Je me suis assise dans un sofa où il y avait des manteaux et des vestes. Quand j'ai poussé un manteau pour m'y mettre, un passeport tomba. C'était celui de Salvador, avec son vrai nom. Je suis restée de pierre. Je savais qui était *el medico*. Je l'ai dit à Salvador et à Ignasi. Ils n'avaient pas d'autres solutions que de m'accepter dans le groupe. C'est ainsi que je suis rentrée, à l'arraché.

« 2 mars : Barcelone, allées Fabra y Puig : attaque à main armée au Banco Hispano Americano. Durant l'attaque, les assaillants sont encerclés par la police ; lors de la fuite, ils blessent un employé et un policier et emportent un million et demi de pesetas sur les six qu'il y avait »

À 11 h 40, Ils sont trois à pénétrer dans la banque, Puig les attend dans un véhicule à l'extérieur. Laissons Sebas raconter

ce braquage qui marque un tournant pour chacun des participants.

Sebas : Nous avons reçu une info très précise, ce matin-là, il devait y avoir plusieurs payes des entreprises du coin. Évaluation, cinq à sept millions de pesetas. La préparation était classique. Surtout axée sur la sortie, avec les mêmes préparatifs si cela tournait mal. Et cette fois-là, ils nous servirent à la perfection.

Vu le manque de repérage dans le temps, nous ne savions pas s'il y avait ou non une surveillance fixe, des passages de *gris* ou autre. La Quesita y fit un tour dès l'ouverture. Elle revint avec une description d'un autre monde. « Tout est normal, pas de *gris* mais, au métro, il y a des gars bizarres, imperméables, lunettes noires et gants de cuir ». Une description sérieuse noire qui nous fit sourire. Et nous ne la prîmes pas au sérieux...

Pourtant, à notre arrivée, nous avons fait une inspection générale des environs. Rien de bizarre.

Au moment où j'ai pénétré à l'intérieur, la très grande salle était déjà vide. Les employés étaient regroupés dans les trois bureaux qui se trouvaient dans la partie droite en entrant. La salle des coffres était ouverte.

J'entendis klaxonner devant la porte. Je levai les yeux : notre voiture que nous avons laissée plus haut, était en double file devant la porte. Puig s'agitait, il semblait désigner quelque chose sur le trottoir. Les vitrines étaient fumées. Il ne fut pas sûr que nous l'avions effectivement vu. Il reklaxonna, puis sortit son arme et tira une première fois dans la direction indiquée.

Un autre coup de feu. Et la voiture démarra en trombe.

Tout s'accéléra. Je resautai le comptoir pour courir à la porte. À ce moment-là, j'entrevis un employé qui essayait d'enfermer le camarade dans la salle des coffres, en repoussant sur lui l'énorme porte. Immédiatement, je le pris sous le feu de mon 38. Il ne fonctionna pas. Je retentai. Nothing, nada, niente... ! De rage, je le balançai dans un coin de la pièce. Je me mis à pousser la porte dans l'autre sens. Le camarade passa sa main armée au-dessus de mon visage. Visa et tira au jugé. La balle blessa la tête du pauvre type affolé. Je me dirigeai à grandes enjambées vers l'entrée. Un flic arme à la main avançait précautionneusement le long de la vitrine. Il la

pensait opaque ? Queso l'avait au bout de son canon, à moins d'un mètre. Il visa, tira un premier coup et il le loupa. Un second coup trop vite, l'arme s'enraya. J'avais la Sten entre les mains maintenant, le flic essayait de se dissimuler en courant vers les voitures. Je le suivis d'une longue rafale. Il fit un bond et s'écroula. Je le crus éliminé.

Queso m'en désigna du doigt un second. Nouvelle rafale à travers la vitrine. Je passai dans les bureaux pour m'en approcher davantage. Là, l'hystérie panique des employés m'en empêcha. Ils hurlaient, l'un d'entre eux essayait d'entrer dans un placard métallique. Les autres droppaient à quatre pattes. Ils partaient vers la salle. Face au Queso, ils faisaient demi-tour en piaillant, ils partaient dans l'autre sens, ils tombaient sur le caissier baignant dans son sang, littéralement couvert de billets, ils hurlaient de plus belle. Une partie de la salle était jonchée de liasses.

Quelque temps auparavant, il y avait eu une prise d'otages en Allemagne, nous l'avions suivie à la télé. Nous avons vu comment le mec s'était fait descendre en sortant avec un otage. Comme après les films d'art et d'essai, nous avons eu un débat entre nous. Si un truc comme ça nous arrivait, pas question de rester. Pas question d'otage. À un moment donné, pourtant, nous avons attrapé le directeur pour le faire passer devant dans le sas, il a refusé en se laissant tomber à terre et en gueulant « prenez un employé, prenez un employé ». Il est clair qu'il ne voulait pas rentrer dans ce putain de sas, vingt-deux impacts de bastos ont été relevés dans la porte. Quelqu'un cria : « On sort ! On sort !... ». Je tombai mon parka, pour détacher entièrement la Sten et être plus à l'aise. J'engageai un chargeur neuf. « Combien et où sont-ils ? » Queso répondit avec un geste d'incertitude. Et je m'engageai dans le sas.

L'intérieur de la banque était relativement sombre, alors que l'extérieur était baigné d'un soleil d'hiver éclatant. *Sol y sombra* (ombre et lumière)... Il semblait n'y avoir plus aucun bruit. Que le bruit de vitres cassées sous nos pas dans le sas détruit par la fusillade.

Je m'avançai à peine sur le trottoir avec mon pull rouge. Je laissai juste le passage pour que les deux autres puissent couler le long de la vitrine, sur la droite. Et je me mis à arroser à courtes rafales.

Quand j'ai démarré à mon tour, j'ai entendu les coups de feu qui claquaient toujours. Et là, je n'étais plus le chasseur mais directement le gibier. Le parcours jusqu'à la première à droite me sembla très long. J'eus le temps de voir mes deux complices virer à droite. Queso, un costume noir. L'autre, un grand sac de toile de jute claire sur le dos. Oui à la Rapetout ! J'ai eu le temps de constater qu'une rame de métro venait de décharger son flot. Il régnait une confusion indescriptible sur les marches entre ceux qui redescendaient et ceux qui montaient... Il y eut un agent de la circulation qui déboucha devant moi. Lorsqu'il me vit fonçant directement sur lui, il fit un grand bond et fila ventre à terre dans une cage d'escalier. J'eus le temps d'entendre les sirènes de plusieurs 091 (véhicules de police) qui montaient l'avenue. Un ou deux coups de feu claquèrent encore. Et j'atteignis le coin de la rue. Un virage en pente déclinante. Je le pris en trombe. À une cinquantaine de mètres, la voiture au milieu de la rue étroite. Les quatre portières grandes ouvertes. Vide. Puig remontait la rue en courant, la Sten à la main.

Les sirènes se rapprochaient. Nous nous sommes engouffrés dans la voiture. Ambiance un peu panique malgré tout. Démarrage. J'étais assis devant, Queso me donna son arme enrayée. Au moment même où je me retournai pour la prendre, je vis passer un 091 en haut de la rue. Pour son P38, il s'agissait simplement d'une mauvaise éjection, la douille maintenait la culasse ouverte. Un simple geste calme lui aurait permis de la remettre en fonction. Tout le monde criait un peu mais ça allait mieux que l'on pouvait le croire. L'ultime point noir à négocier fut la route de Horta qu'il nous fallait traverser de part en part. Et ce n'était pas simple vu son trafic habituel. Puig y arriva à fond la caisse. C'était un excellent chauffeur. En deux coups de volant et le klaxon bloqué, nous enfilâmes de l'autre côté une petite route tranquille qui longeait la montagne, à mi-versant

Nous arrivâmes au lieu prévu pour l'échange de caisse. Un petit recoin sur la gauche. L'entrée d'un jardin ou d'un cimetière. Queso et l'autre prirent la voiture de Puig. Et nous continuâmes, décidés à éloigner au maximum la voiture utilisée du lieu de la fusillade. La sortie nous fit passer par la rue où débouchait l'escalier donnant sur notre appart. J'avais rangé les affaires et les armes longues

dans le grand sac de jute. Et je suis descendu à pied. Je suis arrivé à l'appart sans encombre.

Tout se bousculait. J'avais encore les cris et les détonations dans les oreilles. Je pouais encore la poudre malgré la douche.

Habituellement, nous étions assez chiches question démonstration. Mais lorsque Puig est remonté, nous nous sommes tombés dans les bras en silence. Puis nous avons branché la radio.

En fait, nous étions heureux de nous en être sortis à si bon compte et je crois qu'il y avait aussi un peu de fierté d'avoir passé ce cap. Surtout que, rapidement, la radio annonça la fusillade entre une bande de pistoleros internationaux et une unité de la BIC (Brigade d'investigación criminal). Pour un début, ce n'était pas si mal.

La consigne fut la même pour nous tous. Passer une semaine enfermés sans bouger, sauf pour assurer les rendez-vous de sécurité.

Huit jours après la fusillade, effectivement, nous nous sommes rencontrés pour faire un point dans l'appart de réunion, situé rue de Sicilia, juste derrière la Sagrada. Un appart loué par Gafas. Cette fin d'après-midi, nous étions assez nombreux, sept, huit, peut-être plus. Nous fîmes un topo sur toutes les news qui remontaient par la bande. Puis une évaluation sommaire de la situation et des projets en cours. Il fut décidé que tout le groupe directement impliqué et les plus proches devaient se retirer à Toulouse pour un mois ou deux.

Queso : Le hold-up de la banque Fabra i Puig signifie que l'on ne fait pas marche arrière, mais il ne marque pas un changement d'orientation, la seule chose, c'est qu'on a cessé de se voir pour des raisons de sécurité. □ *El MIL : una historia politica.*

Sebas : Par rapport à la version de *La Torna*, Puig a utilisé deux fois son 7,65. Premier coup, direction des flics alors qu'il est encore devant la banque. Deuxième coup, alors qu'il reprend le volant pour démarrer, il explosa l'autoradio de notre propre voiture ! Puig a été condamné à mort et exécuté pour cette opération également. Je comprends que la Carlota puisse écrire : « Il n'a pas tiré et pourtant il l'ont assassiné ». Mais bon, aujourd'hui je peux raconter sans problème. Et puis l'autoradio a vraiment morflé tout de même !

Sancho : Jusqu'à la fusillade de mars 1973, tout le monde était sympa mais après, tout le monde savait qui il était et que si quel-

qu'un y allait, il pouvait « tomber » (être arrêté). Mais tout le monde pensait que ce serait l'autre, jamais soi. Après l'attaque, les relations ont été coupées.

Avant la fusillade, on rigolait mais après personne ne rigolait. Surtout en Espagne, où les flics avaient nos photos et on savait qu'on les avait derrière. On voulait continuer. Si tu veux attaquer une banque tout seul, tu ne le fais pas, mais à trois ou quatre...

On ne pouvait pas faire des hold-up tous les quinze jours, il faut les préparer. Et en plus, il y avait la trouille et on disait qu'il fallait faire un minimum de hold-up ; pour dire la trouille qu'on avait, moi le premier, Sebas aussi. Quand il n'y avait pas de hold-up, on repartait en France, on passait une semaine ou deux et on remontait.

Le 22 février a lieu le procès au Palais de justice de Toulouse, pour le matériel découvert à la ferme de Bessières et dans l'appartement rue Raymond-IV. Seuls comparaissent Oriol (détenu à la prison de Saint-Michel) et Cricri. Sebas et Puig, inculpés, ne sont pas présents, ils sont occupés à Barcelone à la préparation de l'expropriation du Banco Hispano-Americano.

Le 8 mars, Oriol est condamné à un an de prison ferme, Cricri, six mois avec sursis pour recel d'objets volés. Sebas et Puig, par défaut, respectivement à un an ferme et à six mois fermes.

Aurore : Je suis allée au procès d'Oriol en mars 1973, on ne me connaissait pas à Toulouse. J'ai connu Oriol en juin.

El Petit : Lors d'un jugement d'Oriol à Toulouse, personne ne pouvait s'y rendre et Pardiñas avisa son amie (Aurore). Je me déplaçai personnellement, cassant mes consignes d'isolement, parce que je pensais qu'elle ne pourrait pas s'occuper de tout, toute seule. Je l'ai connue dans les locaux des tribunaux quand elle venait de parler avec l'avocat et ce dernier lui dit qu'Oriol avait décidé de ne pas se défendre.

Il n'y a pas qu'en France que la police et la justice s'activent. Depuis plusieurs mois la police barcelonaise a identifié Sancho comme le loueur de véhicules ayant servi à l'attaque de diverses

banques en Catalogne. Le 11 mars 1973, elle envoie un rapport détaillé de ses investigations au juge d'instruction Rodriguez Ferrero du tribunal de la ville Seo de Urgel (Catalogne espagnole) qui instruit sur l'expropriation du 15 septembre 1972 à la Caja de Ahorros de Bellver de Cerdanya. Le rapport est consultable en annexe.

Le 25 avril, l'Espagne, par l'intermédiaire de son ambassade à Paris, demande à l'État français d'extrader Jorge Solé Sugranyes (Sancho) qu'elle pense détenu en France. Sancho fait l'objet depuis le 12 mars 1973 d'une ordonnance d'incarcération pour vol qualifié délivré par le juge d'instruction Rodriguez Ferrero. Dans une lettre datée du 27 juin, le ministère français des Affaires étrangères fait savoir à l'ambassade d'Espagne que Jorge Solé Sugranyes fait également l'objet d'un mandat d'arrêt décerné par M. Couronne, juge d'instruction à Toulouse pour « abus de confiance » et qu'il « a été infructueusement recherché ».

Le ministère précise :

« Une confusion paraît s'être produite avec la personne de son frère, Solé Sugranyes Oriol, né le 4 janvier 1948 à Barcelone, qui purge effectivement à la maison d'arrêt de Toulouse une peine d'un an d'emprisonnement. Le ministère serait reconnaissant à l'ambassade de bien vouloir en informer les autorités espagnoles et les prier de faire connaître si, dans ces conditions, elles renoncent à leur demande d'extradition. Le ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'ambassade d'Espagne, les assurances de sa haute considération. »

Sancho : Malgré le fait que je n'ai jamais été légalisé en France, je n'ai été condamné que bien plus tard pour diverses voitures louées que je n'avais jamais rendues.

Sebas : Pour Sancho, je n'ai jamais entendu ni participé à une conversation évoquant une éventuelle poursuite judiciaire ou la demande d'extradition de l'un ou de l'autre d'entre nous. Je ne sais rien précisément de nos inculpations lors de cette période. Nous nous en préoccupions que très très peu. De mon côté, il avait été dit que j'étais sous le coup d'une condamnation par contumace en Espagne, vingt-cinq ans ou un truc comme ça, pour passage illégal

de frontière en arme. Question recherche en France, j'étais aussi sous le coup d'un mandat d'arrêt pour « insoumission en temps de paix », ayant refusé de rejoindre mon affectation militaire. Jugé et condamné en 1977 par le TPFA de Bordeaux... Et par la suite exempté... Et, bien sûr, dès septembre 1972, pour l'histoire de la ferme et de Raymond-IV.

Par rapport aux locations des voitures, nous avons arrêté d'en louer par Sancho. Non pour un problème judiciaire, mais nous avons pensé que les flics français signalaient les voitures que nous *empruntions* et cela pouvait constituer un risque, même si nous changions les plaques.

À Barcelone, au début, nous volions régulièrement des Seat 600. Les pots de yaourt ! Montes avait récupéré les papiers de sa tante ou un truc comme ça et nous montions des doublettes. Nous préférons utiliser des Seat 124 plus petites et plus maniables.

Nous avons loué également des voitures sous des faux noms à Barcelone. Au moins deux Simca 1100 dont je me souviens. Une directement à l'aéroport, c'était Queso qui s'en était chargé.

Sancho a loué énormément de voitures. Plusieurs fois, il est allé louer chez Spanghero. Il l'appelait son *ami le loueur* sans savoir que Spanghero était un personnage connu ici après sa carrière sportive. Un jour, nous étions au cinéma Saint-Agne, Sancho avait fumé un pétard et aux actualités, il a vu arriver sur l'écran *l'ami loueur* habillé en gentleman avec un melon. Il a failli s'étouffer.

Un jour, Puig est allé louer chez lui. Mais ça ne marcha pas. Spanghero le coinça par surprise. Du coup, Puig dut lui expliquer qu'il était un militant antifranquiste. Et finalement, Spanghero le laissa filer avant que les flics ne débarquent. Il n'était pas rosse comme mec.

À partir du mois de mars jusqu'à l'été, le MIL/GAC va rédiger, traduire ou éditer quelques documents : « Entre Mayo 37 et l'agitation armée », « La agitación armada : Barcelona bajo el terrorismo », « Chronología : anexo el texte de « la banda Sten », chronologie sur l'activité du MIL/GAC de juillet 1972 à mars 1973, « Apunte de discusión », le n° 1 de CIA, *Les armes du guérillero urbain* où est dressée une liste des armes des « combattants ibé-

riques », avec le mode d'emploi, elle va de la mitraillette au couteau en passant par les explosifs et le cocktail Molotov et *La violencia revolucionaria* (La violence révolutionnaire) d'Émile Marensin. Ce dernier texte est la préface du livre *La bande à Baader*, publié aux éditions Champs Libres. La plupart des textes sont signés par deux tampons, Grupos Autónomos de Combate/MIL et GAC – Insurrección libertaria.

« Sobre l'agitación armada » d'octobre 1972, comme « Multiplicación de los grupos de combate » de décembre 1972 et « Apunte de discusión » d'avril 1973, rédigés par le Metge, sont importants dans la mesure où ils traduisent une réflexion menée au sein du MIL/GAC. À l'origine, le second et le troisième sont à usage interne. Le second n'a pas de titre. Pour le titrer, nous avons extrait du texte des mots qui donnent un sens au contenu. Certains le nomment « La actual coyuntura », qui sont les premiers mots du texte.

Dans « Apunte... », le Metge dresse un bilan sur les relations au sein du MIL, sur l'activité du groupe depuis sa création en 1972 et sur les orientations de la lutte armée qui ne doit pas être séparée d'autres combats :

« La condition la plus importante est le lien d'union (relation directe) entre la guérilla et les luttes économiques et politiques de masse. La guérilla, en tant que telle, n'a aucune possibilité de se développer si cette relation ne devient pas le nœud essentiel de la pratique guerillera. »

Nous reproduisons le contenu des deux derniers textes en annexe.

Sebas : Je ne me souvenais pas de ce texte en particulier, mais il correspond aux débats qui ont suivi la sortie de *CIA* n° 1. Très certainement, il a été écrit rue Lancefoc. Seul lieu où l'on pouvait trouver simultanément une IBM et le tampon GAC-MIL. Pour l'auteur, il est certain qu'il s'agit de Puig. C'est le moment où il reprend à son compte les orientations prises à Toulouse suite à la fusillade de via Fabra y Puig. À Toulouse, où est resté le Petit (période du texte sur la FAI que nous lui avons commandé), nous avons opté pour la bibliothèque Mayo 37. Donc il ne pouvait que soutenir nos orientations. Nous, c'est essentiellement Cricri, Sancho et moi... Montes

a été expulsé. Il n'avait alors qu'un rôle d'infrastructure bien qu'il gardait une autorité sur le réseau initial (par exemple, le poète). Puig, Queso et Quesita montent. Ils prennent connaissance des discussions à Toulouse. Je crois que ce texte prend la mesure de ces discussions et reconnaît nos objectifs immédiats : nouvelles campagnes d'expos, l'infrastructure, surtout construire des bases durables à l'intérieur mais aussi à l'extérieur... mais surtout, préparation d'une campagne d'attentats à la bombe.

LA VIE QUOTIDIENNE...

... à Toulouse

Sebas : Il convient de souligner le fort décalage entre les deux formes de vie quotidienne et de lutte à Barcelona et à Toulouse. Notre activité était armée dans les deux cas. Mais, disons qu'à Toulouse, le fonctionnement était beaucoup plus cool et ouvert. Depuis 1972, nous évitions de frapper en France sauf pour des trucs de logistique primaire.

Un repli et simultanément une opportunité de réaliser des tâches dans une autre dynamique, réellement différente de celle imprimée à Barcelone, plus collective, plus informelle, avec des discussions quotidiennes... Des choses que nous ne pouvions absolument pas faire à Barcelone pour des raisons de sécurité évidentes.

Plus de collectivité. Plus de débats. Plus de vie politique de type classique... Plus de fêtes aussi, bien évidemment.

À cette époque, nous vivions principalement rue Lancefoc. C'était notre base collective. Ensuite, chacun avait son fonctionnement et ses contacts.

Sancho s'occupait principalement de la mise en place de l'imprimerie chez le vieux socialo.

Nous mettons à profit ce temps de repos pour mettre sur pied la brochure *CIA* n° 1. Durant cette période, entre mars et mai, les tampons (MIL/GAC...) sont faits dans un petit magasin dont l'artisan était connu de Cricri et d'I 34. Nous avons fait imprimer les fameux tracts MIL. D'un côté, un petit texte politique d'une vingtaine de lignes sur la nécessité de lutter. Et de l'autre, les divers slogans. Au premier degré, ces *mots d'ordre* paraissent chaotiques.

Mais ils s'inscrivent vraiment dans une ligne d'auto-organisation. Nous utiliserons les tracts dans la nouvelle série d'actions dès le 6 juin à Sarriá .

Toulouse, une base de repli et de dépli.

Aurore : Toulouse était une base arrière, de repos (dans la lignée de Sabaté). On circulait d'un appartement à l'autre. Cela avait un côté vacances, ciné, restau, mais aussi pour faire des contacts et pour l'impression. Toute l'écriture venait de Toulouse et était tapée ici. On n'a jamais diffusé sur la France, cela ne nous est jamais venu à l'esprit. On tirait ici mais tout était pour l'Espagne.

J'ai rencontré le Petit pour la première fois à l'occasion de la confection du n° 1 de *CIA* dans l'appartement rue Lancefoc à Toulouse. Il a séjourné dans l'appart. *CIA* conçu avec des articles tirés de diverses revues françaises (BD), italiennes ou belges... plus des articles originaux.

En plaisantant, Jean-Marc plantait le Petit devant la machine à écrire IBM à boule (le summum à l'époque) : pas de ciné si pas d'article, écris ça et ça... Jean-Marc n'écrivait pas un mot mais déléguait cette tâche aux autres, quitte à leur indiquer ce qu'il voulait voir rédigé.

Santi était évidemment quelqu'un de plus posé que la majorité d'entre nous. Il nous regardait un peu agir et s'agiter avec nos petites histoires quotidiennes, comme l'entomologiste regarde les insectes. Moi, ne parlant pas espagnol ni catalan, parachutée là, et les mecs me tournant autour..., mais aussi les relations entre individus et puis entre groupes, tendances différentes, les difficiles ententes comme avec Montes et Beth *vidés* par exemple. Il nous regardait du haut de son âge comme avec un côté bien puéril.

Il était là, rue Lancefoc, quand il y a eu une bataille homérique à l'œuf frais de l'appart jusque dans la rue. J'avais dû acheter deux douzaines d'œufs. Nous étions souvent nombreux, on ne faisait qu'un seul repas vers 15 heures. Parfois, on allait au bar le *Sans Pareil* à l'angle d'Honoré Serres (près de cet appart), au *Saint-Sernin*, place Saint-Sernin, ou à la *Chunga*, route de Narbonne. À l'époque, il n'y avait que dans ces deux bars où l'on trouvait des jeux électroniques style tennis, et dans ces deux bars les croque-monsieurs valaient la peine. On allait au cinéma *Saint-Agne* (salle fermée à la fin des années 1980), car il y avait deux films par semaine.

Bref, dans cette bataille où il y avait Sancho, Txus, Sebas et autres, je ne sais pas comment elle a commencé, mais tous les œufs y sont passés. Je crois que personne n'a été atteint. Certains sont passés ou par une porte (il y en avait deux sur deux rues car l'appart était dans un angle de rue) ou par une fenêtre dans la rue. Discrets, on était. On tenait trois mois dans un appart à cause du bruit que l'on faisait. Mais on était en France et on ne faisait *rien* en France. C'était l'arrière, c'était le repos.

Le Petit était un peu radin. On est ainsi allés en groupe au cinéma *Saint-Agne* (car censure sur beaucoup de films en Espagne), la tête du bonhomme *miro* (myope), qui déchirait les tickets, quand, royalement, le Petit lui a donné dix centimes de pourboire pour peut-être cinq ou six que nous étions... Il ne réalisait pas la valeur des francs. Il était aussi distrait. À Paris, dans le métro, dans un couloir, il est entré en collision avec des gens et dans la rue avec un réverbère en nous parlant, et oubliant le contexte. Je pense qu'il est allé avec Sebas rencontrer Barrot dans la banlieue où celui-ci habitait. Ils ont aussi rencontré d'autres gens de la Vieille Taupe.

Je ne sais pas si Sancho a toujours aussi peur du dentiste. Rue Lancefoc, nous avions la fenêtre donnant sur la plaque d'un dentiste de l'autre côté de la rue. Il s'est offert une affreuse crise de dents et a préféré souffrir, pouvant à peine tenir debout, plutôt que d'aller chez le dentiste. On a dû lui mettre des clous de girofle sur sa dent, plus de l'aspirine...

Sancho : En France, on faisait ce qu'on voulait, en Espagne, ce n'était pas un jeu, on vivait dans un appartement et on sortait en costard. Maintenant, à Toulouse, quand je rentre au *Florida*, place du Capitole ou aux *Américains* près de la place Wilson ça représente des souvenirs nostalgiques, de luttes, de gaieté, de jeunesse et de vie.

... Et à Barcelone

Sebas : À cette époque, Sancho, Queso et Quesita vivent ensemble dans un appart au premier étage d'un immeuble neuf au-dessus de la place Lesseps, oui, toujours et encore le même quartier. Avec Puig, nous vivons tous les deux dans un grand appartement, dans le quartier au-dessus de l'Hospital San Pablo et de la Traversera,

rue Sales y Ferrer. Une rue qui se termine en face par un long escalier, à droite elle bifurque devant l'entrée du Manicomio (hôpital psychiatrique)).

Au troisième et dernier étage, notre grande terrasse domine la rue et le quartier. Nous pouvons même apercevoir dans le lointain la mer, le port et la statue de Colomb.

Trois chambres, une pour chacun et une pour le matos. Et les sacs de monnaie ! Nous avons pris la mauvaise habitude de nous charger des sacs de pièces de monnaie lors des braquages. Du coup, nous en avons des tonnes. J'achète même des grandes chaussettes de montagne pour les stocker (!), que j'aligne le long des murs. Des dizaines de chaussettes...

Au centre de la pièce sans meuble, les sacs de matos et d'argent prêts à un *embarquement immédiat* si nécessaire.

Ma chambre est très petite avec un simple matelas par terre. Une cagette pour table de nuit, deux ou trois livres, l'un de Makhno à la couverture bleu foncé. Au mur, j'avais collé des *citations définitives* tirées de ci et de là, des bouts de chanson de Ferré. Une carte postale représentant la chaise de Van Gogh... Une photo de Steve Mac Queen dans *Get Away*, la scène finale de l'hôtel, dans l'escalier avec son pompe. Un Cetme armé à la tête du lit. La fenêtre donne sur l'angle de la rue, l'escalier et la cour du Manicomio. En rentrant, je plaçais toujours ma grenade défensive sur la *table de nuit*. J'avais dans l'idée de nettoyer cette placette au cas où.

Dans la cuisine, à l'opposé de l'appart, nous avons planté un piton dans le mur et fixé une corde d'alpinisme. Un sac avec des chargeurs et des boîtes de munitions. Toujours au cas où nous aurions alors tenté de faire une sortie par cette voie donnant sur des petits jardins très boisés et chaotiques. Dans chaque appart, nous préparions ce style de *sortie de secours*.

La chambre de Puig. Un matelas également à même le sol. Une armoire en plastique avec fermeture éclair. Une trentaine de livres, surtout Freud, Jung, Reich, Marx. Au mur, un poster de Catherine Deneuve dans *Belle de jour* de Bunuel.

La salle à manger, une table ronde en bois blanc avec quatre chaises et un meuble bas de même style. Nous achetions en quantité ces meubles peu chers dans une boutique de *quinquis* proche de l'Iglesia del Pi.

Une télé et une chaîne stéréo. Puig écoute Beetowen et Pink Floyd (sempiternellement la même face du disque aux vaches), j'ai deux ou trois Ferré, et des blues anglais, comme Rory Gallagher, bien sûr !

Nous mangions pratiquement toujours la même chose. Puig mettait son tablier (!) et il passait deux ou trois morceaux de poulet à la poêle. Asperges en entrée. Pour le vin, *Sangre de toros* ou du *clarete* de la Rioja. Nous faisons nos courses une fois par semaine dans le premier supermarché de Barcelone, un truc américain en pleine ville. Très cher, mais pratique pour nous et cool, ce qui est le principal.

À la fin du repas, nous faisons un point. Les rencards du lendemain ou le travail. Nous repassons en revue les discussions, les réflexions et les critiques.

Les seuls mots que j'entendis de la bouche de Puig, concernant notre avenir judiciaire, furent à l'occasion de ces moments relax. Il évoqua une condamnation à mort, ce qu'il aimerait déclamer à ce moment-là. Autrement, c'était sympa. Je le couvrais de mon silence quand il invitait l'une de ses deux petites copines, l'après-midi, et même un soir. Ce qui était tout naturellement hors des cadres de la sécu, exigés par nous-mêmes, il est vrai...

Nous fréquentions le même restau, le *Putxet*. Nous sortions très peu le soir. Une fois, nous fîmes une exception pour un film sur le paseo de Gracia, à côté du drugstore. Et d'ailleurs, cela avait failli tourner mal. Un groupe de *gris* filtrait les spectateurs à la sortie. Et juste à ce moment-là, bien sûr, Puig a eu le calibre qui lui glissa le long de la jambe à l'intérieur du pantalon. Il passa devant eux ainsi en se tenant quasiment plié en deux, jusqu'aux chiottes...

Aurore : J'ai habité dans cet appartement rue Sales y Ferrer, près de la calle del Telégrafo, dès la première fois où je suis descendue avec les autres à Barna. Appart de quatre pièces en *atico*, dernier étage avec terrasse plus cuisine, salle de bain, une pièce à vivre plus grande, une chambre pour le Metge, une pour Sebas, et une autre pour le matériel. Mais je me souviens d'un porte-manteau fixé au mur à l'entrée ou à l'entrée de la pièce principale sous lequel, par terre dans un sac de voyage, est resté quelque temps un petit stock de bâtons de plastic qui suintaient : plusieurs fois je les ai heurtés avec les pieds...

J'ai *habité* dans la chambre du Metge avant d'aller dans celle de Sebas. Appart où habitait régulièrement Sebas, mais aussi Cricri quand il était à Barna, puisqu'il *descendait* assez rarement de Toulouse. J'ai donc relativement connu le Metge mais moins bien que Sebas ou Cricri, bien sûr.

Ainsi le Metge, parmi nous et mieux que moi, faisait la cuisine en revêtant un tablier. Nous faisons en particulier des omelettes sous toutes les formes, des spaghettis. Le Metge descendait les poubelles. Un jour, il fut obligé d'écrire un mot d'excuse à ses voisins parce que le Dandy avait descendu le sac-poubelle (il y avait déjà des sacs-poubelles en Espagne à l'époque et c'était très réglementé) dans la journée. Il a remonté le sac...

Le mot d'ordre : passer inaperçu, sortir aux horaires normaux (horaires heureusement plus tardifs en Espagne). Bien sûr, pas de concierge à ce petit immeuble, n'oublions pas que tous les concierges étaient des indics, et encore plus les *serenos* (veilleurs de nuit circulant dans les rues).

Dès cette époque, dans la cohabitation, il y avait un poste de télé (petit, de couleur rouge) et Sebas savait toutes les publicités par cœur.

On avait toujours à l'esprit de pouvoir sortir rapidement d'un appart. On en a eu un au troisième sous-sol, il était très humide mais il y avait une cour et on avait mis une chaise pour pouvoir sauter dans la rue.

Santi : Je vivais en solitaire dans mon studio. Ils me téléphonaient pour me dire qu'ils passaient prendre le café ou au milieu de l'après-midi, après la sortie du cinéma. Normalement, pas pour discuter de politique. Je ne connaissais aucune adresse ni téléphone et c'est pour ça qu'ils passaient, à titre individuel ou en petit groupe.

Sancho : S'il existe une définition claire du fonctionnement du GAC/MIL, c'est *a salto de mata* (fuir et se cacher) ou *sin pausa i con prisas* (vite et sans arrêt). Le fonctionnement variait avec les époques. Quelquefois, nous logions tous dans un seul appartement et c'est seulement vers la fin que nous avons chacun, ou deux par deux, des infrastructures séparées (logement, voiture, armes, etc.) complètement à part des uns des autres. À Barcelone, des bars comme celui de la librairie Cristal, des restaurants comme celui du

Putget ou des cafétérias, servaient de lieu pour nous rencontrer où à fêter la réussite de quelques hold-up. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Aurore : L'appart près de la Sagrada Familia servait donc aux réunions. On ne se réunissait pas les uns chez les autres pour des questions de sécurité.

Ceux qui vivaient régulièrement à Barna connaissaient, je pense, un autre appartement de copains. Montes connaissait plus des uns et des autres que tout le monde, car il en louait ou en faisait louer.

Ceux qui séjournaient à Barna ne connaissaient que l'appart du copain chez qui ils allaient dormir. Je n'ai ainsi jamais séjourné que dans les apparts du Metge.

Pour moi, le contact avec les autres c'était le Metge quand je vivais dans son appartement. Je ne savais pas où habitaient Montes et le Petit.

On avait tous des surnoms. Je ne savais pas, par exemple, le nom du Secrétaire jusqu'à ce que je le tape dans les textes après les tombées de septembre 1973, chez Marie Laffranque (l'un des comités de soutien à Toulouse).

On se donnait rendez-vous dans des bars. Comme on n'avait pas le téléphone, on appelait chez des gens ou des parents. Il m'est arrivé d'envoyer des télégrammes de Toulouse à des gens de Barcelone que je ne connaissais pas et eux faisaient le lien avec les copains.

Il y avait un problème de langue, j'avais du mal à comprendre. On baragouinait et quand ils ne voulaient pas que je comprenne, ils parlaient en catalan, en espagnol et très vite. Tous les frères Solé parlaient français (moi trois mots d'espagnol et de catalan). On finissait par parler un baragouin pas possible, avec mélange de mots des trois langues. J'ai mis des mois à savoir ce qu'était une *palanquette* en français, c'est un pied-de-biche. Bien sûr, on mêlait aussi (Jean-Marc en particulier) des mots de langue d'oc, gascon-occitan (et moi un peu d'italien). On se comprenait.

Sebas : Le sas entre chaque appart était strict. Et d'ailleurs, depuis la tombée de celui de Sales et Ferrer, la police n'avait pas spectaculairement avancé pour nous localiser. Sauf sur quelques points de vie quotidienne.

Nous n'utilisions que les surnoms et rarement les prénoms pour communiquer lors des tâches. « J'ai rendez-vous avec le Secrétaire » signifiait, de fait, il y a une réunion pour parler des textes et de Mayo 37. Je ne connaissais qu'une partie des véritables noms des camarades.

Queso : J'ai appris la véritable identité de Salvador le jour de son arrestation. Pour moi, c'était *el medico* et c'est tout et pourtant nous avons vécu une paire de mois ensemble. Après avoir été avec Jordi, j'ai changé d'appartement et je vivais avec Salvador. Nous avons passé de nombreuses heures ensemble mais cela ne veut rien dire. Je dois aussi reconnaître qu'il n'était pas un personnage qui m'impressionnait beaucoup. Il n'avait pas le charisme d'Oriol et il n'était pas le plus téméraire dans le groupe. De plus, pour connaître une personne, il est nécessaire de savoir son histoire personnelle. Il est évident que nous ne parlions pas de tout cela. Il ne m'est jamais venu à l'esprit de lui demander où il avait fait ses études ou comment il s'appelait, c'était une question purement de sécurité.

□ *Cuenta atrás.*

Les contacts hors du MIL

Sebas : En France, nous n'avions aucun véritable contact avec des forces révolutionnaires ayant fait le même choix que le nôtre. Seuls les contacts avec les vieux se sont poursuivis pendant toute l'histoire MIL. Sans compter les contacts de l'ET avec la Vieille Taupe ou Lotta continua. Nous ne nous sommes *préoccupés* des autres qu'à partir de 1973, les premiers contacts à Paris sont pris par Aurore, avec l'ORA et avec des libertaires parisiens... Ils nous ont ouvert progressivement divers collectifs.

Cricri avait toujours des potes de l'université.

Puig, lui, avait quelques amis à Toulouse dont une copine dans le quartier Arnaud-Bernard. Là, il organisait des réunions avec des réfugiés politiques, je me souviens en particulier de trois *gallegos* (originaires de Galice) réfugiés du FRAP. Mais nous maintenions ensemble certains contacts communs, avec des jeunes libertaires toulousains. Nous voyions la bande d'Empalot, Mumu and Co, une dizaine de jeunes anciens du lycée Berthelot (?) et quelques copains de la cité dont Michel, surnommé « Ratapiñada » (la chauve-souris), Pierre « Tonton », le « Tos », un camarade ariégeois qui participera

aux campagnes GARI... Lorsque nous remontions à Toulouse, gentiment, ils nous organisaient une fête, pétards à foison et thé *empoisonné*.

Nous voyions aussi Mario qui sortait de cette bande mais qui avait une autonomie particulière. Il avait ainsi gardé des contacts avec certains anciens du GAL-Vive la Commune, surtout les jeunes de la deuxième génération comme lui. Il connaissait et fonctionnait avec d'autres groupes dans d'autres villes dont le Pays basque. Cathy, Michel, Tonton, Mumu, c'est la filière Mario. Mario était à Vive la Commune et il allait au lycée Empalot avec eux, ils formaient un groupe périphérique. Ils venaient à la maison et nous allions les voir au café *Le liberté*, sur l'avenue Saint-Michel, qui était leur pied-à-terre.

De mon côté, j'avais aussi monté un petit groupe d'appui avec des vieux potes du lycée. Dandy est sorti de ce groupe. Il y avait aussi un camarade qui travaillait dans une boîte près des Arènes, c'est lui qui nous parla du Légionnaire. L'un d'entre eux était tourneur et avait du matos à la maison, il faisait des réparations quand nous avions un problème avec les armes ou autres... Mais ni Dandy, ni le Légionnaire, ni Maria n'ont été mêlés à des activités effectives du MIL avant 1973. J'allais voir aussi les vieux, et principalement le Zapatero. Nous avons de bons rapports avec les gens du Petit barbu (I 34).

Ainsi se met progressivement en place ce qui deviendra plus tard le GARI sur Toulouse et sa région. Et plus loin encore. Bien sûr, nous avons de nombreux contacts individuels avec tel ou tel groupe gauchiste ibérique ou français, mais sans vraiment d'importance tactique.

Après les arrestations en Catalogne de septembre 1973, Mumu (Muriel), Michel, Tonton, Mario participent aux actions de solidarité et à l'activité des GARI, pour laquelle les trois derniers seront incarcérés en 1974, tout comme des membres d'I 34 le seront en 1974 et en 1976.

Sancho : J'ai rencontré I 34 parce qu'on cherchait une imprimerie pour tirer *CIA* n° 1 et comme on habitait dans la même rue, j'y suis

allé voir. Mais je ne connaissais rien des activités de cette imprimerie, je suis entré comme client. Après les arrestations, ils nous ont fait des affiches et nous avons commencé à parler.

Sebas : Nous les Toulousains, nous connaissions bien la structure I 34. Depuis quand ? Sans doute depuis le comité chômeur ou la rue Merly ? Du fait de se connaître, au fait de passer à bosser ensemble, a été une démarche de notre part. Nous sommes allés à la boutique, un aprem, Cricri, Sancho et moi. *CIA 1* a été éditée dans ce lieu. Comme la brochure *Intervención* en janvier 1974 (?), signée GAC. Brochure qui n'est pas répertoriée dans les diverses listes publiées. Je crois que, dans un atelier, à la disposition des associations, séparé du commerce principal du Petit barbu, ils ont tiré le Berneri et Balazs⁽⁵¹⁾. J'ai tiré personnellement et seul dans cette même arrière-boutique *Allons-nous vers un nouveau 29* ?

Aurore : A Toulouse, on avait des contacts avec le Zapatero et les vieux Espagnols et Jean-Marc avec ses copains de fac, ou plutôt autour de la fac. On en avait dans les usines avec l'EO mais le MIL était un groupuscule. Parmi nous, peu avaient travaillé, les contacts étaient donc réduits. J'entends Jean-Marc dire de l'EO : notre ouvrier.

À Toulouse, on était allés voir la CNT après les arrestations de septembre 1973 et c'est vrai qu'ils nous ont reçus comme dans un tribunal. La CNT française ou espagnole se démarquait en disant que le MIL, ce n'était pas des libertaires. Le Secrétaire, Montes, le Petit avaient d'autres contacts.

Sebas : Lors du meeting du 19 juillet 1973 (date anniversaire du début de l'insurrection, le 19 juillet 1936, en Espagne) à la Halle aux Grains (palais des sports), il y avait de grandes tables de propagande. Des camarades avaient amené des *CIA* n° 1 et des cahiers de Mayo 37. Quand les cadres CNT et les petits bureaucrates s'en sont aperçus, ils ont demandé qu'ils soient retirés. Ils avaient été mis par terre en bout de table. Je me souviens que, du coup, le Zapatero avait pris plusieurs brochures et qu'il s'était mis à les distribuer à tous les camarades qu'il connaissait : *son del interior* (ils sont de l'intérieur), ce qui donnait plus de valeur encore !

51 – D'après Sancho, ces deux brochures ont été imprimées sur les machines expropriées et installées à Arnaud-Bernard.

Aurore : On est allés vendre le n° 1, le distribuer à une fête de la CNT. Il tranchait et les gens hésitaient à le prendre d'autant que ce n'était pas une publication de la CNT.

Sebas : Nous rencontrions régulièrement des cadres de la CNT, mais il s'agissait de contacts informels comme avec le Zapatero. Lui-même nous a présenté d'illustres *compañeros* comme Mateus ou le général des milices d'Aragon, sur la route de Grenade. Mario m'avait amené chez Federica Montseny⁽⁵²⁾ où j'avais parlé avec son compagnon Esgleas qui lui aussi avait été ministre de l'Intérieur de la Generalitat en mai 1937.

Pour ma part, je me souviens de deux tentatives de réunions formelles. La première avec El Mancho (membre de la FIJL/Primerio de Mayo), rue Merly, printemps-été 1973. C'était avec Oriol, mais la réunion ne donna rien de neuf. Après, le Zapatero m'a dit que El Mancho n'avait pas confiance en Oriol et c'est cela qui aurait fait capoter un début de rapprochement. Seconde réunion, après les arrestations, avec le secrétariat, place Belfort, à la demande de Maria et par l'intermédiaire de Federica. Cela a été le fiasco.

La tentative de rapprochement avec certains groupes anarco-sindicalistes avait été initiée dans le but de construction du front extérieur à Paris, à Toulouse donc, mais aussi à Barcelone où Puig avait ou devait rencontrer un groupe de l'université dont nous avons eu plusieurs textes internes par le groupe de Felip ou par Montes.

Oriol a donc participé à ces efforts, comme il était présent à la fête du 19 juillet au Palais des Sports.

Nous avons sûrement commis de nombreuses erreurs dans ces tentatives de rapprochement, mais nous étions très inexpérimentés dans le domaine de politique ouverte. Nous voulions regrouper les jeunes. Mais, tactiquement, nous aurions dû neutraliser l'animosité et la crainte des vieux, et ça, nous n'avons pas su le faire.

Il est clair que malgré le pacifisme et la bureaucratie qui dominaient ce mouvement anarco-sindicaliste, même du temps du fascisme donc, il demeurait une force potentielle non négligeable que

52 – MONTSENY Federica (1905-1994), militante anarchiste, « dirigeante » de la CNT-AIT, ministre de la Santé sous la République espagnole pendant la « guerre civile ». Réfugiée à Toulouse.

nous aurions dû essayer d'orienter d'une manière différente. *Orienter*, je ne pense pas que ce langage soit trop léniniste pour ce contact car la FAI de la belle époque l'utilisait également, non ? Mais ce fut un peu gâché...

Dans un entretien avec Sergi Rosés, Sancho parle d'erreur, sur le plan théorique, de se présenter aux cercles anarchistes comme anarchistes alors qu'ils ne le sont pas, et de leur relater des activités (hold-up...) dont certaines ne leur avaient pas été attribuées jusque-là.

Zapatero : Un jour, ils m'ont dit qu'ils voulaient que je les mette en rapport avec le Comité national de la CNT. Ils voulaient être reconnus par le mouvement libertaire en général, parce que la presse espagnole les présentait comme des *atracadores* et des droits communs. Ils ont été les voir. Ils sont revenus me voir *en pleurant*, parce qu'on les avait traités de terroristes, de criminels, d'*atracadores* et mis dehors.

Blanca : Ils sont allés rue Belfort au Comité national, au moment de leur brochure qui, socialement, n'était pas intéressante. Se présenter comme révolutionnaires avec cette brochure était une idiotie. Ils ont eu un rejet, mais les autres auraient pu discuter.

Zapatero : Ils se sont présentés tels qu'ils étaient. Le Comité avait suffisamment l'intelligence et la militance pour dire : « Les enfants, ne faites pas comme ça les choses ». Parce qu'au Comité comme à Frente libertario (scission en 1969 de la CNT), certains avaient mené, quand ils étaient jeunes, des actions identiques. Mais il y avait des accords à la CNT pour ne pas qu'il y ait d'activités violentes en Espagne. L'organisation n'envisageait pas la clandestinité. C'était les mêmes problèmes du temps de Sabaté et Facérias. À ce moment-là, on était cinq mille à cotiser sur Toulouse, mais aux assemblées on était cent cinquante personnes. Dans l'ensemble, les gens étaient d'accord avec les actions armées faites en Espagne. Ceux qui ne l'étaient pas étaient les officiels parce qu'ils disaient que cela compromettait l'activité de la CNT. Ce n'était pas qu'ils avaient peur mais c'était continuer le train-train, la bureaucratie.

Il y a eu une deuxième rencontre mais rue Merly, à la Bourse du travail, avec la CNT marginale, celle dont j'étais, qui n'était pas d'accord avec le Comité national. À Toulouse, ceux liés avec le Comité national ont quitté la rue Merly et formé un Comité local de la CNT au 4, rue Belfort où siégeait le MLE. À cette rencontre je suis allé avec Oriol et Jean-Marc, ils voulaient montrer à l'organisation qu'ils étaient surtout des anarchistes et non des terroristes. Après avoir discuté, ils ont laissé la brochure (CIA) et leur ont dit : « Vous nous donnerez une réponse par l'intermédiaire de Negro ». Ils sont venus ensuite chez moi, ils tremblaient : « Avec moins que ça, on nous met droit en prison, c'est une provocation ». Je leur ai répondu : « Dommage que vous en soyez arrivés à ce stade car en ce moment, c'est dans un couvent que vous devriez être, laissez-nous tranquilles, vous n'arrivez pas au niveau des républicains », mais Zapata, un vieux militant qui a été en prison, venait toutes les semaines aux nouvelles car cela l'intéressait. C'était le seul et à titre personnel. Mais si ceux, à Toulouse, qui représentaient Frente libertario, n'étaient pas d'accord, ce n'était pas partout le cas puisque dans le journal avant leur arrestation, il y a eu un article qui parlait très bien d'eux, de leur activité, de leur action et de leur moralité.

Antonio Tellez : Frente libertario n'était pas un courant ou tendance, c'était le résultat de problèmes, d'anomalies de conduite : centralisme, dirigisme, etc. La décision d'éditer le journal *Frente libertario* est partie d'une réunion qui a eu lieu à Narbonne dans les deux premiers jours de mai 1970, avec l'assistance de représentants des groupes expulsés par l'Organisation (CNT de l'exil), de Bordeaux, Paris, Marseille, Lyon, Perpignan, Narbonne, Béziers et Macau (Gironde). Le n° 0, annonçant la parution régulière du journal, est sorti en juillet 1970. Le n° 1 en septembre 1970 et le n° 77, le dernier, en mars 1977. Quand les expulsés ont publié le journal comme trait d'union entre les expulsés de l'exil, l'exil et la CNT d'Espagne, il était prévu d'arrêter la publication dès lors que la CNT fonctionnerait en Espagne. Ce fut le cas en 1977.

Il n'y a pas eu de numéro spécial ni d'articles avant les arrestations. La première fois que le journal a parlé du MIL, c'est dans le n° 38 de janvier 1974, sur l'ajournement du Conseil de guerre qui avait été prévu pour le 16 décembre 1973. Dans le n° 39, il y a eu un article, avec photo en première page, sur l'infâme condamnation de Puig

Antich. Dans le n° 40, presque deux pages sur le « crime commis ». Dans le n° 41 d'avril, en première page et toute la deuxième, « L'indignation à Barcelone et dans le monde par l'assassinat ».

Sancho : À la fin des années 1960 et au tout début des années 1970 à Barcelone, il n'y a pas de groupes anarchistes ou ultra-gauches et les seuls qui s'en sentent proches, c'est nous et quelques groupes d'ouvriers comme Nuestra Clase et les GOA. Cela signifie qu'au niveau espagnol, les seuls contacts possibles sont avec les groupes armés de la gauche orthodoxe comme la OLLA, en principe le bras armé du parti catalaniste appelé PSAN-P qui, peu à peu, est séduit par des positions semblables aux nôtres. Et aussi avec un groupe d'étudiants libertaires qui veut faire le saut vers l'agitation armée.

Vu son isolement et pour des motifs familiaux, le MIL agit étroitement avec la OLLA (Felip est notre cousin) pour arriver à attaquer des banques ensemble. Mais dans le fond, c'est une relation mêlée de mercantilisme car leurs postulats ne nous intéressent pas. Avec l'ETA avant 1973... Tous ces amalgames de contacts, ajoutés à ceux avec les Italiens de Lotta continua qui agissent activement avec des groupes ouvriers de Barcelone, sont, en principe, des contacts d'Oriol et deviennent peu à peu ceux de tous. Parallèlement, Jean-Marc a des contacts avec des anarchistes français (CNT française, ORA, etc.) et espagnols du Frente libertario qui nous furent bien utiles pour avoir certaines armes.

Les contacts avec la Vieille Taupe viennent de Santi Soler et d'Ignacio et ils sont déterminants pour l'histoire du MIL. En exagérant un peu, on peut dire que la VT joue le rôle de commissaire politique du MIL. Ce sont eux qui nous conseillent ou plutôt impulsent l'autodissolution si on voulait continuer à travailler avec eux.

Aurore : Dans un état policier, on ne peut pas aborder les gens comme ça. La plupart du temps, ce sont des copains de classe, de la famille, des cousins.

Sancho : Salvador était le seul à avoir conservé des contacts avec la famille et les amis à Barcelone. La clandestinité est une spirale dans laquelle tu restes seul. À l'intérieur d'un espace d'œuf, nous restions très isolés. De plus, à part Salvador, nous ne voulions rien savoir. Nous étions seuls et c'était comme si nous étions au-dessus du bien et du mal. □ *Cuenta atrás.*

Sur l'exclusion de Montes

Courant mars et début avril, une partie du MIL/GAC rompt ses relations avec Montes et sa compagne Beth. Ce n'est pas un désaccord d'ordre politique mais parce que le personnage a, entre autres, un comportement douteux vis-à-vis de l'argent. Montes ne s'éloigne pas trop du groupe. À Barcelone, il conserve des contacts avec Puig et le groupe de Felip. Il est présent avant et lors des arrestations de septembre 1973 et au sein du comité de solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL.

Sancho : Montes revenait chaque fois qu'Oriol était arrêté : « Vous connaissez personne, moi j'ai des contacts ». Je ne sais pas comment on a pu le supporter. On a appris peu à peu que Montes utilisait l'argent pour lui. Comme il avait des contacts avec les catalanistes, il leur vendait du matériel d'imprimerie. On le passait à travers la frontière et lui le vendait.

Aurore : Il a su claquer allègrement l'argent confié, avec Beth, dans une tournée européenne vers février-mars 1973, en passant par la Suisse, la Belgique (et sans doute la Hollande). Ils revinrent sans le matériel (ou peut-être une bricole). C'est à leur retour qu'ils furent expulsés du MIL. Beth n'a pas été vraiment expulsée du MIL (autant que je m'en souviens). Elle pleurait aux termes de la dure discussion qui eut lieu dans l'appart, rue Lancefoc. Elle a en somme suivi Montes. Il lui a été proposé de rester, mais elle est partie avec lui. Montes était bon phraseur, certes, plus réfléchi. Je pense qu'il savait relativement évaluer les choses. Il a été mis en retrait en mars 1973. Il avait pris de l'argent pour aller acheter des armes, prendre des contacts. Il a vécu dans les hôtels, les restos. À part ça, à l'époque j'aimais bien Montes aussi.

Queso/Sancho : Montes fut exclu, non pour avoir vendu des machines volées par nous, mais parce qu'on ne supportait plus ses *magouilles*. Il faisait toujours des embrouilles et fournissait des informations inexactes, présentées en fonction d'objectifs qui, en fait, ne correspondaient pas à ce qu'il nous avait expliqué. Si on ne l'a pas expulsé avant, c'est uniquement du fait de notre propre faiblesse infra-structurelle. □ Entretien avec Sergi Rosés.

El Petit : Je crois tout sur Montes.

Sebas : Par rapport à Montes, difficile de faire comprendre quel fut son rôle et si je l'ai moi-même bien compris. À mon sens, il n'était ni de l'EE, ni l'ET, mais de tout à la fois. Un *enlace* (un lien), un contact.

Il servait souvent d'intermédiaire entre nous et de contact avec d'autres groupes barcelonais étudiants ou ouvriers. Par exemple, quand nous avons fourni une machine d'imprimerie à Bandera Roja, la livraison s'est faite sous les auspices de Montes et de son autre frère, Raimon, plus jeune, alors membre d'une autre orga gauchiste.

À partir de l'automne 1972, son rôle se réduisit considérablement. Il se trouva marginalisé de la dynamique principale du fait même qu'il ne voulait pas participer directement aux actions armées. Mais il fonctionna avec nous jusqu'au début 1973. Le trop-plein des reproches que nous lui faisons explosa suite à une connerie qu'il fit. Prétendant des contacts et achats de matos en France, il partit plus d'un mois en *vacances* aux frais de la princesse. Et revint sans rien. Du coup, *la princesse* ne fut pas contente. Il fut mis au rencard. Pas trop loin puisqu'il poursuivit sa route avec le groupe Felip, le plus proche de nous. Au début du printemps 1973, il ne participa plus à aucune des réunions de décisions.

Maintenant, je pourrais mieux comprendre sa position et voir la nécessité de personnes comme lui, d'autant plus que ce rôle en faisait la cible de toutes les structures et de tous militants. Une forme de bouc émissaire, et sa personnalité ne faisait rien pour arranger les choses.

Mais nous avons effectivement maintenu le contact avec lui en 1973, via Puig. L'appartement que nous avons occupé en septembre 1973, était une structure de Montes, louée par Beth.

Sancho : Après le hold-up de Fabra y Puig, nous avons décidé, Sebas et moi, que nous ne voulions plus rien savoir de lui, tandis que le Metge faisait le va-et-vient entre lui et nous. Nous sommes partis en France pour attendre que les indécis se décident. Au bout d'un mois, Queso et le Metge rompent avec Montes et lorsqu'ils arrivent à Toulouse, ils ont la surprise de découvrir que nous avons édité la brochure *CIA 1* au contenu nettement anarchiste.

Sebas : Le départ de Montes n'impliqua absolument pas la perte du contact avec l'OLLA. Absurde. Puig assurait le contact régulièrement. Et justement durant cette période, il cultiva ces divers contacts...

LE PRINTEMPS-ÉTÉ DU MIL/GAC

Depuis la fusillade du 2 mars, aucune expropriation n'est effectuée et l'argent commence à manquer. C'est l'une des raisons qui les décide à retourner à Barcelone et de reprendre le combat armé.

Sebas : Nous organisons un passage de frontière fin avril avec deux voitures par la ferme *Torre de Gelabert*. Il y avait là Sancho, Queso, Cricri, Aurore, Puig, le Légionnaire, Dandy et moi. Nous étions parfaitement renseignés sur le système de mise en place des contrôles de la Guardia civil dans la région. Donc, nous devions souvent faire une halte pour attendre la levée d'un contrôle. Nous en profitions pour manger ou boire un coup.

Ce jour-là, nous étions trop nombreux pour aller dans un restau. Nous avons donc prévu un repas froid. Après Ribas, nous avons enquillé dans un petit chemin de terre sur une centaine de mètres. Et nous nous sommes installés, les paniers sur les capots des voitures, serviette autour du cou pour Cricri ! Au bout d'un moment, avec Sancho, nous sommes allés pisser dans le chemin plus haut. Et nous sommes tombés nez à nez avec deux gardes civils qui descendaient vers la route, le Cetme en bandoulière.

Nous sommes revenus aux voitures sans courir en annonçant simplement leur arrivée. Ceux qui avaient fini commençaient à ranger à toute vitesse. Cricri avala deux œufs durs qu'il venait de dépiauter et qu'il ne pouvait pas ne pas manger.

Après un bref dialogue avec les flics, la première voiture fila. Mais la Fiat 850 d'Aurore, conduite par Dandy refusa de démarrer et les deux *guardias* ont aidé à pousser. Et c'est ainsi que nous avons continué notre route sur Barcelone, grâce à un coup de main de la police franquiste.

À Barcelone, Aurore, Dandy et le Légionnaire s'installèrent avec nous dans l'appart. Cricri avec Sancho. Séjour sans problème.

Durant cette période, nous utilisons Dandy à certains repérages, notamment pour le commissariat central de Layetana.

Mais une nouvelle fois nous devons repasser par la conquête du nerf de la guerre, une banque.

Quelqu'un nous dit qu'il y avait de l'argent ce jour-là ou durant cette période. Mais l'argent n'était pas le seul objectif de l'affaire. Nous devions réapparaître sur Barcelone les armes à la main et dans une action spectaculaire.

De fait, l'action a été préparée comme action politique de propagande armée. Il n'y a pas d'autres mots. Et le résultat fut évident. Nous aurions détruit un symbole de la dictature, de l'armée ou de la police fasciste, nous n'aurions pas eu autant d'impact politique immédiat. Si nous avons renoncé à « faire » Juan Creix, nous discutons souvent d'opérations politiques de sabotage et de destruction. Nous avons descendu à Barcelone, en début d'année, trente kilos de dynamite donnée par un groupe autonome de Grenoble (dont deux furent tués par l'explosion de leur propre bombe quelques mois plus tard) ⁽⁵³⁾. Puig a dégoté l'adresse du chef de la BPS responsable de la répression de San Adrián ⁽⁵⁴⁾. Un certain Peirot ou Peirat, je ne sais plus, on l'appelle l'homme au cigare. Il se charge lui-même des repérages car il le connaît d'une manif à l'université.

Sancho : Une fois, on a passé la frontière avec des bâtons de dynamite cachés dans le moteur et, au poste de douane, le gendarme nous contrôle et nous dit : « Vous cachez des armes ! »... C'était une blague.

53 – C'est en juin 1973 qu'une violente explosion dans un appartement de Grenoble (Isère) provoque des blessés et la mort de quatre personnes : deux garçons (dont un Espagnol), une fille d'un groupe libertaire et un voisin. Une mauvaise manipulation serait à l'origine de l'explosion.

54 – Contre les conditions de leur exploitation, les ouvriers (près de mille huit cents) qui construisent la centrale thermique à San Adrián del Bésos (banlieue de Barcelone) décrètent la grève générale et utilisent le chantier pour tenir leurs assemblées. Le 3 avril 1973, la police intervient violemment et empêche les ouvriers de pénétrer dans l'entreprise. C'est l'affrontement, la police tire à balle réelle tuant Manuel Fernandez Marquez, âgé de 27 ans et blessant grièvement deux autres ouvriers. Les éditions Mayo 37, éditent en février 1974 Dossier : *Tèrmica – San Adrián del Bésos*, qui raconte le déroulement de la grève et l'assassinat.

Expropriation du Banco Bilbao

Le 6 juin, à 9 h 40, au n° 25 de la calle Mayor à Sarria, quartier de Barcelone, ils sont trois à pénétrer dans la banque et ressortent avec trois cent mille pesetas. Pour la première fois, l'action est revendiquée MIL/GAC, à l'aide des petits tracts (1/2 format) imprimés à Toulouse.

Aurore : Pour obtenir un véhicule pour l'*atraco*, Puig et Sancho s'habillent en bleu de travail pour avoir l'air d'ouvriers et se mettent sur la route. Ils interceptent une Seat 124 conduite par un étudiant et Sancho prend le volant.

Sebas : Cricri, le Légionnaire et moi attendions dans un terrain vague en contre-bas à une centaine de mètres à proximité du Camp de Futbol de Can Caralleu. Dandy et Pedrals attendaient plus loin dans deux voitures légales au cas où. Sur la sortie de la banque, et dès la fin, en nous voyant partir, ils doivent nous rejoindre au lieu prévu pour l'éclatement.

L'attente est longue. Le Légionnaire porte une perruque noire. Cricri est décontracté en costume. Pris d'une envie soudaine, il va se planquer derrière un buisson. La 124 blanche descend en cahotant sur le chemin. Le propriétaire a une cagoule sur la tête. Il est sur le siège à l'avant. Cricri sort du buisson avec le pantalon à moitié cuisses...

Sancho et moi ficelons le mec et tentons de lui faire comprendre qu'il n'a rien à craindre, nous sommes des politiques. Le discours habituel de Sancho. Je lui glisse une poignée de tracts dans ses poches intérieures. Et on entreprend de lui coller du sparadrap sur la bouche. Laborieux et imparfait. Mais bon, il fallait passer à la suite.

Cricri prit le volant. Il se gara le long de la vitrine de la banque deux roues sur le trottoir, à l'entrée d'une petite rue perpendiculaire.

Dedans. Puig fit le coffre. Lunettes noires. Je le revois passant dans le fond de la banque avec un énorme sac lourd de pièces de monnaie. Il y avait si peu qu'il avait dû faire le compte avec les rouleaux ! Sancho faisait les caisses. Je le couvrais devant le comptoir avec le colt, une Sten sous le parka. Le Légionnaire faisait la porte avec une autre Sten dans son sac.

La sortie était bien étudiée. Nous avons rejoint l'ancienne, déjà utilisée pour l'opération de janvier à la cité de la BPS. Même aboutissement. Seulement, voilà. Ni Pedrals, ni Dandy ne sont là avec les voitures prévues pour la suite. Personne. À peine descendu de la voiture, je vois deux 091 monter à fond la caisse la Diagonal. Puig traîne les sacs de matos à sa voiture en attendant. Nous hésitons à partir chacun de notre côté.

Un taxi passe par hasard, Sancho le prend avec Cricri, je crois. Le Légionnaire part à pied vers la grande place. Puig et moi, nous poursuivons avec la Renault bleue et donc les sacs.

Pedrals avait encore foiré. Dandy avait bien vu notre voiture passer. Comme Pedrals ne démarrait pas, il était descendu pour lui parler. Lui n'avait rien vu donc il fallait rester. Et les deux voitures légales étaient ainsi restées en plein dispositif...

L'opération fit grand bruit. Les journaux parlent d'une organisation armée de type tupamaros. Nous avons monté cette opération comme une action politique et elle a été comprise largement comme une action politique.

Cela fut très clair aussi lors des contacts à Barcelone même. Nous agissions enfin comme groupe de guérilla. Et cela ne pouvait que porter ses fruits.

D'autant plus que le groupe de Felip nous proposa une collaboration pour une nouvelle attaque. Nous devions fournir du matos et deux camarades pour participer à l'attaque de la Poste centrale, via Layetana.. Ils avaient une très bonne info. Puig me proposa de faire la couverture dans la rue derrière. Lui monterait avec deux gars. D'abord, nous fûmes d'accord. Puis il y eut un problème et nous n'avons pas fait le coup.

Avec une détermination sans faille, deux camarades de ce groupe firent le coup. Au second étage du bâtiment, dans des bureaux réservés aux employés, ils laissèrent une fausse bombe dans une boîte de chaussures pour protéger leur fuite. Ce coup-là fit aussi grand bruit.

Felip : On planifia l'expropriation de la Poste centrale de Barcelone pour la faire de concert avec le MIL. Puig Antich devait participer avec d'autres. Deux jours avant, ils ont dit non, parce qu'ils pensaient que c'était impossible. Présence de la police nationale et de la garde civile dans l'édifice, ils ne savaient pas qu'un de nos com-

pagnons travaillait à la Poste et qu'on avait de nombreuses informations. C'était loin d'être facile mais nous voulions le faire pour ridiculiser les corps de sécurité. En réalité, l'opération n'était pas dictée par un besoin impérieux d'argent mais pour développer d'autres types d'activités. L'opération fut un succès mais le MIL n'y participa pas.

Expropriation du Banco espagnol de credito (succursale de Banesto)

Le 19 juin, vers 11 h, au n° 23 Gran Via de Carlos III, ils pénétrèrent dans la banque, sortent avec trois millions sept cent vingt-quatre mille pesetas et rejoignent les deux véhicules qui les attendent dont la Seat 124 utilisée pour l'attaque du 6 juin.

Sebas : C'est le groupe de Felip qui nous donna l'info. La banque est située dans l'immeuble Trade, un édifice moderne d'un architecte connu. Temps clair, soleil et terrain sec !

Nous étions cinq à entrer. Sancho, Puig, le Légio, Queso et moi. Donc, Cricri était au volant.

J'ai enfilé un passe-montagne rouge (!) et je suis immédiatement monté sur la gauche en entrant par un large escalier légèrement courbe qui donnait accès à une grande mezzanine faite de bureaux et d'une salle. J'avais deux calibres. Un dans chaque main ! Jala !! Le Légio faisait la porte avec la Sten.

De l'escalier dominant la salle principale, je balançai deux grosses poignées de tracts. Une impression de manif. Une occupation plus qu'un braquage...

Puig sorti le premier avec le fric, puis Queso et Sancho. Je pense que Puig devait en fait conduire l'une des deux voitures de fuite... La sortie était très speed et complexe. Mais bon, tout se passa bien.

Les tracts qui revendiquent les hold-up, le 6 et le 19 juin, sont les mêmes. Au recto, un texte titré : « L'agitation armée exige tactique du mouvement ouvrier » et au verso, des mots d'ordres. Ils sont tamponnés des deux côtés : Grupos autónomos de combate/MIL.

« L'agitation armée exige tactique du mouvement ouvrier.

La situation exige l'accomplissement de toute une série de tâches vitales pour la consolidation de la stratégie autonome de la lutte de classe.

Mais il est évident que ces tâches (récupération de matériel, renforcement des caisses de solidarité, etc.) ne peuvent être exécutées par des groupes militaristes petits-bourgeois qui drainent avec eux les mêmes dangers de contrôle et de dirigisme politique que le PC et autres groupes léninistes. Il faut s'opposer à la répression policière par la violence armée prolétarienne. Durant des années, les groupes ouvriers se sont organisés spontanément dans les luttes, en organisant des groupes d'autodéfense, des piquets de grève, etc., qui ont répondu aux exigences du moment d'une manière purement éphémère.

La généralisation des luttes, jointe à l'intensification de la répression, entraîne l'apparition indispensable de nombreux groupes autonomes de combat dont les hold-up et autres actions violentes se situent dans un cadre général d'agitation armée.

Il ne s'agit donc pas d'actes gratuits ou d'une stratégie étrangère à la classe ouvrière (comme dans le cas des groupes militaires petits-bourgeois qui dévient la violence quotidienne de la lutte ouvrière vers le nationalisme, par exemple). Il s'agit d'une exigence tactique du mouvement ouvrier correspondant à la situation actuelle des luttes de classe et de leurs objectifs : l'auto-organisation d'une classe qui permet d'arriver à la grève insurrectionnelle. »

Et au dos, en gros caractères :

« Pour les Conseils ouvriers – Pour le communisme libertaire – Pour l'auto-organisation de classe – Pour l'autogestion – À la grève insurrectionnelle – Vive l'Anarchie. »

Les journaux de Barcelone relatent le déroulement de ces hold-up, en abordent le caractère politique en parlant de « groupe anarchiste », de « groupe de combat du mouvement libertaire espa-

gnol », mais ils détournent le contenu du tract en écrivant que l'argent des vols est destiné aux ouvriers sans travail.

Sebas : Immédiatement, un groupe remonte sur Toulouse, dont le Légio, Sancho, Cricri (?). La réception d'Oriol est au programme. Aurore monte également pour louer de nouveaux appartements et revient à Barcelone.

Pour ma part, je reste deux ou trois semaines, peut-être plus, pour avancer avec Puig dans les discussions et les perspectives de restructuration.

Je crois que c'est à ce moment que l'Assemblée de Catalunya ⁽⁵⁵⁾ demanda à rencontrer l'un d'entre nous. Je rappelle que l'Assemblée regroupait tous les partis, syndicats et groupuscules que comptait l'antifranquisme en Catalunya. Puig accepta de nous représenter lors de la rencontre. De plus, d'un autre côté, le cardinal de Pax Christi tentait une autre démarche pour nous « convaincre d'abandonner les armes ». Ce cardinal appartenait au clan familial Solé.

Selon Puig, la rencontre avec l'Assemblée se déroula poliment mais, visiblement, certains jouaient à jeter de l'huile sur le feu. Il me raconta qu'un membre proche du PSUC (PCE) exigeait que nous leur donnions cinquante millions de pesetas pour financer les activités de l'assemblée populaire...

Pas moins ! Il n'y eut pas de seconde rencontre.

À propos de l'argent exproprié : refus du travail salarié ?

Sancho : La seule justification pour les hold-up, c'étaient les éditions. C'était la seule chose que tout le monde voyait clairement mais, derrière les éditions, tout ça était une justification d'un cer-

55 – L'Assemblée de Catalunya se constitue en 1971 dans une église à Barcelone avec trois cents personnes représentant diverses tendances politiques : des communistes, des socialistes, des républicains, des syndicalistes et des chrétiens démocrates. Un communiqué dévoile les points principaux de l'accord : amnistie générale pour tous les prisonniers politiques et liberté de réunion, d'expression, d'association, de manifestation, et de grève, etc. L'Assemblée « prépare » la transition démocratique qui aura lieu... en 1977.

tain style de vie. Un alibi, mais avec la trouille que si tu tombais en Espagne, tu risquais la peine de mort, c'était très dangereux.

Queso, Salvador et moi, c'était pour ne pas travailler. Il y avait aussi de la politique mais c'était surtout une *sortie personnelle* de chacun. Nous commettions un hold-up et automatiquement, nous allions manger, nous nous tapions un bon repas.

Queso : Vivre dans la clandestinité coûtait très cher. Nous étions toujours en train de bouger et dans la clandestinité. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Sancho : Les infrastructures, les voitures, les frais de déplacement et ceux de l'existence quotidienne absorbent presque tout l'argent et nous ne sommes pas non plus de ces bandits du Moyen-Âge qui volent aux riches pour donner aux pauvres. □ Entretien avec Sergi Rosés.

Sebas : Nous étions rebelles à la dictature franquiste mais aussi à l'ordre capitaliste et à la vie quotidienne *métro-boulot-dodo* qu'il imposait avec le modèle occidental du fordisme. Nous portions en nous ce refus radical et complexe mais aussi contradictoire avec le sens révolutionnaire du radical et de l'efficacité. Nous étions provocateurs par nos actes, nos attitudes et certains textes...

Nous refusions non seulement le salariat mais nous refusions aussi la *normalité*. À l'époque, beaucoup allaient rejoindre les communautés. Nous, nous étions également une sorte de communauté combattante, vivant de désirs concrets de révolution et d'actes réels.

Il y avait aussi pas mal de romantisme dans ce choix d'engagement, du moins pour moi, c'est certain. Et souvent nous prenions des risques insensés pour des futilités. Par bravade.

Nous étions très très jeunes, dans le MIL combattant. Oriol était le plus *vieux* avec vingt-quatre ans. J'en avais vingt à vingt et un aux moments les plus durs. Nous étions à une époque-clé où nous devions combiner de puissantes tendances historiques, celle de l'antifranquisme guérillero traditionnel (Sabaté) finissante, le gauchisme né de 1968 et fort des tendances les plus extrêmes, les plus loufoques parfois, et enfin, la tendance naissante des mouvements armés qui dominèrent l'espace politique de l'antagonisme de classe en Europe et ailleurs.

Notre refus du salariat ne signifiait pas que nous ayons opté pour l'illégalisme (au sens idéologie du refus individuel et de la récupération). La plus grande partie du fric partait dans l'action politique véritable et non dans notre vie quotidienne. Je crois qu'au début, nous avons donné plus d'argent que nous n'en conservions, comme aux GOA après la première opération. Puis notre fonctionnement devint un véritable gouffre. Nous devions maintenir une infrastructure de plusieurs personnes clandestines, apparts, voyages, vie quotidienne, armes, etc., dans deux villes différentes, Toulouse et Barcelone... Le but n'était pas de donner du fric comme nous avons donné des machines et de la propagande. Le but quand tout ça avait été monté, doté d'une expérience de lutte véritable, il fallait le mettre *au service du peuple* (!), au service de la lutte du prolétariat dans l'action politique contre la bourgeoisie et donc, dans un premier temps, contre la dictature.

Le 20 juin, Oriol sort de la prison Saint-Michel de Toulouse après neuf mois de détention. Il est interdit de séjour dans certains départements et assigné à résidence à Cahors (Lot). Il doit signer tous les quinze jours au commissariat de la ville. En réalité, il renoue avec le combat et séjourne à Toulouse, ne venant à Cahors que pour signer.

Sebas : Je passe la frontière avec Aurore, c'est elle qui connaît le passage de Saneja-Guils (village de Cerdanya). Elle l'a fait une fois avec Sancho pour remonter.

En arrivant à Toulouse, j'ai rencontré Oriol. Immédiatement j'ai vu que ça serait dur de le faire renoncer à la vieille appellation. Nous nous sommes vus et revus, Cricri, lui et moi, Sancho souvent. Oriol était le seul à vouloir maintenir le MIL coûte que coûte. À mon avis, avec le recul du temps, je crois qu'il a accepté superficiellement la dissolution, avec la ferme intention de remettre la question sur le tapis quelque temps plus tard. Ce qu'il tenta de faire en septembre avec l'expropriation de Bellver.

Il fallait seulement l'amener à accepter la dissolution. On ne craignait qu'une chose, autant Puig et moi que ceux de la Bibliothèque, c'est qu'il fasse immédiatement ce qu'il fit plus tard en sep-

tembre. C'est-à-dire mettre sur pied une accélération à partir de ses propres évaluations. Et il était clair qu'Oriol avait un an de retard sur nous, formés par la lutte au cours de cette année. Et de ce fait, malgré ses capacités véritables, il n'était pas en mesure de diriger avec succès le saut.

Au cours de cette période le groupe abandonne l'appartement rue Lancefoc, Cricri quitte momentanément la rue des Blanchers, pour des raisons de sécurité et loue un appartement rue Urbain-Vitry. Ils ont trois « appartements de fonctionnement », loués par Aurore : un studio rue Pargaminières, un appartement route de Seysses, un autre rue Peyrolières et un garage pour le matériel.

Sebas : Celui de la route de Seysses, dans une petite cité, devait être un lieu de réunions mais, de fait, il servit très peu.

C'est rue Peyrolières que fut montée et agrafée la brochure CIA n° 2. Il y avait une grande table au centre de la grande pièce. Les feuilles étaient placées en différents tas successifs, et nous tournions en rond autour de la table pour monter les revues. À la fin de cette chaîne, Cricri agrafait et massicotait. Il massicotait si bien qu'un jour, il s'était coupé le bout d'un doigt.

Je me souviens le retour chaotique d'un soir de fête dans cet appartement. Les gens d'Empalot nous avaient organisé un grand thé *empoisonné*. Le cuistot « tonton ». Il y avait là un max de monde. Pour nous, je revois le Secrétaire et Puig. Peut-être Cricri. Je crois qu'on avait eu un problème avec les voisins du dessous à cause de ce soir-là. Trop de bruits...

Aurore : Rue Peyrolières, face à la rue Clémence-Isaure, appartement que j'avais loué, avec sortie possible sur une mini-cour derrière les Beaux-Arts, nous nous réunissions plus facilement parce que plus grand que le studio de la rue Pargaminières. Au deuxième étage, un meublé avec téléphone en passant par le standard de la gardienne, le seul téléphone que nous ayons eu à l'époque à Toulouse (et la gardienne nous passait tous les appels en espagnol d'office).

Oriol qui, à sa sortie, avait les habitudes de prison, était bien le seul à se lever tôt et à faire quelque ménage dans le ou les apparts. C'est comme ça qu'un jour, rue Pargaminières, il a balancé dans un

vide-ordures une barrette de shit et que, réveillés, les copains voyant la table nettoyée se sont inquiétés puis sont allés *faire les poubelles* au sous-sol.

Le Légionnaire disparaît avec la caisse

Courant juillet, le Légionnaire, qui a participé aux deux dernières expropriations du MIL/GAC à Barcelone, quitte le groupe, s'enfuit de l'appartement de Maria en emportant près de deux millions de pesetas et deux armes. Personne ne le reverra.

Sebas : Lors de son unique voyage à Barcelone, nous avons rapidement vu que le Légio ne tiendrait pas avec nous. Différence de génération, de politisation. Au fond de lui, il devait sentir qu'avec nous, ça ne collerait pas bien longtemps. Et il prit les devants dans une fuite crapuleuse. Heureusement, n'était entreposé là que peu de matos à ce moment précis. Deux calibres et environ deux millions de pesetas (une somme énorme pour l'époque) planqués dans le canapé-lit. Il vida le tout et quitta la région.

Maria nous attendait en haut de son escalier. Elle nous dit : « Il a tout pris ». À peine s'en était-elle rendu compte qu'elle nous avait prévenus.

Il est clair que si nous le retrouvions, nous le descendions sans discuter : sauf s'il revenait de lui-même, comme nous le fit promettre Puig. Chose que je ne croyais évidemment pas. Maria était sûre qu'il avait quitté la ville mais qu'il ferait un saut un jour ou l'autre.

Le Metge oublie sa sacoche dans un bar...

Le 20 juillet, le Metge a rendez-vous avec le Secrétaire et Eva, dans le bar *Caspolino* sur la place Gala Placidia. En sortant, il oublie sa sacoche qui contient cent mille pesetas, une arme, des clés, des papiers d'identité avec des noms différents mais aussi sa véritable carte d'identité et les papiers de l'appartement calle Sales y Ferrer. Le tenancier prévient la police. Cette dernière localise l'appartement et intervient le lendemain à cinq heures du matin. Mais il est trop tard, le Metge a déménagé l'essentiel. La police y trouve des disques, des munitions et une grande quantité de documents, de notes et de livres subversifs.

El Petit : Au sujet du sac du Metge, il est possible que cela soit en juillet. À cause de mes problèmes de santé, le congrès de juillet avait été retardé en août et j'ai été un mois dans ma famille, loin de la ville. Montes et Beth venaient me voir.

Sebas : Puig arriva (avec Queso et Quesita ?) fin juillet à Toulouse, pour participer au Congrès d'autodissolution. Il nous expliqua l'affaire du bar, à la limite de Gracia (toujours !). Il avait donc rendez-vous. Queso aussi peut-être. Il faisait chaud. Il avait mis son calibre, un P 38, dans son petit sac. Et, tête en l'air, il l'oublia sur une table. Quand il revint sur ses pas, après avoir fait dix mètres dans la rue, il se précipita. Trop tard. Le patron du bar était déjà en train de l'ouvrir sur le comptoir.

Il prit sa voiture, remonta à Sales y Ferrer pour déménager immédiatement l'appartement. Il chargea tout ce qu'il put, les armes, les explosifs (toujours la trentaine de kilos), les pièces de monnaie, etc., et le passa au groupe de Felip. L'explosif servit plus tard, lors de la campagne contre les procès MIL. C'est ce que m'a dit Montes en juillet 1974. Il s'installa ensuite dans l'appart de Queso à Horta. La police ne devait pas tarder à localiser l'appart puisqu'il avait les papiers de location dans le sac oublié.

Le fait de s'être retrouvé sans une arme pour récupérer son sac l'amena à demander de porter deux armes. Et depuis, certains d'entre nous firent ce choix. Lui tout d'abord, et c'est ainsi que lors de son arrestation il était en possession de deux automatiques. Et moi bien sûr, qui portais en plus du 45, un 38 spécial 4 pouces.

Au cours des mois de juin-juillet, en prévision du Congrès (?), le Metge travaille sur un texte à usage interne (?) intitulé : « Historia « terrible », diciembre 1972-julio 1973 ». Texte qui ne sera jamais publié. Ce document, un brouillon, se compose de six pages. La première page est pour moitié tapée à la machine à écrire, le reste est manuscrit avec des ratures... C'est un « texte » bilan, très critique sur la ligne politique du groupe.

**DU CONGRÈS
À L'EXÉCUTION D'ORIOLE**

Thèmes et sous-thèmes abordés :

Le Congrès et l'autodissolution du MIL

Les raisons du Congrès – Positions et états d'âme – Texte d'autodissolution et sa rédaction...

Les arrestations

Expropriation à Bellver – Arrestations et incarcérations en cascade – Fusillade lors de l'arrestation du Metge, mort d'un policier – Reconstitution du déroulement des arrestations – Les incarcérations...

La solidarité

Mobilisation à Barcelone, Toulouse, Paris... – Les rescapés s'organisent, Sancho et Eva *scissionnent* – Exécution de Carrero Blanco – Diverses arrestations...

Le Metge condamné à mort

Le Metge et Chez exécutés – Réactions – Diverses arrestations et procès – Mort de Franco.

Oriol assassiné

Évasion de la prison de Ségovie – Capture de Queso et mort d'Oriol...

LE CONGRÈS ET L'AUTODISSOLUTION DU MIL

Par affinités, par accords politiques ou pratiques, des individus se retrouvent à un moment donné, mais leur évolution et leur orientation ainsi que la situation historique font que des divergences apparaissent. Cependant, force est de constater que les clivages, les regroupements sont quelque peu chamboulés, ils peuvent être d'accord sur une décision mais pour des raisons différentes, c'est toute l'histoire de ce Congrès et de l'autodissolution du MIL. Parler de congrès est un bien grand mot pour définir les réunions d'une organisation qui, selon les paroles de certains, n'a jamais existé.

Le Congrès se déroule dans le courant du mois d'août à Toulouse, du côté de l'avenue Crampel, dans l'appartement de Muriel

(Mumu) qui se joindra à la *campagne* de solidarité au sein des GARI en participant à quelques attentats. En mars 1977, à Toulouse, elle se jette dans le vide, d'une course d'un immeuble du quartier d'Empalot. Quartier où elle vécut de nombreuses années.

Sancho : Dans un groupe aussi réduit, le mot congrès est complètement incongru. Mais avec les nouveaux recrutements, le leadership et l'expérience acquise par les anciens membres, chacun tirait de son côté et il a été nécessaire de se rencontrer pour marquer les lignes à suivre. Ce fut cela le congrès. Y ont participé tous les membres du MIL, à savoir : Santi Soler, Xavier, Eva, Pardiñas, Queso, Cricri, Quesita, Salvador, Jean-Marc, Aurore, Oriol et moi. Txus n'était pas là. Il est venu à Toulouse après les arrestations, il avait une copine dans la ville. Le Chato était à Toulouse, mais il n'était pas du MIL, c'est une autre histoire, c'est celle des éditions.

Si ma mémoire ne me trahit pas, cela s'est passé dans un appartement près de la Côte-Pavée, chez Muriel, une copine de Jean-Marc.

Sebas : Après les *atracos* de juin à Barcelone et de nombreuses discussions avec Puig en tête-à-tête à l'appartement de Sales y Ferrer, j'ai écrit un petit texte général appelant à nous réunir à Toulouse et à prendre le temps de réfléchir sur une nouvelle étape. Nous sommes tous conscients de ce passage irréversible vers un inconnu. Mais les différents noyaux sont en désaccord sur le comment et sur le but d'un tel changement.

El Petit : La décision du congrès est prise vers la fin juin et avec un préoccupant manque de consensus. Il n'est pas sûr qu'il y ait eu un texte d'appel. Je crois que l'on s'est retrouvés dans le parc d'attractions de la place Gala Placidia, à la veille de la Saint-Jean, nous ne savions pas si les Français y assisteraient réellement.

Oriol est absent lors de la période où se profile la fracture ; sa présence impartiale est la garantie pour que la rencontre se fasse.

Txus : Juin 1973, c'est la sortie de prison d'Oriol, à cette période se pose la question de recentrer l'activité du groupe. Abandonner la dynamique activiste qui consiste à faire des hold-up pour avoir de l'argent pour acheter des armes, pour faire des hold-up pour avoir de l'argent. On ne pouvait pas avoir une activité d'édition, de diffusion de textes, les éditer en France, repasser la frontière, prendre contact avec des gens, etc., en faisant une activité de hold-up. Donc il fallait non pas peut-être arrêter les hold-up, mais recentrer cette activité. Et non pas faire des hold-up à tire-larigot sans préparation. Quand on passait devant une banque, on la cassait, etc.

En août 1973, il y a le Congrès d'autodissolution du MIL auquel je ne participe pas parce que je n'avais pas à y participer.

Sebas : Puig est en contact avec ceux de la OLLA. Un rapprochement avec eux passe, selon lui, par une dissolution de la structure globale MIL. La OLLA en ferait un principe pour initier les débats de rapprochement. La version de *La torna* sur ce point est une nouvelle fois idiote.

Parallèlement, si nous désirions poursuivre la réorganisation autour d'un véritable fonctionnement en groupes autonomes entrepris avec la création des GAC et de la bibliothèque Mayo 37, l'enveloppe MIL paraissait plus pesante que dynamique. Du moins, il nous le semblait. Avec le recul, j'aurais, bien sûr, pris une option bien différente car se défaire de l'étiquette, c'était déjà défaire un tissu de propagande armée que nous avons accumulé depuis 1972. Mais bon, ça, je le vois avec mes idées actuelles. L'impression de la nécessaire dissolution était vraiment majoritaire. Sans compter qu'elle réagglutinait tout le monde, nous qui voulions un fonctionnement plus autonome de la structure armée afin de passer à une seconde phase et ceux de la Bibliothèque qui voyaient dans le MIL le fait d'être directement assimilés à sa violence armée.

La mort du MIL était scellée par cette conjonction de volontés. De fait nous pensions résoudre les contradictions internes de notre mouvement mais nous ne nous attaquions qu'à son enveloppe. À un sigle. Illusoire, non ? Et sûrement idiot. Et doublement idiot puisque la chose consommée, nous pensions tant les uns que les autres que les problèmes étaient réglés. Nouvelle démonstration de

notre ingéniosité politique. Car rien ne fut réglé par cette *formule magique*, la suite allait parfaitement le démontrer. Donc, avant la montée, je crois que le sort du MIL est ficelé.

Felip : Puig fut l'artisan du maintien de discussions avec moi et d'autres de notre groupe sur la proche fusion avec d'autres composantes du MIL. Concrètement, il y eut des accords politiques. La fusion d'une part de son groupe, une fois passé leur congrès d'autodissolution, avec une partie du nôtre. Nous avons nous aussi convoqué un congrès. Nous voulions que les éléments *liberados* de notre groupe suivent leur propre chemin en solitaire.

El Petit : On peut noter deux stratégies, la théorique et l'immédiatiste avec des dynamiques opposées qui mettaient l'autre en péril. On décide d'une rencontre avec Oriol qui est en liberté, fin juin. Il est le dernier recours pour éviter une rupture, avant d'entrer dans un automne chaud. On l'appela congrès, d'abord prévu pour juillet, puis retardé de quelques semaines à cause de mes crises d'épilepsie. Entre les deux extrêmes, il y avait une frange peu définie d'individus.

Soit la voie théorique définissait une pratique séparée, soit la pratique activiste sécrétait sa propre idéologie. Le n° 1 de *CIA* allait vers la deuxième. Le titre de la publication montrait cette intention provocatrice. Ceux qui avaient accumulé du matériel pour une bibliothèque pendant un an, l'amènèrent au congrès comme preuve que cela pouvait fonctionner mieux sans sigle. Nous pouvions rompre définitivement l'isolement auquel nous conduisait l'agitation armée si on ne la freinait pas. On pensait que la reprise en main par Oriol du leaderisme, qu'il n'avait plus contre sa volonté, clarifierait les choses, continuer ou se séparer. Cette rencontre, on l'appellera alors congrès.

Sebas : Il n'y eut jamais « un congrès mouvementé mené à Toulouse durant toute une semaine »⁽⁵⁶⁾. Car, en fait, le congrès n'eut jamais une seule réunion plénière. Jamais d'exposition politique des diverses tendances ou affinités. Jamais de prise de position affirmée pour une ligne stratégique quelconque. Et je défis un

56 – Sebas fait allusion à la thèse émise par Cortade : « En août 1973, à l'issue d'un congrès mouvementé mené à Toulouse durant toute une semaine, le MIL décidait de se dissoudre en tant qu'organisation politico-militaire » (p 61).

camarade de prétendre le contraire. Ou alors, je n'étais pas au congrès qui dut se dérouler ailleurs. Ce qui est certain, par contre, c'est la succession de réunions de couloirs, de restaurants, de cafés, nous discussions partout en petits groupes, en tendances... Là il y eut un véritable *brain storm*. Nous pouvions discuter parce que nous discussions de comment continuer précisément en projetant immédiatement la pratique correspondante possible à court terme. Toujours à court terme.

Aurore : Le congrès s'est bien passé, il y a eu des chassés-croisés, des engueulades Il y avait un jardin et ça rentrait et ça sortait, mais ce n'était pas à couteaux tirés.

El Chato : En août 1973, au moment du congrès j'étais chez l'Ambassadeur (Cricri) et Maria et j'allais à l'appartement du congrès seulement quand il n'y avait personne. Pendant son déroulement, j'ai beaucoup parlé avec le Metge, Ojos Bellos (Queso) et Oriol, ainsi qu'avec Jordi, el Granos (Sebas), sa compagne Marie (Aurore)... J'ai pris la mouche quand j'ai vu le Secrétaire.

Sebas : Un soir, il faisait encore jour, après les réunions, nous nous étions retrouvés dans la rue derrière le lycée Fermat, puis on avait marché jusqu'à la Daurade pour s'installer au café des Beaux-Arts, en terrasse. C'était une des dernières fois que nous fûmes ensemble vraiment. Après, ce ne fut que la merde, jusqu'aux coups de feu à Barcelona.

Aurore : Le congrès, c'était de grands mots, toujours des titres. Pour moi, c'était tragique de finir par une autodissolution. Je trouvais ça idiot de se scinder car on n'était pas nombreux. Je l'ai mal vécu. D'accord, il y a des raisons politiques mais c'était casser avec des gens qui étaient des copains. J'espérais que cela se rabiboche car les gens devaient se revoir et le n° 2 de *CIA* était en préparation. J'espérais que les gens se retrouvent mais l'autodissolution entérinait les faits.

Sancho : Attaquer une banque par mois ne menait à rien et, de plus, l'EO et l'ET avaient les cheveux qui se dressaient sur la tête chaque fois qu'ils apprenaient un nouveau hold-up. Ils étaient d'accord sur le principe et, en même temps, ils en craignaient les conséquences. Ce sujet revenait souvent dans les réunions, mais en réalité on ne faisait pas très attention car, dans le fond, ils avaient autant besoin d'argent que nous pour continuer les Éditions Mayo 37.

El Petit : J'avais peur que les braquages deviennent une fin en soi, développant sa propre idéologie militariste au lieu d'être un moyen d'appuyer les luttes ouvrières. C'était déjà mon opinion quand le FSF s'est transformé en CHE-CHO groupe armé, je n'étais pas d'accord et je continue à ne pas l'être. La revendication des braquages me fut présentée comme une simple plaisanterie, mais ces choses inquiétaient l'EO, avec raison. Et sur ce point, je donnais raison à l'EO.

El Chato : Dans le fait d'essayer dans la pratique de ne pas se couper du mouvement ouvrier et de laisser les ouvriers penser et décider par eux-mêmes, je crois sincèrement que l'autodissolution a beaucoup à voir avec le Rubio et moi. Nous voulions que les éditions soient définitivement séparées de la pratique armée.

J'étais très critique vis-à-vis des hold-up dans le sens qu'ils servaient seulement à payer les frais. Chaque fois qu'ils ont voulu nous donner de l'argent pour nos activités, nous avons refusé. De toute façon, dans le dernier *CIA*, ils disent que l'autodissolution fait suite à nos critiques.

J'ai toujours eu une existence légale excepté lors des périodes de deux ou trois mois, quand la dictature décrétait l'état d'exception. Je ne vivais pas chez moi mais j'allais au travail tous les jours. Vivre clandestinement oui, avoir une arme, catégoriquement non. J'ai toujours défendu la lutte idéologique et j'étais d'accord avec un certain type d'actions armées pour récupérer un peu d'argent et maintenir les appareils. La seule chose que nous faisons était de voler dans des bureaux pour récupérer du papier, des machines à écrire... et un peu d'argent, mais jamais en utilisant des armes.

El Rubio : Sur un point, je ne suis pas d'accord avec le Chato. Le MIL a donné de l'argent aux ouvriers, par exemple à ceux de Bultaco. Mais, bien sûr, beaucoup d'argent allait à l'infrastructure.

□ Entretiens avec Sergi Rosés.

Sancho : La pratique quotidienne n'avait rien à voir avec la théorie que prêchait le MIL, nous étions devenus un groupuscule. Les éditions Mayo 37 étaient en péril parce que la police pouvait les associer au MIL, autrement dit aux hold-up et c'était un danger pour l'EO. Pratiquement à cette époque, nos relations avec eux se bornaient à diffuser les éditions Mayo 37. La spirale qui emportait le MIL dans une course toujours plus rapide, l'enfermait toujours

plus en lui-même et le contact avec les autres groupes diminuait en proportion.

Les plus actifs, Queso, Oriol, Sebas, Cricri et moi, nous avons été pris au dépourvu, car nous ne nous rendions pas compte que nous nous étions groupuscularisés et, au fond, ce que nous voulions c'était continuer à pratiquer l'agitation armée. □ Entretiens avec Sergi Rosés.

Sebas : La dissolution étant acceptée, comment remettre vraiment les questions essentielles sur le tapis ? Il n'y avait plus de possibilité aucune. Dès qu'on pouvait aborder une critique-bilan, on la rejetait d'un geste : « Ça c'est l'ancien, le nouveau c'est l'après-MIL ». Vague projet de construction révolutionnaire. Souvent remis exclusivement aux mains des masses, ce qui était par contre une flagrante contradiction avec le projet conseilliste de type KAPD. Voir, pour plus de développement, *Réponse à Lénine* de H. Gorter⁽⁵⁸⁾.

En conséquence, nous entrons de plain-pied dans la reconstruction d'un mouvement comme GAC, sans tirer un bilan des deux années précédentes. Toute discussion réellement politique fut niée comme réflexion pour la reconstruction. Et on inventa le mythe d'un congrès. En fait nous n'avions réellement pas la capacité politique de pouvoir gérer une lutte politique de construction au niveau stratégique requis, avec l'expression politique requise. Au début des années 1970, il y avait à Barcelone, plus sans doute que nulle part ailleurs, une situation favorable à une organisation guérillera pouvant entrer en échange et transformation mutuelle avec un large mouvement prolétarien de résistance auto-organisée. Harry Walker, les incidents de San Adrián en étaient des démonstrations. Pourtant, par cette faiblesse politique, par notre manque d'expérience réelle à conduire une lutte politique, nous avons échoué dans cette tâche qui aurait pu être essentielle dans les dernières années du franquisme et lors de la fameuse transition. Bon, mais c'est une autre histoire !

El Petit : C'était une rencontre entre les immédiatistes/organisationnels (Sebas, Cricri, El Secretario, Aurore), les affinitaires-bibliothèque (Oriol, Sancho et moi) et des personnes peu définies (Pardinas, Queso, Metge, Eva). Nous ne savions pas qui étaient les

58 – GORTER Herman (1864-1921), de nationalité hollandaise, un des théoriciens du communisme des conseils.

minoritaires au moment de la rédaction et de l'impression du texte d'autodissolution.

Il y avait seulement deux possibilités : soit se dissoudre comme individu, soit l'autodissolution de l'organisation. Cette dernière permettait de continuer avec de nouvelles tâches qui ne nous iso- laient pas des luttes ouvrières comme cela arrivait avec des actions armées. Une sorte de GAC-Bibliothèque au lieu d'une ET.

Sebas : Tendance organisationnelle : principalement Oriol rejoint par Sancho. Seul Oriol voulait perpétuer le sigle. Tendance affini- taire : Puig, moi, Cricri ou Mayo 37, l'ex-ET pour résumer. Les autres personnes se liaient aux tendances suivant leurs *affinités* justement !

D'un point de vue historique, Oriol avait sans aucun doute raison. À mon avis, nous aurions dû gouverner mieux les demandes de rapprochement tactique avec l'OLLA. Il fallait conserver un pôle organisationnel capable de situer « notre tendance » dans la lutte à Barcelone. Un outil d'agit-prop qu'il aurait fallu repréciser, défi- nir aussi, car la majeure partie de nos textes ne correspondait pas à ce que nous faisons et à ce que nous voulions faire (pour la majorité des militants engagés).

D'un point de vue politique, l'autodissolution était sans doute une bêtise. Lorsqu'il y a eu les tombées, nous avons été dans l'impossi- bilité d'orienter la solidarité et les portes aux récupérations étaient grandes ouvertes. Par manque de vision politique, nous la pensions incontournable, pourtant elle était et s'est révélée contre-productive à tous les niveaux.

Dans « Estudio sobre la represión » (Étude sur la répression), texte non publié, écrit à la Modelo de Barcelone en décembre 1973, Oriol apporte d'autres éléments sur les raisons de l'auto- dissolution :

« ...Les communistes du « 1000 » ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à affronter correctement cette situation. C'était une attitude clairement triomphaliste. Le « 1000 » a vécu trois ans de guerre dans Barcelone. La police, bien qu'ayant constitué une section spéciale, la « brigade 1000 », ne put seulement loca- liser qu'un appartement vide. Après la dernière arrestation en

France (septembre 1972), la police connaissait l'identité de cinq d'entre nous, mais ne savait rien de plus que les noms. Pourtant, on a vite considéré le « 1000 » comme l'organisation politique armée qui devait donner l'assaut militaire contre les forces armées du capital. C'était le début d'un processus de militarisation qui tentait de convertir le groupe spécifique « 1000 » en Mouvement Ibérique de Libération. Seul le fait que cette dose de triomphalisme atteigne un ton fantasmagorique permit aux communistes du « 1000 » de se dégager d'une telle aberration (Congrès d'été, 1973) et de procéder à l'autodissolution du MIL. [...]

Trois ans après avoir réalisé une critique radicale de l'avant-gardisme, les communistes du « 1000 » se sont vus obligés de mener une critique de la naissance du processus politique de *bande armée* et d'essayer de situer le problème de la violence révolutionnaire dans son contexte réel : la guerre civile révolutionnaire et apporter à terme l'autodissolution de cette politique de bande contre bande.

L'objectif et la raison d'être d'une *bande armée* (MIL) est de mettre en spectacle ses actions, ce qui oblige publiquement le capital « *d'encaisser les coups* » et de donner la riposte. Le jeu du spectacle est une grande tentation pour tous ceux qui pratiquent l'agitation, qu'elle soit ou non armée.

L'engrenage du spectacle fait, entre autres, que s'éclipsent les enjeux réels au bénéfice d'une mise en scène croissante.

Le Capital souhaite que toutes les agitations tombent dans l'engrenage du spectacle : c'est se battre sur son terrain, abandonnant ainsi le terrain du communisme...

Et, tandis que se déroule l'affrontement *bande contre bande*, tout le monde applaudit ou siffle, comme on applaudit ou on siffle à un match de football. Mais une fois que la *bande minoritaire* a perdu la partie, le monde applaudit seulement le champion pour critiquer l'équipe vaincue. Du spectacle de la misère du temps de Marx et Bakounine à la misère du spectacle des temps modernes. [...] »

Sancho : Dans l'autodissolution, le facteur peur est important, très important, tout le monde avait la trouille. Ce qu'on savait, c'est

qu'on était plusieurs, on était dix ou douze et que ça ne marchait pas, il y avait toujours des discussions. Il fallait trouver une solution. Quand on était trois ou quatre, on marchait tous ensemble, à une douzaine, tu ne peux plus. Au début, personne n'était pour la dissolution, à part peut-être Santi. Le seul truc qui les intéressait était de continuer les Éditions.

C'est Santi, avec Barrot qui, en revenant de Paris en ont parlé sinon personne n'en avait parlé. Après quelques jours de discussions, avec des positions personnelles très marquées, Garriga et Santi essayèrent de convaincre les autres sur la nécessité de l'autodissolution. Ils avaient été très influencés par les conversations qu'ils avaient eues avec la Vieille Taupe. Ce sont sûrement eux les *auteurs* du texte.

Je ne comprenais pas très bien l'autodissolution. On avait acquis de l'expérience et les choses marchaient bien. Comme tous, on voulait continuer, on chercha la formule avec GAC ou groupes par affinité et, de cette façon, on pouvait continuer à faire la même chose.

Pour comprendre l'autodissolution, il faut comprendre d'abord l'esprit des membres du MIL. Sa base était du volontariat total et rien ne se faisait par obligation. Cette volonté d'aller de l'avant flottait dans le subconscient de presque tous malgré la fusillade du 2 mars 1973 qui marqua beaucoup ceux qui y avaient participé.

Sebas : Je ne sais pas ce qui fait dire à Sancho que la Vieille Taupe ait pu avoir une quelconque influence sur l'option autodissolution. Je ne pense pas qu'il y ait vraiment du sérieux là-dedans. Par contre, je l'ai dit et je le redis, l'OLLA posait, comme *a priori* à un rapprochement, la dissolution du MIL. Je me souviens parfaitement d'une discussion avec Puig là-dessus avant de monter pour préparer le congrès.

Puig avait choisi les GAC et un rapprochement avec l'OLLA. Il ne pouvait pas jouer avec eux (le Petit et le Secrétaire) la carte Oriol. Dans quel intérêt ? Éliminer les *Toulousains* ? Mais se retrouver dans un même temps avec le même noyau militariste de l'été 1972 autour d'Oriol ? C'est vraiment idiot ! Puig savait que j'étais pour la dissolution et que j'étais, avec lui, le seul à pouvoir la rendre acceptable à Oriol. C'est-à-dire que Oriol avait confiance en nous et qu'il savait donc que ce n'était pas une manœuvre pour se désengager du processus de lutte armée à Barcelone. Mais un saut. Il le

contesta comme orientation générale – comme décision politique – mais jamais comme un renoncement. Et en plus, comme je l'ai dit, il finit par s'y résoudre, du moins *officiellement*.

Pour Puig et moi, la principale cause de l'autodissolution est une conscience critique de notre activité trop partielle au cours des deux dernières années 1972-1973. Il fallait faire, mais faire autrement. La question n'était donc pas posée comme liquidation, mais comme dépassement de l'activité politico-militaire.

Au sujet du congrès, Jean Barrot ne sait rien sur l'éventuel poids de la Vieille Taupe (VT) dans l'autodissolution. Quand le groupe de la VT rencontrait des gens du MIL ou ceux de Mayo 37, ils parlaient de Marx, de la guerre d'Espagne, de tout, mais connaissaient mal leur activité réelle et le mode de financement. Ce qui lui semblait normal dans la mesure où il n'y participait pas. Ils suivaient mal les dissensions au sein du MIL car, détail non négligeable, à peu près aucune des personnes actives à la VT, à l'époque, ne parlait espagnol. De plus, il ne faut pas s'imaginer ces rapports comme une organisation se coordonnant efficacement, même à l'échelle de petits groupes, sur deux ou trois pays. Tout cela était très distendu. S'il ne se souvient pas du contenu des discussions entre la VT et ceux de l'ex-MIL après le congrès d'autodissolution, Barrot se rappelle, par contre, de la venue à Paris de trois personnes après les arrestations de septembre 1973, de leurs discussions et tentatives de faire connaître les faits ainsi que le caractère révolutionnaire de leurs actes.

Cependant, si le groupe de la VT avait eu connaissance de certaines pratiques, il se serait engueulé avec ces camarades car il n'y a jamais eu de complaisance vis-à-vis de l'illégalisme pour le principe et de l'autodestruction où sont entrés certains membres du MIL. Il (la VT) ne juge évidemment pas ces pratiques d'un point de vue juridique ou moral, mais par rapport à un mouvement social dans lequel elles s'inscrivaient. Barrot pose plusieurs questions : S'y inscrivaient-elles ? S'en autonomisaient-elles ? Ou était-ce un mélange des deux ? Et, si oui, quel aspect l'emportait ? Pour lui, le MIL était entré dans une évolution proche de ce que des Italiens ont vécu quelques années plus tard. Mais en Italie, c'était à une plus

grande échelle et avec des bases théoriques plus solides et, surtout, cela se greffait sur un mouvement social plus profond qu'en Espagne (posant plus directement la question du travail par exemple, et de la vie quotidienne qui, en Espagne, restait limitée à une petite minorité).

C'est seulement après les arrestations et dans le courant 1974 que la VT aurait pris conscience qu'une partie du MIL était devenue des professionnels de la clandestinité, sans plus grand rapport avec les prolétaires. Même si ces derniers au départ étaient issus de luttes sociales et/ou ouvrières ayant participé à des grèves (comme salariés ou non de ces entreprises), à Harry Walker par exemple.

Sebas : Barrot a raison, la Vieille Taupe n'a été au courant des activités militaires du MIL qu'après les arrestations de septembre 1973. Les seuls rapports que nous ayons eus avec eux, comme MIL, furent ceux pour le comité de soutien et pour Mayo 37. J'ai rencontré plusieurs fois P. Guillaume chez lui. Et deux ou trois fois, Barrot à la Vieille Taupe ou chez un autre éditeur, rue des Écoles. Mais vraiment, comme le reconnaît Barrot, ce mouvement était déjà en perdition en 1973, justement souvent du fait d'une politique *autodestructrice* d'extrémisme verbeux et de sectarisme complaisant... Il ne nous a jamais rien apporté directement dans notre combat. Les seuls camarades de cette gauche parisienne dont je garde un bon souvenir militant resteront Lefeuvre (Spartacus) et Guérin. Ils ont toujours été à l'écoute, compréhensifs et solidaires. Les autres étaient souvent arrogants et présomptueux, comme les sectaires, c'est bien connu, surtout lorsqu'ils n'ont jamais eu d'expérience révolutionnaire véritable.

Texte d'autodissolution et sa rédaction

Une fois l'autodissolution décidée, il est question de faire un texte explicatif qui marque à la fois la fin du MIL comme organisation et les nouvelles orientations ; c'est la préparation du CIA n° 2. Pour le Petit, c'est aussi une façon de régler l'affaire du n° 1.

Sur les rédacteurs du texte d'autodissolution (voir son contenu en annexe), sur le lieu de sa rédaction, les avis divergent. D'après le Petit, le texte a été écrit à Toulouse et ensuite apporté à Paris et pour Sebas, tout se passe à Paris et le texte est relu à Toulouse.

Quoi qu'il en soit, le texte et son post-scriptum sont acceptés par les participants au congrès et publiés dans *CIA* n° 2.

El Petit : On devait régler les affaires, sortir sous le même sigle *CIA*, un n° 2, le dernier où on théoriserait la stratégie de la Bibliothèque et l'autodissolution de *CIA* par l'autodissolution du sigle MIL pour donner naissance à des GAC, des groupes autonomes de combat mais non armés. Pour compenser, on décida de donner un nom à la Bibliothèque, celui du premier exemplaire dans lequel Berneri parlait de Mai 37. D'entrée, on édite deux livres comme si tout fonctionnait depuis des mois, on les distribuera avec le *CIA* n° 2. Une fois le consensus trouvé, Oriol se mit à la machine à écrire, je dictais les paragraphes. On se succédait, on lisait certains passages à haute voix et le reste de l'assistance suggérait des amendements, des coupures ou des rajouts. Tout le monde collabora un peu, sauf ceux qui avaient voté contre l'autodissolution. Ils restèrent en minorité car ils n'offraient pas de contre-propositions.

Sebas : Il y eut les premières réunions à Toulouse au cours desquelles la décision d'autodissolution a été prise. Quatre personnes furent désignées pour travailler au texte final. Le Petit, le Secrétaire, Puig et moi, nous sommes donc montés à Paris en compagnie d'un ou deux autres camarades (Aurore et Cricri peut-être ?). La décision de monter à Paris a été collective. Ensuite, il y eut une autre série de rencontres à Toulouse pour présenter le texte et travailler à la *CIA* n° 2 (rue Peyrolières, principalement).

El Petit : Je pense que le texte était déjà imprimé. D'une part, on est monté, le Secrétaire, Eva et moi avec le texte pour voir Octavio Alberola ⁽⁵⁹⁾ et la Vieille Taupe. Je crois qu'Alberola dit avoir eu connaissance de ce qui se passa par Sebas-Cricri mais je ne sais pas si ce fut par téléphone ou de vive voix.

59 – ALBEROLA Octavio est né en 1928 en Espagne, exilé avec sa famille au Mexique suite à la victoire des franquistes. Il devient militant libertaire dès la fin des années 1940. Au début des années 1960, il est en Europe. Membre de la FIJJL et de tendance anarcho-syndicaliste, il s'intègre à la lutte clandestine et mène avec Défense intérieur, le groupe/mouvance Primero de Mayo ou les GARI des actions armées contre le régime franquiste jusqu'à la mort de Franco. Il effectue divers séjours en prison au Mexique (1950), en Belgique (1968) et notamment en France pour ses activités au sein des GARI (1974).

Le Secrétaire était très intéressé par la tendance Alberola ou organisationnelle. Je lui ai dit que cela n'était pas compatible avec le choix de l'autodissolution. Le rendez-vous avec la VT fut pour le lendemain mais le Secrétaire n'a pas voulu m'attendre, Eva resta avec moi (ma santé ne m'a jamais permis de voyager seul). Pour Barrot, tout cet albérolisme lui semblait une mafia avec des dangers empestants.

Aurore : On était montés en voiture, Cricri chauffeur et certainement en Simca 1100 (bonne voiture d'époque), sans doute louée par moi, légalement. Il y avait aussi dans la voiture le Metge, Sebas et moi. Oriol avait absolument refusé de monter à Paris : il n'en voyait pas l'intérêt, tout branché sur l'Espagne et l'imprimerie pour *l'intérieur*, comme on disait. L'intérieur, c'était donc l'Espagne, et l'extérieur, la France. Il y avait ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, et parmi ceux de l'extérieur, ceux qui ne descendent quasi jamais à Barna.

Je pense que Sancho était aussi resté à Toulouse. On est allés à l'appart de mes parents porte d'Italie et aussi chez des copains de copains, rue Alexandre-Dumas près des Vignoles. On dut (pas tous) aller aux Vignoles, comme on le fera plus tard à l'époque GARI.

Sebas : Le Petit et le Secrétaire furent chargés de l'écrire dans l'appartement, proche de la place de la Réunion, rue Alexandre-Dumas. Spécialisation ! Puig et moi devions le viser le moment venu. Puig et moi, après une première lecture, avons trouvé le texte très bon mais trop vague sur les déterminations et, surtout, ne correspondant pas à ce que nous voulions faire après. Je vois encore les deux camarades allongés à plat-ventre sur un lit qui se relisaient le texte dans sa version définitive. À la lecture, nous avons conclu tous les quatre qu'il manquait quelque chose. Qu'il pouvait prêter à confusion sur l'idée de dissolution-abandon. Et nous fîmes le fameux post-scriptum. Le texte et le post-scriptum ensemble furent bien évidemment soutenus par Oriol puisqu'il lui laissait également les mains libres et une réelle autonomie.

Au cours du séjour, nous avons rencontré un certain nombre de militants, Guillaume, Lefeuvre, l'ORA, des anars et des gens de *Politis*, si je me souviens bien...

El Petit : Le texte de l'autodissolution se fit contre la montre et on dut rajouter un post-scriptum car on avait négligé des choses essen-

tielles et on n'avait pas la force de tout réécrire. Ceux de l'imprimerie (Oriol, Sancho) se mirent au travail, les minoritaires partirent sans dire au revoir. Deux d'entre nous montèrent le texte à Paris.

Aurore : Le post-scriptum correspondait surtout à Jean-Marc mais je ne me rappelle pas des discussions, j'étais déçue de la conclusion, mais c'est tout. Le *CIA* n° 2, contenant le texte, a été à peine diffusé car certains ne voulaient pas le distribuer. Après les arrestations de janvier 1974, on a abandonné les exemplaires dans deux voitures, dont une en face de la gare routière de Toulouse de l'autre côté du canal...

Sebas : En fait, le texte est une compilation plus ou moins claire de concepts *ultra-gauches* sans véritable ligne directrice. Il n'a pas beaucoup d'intérêt que celui historique. Moi qui, aujourd'hui, défends encore les positions conseillistes allemandes de type KAPD, Gorter en particulier, je trouve le texte très peu explicite sur ces véritables concepts conseillistes. Style : « La pratique est liée au développement du MC et en fait partie. C'est pour cela qu'il se propose de critiquer toutes les mystifications ».

Lesquelles ? Et comment le MIL est partie intégrante du MC ? Sur quelle base en dehors de l'exposition théorique ? Et donc, en fin de texte, nous arrivons à une contradiction ingérable dans une position politique de ce type.

Le Petit et le Secrétaire ont écrit : « Parler d'action armée et de préparation à l'insurrection est la même chose, il est maintenant inutile de parler d'organisation politico-militaire ; de telles organisations ne sont que d'autres déchets politiques ».

Il faut constater l'agressivité des termes « déchets politiques », mais elle est due à la traduction de Cortade qui n'a pas fait dans la dentelle, le texte dit « racket politique » (donc, ne sont rien d'autre que des rackets politiques). Elle est révélatrice aussi de l'état d'esprit de ce travail, en plus le post-scriptum est tout simplement absent dans le bouquin⁽⁶⁰⁾. Le début de la phrase est juste. Oui, mais non

60 – Au sujet de l'absence du post-scriptum dans son livre, nous avons posé la question à Cortade. Dans un courrier daté du 5 novembre 1996, il nous écrit : « Le texte que j'ai publié est le texte intégral tel qu'il a été adopté à l'unanimité par les membres du MIL présents. Le post-scriptum a été rajouté peu après par une partie minoritaire du MIL et ne pouvait donc être présenté comme le texte original... »

dans le sens qu'ils le pensent à ce moment-là. Il y a un lien stratégique inattaquable entre le fait de prétendre que la révolution ne peut être qu'une accumulation de violences révolutionnaires et celui de dire que la lutte armée est la préparation consciente, expérimentale et organisationnelle de cette conclusion stratégique. Et la vision au premier degré du début est en contradiction donc avec le post-scriptum « le terrorisme et le sabotage sont des armes actuellement utilisables par tout révolutionnaire. Attaquer le capital et ses fidèles gardiens (qu'ils soient de droite ou de gauche), tel est le sens actuel des groupes autonomes de combat qui ont rompu avec tout le vieux mouvement ouvrier et mettent en oeuvre des critères d'action précis... »

Les deux idées sont fondamentalement contradictoires. Mais nous collectionnions les contradictions ! Contradiction encore dans les comportements qui suivirent. D'un côté, on dissout le MIL puis, immédiatement, Oriol et Sancho mettent sur le tapis une action commémorant l'anniversaire de la première véritable action armée du MIL un an auparavant ! Que croire ?

Cette période se termine en août 1973, par les publications :

■ De *CIA* n° 2. comprenant :

- Le texte d'autodissolution du MIL avec le post-scriptum.
- « Italia : Justicia en la calle » (Italie : justice dans la rue), un texte sur les Brigades Rouges italiennes avec un communiqué de revendication de ces dernières.
- « Contra el nacional-socialismo del IRA » (Contre le national-socialisme de l'IRA), un texte sur la lutte de classe en Ulster signé Jean-Yves Bériou (article extrait de la revue française *Les Temps modernes*).
- « De la guerra civil barbara a la guerra civil revolucionaria » (De la guerre civile barbare à la guerre civile révolutionnaire), un texte daté de mai 1973.
- Et pour finir « ¿ Movimiento comunista ? », une bande dessinée érotique détournée avec pour thème la finalité du mouvement communiste.

■ De « Esquema sobre la historia del MIL » (Schéma sur l'histoire du MIL). Texte-bilan, interne, résumant les tensions et les

scissions entre l'ET/EE/EO/GOA et au sein du MIL. Le document a été rédigé par le Petit.

Sancho : Une fois terminé le congrès, d'un côté il y a Salvador qui doute, d'un côté Sebas et Cricri, d'un autre Oriol, Queso, le Petit et moi. Le Secrétaire et Pedrals ont été dépassés par la situation et sont restés en marge. On peut dire qu'il y eut la formation de deux GAC : Jean-Marc, Cricri, Aurore et Salvador d'un côté, Oriol, Eva, Queso et moi d'un autre. Sauf Oriol, Aurore et moi, les autres partirent à Barcelone pour préparer un hold-up car on n'avait presque plus d'argent pour continuer les éditions. Oriol est resté car il devait se présenter deux fois par semaine à la police de Cahors où il était confiné et moi parce que je devais m'occuper de l'imprimerie.

Sebas : Je trouve cette version absurde. Il n'y a pas un MIL avant le congrès et puis des GAC après. Les GAC comme structuration autonome existent depuis au moins un an. Le seul GAC que je connaisse, d'un point de vue d'identification stricte, est celui qui s'est formé à la Modelo après les arrestations.

En fait, deux versions s'opposent toujours dans la vision de cette période. Pour la première, le congrès aurait été un changement de cap radical entraînant jusqu'à une transformation des structures de combat. Pour la seconde (dont je me réclame), c'est un moment de dépassement à partir des acquis établis en 1972 et 1973, le passage à une nouvelle époque du combat mais dans la continuité. Malheureusement, il est difficile d'étayer ma version face à ce regard *officiel* et banalisé.

Sancho : Il y avait un problème de trouille et un problème de leader. Jean-Marc voulait peut-être devenir leader, Oriol c'était du même niveau. Jean-Marc parlait des GAC, Oriol voulait faire beaucoup de choses. Jean-Marc était plus radical. Et personne ne voulait aller travailler dans un bureau.

À la fin du MIL, c'était *No MIL, a mi me va bien*. La conclusion, à part les déclarations politiques, c'était le MIL n'existe plus, ça ne fait rien, il y a les GAC ; on ne va pas arrêter, on continue. L'auto-dissolution ne changeait rien sauf qu'il n'y avait plus d'argent.

El Petit : L'autodissolution confirmait la séparation d'une manière irréversible. Oriol me demanda d'aller à Barcelone avec le peu

d'argent qui restait pour essayer de convaincre le Metge de ne pas s'aligner sur le Secrétaire/Sebas.

Oriol disait qu'il fallait un dernier hold-up pour mettre en pratique l'autodissolution. Parmi ceux qui sont retournés à Barcelone, certains restaient loyaux à la nouvelle ligne. C'était le cas de Queso qui s'était proposé pour le hold-up, peut-être aussi le Metge ou Garriga.

Sancho : Devant l'ET, on disait que c'était le dernier, « vous avez besoin d'argent pour les éditions ». On était capables de faire de tout pour vivre, on aurait continué les hold-up pour vivre et si le Petit avait décidé d'arrêter les éditions, on aurait continué quand même les hold-up. Personne, après la dissolution, n'envisageait d'arrêter, les théoriques c'est une autre histoire. Pendant le congrès, Sebas avait acheté des pistolets.

El Chato : Après l'autodissolution, nous n'avons pas eu le temps de savoir comment les ex-MIL allaient évoluer. Les arrestations commencèrent tout de suite. Cependant, la ligne théorique défendue par ceux de la Bibliothèque perdura à Barcelone bien après la transition et, par exemple, Etcetera fut une tentative de développer une ligne éditoriale similaire à Mayo 37, avec les gens, avec nous toujours ensemble aux Plataformas. UCL suivait un autre chemin bien que nous ayons de bonnes relations, mais ils recommençaient le leitmotiv d'un parti d'un nouveau type.

LES ARRESTATIONS

L'histoire du MIL s'arrête en août 1973. Il est dissous en tant qu'organisation mais l'aventure continue. Si Oriol, Sancho et Aurore restent à Toulouse, les autres partent à Barcelone le 10 septembre. Ils sont six : Queso et Quesita dans une Simca 1200, Sebas, Cricri, le Metge et le Secrétaire dans le coupé Fiat 850.

Sebas : Au début septembre, nous sommes progressivement retournés à Barcelona. Nous sommes passés par un nouveau passage sur les pentes du Puigmal, plus à l'est mais toujours en Cerdanya. Un long passage en voiture qui nous permettait de rejoindre la route au-dessus de La Molina.

Cricri semblait bien le connaître. Il avait dû le faire avec Sancho ou même avec Oriol quelques semaines auparavant.

Montes nous avait fourni une nouvelle planque, louée par Beth, rue Nostra Senyora del Coll. Un grand appart dans le quartier de Vallcarca au-dessus de la place Lesseps (encore !). Quatre ou cinq pièces dans un immeuble moderne, à peine meublées. Une particularité, nous étions au 3^e sous-sol. En effet, lorsque nous entrions sur la rue, il fallait descendre trois étages pour arriver à notre appart. Nous vivions là, Puig, Aurore, Cricri et moi. Queso et Quesita étaient dans un appart à Horta.

Immédiatement, nous avions repris notre travail habituel sur Barcelone. Rendez-vous, surveillances, etc. Comme si rien n'avait changé ou si peu. Pour notre part, nous avions deux voitures à notre disposition, la 850 légale et une Simca orange ou jaune (?) qui avait été louée et qui pouvait, dès lors, servir à circuler tant qu'elle n'était pas déclarée volée, et ensuite elle devait être utilisée à une expo.

Puig avait multiplié les contacts avec l'OLLA suite à nos résolutions de Toulouse. Les contacts semblaient très positifs. Nous avions étudié la possibilité de faire une réunion plus large, avec comme objectif l'ouverture de la coordination à d'autres composantes.

Une expo nous avait été proposée pour la fin du mois. Plusieurs millions (trois ou cinq) dans une petite banque de la Diagonal, à hauteur de Valencia ou de Provença. Nous avons commencé le boulot de repérage.

Aurore : Nous étions seuls à Toulouse, Sancho, Oriol et moi. Les autres étaient en train de préparer un braquage à Barcelone. Il était hors de question d'exclure Oriol, mais ils le mettaient de côté car ils avaient un projet sans lui. Oriol devait s'occuper de l'imprimerie à Toulouse, du moins pour cette action. Mais il n'y avait pas de place pour Oriol et je pense que c'est un peu pour ça qu'il a voulu faire quelque chose, montrer qu'il était capable d'agir et de rapporter de l'argent.

Il y a eu une grande discussion donc après la libération d'Oriol en juin. Celui-ci débarquait dans un monde qui avait changé, où il ne trouvait pas bien sa place, où Sebas avait pris, en particulier, de l'ascendant sur tous les autres. Il se trouvait, avec Sancho, relégué à l'imprimerie (sise à Arnaud-Bernard). Moi, je n'avais pas accès à cette imprimerie par sécurité. Il ne voulait pas rester à Toulouse à

s'occuper de l'imprimerie. Je pense que Sancho était pour continuer, il était partagé entre Oriol et Jean-Marc.

Bref, Ils m'expliquèrent (surtout Oriol) qu'il n'y avait pas assez d'argent pour l'imprimerie. C'était toujours l'obsession pour nous d'imprimer, de faire des *folletos* (brochures), de faire passer de la propagande, de continuer les Éditions Mayo 37, etc.

Il avait un super plan d'une banque à Bellver de Cerdanya et la refaire un an après jour pour jour... Il m'a proposé d'y participer. Il fallait se retenir à deux bras sur son siège pour ne pas résister à sa force de conviction. Oriol désirait – pour impressionner les machos espagnols — que j'y aille pour montrer qu'il n'y avait pas que des mecs. Fallait-faudrait que je porte une minijupe. J'étais relativement tentée. Faire *comme les autres, comme tout le monde* c'est-à-dire comme les actifs, pas les gratte-papier, *actuer*. Tout devrait bien se passer. Au cas où, c'était simple, il n'y avait qu'à traverser le rìo à la nage (sans avoir pied, et large de je ne sais plus combien). J'ai pu dire non car je savais à peine nager. Il me semble qu'Oriol et Sancho en avaient déjà parlé précédemment, car je revois le Metge opposé au fait qu'une fille aille braquer une banque et Sebas mi-figue mi-raisin.

Le 13 septembre, Oriol, Sancho et Aurore quittent Toulouse pour Barcelone où ils sont accueillis très fraîchement par les autres.

Aurore : Tous les trois nous décidâmes, malgré l'opposition connue des autres, de descendre à Barna. Au départ, raisonnablement, je prenais, moi, le train jusqu'après la frontière. Discussion faite et pas l'envie de se quitter, nous décidâmes de partir tous les trois à deux voitures. Celle avec laquelle Oriol était descendu de Cahors et qu'il venait de piquer à un médecin cadurcien, et celle que nous avions, légale, appartenant officiellement à Dandy. Nous avions acheté à son nom une trois-chevaux d'occase bleu clair forme fourgonnette avec laquelle nous nous trimbillions dans Toulouse. Dandy nous avait fait promettre de ne pas l'emmener en Espagne mais nous avons besoin de deux voitures, pour *faire naturel* car la voiture piquée par Oriol à Cahors démarrait en branchant deux fils et nous ne pouvions pas nous ravitailler avec elle en essence.

C'est à deux que nous descendîmes vers les Pyrénées, Oriol conduisant sa voiture. Quand nous sommes arrivés vers les lacs, avant Font-Romeu, Sancho exprimait son côté catalan. Il m'invitait à humer l'air qui était tellement meilleur, tellement différent puisque nous étions en Cerdagne.

Je nous revois dans la montagne au Pla de Salinas (vue directe côté espagnol). Est-ce Sancho (je crois) ou Oriol qui embourba une auto ? On est restés bloqués là, visibles de l'Espagne puisque ce Pla est orienté dans ce sens quasi sans végétation. On cherchait des branchages ou des pierres pour combler le trou où patinait l'auto. Cela a duré un bon moment avant que la voiture ne puisse s'arracher de là. Puis on est repartis pour déboucher sur la route face à la station de La Molina (sur l'autre versant de la montagne). On riait comme des petits fous (moi, un soupçon de crainte au fond du cœur, tant des autres du groupe qui ne nous attendaient pas à Barna que, très vaguement, des gardes civils ou autres). On est allés boire quelque chose dans un café de La Molina. Ils ont décidé que c'est moi qui commandais nos trois consommations, pour faire comme si eux aussi étaient Français, ne me parlant qu'en français. Je nous revois au comptoir de ce café de montagne. Ils m'avaient fait répéter ce que je devais dire, ils trouvaient cela très drôle comme une super-plaisanterie de plus dans la joie de ce moment-là (je ne sais plus si c'était en catalan ou en castillan qu'ils m'ont fait répéter les mots à dire).

Puis on est repartis. On a laissé la 3-chevaux dans un tournant de route et nous avons continué avec une seule voiture, sans doute une Simca 1500. Nous ne savions pas que la 3-chevaux, repérée peut-être dès ce jour-là, serait transformée en passoire par les tirs...

À Barna, nous décidons de garer la voiture de Cahors hors d'un parking payant à cause du gardien, et de trouver une place dans la rue, ce qui ne fut pas évident. Je ne crois pas que nous ayons téléphoné pour annoncer notre arrivée. Nous savions que les copains se réunissaient à telle heure chez le Petit pour faire le point, et nous décidons donc de les y rejoindre. Les frères Solé connaissaient son adresse, pas moi. On débarque dans cet appartement bourgeois. Têtes (vertes) des copains qui ne nous attendaient pas du tout. Nous avons agi, en dépit de toutes les consignes. Le comité d'accueil était lugubre, on s'était tous si bien entendus à Toulouse

dans l'appartement de la rue Peyrolières. Oriol expose ses plans d'aller refaire la banque de Bellver de Cerdanya. Sancho ne dit rien ou très peu. Idem de ma part. Queso veut les suivre pour ne pas les laisser seuls.

Personne n'a l'air ni réjoui, ni content. Il y a là un nœud d'amitiés, d'ascendant, de préséance, de rivalité. Nous sommes trois empêcheurs de tourner en rond, les projets étaient faits sans nous. Sans moi. Je ressens encore une fois le fait qu'Oriol doit se sentir mis à l'écart, le groupe a évolué sans lui. Son frère le suit parce qu'il est son frère, me semble-t-il, et pour l'ascendant, le charisme qu'il a, de même que Queso. Il me semble qu'étaient aussi présents ce jour-là chez le Petit, non seulement le Metge, Queso et Quesita, Sebas, Cricri, mais Eva et le Secrétaire (qui ressemblait physiquement à Trotski).

Ensuite je suis partie dormir dans le nouvel appartement du Metge, où habitaient aussi Cricri et Sebas. Un appart loué par Beth car, si à Toulouse Montes et Beth étaient pour le MIL *interdits de séjour*, exclus, à Barna, pour des raisons stratégiques et contre la répression, ils continuaient à *actuer* au moins avec le Metge : fourniture d'appartement, par exemple.

Cet appart était au troisième sous-sol d'un immeuble populaire de peut-être dix étages sur une colline de Barna très pentue. Un appart bizarre. Une fois dans le hall d'entrée de l'immeuble, au lieu de monter, on descend trois étages. On est sur le palier de l'appart. On entre par un long couloir étroit et humide style mur de bloc-kaus. Un jour, après les premières arrestations de septembre, il y aura une coupure d'électricité et les trois (Metge, Cricri et Sebas) penseront (moi, à retardement) que la police avait provoqué la panne. C'était une chaude soirée de fin d'été. Tous en tenue *légère*, eux en slip-short, moi en chemise de nuit-robe orange. Je les revois tous les trois courant, cherchant leurs habits, leurs armes, se croisant en tous sens, allant voir côté rue, etc., me disant de me glisser entre deux matelas (sauf que je ne crois pas qu'aucun lit ait eu deux matelas, ou un sommier plus un matelas). Je n'ai pas eu le temps d'avoir vraiment peur. La lumière s'est rallumée, on a vérifié dans la rue que tout était normal.

Sebas : Puig est remonté à l'appart, il était très en colère contre Oriol. Il nous informa de la volonté d'Oriol et de Sancho qui, à peine

arrivés, proposaient de célébrer le premier anniversaire de l'expro de Bellver en y revenant *passer une couche*.

Tout cela nous parut extraordinaire. Et ainsi, vers vingt heures, nous avons débarqué chez le Petit qui hébergeait Oriol pour l'*occasion*. Un très grand appart dans la « dretha de l'eixample ». L'ambiance était survoltée comme savait la créer Oriol quand il jugeait qu'il fallait faire à tout prix. Aucun argument ne le touchait. Et Sancho le suivait aveuglément.

Leur projet ne tenait pas debout politiquement mais plus militairement, il était aberrant. Outrageusement risqué et peu profitable. Mais aucun argument ne parvint à les en dissuader. Ils ne concevaient cette opération que dans un rapport de force avec nous, Puig et moi principalement.

Le Petit souriait sur sa chaise. Pourtant, chacune de nos objections pointait. Oriol termina au bord des larmes.

Même Cricri qui était très proche d'Oriol puis de Sancho, refusa de monter avec eux. Puig et moi décidâmes même de ne pas les aider à la seule fin de leur interdire l'infrastructure nécessaire à cette action suicidaire. Mais, ils nous avaient précédés et avaient déjà obtenu le matériel indispensable dont la voiture de l'infrastructure de Toulouse et la collaboration de Queso.

Tout semblait se mettre en place pour le désastre.

Nous avons déposé Cricri et Aurore à l'appart puis nous sommes montés chez Queso. Puig connaissait leur appartement depuis l'histoire de la sacoche en juillet. Queso ne voulut pas revenir en arrière. À ce que je me souviens, il invoqua surtout son engagement. Maintenant, c'est à lui de dire pourquoi il ne changea pas d'attitude. Il pouvait le faire puisque nous démontrions que tous deux, lui comme le camarade de Toulouse, avaient été *trompés* sur le côté organisationnel de cette action.

Oriol et Sancho avaient décidé seuls de mener cette opération, au contraire de notre fonctionnement qui jusqu'alors était basé sur la décision collective, comme doit l'être tout fonctionnement guérillero. C'est le groupe qui décide, et c'est lui qui, ensuite, se dote d'un commandement pour l'action.

Sancho : Pendant que certains préparaient un hold-up à la suite d'une information donnée par la OLLA, on proposa avec Eva d'attaquer une nouvelle fois la banque de Bellver de Cerdanya car on

manquait d'argent. Les autres l'ont pris comme un coup de force mais c'était faux, il n'y avait plus d'argent et on décida simplement d'aller en chercher comme les autres fois.

Quand Oriol, Aurore et moi arrivons à Barcelone, sans dormir pendant deux nuits, nous apprenons que le Secrétaire a mis son veto au fait qu'Eva vienne à Bellver avec nous. Queso s'est alors proposé de nous accompagner. Après une réunion tendue, on décida de faire le braquage de Bellver alors que les autres restaient à Barcelone pour préparer le prochain. Je ne sais pas s'il y a eu ou non une fracture mais ce que je peux dire c'est que, comme les autres allaient à la leur, nous faisons de même.

Sebas : C'est la dernière fois que j'ai vu Oriol chez le Petit. Il se croyait en juillet 1972. Il le paya chèrement. Je m'en veux aussi énormément de ne pas avoir trouvé les mots et les arguments pour éviter cette catastrophe tout à fait prévisible. Puig était lui-aussi très conscient de la fin. Et en fait, c'était celui qui était à l'origine du MIL qui en causa la perte, par une position politique totalement subjectiviste.

Pourtant cela ne signifie pas que j'en veuille à Oriol, je lui garde un attachement particulier. Et en 1977, je fus très critiqué par certains anciens à ce propos (comme le Secrétaire) qui me dirent : « Tu n'étais pas à la Modelo avec nous ». Pourquoi ? Je ne l'ai jamais su et je n'ai jamais cherché à le savoir. Pour moi, Oriol restera celui de juillet 1972. Donc celui de septembre 1973, malgré tout. C'est-à-dire un partisan.

Expropriation de la Caja de Pensiones à Bellver de Cerdanya (province de Lérida)

Le samedi 15 septembre, à 9 h, Oriol et Queso pénètrent dans la banque, ressortent avec six cent mille pesetas et retrouvent Sancho qui les attend dans la Simca dérobée par Oriol à Cahors. À quelques kilomètres de Bellver, le groupe abandonne la véhicule et prend un sentier de montagne.

Sancho : Pour le deuxième hold-up de Bellver, un an jour pour jour après le premier, on a procédé comme d'habitude avec deux voitures, une volée et l'autre légale qui nous servait pour la fuite.

J'ai laissé Oriol et Queso devant la banque. Quand ils sont sortis, ils m'ont cherché à gauche alors que j'étais en face à droite. Quand on est partis, plusieurs employés de la banque étaient dehors, quelques-uns ont voulu jouer les héros, ils nous ont poursuivis en voiture. Je n'ai tiré qu'une fois dans leur direction parce que le chargeur de mon arme est tombé, le pare-brise de leur voiture s'est éclaté et cela les a stoppés. Il n'y a pas eu de blessé. Pour éviter les contrôles de la Guardia civil, on devait marcher quelques heures avant d'atteindre la voiture légale. À cause de la fatigue accumulée et le manque d'expérience de Queso, on décida d'écourter le chemin et ce fut là l'erreur. Comme cela impliquait de traverser un village, on décida de cacher les mitraillettes et d'y aller seulement avec les pistolets, c'est là qu'on s'est cognés à une patrouille de la Guardia civil.

Après une intense fusillade, une véritable chasse aux lapins de la part de la Guardia civil, j'ai perdu le contact avec les autres. J'ai marché deux ou trois jours avant de réussir à arriver en France, et ce, toujours de nuit car toute la montagne était quadrillée par la police. Je suis arrivé à Toulouse par le train et comme je n'avais aucune clé d'appartement, je suis allé chez le Zapatero avec l'espoir que quelqu'un me contacterait. C'est là que j'ai appris par la presse les arrestations d'Oriol et de Queso. Ils ont été arrêtés le lendemain du nez-à-nez avec la patrouille. Ils étaient fatigués et ils décidèrent de chercher la voiture légale que nous avions laissée sur un chemin communal. Cela a été leur erreur. Quand ils y sont arrivés, il y a avait déjà la police, au nombre d'une quarantaine, qui se repliait après avoir trouvé la voiture. Après un nouvel affrontement, ils sont pris faute de munitions.

Bien que je me trouvais à peu de kilomètres des arrestations, je n'avais rien su. Un jour, quand j'étais caché sous des rochers, j'ai entendu des voix d'une voiture qui s'arrêtait en disant « c'est par ici que se cachent les braqueurs ».

Aurore me contacta chez le Zapatero et, deux jours plus tard, arrivèrent Cricri et Jean-Marc qui avaient réussi à s'enfuir de Barcelone.

Le dimanche 16, après avoir passé la nuit dans la montagne Oriol et Queso décident de rejoindre la trois-chevaux fourgonnette qu'ils ont laissée, entre Alp (province de Gérone) et la Molina,

dans la forêt à quelques kilomètres de Puigcerdá. Il est 11 heures lorsqu'ils s'approchent de la voiture qui doit leur permettre de passer la frontière et rejoindre Toulouse. Ils sont encerclés et arrêtés en possession de deux armes de poing, de munitions, d'une paire de jumelles et d'une somme de quatre cent cinquante mille pesetas. Blessés, épuisés, Oriol et Queso sont emmenés dans les casernes de la Guardia civil, d'abord à Puigcerdá, ensuite à Gérone. Ils sont rapidement identifiés, comme le précise le rapport de la Brigada d'investigación criminal de Barcelone adressé au juge d'instruction (voir document en annexe). Ils sont interrogés et torturés pendant trois jours par des membres d'un corps spécial de la police politique, la Brigade anti-MIL. Les mêmes qui vont mener la chasse et procéder aux futures arrestations. Dans un état physique lamentable, Oriol et Queso sont incarcérés à la prison de Gérone.

Sebas : Nous avons eu connaissance des arrestations très rapidement par un parent Solé qui était alors journaliste au *Journal du lundi*. Puig voyait Raimon, un des frères d'Oriol pour avoir des infos. Oriol avait fait savoir que ni lui ni Queso n'avaient parlé sur les infrastructures de Barna et Toulouse. Nous savions qu'ils avaient été torturés dès leurs arrestations, frappés, quasiment lynchés par la Guardia civil devant la population de plusieurs villages. La Guardia civil les a transportés en Land Rover et elle les descendait à l'entrée de chaque village pour, qu'enchaînés, ils les traversent sous les coups de crosses.

À Barcelone, nous avons pris des mesures de sécurité immédiates. À l'appart, nous avons fait une évaluation pour savoir si notre structure était réellement étanche. Elle l'était, sauf les voitures qui étaient connues des camarades. Nous les avons éloignées de l'appart et garées dans des endroits très discrets.

Ensuite, nous avons fait la tournée de tous les camarades. Les légaux devaient partir impérativement, ils étaient notre talon d'Achille, ceux par qui la police nous remonterait car ils ne pourraient pas leur échapper et eux nous feraient « tomber ». Et on ne s'était pas trompés.

Nous devons rester dès lors que trois sur Barcelone, Puig, Cricri et moi. Assez pour assurer les infrastructures et frapper l'info de fin du mois.

Felip : Quand Oriol fut arrêté après l'expropriation de Bellver de Cerdanya, notre groupe se chargea de récupérer les armes (trois Sten) abandonnées lors de la fuite. Les contacts avec l'ex-MIL se renforcent, on leur donne de l'argent et de l'aide autant que possible. On leur offre des appartements pour se réfugier. S'élabore la fusion entre des membres de l'ex-MIL et des membres de notre groupe.

Aurore : Jean-Marc, peut-être Cricri et moi avions rendez-vous dans un bar avec Pedrals pour lui faire passer des textes à diffuser, des brochures des Éditions. Nous avons appris les arrestations par les journaux et quand Pedrals est arrivé, on lui a montré les journaux, il a blêmi et est parti sans emporter quoi que ce soit.

Sebas : Pedrals ne s'était pas opposé à Bellver. Toujours en retard, Pedrals marchait triomphant vers nous trois, Puig, Aurore et moi qui l'attendions Plaça Virreina. Il nous toisa de haut. Il portait fièrement le journal dans lequel était relatée l'opération de Bellver. « *Cachondo, ¿ no ?* ». Lorsqu'il y avait de la vulgarité ou de l'agression, nous avançons plus facilement la terminologie castillane.

Ce *cachondo* signifiait *oiseaux de mauvaises augures*, « vous avez mis la pression pour faire croire que l'on ne pouvait pas faire sans vous », etc. Je ne l'avais jamais vu se réjouir autant d'une action.

Puig lui expliqua l'arrestation et tout le bordel en cours. Il passa rapidement du triomphant à la panique. Puig a demandé à Pedrals de monter dans les 48 heures à Toulouse sinon les contacts seraient définitivement coupés.

À tous les rendez-vous de sécurité que nous avons, Puig et moi, nous donnions les mêmes consignes. Nous avons essayé de le faire vraiment.

Le Petit avait rendez-vous pour monter avec Eva et Aurore. Au rendez-vous de sécurité, il nous sortit un baratin comme quoi il lui fallait sauver des manuscrits. Qu'il partait immédiatement après. Au cas où il se retrouvait bloqué à la frontière, je lui ai donné un rendez-vous de sécu exceptionnel, celui de Girona, il le marqua en code, avec son écriture toute tremblotante, sur le vieux carnet à spirales qu'il transbahutait toujours sur lui. L'ultime fois où j'ai vu le Secrétaire, c'est en haut du Paseo de Gracia, sur un banc. Nous en étions à discuter de ce que nous pouvions faire après les tombées d'Oriol et Queso.

Je lui ai expliqué que Cricri et moi, après en avoir discuté avec Puig, avions l'intention de remonter en France pour organiser une campagne de *solido* et, si possible, de réaliser un enlèvement pour libérer les deux camarades.

Puig lui avait expliqué précédemment comment il comptait s'organiser avec l'OLLA et élargir la coordination.

Puig et moi avons monté un projet organisationnel qui avait à peine changé d'orientation après les arrestations de Bellver. Puig devait rejoindre l'OLLA. Tenter de construire une coordination plus large avec d'autres groupes autonomes libertaires et communistes catalans et étudier le passage à la lutte armée. C'est-à-dire, passer enfin à l'action armée contre la dictature et, en particulier, les pivots du régime, l'armée et la police.

Dans les discussions, je sentais bien qu'il avait saisi, à ce moment-là, l'urgence de cette lutte. Qu'il fallait la mener avant qu'il ne soit trop tard pour nous tous. Sinon tout ce qu'on avait appris, toute cette expérimentation, aurait été accumulée en vain.

Cricri et moi devons remonter et construire une coordination de groupes autonomes à partir de tous les contacts que nous avons déjà.

El Chato : J'ai appris les arrestations par la presse. Ils me firent un passeport presque immédiatement et ils paraissaient ne pas avoir peur de « tomber ». Le jour suivant, je vis Santi et le suivant le Metge qui vint avec le Secrétaire et je repris beaucoup la mouche. Ils semblaient trop sûrs d'eux. Deux jours avant, le Metge, Rouillan, le Secrétaire m'avaient fait passer des trucs des éditions Mayo 37 et quelques autres que j'avais achetés à Toulouse.

Je critiquai leur insouciance de se déplacer dans Barcelone mais ils disaient que les avocats leur avaient garanti que personne n'avait parlé.

Sebas : Les camarades semblaient convaincus de devoir monter, mais en fait, pour de multiples raisons, ils s'arrangèrent pour ne pas partir. Pedrals était amoureux, il resta. En allant voir sa belle, il se fit arrêter et torturer. Le Petit s'arrangea pour *rater* tous les rendez-vous de départ. La police le rattrapa, il fut arrêté et torturé. Le Secrétaire avait un appart plus clando. Il s'arrangea lui aussi, plus par laxisme que par autre chose, par se faire arrêter et torturer.

Le 18, la Brigade spéciale anti-MIL intervient chez les parents de Queso, mais c'est le lendemain qu'elle revient pour arrêter Quesita qui est emmenée au commissariat de la via Layetana. Pendant trois jours, elle est interrogée durement. On l'empêche de dormir et on ne lui donne rien à manger ni à boire.

Aurore : Ils sont revenus le lendemain pour chercher Quesita car ses propres parents l'avaient dénoncée. Ils avaient déjà porté plainte contre Queso pour « détournement de mineure ».

L'interpellation de Pedrals et de sa compagne a lieu le 21. Le même jour, Aurore et Eva quittent Barcelone pour Toulouse.

Aurore : Quesita aurait *parlé* en disant ce qu'elle savait, notamment sur la compagne de Pedrals, Maria Luisa qui travaillait dans une agence de voyages. Les flics y sont allés et ils ont pris la fille et Pedrals qui venait la chercher. C'était juste une copine.

C'est de l'appartement où vivaient Puig, Jean-Marc et Cricri que je suis partie un matin, quelques jours après la tombée d'Oriol et Queso. C'est la dernière fois que j'ai vu le Metge. J'ai sa vision sous la couette. Cricri comme chauffeur et Sebas m'ont accompagnée à la gare de France. J'y ai revu Montes, faisant le guet. Le Petit devait lui aussi par sécurité, vu sa vulnérabilité (en tant que *légal*, et physiquement), revenir à Toulouse. Mais à cause de cette étrange atmosphère franquiste où tu pouvais être repéré sans être arrêté, où tu te sentais légal malgré tout, il était légal, et il travaillait comme journaliste, publiant des articles dans des revues catalanistes. C'est pourquoi il a eu beaucoup de mal à quitter son appart, ses bouquins, etc.

Il ne vint pas au rendez-vous. Eva et moi, nous l'avons attendu en vain et pris le train, séparément, chacune dans un wagon différent, au cas où. Le Petit fut ainsi très facilement arrêté.

À Barcelone, Cricri m'avait filé les clefs de l'appartement qu'il avait loué durant l'été au 13, rue Urbain-Vitry, à cinq cents mètres du Capitole. Personne au MIL ne le connaissait. Il avait quitté celui de la rue des Blanchers parce que l'adresse était connue des flics.

Le 23 ou le 24, le Petit est interpellé par la brigade anti-MIL, en sortant de chez lui au 47, rue Caspe à Barcelone. Il est emmené au commissariat de la via Layetana. Lors des interrogatoires et à l'aide des documents découverts sur lui, la BIC apprend qu'il a un rendez-vous le 25 au bar Funicular, à l'intersection des rues Girona et Consejo de Ciento.

Au sujet de l'arrestation et des rendez-vous du 25 septembre, des divergences apparaissent.

El Petit : Après le congrès, je suis descendu à Barcelone la semaine avant le départ de Sebas. D'habitude, je prenais toujours un billet d'avion aller-retour mais je revenais en train. Comme cette fois il n'y avait pas d'argent pour mon retour de Toulouse, j'ai dû utiliser le billet retour en avion, exceptionnellement. Si j'avais pris le train, la police espagnole n'aurait pas détecté mon arrivée avec la rapidité qu'elle a eue, il me semble. Je pris seul l'avion.

Il n'y avait pas de danger dans mon appart car cette semaine-là, ceux qui préparaient l'action de Bellver, le faisaient depuis la France.

À 12 heures, à la sortie de mon immeuble, la police m'attendait. Ils disaient qu'Orjol ou je ne sais qui dormait dans mon appartement. Je les fis monter pour qu'ils voient que j'étais seul avec mes livres, qu'il n'y avait pas d'arme ni rien de suspect. Les policiers cherchaient des armes : ils connaissaient le reste, les livres et les revues d'ultra-gauche ou clandestins. Je n'ai jamais eu d'archives. Une belle-sœur à moi, ex-CHE-CHO, passa tout ramasser, la police n'en voulait pas. Ensuite, ce sont eux qui posèrent les armes bien que je niais ce fait. Ils me racontèrent qu'ils avaient lu mon historique clinique (mon hospitalisation en juillet) et qu'on leur avait interdit de me torturer. Ils me localisèrent grâce au personnel français de l'aéroport avant que l'avion décolle. Ils me dirent que le Légionnaire était leur informateur et qu'ils avaient tous les noms ainsi que ceux des appuis, avec les adresses. Je leur répondis qu'ils en savaient plus que moi, et c'était vrai.

La BPS m'a dit que ceux de l'aéroport de Toulouse les avaient avertis car ils avaient lu mon nom sur la liste noire élaborée par la BPS avec les dates du Légionnaire, où je figurais comme terroriste ou je ne sais quoi. Je suppose qu'il est logique qu'ils m'attendaient

à mon retour à Barcelone. Ils suivaient plusieurs pistes en même temps et j'étais seulement un recours au cas où échoueraient les autres pistes vers lesquelles les faits du moment les conduisaient.

Aurore : Suivis par la police à Barcelone ? Je ne crois pas. Si oui, on ne se serait pas retrouvés tous chez lui, dans un appart légal. La police nous aurait arrêtés avant. Peut-être qu'elle en savait beaucoup sur le MIL. Je me rappelle d'une photo de moi prise sous les arcades de la place du Capitole à Toulouse, elle était dans le dossier de la police espagnole. On l'a appris par le père de Queso.

Sebas : J'ai entendu cette version de surveillance mais je la crois totalement bidon dans la mesure où Oriol et Sancho ont couché chez le Petit la veille avant Bellver. Que Puig et moi avons fait la connerie d'aller dans cet appartement tenter de les dissuader de faire l'opération. Nous étions donc six dans cet appart en fin d'après-midi. Si la police était là, elle serait intervenue obligatoirement. Et nous étions plusieurs jours après son retour à l'aéroport... elle aurait eu tout le temps nécessaire à la préparation de cette éventualité ou du moins signaler dans le dossier judiciaire qu'elle avait assisté à cette réunion. Or, il n'en est rien à ce que je sache.

Le Légionnaire n'a rien à voir avec une seule arrestation. Le seul appartement qu'il connaissait, celui de la calle Sales y Ferrer, a été découvert par la police suite à l'affaire du sac de Puig et non du fait d'une dénonciation. Le fait qu'il détourna de l'argent n'implique absolument pas qu'il fut un indicateur. Pendant deux mois, il a partagé notre vie à Barcelona, s'il avait été un indic, il aurait pu nous faire tomber à ce moment-là. Nous n'avions jamais été aussi nombreux à Barna. Cinq pour le seul appart de Sales y Ferrer (Dandy, Aurore, Puig, moi et lui). Quatre chez Sancho à Lesseps (Cricri, Queso, Quesita et Sancho)... Il aurait pu dénoncer les apparts après son retour à Toulouse, mais ces appartements sont restés cleans. Comme les infrastructures de Toulouse avant et après les tombées à Barcelone.

El Petit : Sancho le prenait pour un mouchard. Je crois que Sebas se trompe avec son opinion bienveillante sur lui. Mouchard ne signifie pas police infiltrée mais seulement un élément trouble manipulé par la police même s'il est seulement un droit commun courant. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de le torturer pour

qu'il donne des informations... Je ne peux en dire plus car je ne le connaissais pas, je ne sais que ce que l'on m'a dit. Je ne connaissais pas non plus Maria.

Sancho : Le Légionnaire n'est pas un mouchard. C'est Maria qui nous l'a présenté. De toute façon, il ne connaissait qu'un appartement à Barcelone.

Dans *1000, Histoire désordonnée du MIL*, Cortade accrédite la version du Petit sur la responsabilité du Légionnaire dans les arrestations en *embellissant* quelque peu son départ : « Seule la présence d'un mouchard, nommé le Légionnaire, aurait pu un instant se révéler dangereuse, si le MIL n'avait su se débarrasser de l'indésirable ».

Le Légionnaire réapparaît médiatiquement le 15 février 1975. Le journal barcelonais, *Diario*, fait état d'un avis de recherche à l'encontre de sept personnes pour des hold-up ou attentats. « Parmi eux, écrit le quotidien, Jordi Solé Sugranyes alias Sancho, Jean-Marc Rouillan alias Sebas, Jean-Claude Torres alias Krikri et Luis Lopez Navas alias Le Légionnaire ». Si ce dernier est un collaborateur, pourquoi la police aurait-elle donné son nom ? Pourquoi la justice le poursuivrait-elle plusieurs mois après les faits ? Pour endormir les soupçons ? Pour le *remettre* dans le circuit ? Alors que c'est un individu qui a complètement disparu.

Le 25, ils sont quatre à se rendre au rendez-vous avec le Petit alors que seul l'un d'entre eux devait s'y rendre. Sebas et Cricri, retardés, réussissent à fuir le piège tendu par la police. Le Secrétaire et le Metge sont ceinturés. Dans l'agitation, le Secrétaire tente de fuir mais il est rattrapé. Le Metge se débat. Il est violemment frappé et amené dans l'entrée du 70 rue Girona.

Tellez : Dans le vestibule, la bastonnade continua. Puig Antich, ensanglanté et allongé sur le sol, parvient à sortir de son pantalon un autre pistolet et tire. L'inspecteur Timoteo Fernandez décharge le sien sur Puig Antich. Des renforts arrivent. Xavier Garriga et Santi Soler sont mis dans une voiture et conduits au commissariat de la via Layetana. Puig Antich et Francisco Anguas sont conduits au Clinico, le premier avec deux blessures par balle, l'une au maxil-

laire et l'autre à l'épaule, le second comme cadavre. On n'a jamais su quelle balle avait tué le policier. Puig Antich aurait tiré deux coups mais cinq balles ont touché la victime. Aucun rapport d'expert balistique, ni des projectiles n'a été fait, ou bien est resté secret. Toutes ces anomalies et beaucoup d'autres seront signalées au procès mais rien n'a été éclairci depuis ; c'était alors la justice franquiste qui réglait la mise en scène et condamnait selon ses convenances. □ *El MIL y Puig Antich*

El Petit : J'ai demandé un rendez-vous au Metge, seulement avec lui. Le Secrétaire m'en demanda un avec moi, auquel j'avais décidé de ne pas y aller car je voulais être à Toulouse le lundi, mais il me le fit noter dans mon agenda, puisque l'endroit était inhabituel. Le Secrétaire était présent quand j'ai pris rendez-vous avec le Metge pour le matin et avec lui pour l'après-midi. Je ne voulais pas que Garriga soit présent si ce n'est tout seul. Dans l'agenda, il y avait seulement des initiales et l'heure mais aucune adresse, seul le rendez-vous avec Garriga était annoté avec l'heure, le nom du bar, le croisement des rues.

Ils m'amènèrent là-bas et les jeunes de la police secrète se la jouaient. Un grand (le responsable) se chargea de moi avec un pistolet dans mes reins. Si je parlais, il tirait.

J'étais sûr que seul Garriga viendrait et que le Metge téléphonerait à mon appartement après notre rendez-vous manqué du matin. Ne m'y trouvant pas, il reviendrait le jour suivant, même lieu, même heure, mais il décida d'aller à ce faux rendez-vous que j'avais donné au Secrétaire. De plus, il portait le petit colt de Garriga dans sa poche. Et, en voyant les deux arriver au tournant, j'ai crié qu'on était encerclés.

Sebas donne sa version des faits. Son témoignage est long mais il nous a semblé important de le produire

Sebas : La version du Petit est une version officielle qui s'est sédimentée ainsi pour satisfaire tout le monde, de la BPS à l'unité du GAC de la Modelo, difficile qu'il change de version vu que l'autre le met au cœur des responsabilités de l'arrestation du métro Girona. Le Petit participa farouchement à la réécriture de

notre histoire par exemple lors de son interview à *Askatasuna* ou à *Egin*.

Il ne fit jamais une critique de leur attitude, de leur pratique de ces dernières semaines, jamais il ne prononça une parole de regret sur les événements de Girona. Au contraire, il mentit et a *rementi*. Il réserva la même version au mouvement révolutionnaire que celle qu'il inventa pour la BPS « j'avais rendez-vous avec le Secrétaire », et la BPS le crut. C'est pourquoï la police arrive sur les lieux sans prendre de véritable mesure de sécurité, sept flics seulement. Je dis ça, car en 1977, lors d'une discussion avec le Secrétaire, ce dernier m'avait raconté les tortures qu'il avait subies dans le sous-sol du commissariat de Layetana, il se souvenait d'un flic qui lui disait : « Si tu me donnes l'appartement du Français, on ira avec seize jeeps... ». Version du Petit absurde que me confirma le Secrétaire lui-même. Il ne vint à Girona que parce qu'il manqua le rendez-vous du matin avec Puig. Il se souvenait de ce dernier possible contact entre moi et le Petit parce qu'il était présent lors de sa mise en place. Le Petit a joué la *chèvre*. Il était sur le trottoir à notre arrivée, ce qui précipita d'ailleurs la descente de voiture de Puig. Je l'ai encore entrevu au moment de la fusillade. Laissez un peu seul par les flics jusqu'au moment où l'un d'entre eux un peu plus âgé, portant des lunettes, l'a pris par le bras et tiré vers les deux camionnettes garées là. Qu'un camarade parle sous la torture, nous pouvons tous l'admettre. Qu'il laisse peu de temps aux autres pour fuir, c'est moins compréhensible. Mais s'il fait déplacer la BPS et qu'il soit là comme appât, au moins qu'il tente quelque chose pour prévenir. Un seul signe aurait suffi.

Cela ne veut pas dire que je n'aurais pas de plaisir à revoir le Petit. Je l'ai d'ailleurs revu à Barcelona en 1977, sans aucun problème. Il eut plusieurs crises lors de notre rencontre. Montes l'aida.

La *version officielle* dit que le Secrétaire et Puig se sont rencontrés sur la Gran Via. C'est faux. Il aurait fallu que Puig fasse tout le tour du pâté de maisons et beaucoup plus vite que nous en voiture. Je sais aussi qu'il y a la version judiciaire que Puig a maintenue au procès : « Perqué m'havia citat amb el Petit i el Secretari » (« j'avais rendez-vous avec le Petit et le Secrétaire »).

Le Secrétaire n'est monté à Girona que parce qu'il avait loupé le rendez-vous du matin avec Puig et qu'il était présent lorsque le

Petit et moi sommes convenus de cette *cita* (rendez-vous) de sécurité. Puig n'était présent que par hasard.

Le matin du 25, le Secrétaire avait un rendez-vous de sécurité avec Puig. Peut-être dans le coin de Paseo San Joan, au niveau de plaça Tetuan (je ne sais pas pourquoi j'ai ça dans la tête). Puig revint en n'ayant vu personne. Il fulminait surtout qu'il n'y avait plus d'autre cita. Dès lors, il faudrait, soit aller chez lui directement, soit le faire joindre par la bande, c'est-à-dire les amis communs de San Celoni ou autres.

Nous avons mangé ensemble à l'appart. Notre jeu de prédilection à l'époque : les fléchettes. Nous passions des heures à jouer en écoutant deux ou trois cassettes descendues par Cricri dont un James Brown « It's a man man world »...

En fin d'après-midi, nous avons deux rendez-vous quasiment à la même heure. Puig devait aller plaça del Nord, pour rencontrer Raimon Solé et avoir des news fraîches sur les déclarations et l'arrivée en prison de son frère. Nous, Cricri et moi, avons un rendez-vous de sécurité avec le Petit au métro Girona. Nous sommes sortis ensemble de l'appart et nous sommes descendus ensemble vers le haut de la rue Verdi où étaient garées les voitures.

Puig portait sa veste grise chinée, il marchait devant nous à quelques mètres. Il monta dans la première voiture. Nous, nous avons continué vers la seconde. Nous étions en train de nous dégager lorsqu'il est arrivé en courant. Sa voiture ne démarrait pas, il fallait absolument l'accompagner le plus près possible de son rencard. Et il monta.

Arrivés sur les lieux du rendez-vous, il nous demanda de l'attendre, il en aurait pour cinq minutes maxi. Après nous continuions ensemble jusqu'au soir. Il n'était que 18 heures, 18 h 10. Nous étions garés rue Ventallo. Raimon attendait près de la cabine de l'autre côté de la plaça. Nous avons ainsi assisté de loin à la rencontre. Je ne me souviens absolument pas de la présence de Montes. Ils semblaient n'être que deux. Et nous n'étions donc pas très éloignés de la scène, trente ou quarante mètres au maximum. Puig revint. Il remonta à l'arrière de la voiture sur le côté droit. Nous roulions vite. Nous étions en retard. Déjà en retard. En plus, nous sommes tombés dans un embouteillage. Cricri nous en sortit. Nous avons dû descendre par Bruch, puis Consejo de Ciento. Nous

sommes arrivés et le bar était à droite. Il y avait deux ou trois camionnettes garées devant le bar. Le cul vers le trottoir. Beaucoup de monde. D'habitude, lorsque nous arrivions sur les rencards, nous étions en avance ce qui nous permettait de faire une *vigilance*. Un contrôle de la zone. Mais vu notre retard, ce jour-là justement, nous ne cherchions qu'à nous garer le plus vite possible.

Puis tout se précipita.

À peine avions-nous dépassé le bar que Puig nous fit garer sur la droite. « Le Petit est déjà là, je vais acheter du tabac, et on vous attend ». Un truc comme ça. En français ou en catalan, je ne me souviens plus.

Cricri et moi avons poursuivi notre quête, pris à droite sur Bailen. Et *miracle*, on finit par trouver une place à l'angle de Diputació-Bailen. Une place très étroite. J'ai dû descendre de la voiture avant qu'il ne se glisse entre les deux autres véhicules. Il n'y avait pas l'espace d'ouvrir deux portières.

Nous avons suivi le chemin inverse pour rejoindre le rendez-vous. Nous étions presque arrivés à l'angle de Girona lorsqu'un groupe de trois ou quatre civils sont sortis en courant d'une porte cochère. Le dernier qui avait un pull beige ou marron clair, porta sa main au côté. La concierge sortit sur leurs talons et elle se tenait la tête à deux mains.

J'ai prévenu Cricri qui pourtant ne semblait pas alarmé. Nous nous sommes dégagés sur le bord extérieur du trottoir. Je crois qu'il y avait des arbres. Je portais deux calibres. Le revolver était dans une petite serviette en cuir, j'ai fait glisser la fermeture éclair et je l'ai empoigné. Et j'avais le 45 à la main droite. Cricri avait son Llama à la main également à peine caché par le pan de sa veste. Et nous nous sommes ainsi approchés de l'angle.

En une fraction de seconde, j'ai vu le Petit au milieu du trottoir. Il portait son petit polo vert jaune. Un type d'une quarantaine d'années avec des lunettes le prit par le bras et le tira entre deux camionnettes. Des gens couraient un peu partout. Sur la gauche du bar, près de la porte cochère, quelqu'un au sol était en train de se défendre. Trois mecs sur lui.

Si nous avions pu connaître l'ampleur réelle de cette intervention de flics, nous aurions peut-être pris la décision de foncer dans le tas, puisqu'ils disent qu'ils n'étaient que sept. Avec un peu plus de

réflexes, nous aurions éliminé les mecs sortant du porche. Mais bon, il y avait trop de monde au carrefour pour saisir qu'ils n'étaient que sept !

La fuite nous sembla le plus logique. Nous avons fait demi-tour et nous avons accéléré le pas sur une vingtaine de mètres toujours sur le bord extérieur du trottoir, très large à cet endroit. Puis nous sommes passés à une course lente, prudente. Nous étions très attentifs à l'environnement. Nous pensions vraiment être pris dans une grosse opération de flics. Nous avons toujours nos armes à la main.

Arrivés à la voiture, je suis resté en retrait pendant que Cricri la démarrait et la sortait. Puis, nous sommes partis par Diputació. À l'angle de Girona, nous avons vu des gens courir au milieu de la rue. En fait, et je le sus plus tard, il s'agissait du Secretari qui avait tenté de fuir lors de la fusillade. Nous n'avons pas entendu de coups de feu à Girona, la fusillade a dû démarrer après notre départ !



Les armes que Puig Antich portait lors de son arrestation en septembre 1973.
Photo extraite de l'hebdomadaire catalan *Porqué* du 16 janvier 1974.

En revenant à l'appartement, nous nous sommes souvenu que Puig avait dans sa poche des trucs qui pouvaient permettre d'y remonter, il avait aussi les papiers de la voiture que nous avions, une Simca 1100. Au cours de ce retour, nous avons pris la décision de quitter immédiatement Barcelona et de tenter un passage. Nous avons quitté l'appart en catastrophe, seulement avec le matos.

Nous avons monté deux Sten. Nous les portions sur les genoux. En plus, j'avais mis deux grenades défensives sur le tableau de bord. Voilà comment nous avons quitté la zone !

Nous avons fait des détours et des détours et enfin nous sommes arrivés à La Molina. Il faisait nuit. Pourtant Cricri trouva les chemins forestiers pour monter sur la crête. Dès que nous avons enquillé la forêt, nous avons entrouvert nos portières. Les vitres baissées. La Sten à la main pour moi. Prêts à sauter !

Au sommet, nous devions traverser à découvert une prairie de deux cents ou trois cents mètres de large puis rejoindre une route qui descendait du côté français. Nous avons marqué une pause, moteur éteint, pour tenter de surprendre un bruit. Puis nous avons allumé tous les phares. Et plein pot. Cricri fonçait (pléonasme, non ?). La Simca 1100 bondissait dans les cahots... C'est allé très très vite et on a enfilé la petite route asphaltée qui descendait vers Mont-Louis.

Nous étions un peu soulagés car depuis Girona, nous avions l'impression d'être au milieu d'une nasse policière. À tout moment, nous nous attendions à une fusillade. Jusqu'à les penser sur le passage même.

Après Mont-Louis, sur une petite route, nous nous sommes arrêtés. On est tombés dans les bras. Un mélange de sentiments, la joie d'avoir échappé au pire et la peine pour tous les camarades que nous savions arrêtés. Et puis, nous avons pris la descente habituelle sur Toulouse par les Angles et la vallée de l'Aude. Nous sommes arrivés très très tard, vers une heure ou plus. Et nous avons foncé directement à l'appart de Cricri, rue Urbain-Vitry. Aurore a ouvert.

Dans l'unique grande pièce, il y avait aussi Sancho et Eva. Je me souviens bien de l'entrée. Nous n'étions que deux. Ils ne nous attendaient absolument pas. Et j'ai dit simplement : « Ils sont

tous tombés ». Tous les autres qui n'étaient pas dans cette pièce avaient été arrêtés. Il y eut un grand silence. Et nous avons expliqué. Nous sommes restés éveillés jusqu'au matin à discuter, à tenter d'écouter les infos.

Le rendez-vous manqué du matin avec le Secrétaire, jusqu'à ce qu'on lise les journaux, j'étais persuadé qu'il avait été pris la veille. Le Petit que j'avais vu au milieu des flics, vu son attitude, nous pensions que les flics ne l'accompagnaient pas mais le suivaient tout simplement. Puig aussi.

Sancho : Je sais que Montes et Felip sont allés à l'appartement de la rue Vallcarca quand Jean-Marc est reparti à Toulouse.

La police retrouve l'appartement où habitaient le Metge, Sebas, Aurore et Cricri. Le 28 septembre, au cours de la perquisition, elle trouve un pistolet, des cartouches diverses, des détonateurs électriques, des cartouches de dynamite, de nombreuses brochures et plusieurs exemplaires de la revue *CIA*.

Sebas : La version des arrestations qui a été reconstituée avec l'aide des avocats est la suivante :

Oriol et Queso tombent. Sancho passe en France.

Quesita attend à l'appart d'Horta. Elle apprend l'arrestation. Puig la contacte, au lieu d'aller immédiatement la récupérer, il semble accepter le fait qu'elle aille chez son beau-père. Beau-père qui est un membre de la Légion Azul (volontaire sur le front de l'Est). Arrêtée le lendemain par la BPS, torturée, elle donne un renseignement important. Un jour, elle aurait attendu Maria Luisa avec Pedrals devant son travail : une agence de voyages.

Ainsi deux jours plus tard, la police remonte Maria Luisa et Pedrals qui, malgré nos recommandations et son engagement, n'était pas monté à Toulouse. Elle les arrête. Torture, dénonciation du Petit.

La police retrouve l'appart du Petit deux jours après son rendez-vous manqué à la gare pour le départ vers Toulouse avec Aurore et Eva. La police retrouve son carnet. Elle en décode une partie, il avoue le reste. Il semble qu'il n'ait pas parlé de nous mais du Secrétaire pour le rendez-vous à 18 h 30 au métro Girona.

Les incarcérations

Blessé par balles, Puig est détenu et surveillé étroitement par la police à l'hôpital Clinico de Barcelone. Début octobre, son état est jugé satisfaisant et il est incarcéré à la Modelo, la prison pour hommes de Barcelone et mis à l'isolement total. Ce qui l'empêche de voir les autres membres du MIL qui sont incarcérés. Maria Luisa (compagne de Pedrals) et Quesita sont emprisonnées à la Trinidad, la prison pour femmes.

Maria Luisa est libérée après quelques jours de prison et le 21 novembre, Pedrals bénéficie d'une liberté provisoire en échange d'une caution.

El Petit : On nous emprisonna à la Modelo. Garriga resta avec moi et Pedrals dans la galerie des personnes non armées. Deux jours après, la nouvelle tomba : Sancho s'était échappé par miracle. Oriol et Queso sont arrivés vers octobre.

De fin 1973 à 1975, divers textes sont écrits au sein de la prison : « 1000 ou 10000 », « Estudio sobre la represión » (Étude sur la répression), « Document du GAC - septembre 73 au mouvement communiste », « Document du GAC - septembre 73 aux groupes autonomes (Sancho-Eva et Vasco-Quim) »⁽⁶¹⁾, « ¿ La utopia dinamitada ? – Reflexions necessaries en l'aprofundització comunista y revolucionaria del moviment real » (L'utopie dynamitée ? – Réflexions nécessaires pour l'approfondissement communiste et révolutionnaire du mouvement réel). Une fois franchies les portes de la Modelo, certains sont édités en plusieurs langues.

El Petit : En attendant l'arrivée d'Oriol, on décida d'écrire quelque chose et de signer GAC-septembre 73 (les détenus). Cela plut à Oriol qui le fit sortir dehors.

Oriol et moi avons écrit « 1000 ou 10000 » aussitôt qu'il fut transporté à la Modelo. J'ai suggéré le sigle GAC-sept. 73 pour montrer que la stratégie *MIL disparaît, les GAC continuent* était valide mal-

61 – Vasco et Quim, membres de « la mouvance OLLA ».

gré les détentions de septembre, que nous nous considérions comme un GAC d'un mouvement de groupes autonomes qui, nous l'espérions, grandirait sans nous. Ce fut l'unique texte de prison auquel j'ai participé. J'avais des nouvelles du Metge par des prisonniers vigilants. Ce sont ces derniers qui m'ont dit que le Metge revint d'une séance du tribunal très choqué et qu'il s'exclama : « Ils m'ont tué ! » à la mort de Carrero Blanco et son accablement lors de la première entrevue de son procès. Ils ne le suicidèrent pas comme ils le font parfois quand il y a des grâces, ils l'exécutèrent.

Il y avait des divergences au point que je restais dans le quartier des droits communs parce que je n'appréciais pas de me promener en entendant des sottises, c'est ce qui se passait dans le quartier des politiques, là où était le Secrétaire, se faisant ami avec Luis Andres Edo ⁽⁷⁶⁾ et tout le groupe de marxistes. Je continuais sur Mayo 37.

Sancho : Le GAC-sept. 73 et les divers textes comme « L'utopie dynamitée » sont des textes élaborés en prison par Oriol et nous, à l'extérieur, n'avons rien à voir avec ces textes.

LA SOLIDARITÉ

Au cours des semaines et des mois qui suivent, des comités de soutien et de solidarité avec les membres emprisonnés de l'ex-MIL se forment dans plusieurs pays, notamment en Espagne, France, Pays-Bas, Suisse, Belgique, Allemagne, Italie, Angleterre... Retracer l'activité de ces comités et de leurs orientations politiques prendrait des pages et des pages. Les diverses manifestations qui vont rassembler des milliers de personnes, les prises de position, les actions, les textes diffusés méritent d'être le sujet d'un livre à part entière. Par exemple, une ligne de fracture est apparue en France entre ceux qui réduisaient la défense des emprisonnés à un combat antifasciste et ceux qui la menaient sur des bases anticapitalistes, plus en accord avec les idées développées par les membres du MIL.

Dans ce chapitre, nous nous contenterons de traiter brièvement de l'activité et du parcours des membres de l'ex-MIL qui ont

62 – EDO Luis Andres a été membre de la FIJL, de Primero de Mayo, il est incarcéré à ce moment-là pour sa participation aux GARI.

échappé aux arrestations de septembre et de ceux qui les côtoient politiquement.

La campagne de solidarité doit faire face à deux impératifs, le premier est l'urgence à cause des lourdes peines, très lourdes peines prévisibles, et le second est le travail d'information et de sensibilisation. La tâche est rude. En effet, en Espagne, en France et même à Toulouse, le MIL est pratiquement inconnu du mouvement révolutionnaire et *a fortiori* de l'opinion publique.

Mobilisation à Barcelone, Toulouse, Paris...

Quelques jours après les dernières arrestations, se crée à Barcelone le Comité de solidarité aux prisonniers du MIL, un collectif, avec la participation de Montes, de groupes autonomes dont Felip est membre, des étudiants et quelques personnes de la CNT (mais ils n'étaient pas présents en tant que CNT au sein du comité). Son objectif est de faire : « ...un travail d'information pour tous les mouvements révolutionnaires et populaires... avec l'intention de faire connaître la situation de ce groupe, les caractéristiques spéciales de sa lutte qui est insuffisamment connue dans les courants révolutionnaires, particulièrement chez ceux qui rejettent la lutte armée comme un instrument supplémentaire dans la lutte des classes et pour permettre une unité d'action pour éviter qu'aboutissent les peines de mort sur les membres du MIL/GAC ».

Ce comité édite des textes du MIL et des prisonniers, leur fait passer la frontière et permet leur réédition en France et en Europe, par l'intermédiaire de Montes et Beth, exilés à Perpignan.

Felip : Nous sommes à la création du Comité de Barcelone et parfaitement conscients que la campagne de solidarité va nous placer dans la ligne de mire de la police espagnole. Une profonde amitié naquit entre Puig et moi, amitié qui dura jusqu'à sa mort. Je lui écrivais et il m'écrivait. Par un moyen détourné, je lui ai proposé un plan d'évasion mais il n'a pas accepté. Ce contact avec la prison, je l'avais aussi avec Oriol.

L'activité des groupes, de la chute de Puig Antich jusqu'à sa mort, a été intense : création et dissolution du Comité de solidarité, expropriation d'explosifs, élaboration théorique et pratique d'attentats, publications, campagnes d'information en Catalogne,



Belgique, janvier 1974, lors de la campagne de solidarité.

France, Belgique, Suisse. Congrès et définition du *groupe autonome de base* sans étiquette et en minuscule ; création d'une base permanente à Perpignan, accords de collaboration avec un groupe anarchiste suisse. Après la mort de Puig jusqu'aux détentions d'avril 1974. Derniers attentats. Dissolution du Comité de solidarité. Expulsion du groupe *libéré*, démontage de l'infrastructure clandestine et analyse de la prochaine fin de la dictature (Carrero Blanco). Redéfinition des tâches d'agitation au sein du groupe.

Aurore : Montes m'a raconté qu'avec le groupe de Felip, ils ont essayé de libérer le Metge de l'hôpital clinique. Montes est monté dans la cage d'escalier et ils ont vu que c'était impossible. Le Metge était bien gardé, même pendant l'opération (il avait eu la mâchoire fracturée), il y avait des flics dans les escaliers.

Lors d'une conférence de presse donnée à Perpignan, le 30 mars 1974, Oriol Arau Fernandez, avocat de Puig Antich, revient sur les premiers mois de la campagne de solidarité :

« Quelles répercussions a eu en Espagne la campagne internationale ? Pour moi, il est difficile de répondre à cette question avec exactitude, parce qu'avant l'exécution, mon camarade et moi, nous étions plongés dans le procès, c'est-à-dire que nous cherchions tous les moyens pour le sauver, ce qui fait qu'il

nous restait peu de temps pour lire les nouvelles, et moins encore pour évaluer leur impact politique. Sans doute, elles ont eu des répercussions : ainsi, en janvier et février 1974, des actions eurent lieu en Espagne, sur la base des actions de protestation et de solidarité que les divers comités de soutien organisèrent en Europe. Je veux signaler qu'après mon voyage en Europe, notamment après les conférences de presse en Italie et à Toulouse et les actions réalisées en Allemagne, une sensibilisation s'opéra dans le milieu universitaire de Barcelone, où régnait jusqu'alors la plus grande confusion à propos de ce qu'était le MIL. Je veux aussi signaler que le Comité de solidarité de Barcelone a distribué constamment des feuilles d'information sur les diverses actions de solidarité réalisées en Europe. Il a même édité une brochure dressant la liste de toutes les activités menées, faisant preuve d'une précision absolue pour les dates, lieux, etc. Cette brochure a servi de matériel de base à l'agence de presse clandestine EPI pour la publication d'un numéro spécial sur Puig Antich. Il faut encore signaler que c'était la première fois qu'à Barcelone, au Barreau, les avocats et d'autres membres d'organisations politiques traitaient de toutes les affaires juridiques, des campagnes de propagande, etc., avec un Comité de solidarité qui, dans la mesure du possible, a fonctionné assez bien. Cette activité coordonnée et responsable du Comité de solidarité a été très positive étant donné que le problème initial que nous avons dû affronter, jusqu'au jugement de Salvador, fut un silence total et une confusion énorme de la part des organisations et mouvements de l'opposition. J'ose dire que ce silence, bien que n'en étant pas la cause principale, contribua à ce que Salvador fut exécuté, en donnant l'assurance au régime que la réaction intérieure et internationale seraient minimales. Je crois que les réactions en chaîne qui se sont produites, une fois connue sa condamnation, si elles ne purent empêcher l'exécution, influèrent par contre sur les renvois successifs à un mois et demi que le régime opéra, avant de se risquer à l'exécuter et il ne s'y est décidé que sous la pression de sa police. Cette mobilisation, quoique tardive, sera l'un des éléments avec lesquels le régime devra compter pour le prochain procès. »

À la question, « Pourquoi, dans le cas des procès de Burgos contre les militants de l'ETA, se produisit-il cette énorme mobilisation, en même temps qu'une multitude d'actions que nous pourrions qualifier de terroristes ? », Oriol Arau Fernandez répond :

« Il faut partir d'une évidence, l'ETA était un groupe bien connu, alors que dans le cas présent, nous avons dû lutter d'abord pour que ce groupe soit connu. Il a fallu donner des explications. Par exemple, le Comité de solidarité s'est vu dans l'obligation de démentir le caractère de gangsters que le gouvernement avait collé sur les militants du MIL ; un grand nombre de militants croyaient que c'étaient effectivement des gangsters. D'autre part, le Comité a dû s'opposer à la ligne d'action néfaste de la majorité des partis politiques de l'opposition, qui non seulement se sont refusés pendant longtemps à faire quelque chose, mais en sont même arrivés jusqu'à boycotter au début les initiatives ou à interdire à leurs militants d'assister à des réunions organisées par le Comité de solidarité. Si à tout cela nous ajoutons que les positions politiques de ces camarades étaient très critiques envers le reste de l'opposition, que, de plus, ils pratiquaient des actions violentes que désapprouvent beaucoup de groupes politiques, nous aurons dressé un tableau approximatif des difficultés que nous avons rencontrées pour populariser l'affaire. Tout cela explique la différence entre ce procès et ceux de Burgos, où les militants de toutes les organisations s'engagèrent dans des actions de tout type avant les procès. Malgré toutes ces difficultés. Il est intéressant de souligner l'importance de la campagne développée par le Comité de solidarité, qui a obligé tout le monde à changer de langage. Jusqu'au procureur qui, au procès, ne parlait pas de vols, mais d'*expropriations*, ce qui ne manque pas d'être paradoxal pour le système qu'il défend ; de même, la majorité des journaux, à l'exception de la presse du mouvement, parle tranquillement d'expropriations des banques et des motivations politiques de leurs auteurs (aide financière au mouvement ouvrier, publications, etc.). »

El Chato : Je n'ai pas participé à la solidarité avec des gens comme les GARI ou ceux qui tournaient autour de la CNT. Nous

avons imprimé des tracts et fait assez de meetings et d'assemblées pour dire qu'ils n'étaient pas des anarchistes dans le sens strict du terme et on essaya de lancer des actions de solidarité. On a participé même à des assemblées, des manifestations avec Bandera Roja, le PSUC et le PCE pour toucher le maximum de gens. Diaz le prit très mal et parfois il me mit en danger en me demandant sur le marché de San Antonio de Barcelone (marché dominical de livres) où étaient passés mes amis les braqueurs, le faisant au milieu d'un tas de gens et il m'attaqua toujours sur ce sujet. Murcia ne me dit jamais rien et me facilita même l'accès à des machines pour imprimer quelques tracts.

J'ai appris les actions des GARI bien après. Pour sauver le Metge, je me suis joint avec des gens avec qui je n'ai jamais voulu être et je pense que, malgré la sourdine franquiste, cela fut très connu et idéalisé par les gens. Peut-être il ne pouvait pas en être autrement.

Les rescapés s'organisent

Après avoir fui la Catalogne, Sebas, Aurore, Cricri, Sancho et Eva se retrouvent à Toulouse où ils commencent à s'activer pour venir en aide aux prisonniers.

Sebas : Le 26 septembre, vers 11 h, Aurore, Cricri et moi sommes allés chez l'avocate Marie-Christine Ételin, place Arnaud-Bernard, pour l'informer de la situation.

Elle prit en charge le dossier au nom de la Ligue des droits de l'homme. Et elle la représenta comme observateur lors des procès.

Au cours de notre bref séjour à Urbain-Vitry, nous avons décidé d'une stratégie : participer à la construction des comités de soutien aux prisonniers politiques (PP) de Barcelone, diffuser les thèses du MIL, donc préparer une action pour les prisonniers, cela le plus rapidement possible.

Sur Toulouse, nous avons un certain nombre de contacts et nous avons décidé de faire intégrer graduellement un groupe d'une dizaine de camarades principalement issus du lycée Berthelot et de la cité d'Empalot. Parallèlement, nous maintenons nombre de contacts avec des anciens de la période 1970-1971.

Tous les institutionnels sans exception ne voulaient aucun contact avec nous. Ils faisaient leur soupe d'un soutien larmoyant à la lutte antifranquiste mais en s'en tenant très très éloignés, du moins pour ses implications politico-militaires.

Ceux qui te disent à longueur de débat que la lutte armée n'est pas utile contre les régimes démocratiques, sont exactement les mêmes qui te critiquaient à cette époque-là en te disant que face à la dictature, ce n'était pas le moment... Mais on sait bien que pour eux, l'action révolutionnaire n'est jamais à l'ordre du jour !

Maria avait arrangé un rendez-vous avec le secrétaire de la vieille CNT de la rue Belfort pour évoquer la campagne naissante de *solido* avec Puig et les autres. Cricri et moi y sommes montés. J'avais trouvé l'heure un peu bizarre pour une réunion de *solido*, aux environs de 13 heures. Et de fait, par manque d'expérience, nous étions tombés dans un traquenard dont tous les bureaucrates ont la sombre spécialité. Il était seul. Aucun témoin, sauf deux ou trois personnes dans une pièce éloignée. L'entretien ne dura pas. Alors que nous faisons un point sur les personnes arrêtées, il nous coupa pour nous présenter la *presse du parti, la presse de l'interior*. Comme nous avons dit que nous ne la connaissions pas à Barcelone, il se mit à hurler. Quand les autres se sont rapprochés, je n'ai pas compris qu'il gueule (en castillan), « ils sont venus jusqu'ici pour nous insulter ». Il nous a jetés en nous traitant de « marxistes provocateurs »... !

Le lendemain, le bruit courait déjà parmi tous les réfugiés, que nous aurions agressé le secrétaire général ! Du coup, la CNT pouvait pondre sa décision, elle défendrait jusqu'au bout les prisonniers mais refuserait tout contact avec les ex-MIL encore en liberté.

Bien sûr, c'était avant que la CNT constate qu'elle aurait plus d'intérêt politique à nous défendre qu'à nous dénoncer. Une savante récupération qu'elle orchestra plus tard, et qu'elle fut obligée de faire car, justement, elle était cruellement absente de la lutte contre la dictature pendant ces années-là.

Henri Martin, membre à Toulouse de la CNT française, témoigne sur ce climat :

« Lors de l'affaire du procès des camarades du MIL, où Salvador Antich risquait la peine de mort, j'assistai en tant que délégué, à une réunion de l'AIT où je posai le problème de la solidarité. La seule question de ces bureaucrates était de savoir si les camarades du MIL avaient leurs cartes de la CNT (je pousse un peu, mais ça revient au même). Pas de solidarité aux gens soupçonnés de *marxisme* (péché mortel !) ». □ Extrait du texte « Sur quelques magouilles bureaucratiques, connues de la CNT-F » Toulouse, 14 février 1991.

Courant octobre, les rescapés s'installent rue des Blanchers.

Aurore : Nous avons failli expédier Sancho au Chili, grâce à des papiers chiliens. Cela ne s'est pas fait, d'autant que le Chili d'Al-lende venait de tomber !

On n'avait plus l'appart de Pargaminières mais on en avait loué deux autres, rue des Blanchers. C'est avec ces papiers chiliens que l'on a dû louer un premier appart au bout de la rue et donnant en même temps sur le quai de la Garonne : on ne l'a jamais habité. On l'a abandonné après, je pense, le départ d'Eva et Sancho. On y a brûlé trente-six papiers. C'est là que Cricri a réussi à faire exploser la cuvette des chiottes en tirant la chasse, alors qu'elle était brûlante par les papiers brûlés. Le deuxième appartement, presque en face, un studio sous les toits au deuxième étage pour moi et Sebas. On vivait tous ensemble, les uns sur les autres, avec Sancho et Eva. Sans rien, sans fric, écrivant aux copains pour leur demander cent balles, en ramenant les bouteilles consignées. Cela a duré jusqu'en janvier, il y a eu des coups de frics mais pas de braquage de banque.

Sebas : Sancho avait loué l'appart avec des papiers chiliens qu'on avait trouvés dans une voiture que nous avions détournée à Barcelone, immatriculée en Andorre. Elle appartenait au fils du Consul chilien. Un jour que j'avais rendez-vous avec Puig (le long du square de la Sagrada), il est arrivé tout rouge et en nage, il venait d'échapper en courant d'un contrôle de police avec cette voiture. Ce fut une époque extraordinaire de la rue des Blanchers. Il y avait bien sûr tous les apparts de l'Imprimerie 34. Les deux nôtres.

Celui de Cricri, le familial. Quelques futurs GARI, Michel (Ratapiñada) avec le Tos et le « Loulou », vivaient dans un appart en face de chez Cricri. Et Mario, en haut de la rue, près de la place de la Daurade. Et je ne compte pas le « plombier » ex-compagnon de la « serveuse des Jacobins »... En fait, on se saluait dans la rue. *La rue sans loi* de Dubout ! (Cricri avait le livre, d'où ont été découpées des illustrations pour les *CIA*).

Sancho : On s'est retrouvés seul, sans argent, sans savoir quoi faire pour les copains emprisonnés. La première chose que nous avons faite a été de mobiliser tous les contacts que nous avons, aussi bien en France qu'en Espagne, et à partir de ces contacts, vont se créer des comités de solidarité à travers toute l'Europe. Quand ces comités se sont créés, on a eu des désaccords avec eux et on essaya d'avancer en cherchant des formules pour empêcher l'exécution de Salvador.

Txus : J'ai participé à la campagne de solidarité. Avec d'autres copains, on se démenait. On avait des contacts avec un des groupes de soutien qui *dirigeait* la campagne à Paris, c'est-à-dire avec la Vieille Taupe et Barrot. Des gens que le Petit m'avait présentés, dont je connaissais les textes écrits. J'avais une petite correspondance avec Barrot dont j'ai gardé une des lettres préparatoires à ses écrits sur la violence révolutionnaire. *Violence et solidarité révolutionnaire*, livre que Mayo 37 va éditer. On avait des discussions avec lui quand on montait à Paris. Sur ce qu'était ou représentait la violence. Quel était le sens de la lutte armée pour des révolutionnaires, etc. Il avait une vision qui correspondait assez bien à ce que l'on pensait, tout au moins certains parmi nous. Toute mon activité était centrée sur l'édition. À part le fait que j'étais le représentant officiel de Mayo 37 avec la boîte postale, j'étais déjà archi-connu de la police française comme réfugié politique, qui me prenait comme l'une des têtes pensantes de l'ETA. Donc, les risques que je prenais étaient importants, l'expulsion du territoire français ou l'intervention d'un commando franquiste, était possible. Je ne dis pas ça pour me faire valoir mais pour bien relever cet aspect du problème. À plusieurs reprises, la police française est venue chez moi, faire des fouilles-perquisitions lorsque j'appartenais à l'ETA ou postérieurement, quand il y a eu certaines actions qui ont été menées au Pays basque (français) en soli-

darité avec les gens du MIL arrêtés. Il faut signaler l'attitude de la police française à mon encontre, qui exerçait une surveillance rapprochée sans jamais m'inquiéter. Ils espéraient comme ça que je les mènerais aux activistes de terrain. De ceci, j'en étais conscient et on faisait le nécessaire pour que cela n'arrive pas. Car, de toute évidence, il y avait une collaboration entre la police française et espagnole.

Sebas : À mon sens, l'histoire du MIL se perpétue de ce côté de la frontière, en fait la poignée de camarades, nous cinq qui avons échappé aux arrestations.

L'année 1973-1974 (de septembre à septembre) de cette *saga* doit être divisée en deux périodes, et la césure c'est l'arrestation de Cri-cri avec trois autres camarades en janvier 1974. L'ex-MIL avant est différent et a des objectifs clairement définis pour la période et l'urgence de sauver Puig. La phase est dominée par le compte à rebours exigeant instauré par le procès sumarísimo⁽⁶³⁾. Portant bien son nom : très expéditif. Nous sommes tous montés à Paris. Immédiatement, nous avons été chez Guillaume et à la Vieille Taupe. Nous avons eu la première réunion dans les locaux dans une maison d'édition, rue Saint-Jacques, en face de la Sorbonne. Ensemble, nous avons monté le Comité de soutien aux prisonniers du MIL, le comité original. Vidal-Naquet en prit la présidence. La nuit précédant cette réunion, Barrot avait synthétisé nos échanges dans le fameux texte « *Gangsters ou révolutionnaires* ». Dès lors, nous avons tenu régulièrement des réunions avec ce groupe, mais toujours plus vides d'un véritable élan. Ils en restaient au protestataire.

Dès octobre 1973, à Paris, Jean Barrot et Pierre Guillaume participent donc au Comité de soutien aux révolutionnaires emprisonnés à Barcelone, présidé par l'historien Pierre Vidal-Naquet. Ce spécialiste de l'Antiquité s'était déjà engagé pour la défense des droits de l'homme, contre la torture, lors de la guerre d'Algérie ou avec le GIP à propos des conditions de détention dans les prisons française. Avant de décéder en 2006, il sera aussi le pourfendeur des révisionnistes dans les années 1980.

63 – Sumarísimo : Procès d'exception ultra rapide.

Ce comité publie une brochure de huit pages, *Gangsters ou révolutionnaires ?* sur les positions politiques et les actions passées du MIL.

« En publiant ce texte, le comité ne se prononce nullement pour ou contre les thèses qu'il développe. Les inculpés n'exigent d'ailleurs pas d'être soutenus sur la base de leurs propres positions. Ils demandent seulement qu'on fasse la vérité sur leur action. Ils revendiquent le droit de ne pas être considérés comme des gangsters, ni non plus comme de simples *antifascistes* ou *antifranquistes*. Ils ne veulent pas qu'on se déclare d'accord avec eux mais qu'on déclare ce qu'ils sont eux-mêmes. ».

Barrot et ceux qui ont fait le Mouvement Communiste sont vivement critiqués pour leur manière de s'investir dans la campagne de solidarité.

En France, en simplifiant les prises de positions de chaque organisation ou groupe, le MIL est rejeté pratiquement par tous les groupes de l'ultra-gauche qui, polémiquant avant, trouvent avec la question du soutien une raison de plus de continuer. Parce que cette gauche communiste est critique vis-à-vis des expropriations assimilées à de la délinquance, parce que soutenir le MIL n'a rien de révolutionnaire ou n'est pas assez lié au mouvement ouvrier et à la lutte des classes., le MIL est ignoré par le courant situationniste *officiel* qui fut absent du débat. Ne sont pas non plus en reste l'anarchisme officiel (Fédération Anarchiste...) et une fraction de la CNT espagnole-française, puisque communistes et expropriateurs. Quant à la gauche du capital (PS, PC, etc.), l'extrême-gauche et les syndicats traditionnels, ils ne souhaitent pas soutenir des gangsters qui, en plus, défendent des positions conseillistes, préférant jouer la carte du jeune martyr antifasciste ou de l'anarchiste (avec tout ce que terme a de péjoratif dans nos sociétés).

La question du soutien est révélatrice, si besoin en était, de la nature des partis mais aussi des faiblesses, de l'inertie et des clivages au sein de la mouvance ultra-gauche. En 1981, dans « Le roman de nos origines », un article paru dans le n° 2 de la revue ultra-gauche, *La Banquise*, Barrot revient rapidement sur cette période et pose la question contre laquelle beaucoup se sont cassé les dents :

« ...Les révolutionnaires n'ont pas besoin de martyrs. Le communisme est aussi fait de solidarité spontanée. Notre activité inclut une fraternité sans laquelle elle perd son contenu.... Comment manifester notre solidarité à un révolutionnaire menacé de mort sans dénaturer le sens de son action ? Il n'y a pas de réponse précise à cette question. On peut seulement énoncer quelques principes simples. »

Nous reproduisons le passage sur le MIL et la solidarité en annexe : « *L'affaire Puig Antich* ». Concernant ce texte, il est un peu rapide d'assimiler les structures du MIL à celles de l'ETA ou de l'IRA. Il n'y a pas de comité central au sein du MIL, les membres du MIL/GAC sont autonomes, n'ont jamais commis d'attentats (pas eu le temps) et participaient aux éditions. Comme il est osé aussi d'affirmer que Puig Antich « souhaitait arrêter l'action armée ». D'une part, aucun écrit de Puig Antich ne va dans ce sens et d'autre part, ceux qui l'ont côtoyé jusqu'à son arrestation, ne l'ont jamais entendu tenir de tels propos.

Parallèlement aux discussions avec Jean Barrot et Pierre Guillaume, les rescapés de l'ex-MIL prennent contact avec des autonomes, des libertaires et principalement avec l'ORA. Et c'est lors d'une de ces réunions qu'ils rencontrent Miguel Moreno Patiño qui va participer à la campagne de solidarité.

Miguel : Je suis né en avril 1946, en Espagne, à La Coruña (La Corogne) et suis le fils d'un commerçant en gros de faïence et affaires de ménage. Je n'avais aucun parcours politique en Espagne. Quand je suis arrivé à Paname (Paris) en octobre-novembre 1969, j'étais parti à l'aventure. Je n'ai pu m'inscrire à la faculté de Vincennes, qui venait d'ouvrir, parce que les cours étaient déjà commencés. Ce n'est qu'en 1970 que je me suis inscrit en sociologie et cinéma. Comme je n'avais pas de rapports avec ma famille, j'ai été obligé de me trouver un boulot pour vivre et me payer les études. J'ai bossé deux ans comme OS (ouvrier spécialisé) dans plusieurs usines et un an comme tourneur. Lorsque je travaillais, j'allais à la fac le soir. En 1973, j'ai laissé tomber le boulot, car j'avais économisé un peu de fric. J'avais des idées plus ou moins libertaires, mais la situation m'a poussé.

Il y avait une agitation plus ou moins permanente, pas mal de discussions politiques à la fac et de nombreuses manifestations dans les rues de Paris. Après 1968, cela a duré pendant trois ou quatre ans au Quartier Latin. Dans le département théâtre et cinéma de la fac de Vincennes, j'étais en contact avec des copains qui fabriquaient des cocktails Molotov et avaient des barres de fer pour les manifestations mais aussi pour repousser d'éventuelles attaques des fascistes. Ils n'ont jamais attaqué Vincennes, mais en 1967-1968, ils avaient attaqué celle de Nanterre et, de temps en temps, ils faisaient des raids sur des facs. On participait à de nombreuses manif, celles qui étaient interdites nous intéressaient davantage. Au moment du MIL, nous étions un groupe plus ou moins informel, de tendance libertaire mais pas anarcho-syndicaliste, formé par des étudiants et des copains qui travaillaient. On était des jeunes venus d'Espagne, certains avaient dû en partir. On était en pleine dynamique de manifestations, d'affrontements, etc. On était déjà préparés pour le passage à l'activité armée. Pour moi, cela ne m'a pas posé de problème.

Je, nous fréquentions la rue des Vignoles où se trouvaient les locaux de l'ORA et des vieux de la CNT à qui j'achetais des brochures et recueillais des informations sur le mouvement anarchiste espagnol.

Nous savions qu'il y avait des choses qui se passaient à Barcelone, mais rien sur le MIL exactement. On avait des contacts avec des gens qui avaient fait des grèves, qui avaient dû partir d'Espagne, etc. C'est à partir des arrestations de septembre 1973 qu'on a commencé à savoir qui ils étaient. La presse les présentait comme des anarchistes mais, par la suite, on a eu des précisions avec les brochures de Mayo 37 et les n° 1 et 2 de *CIA*. Là, on a découvert qu'ils étaient aussi conseillistes.

À Paris, il y avait plusieurs comités de solidarité aux emprisonnés, celui présidé par Vidal Naquet, celui de la rue des Vignoles et aussi un de Frente Libertario, l'autre tendance de la CNT, situé rue Saint-Denis.

Fin octobre-courant novembre, il y a eu une réunion d'information avec l'ORA, la CNT des Vignoles et d'autres personnes. Cricri et Jean-Marc étaient présents, on a plus ou moins sympathisé. Je me souviens qu'ils étaient en costards et qu'à l'époque, les costards

c'étaient des fringues qu'on ne portait pas. Différentes choses ont été abordées : commencer à faire de l'information, d'autres d'actions plus ou moins légales, comme d'arrêter les trains en partance pour l'Espagne, et des bombages. Moi personnellement, je pensais que de telles actions n'arrêteraient pas la condamnation à mort. À la fin de la réunion, on s'est retrouvés ailleurs avec Jean-Marc et Cricri, on a parlé d'un enlèvement. Nous, nous n'avions pas fait d'actions armées mais nous voulions en faire. J'ai parlé de Dassault, le marchand d'armes, mais on a trouvé qu'il était un peu vieux pour le kidnapper, on a pensé au fils... À partir de là, tout s'est enclenché et il fallait du monde si on voulait aboutir. Ils m'ont donné une adresse à Toulouse et on s'est mis en contact. À Paris, il y avait dans le groupe, des camarades qui voulaient participer dans les actions, peut-être pas un enlèvement mais bien décidés à participer à fond.

Pour moi, la fac, à partir de là, est devenue transitoire. Les gens ne pensaient pas que Salvador serait exécuté. Nous, on pensait « ils rêvent ! ». Il était accusé d'avoir tué un flic, le MIL n'avait pas le même rapport de force qu'ETA en Espagne et au niveau international. Tout le monde pensait qu'il suffisait d'une mobilisation comme cela avait été fait pour le procès de Burgos où les condamnés à mort avaient été graciés. Pour nous, les manifestations, les pétitions, ce n'était pas assez, il fallait créer une situation plus dynamique. Il n'y avait pas que l'enlèvement mais aussi tout un tas d'actions qui pouvaient être préparées. On voulait vivre une action plus offensive que la manifestation. Pour nous, l'enlèvement c'était les mettre en face de leur responsabilité : « Bon, si vous le condamnez à mort, on prend un otage, si vous l'exécutez, nous, c'est pareil ». J'ai dû descendre à Toulouse une ou deux semaines après notre rencontre, il y avait encore Sancho et Eva qui vivaient ensemble, rue des Blanchers. Cela faisait trois ou quatre jours que j'étais là, quand on est revenus de l'apéro à l'appartement, nous l'avons trouvé en partie vidé. Toutes les brochures de Mayo 37, des bouquins et une arme avaient été emportés par Eva et Sancho. Ça veut dire que, déjà, il y avait une scission de fait entre Sancho-Eva et les trois autres. Malgré cela, on a pu se voir et avoir des discussions. On leur avait parlé de l'enlèvement, eux étaient en contact avec un comité de solidarité qui s'était créé à Barcelone. Ils nous on dit

qu'ils préparaient, pas eux directement, une tentative d'évasion avec des gens de Barcelone qui devaient creuser un tunnel de l'extérieur vers l'intérieur. Nous, on pensait qu'il fallait le faire mais que cela prendrait beaucoup de temps, alors qu'un enlèvement était plus rapide, pouvait le sauver et le mettre en liberté.

Fin novembre, on a commencé à prendre des contacts à Toulouse, avec un autre groupe autonome, avec Michel, Tonton, et à Paris avec des membres du groupe Primero de Mayo, notamment Alberola. Il y a eu plusieurs réunions dans ces deux villes. Pour beaucoup, c'était notre premier enlèvement sauf pour ceux de Primero de Mayo qui avaient déjà de l'expérience, ils avaient enlevé un curé de l'Opus Dei à Rome.

On devait faire deux enlèvements, un à Perpignan et un à Paris. Pour le premier, Eva nous a dit qu'elle avait un contact avec un mec de la Phalange espagnole, qui était PDG de plusieurs entreprises à Barcelone. Je ne sais pas si elle a travaillé pour lui, mais elle disait qu'elle pouvait le faire venir à Perpignan. Au début, Sancho et Eva étaient d'accord. Ils devaient l'appeler par téléphone et nous, le kidnapper. Pour l'autre enlèvement, nous avions deux cibles à Paris fournies par ceux de Primero de Mayo : la première était le représentant espagnol de l'UNESCO que Primero de Mayo avait déjà surveillé et tenté d'enlever en 1970. Pour la seconde, c'était un banquier espagnol, qui était à la direction de la Banca Espagnol de Credito (de l'Opus Dei) qui deviendra la Banca Banesto. Pour ce dernier, on avait décidé, en échange, la libération de tous les camarades emprisonnés du MIL et de l'argent pour la dynamique des groupes participant et le nôtre qui allait se créer. À l'époque, je me rappelle qu'Alberola nous a dit qu'il pouvait se charger de la rançon économique, pas lui directement, mais des contacts en Angleterre. Nous, on devait s'occuper de l'enlèvement, de le garder et, éventuellement, le relâcher.

Pour conserver les kidnappés, on avait une ferme pas très loin de Toulouse. Pour transporter le banquier, un groupe de Toulouse avait proposé de trouver une espèce d'ambulance munie de faux papiers avec quelqu'un déguisé en infirmier pour que les flics ne fouillent pas.

Pour les enlèvements, bien évidemment, on n'avait pas des masses de fric. À l'époque, pour vous dire dans quelle situation on

était à Toulouse, j'allais piquer de la viande et le reste pour bouffer. Les autres m'engueulaient « ne fais pas ça ! ». Et puis, on a eu une information sur une banque dans le sud-est de la France et on l'a dévaluée, ce qui nous a permis de dynamiser notre activité.

En Espagne, le Fiscal (procureur) annonce les peines qu'il souhaite avant le procès. C'est ainsi que le 26 novembre à Barcelone, en vue du premier procès du MIL, le Fiscal militaire, désigné au mois d'octobre par le tribunal militaire, réclame dans ses *conclusions provisoires* les peines suivantes : pour Quesita, six ans de prison, pour Queso trente ans et pour le Metge, deux peines de mort. Le fiscal ajoute « et impossibilité pour tous les deux durant le temps de leur condamnation de voir leur peine diminuée à la suite d'une amnistie et au cas où la peine de mort de Salvador Puig Antich serait commuée ».

Le procès doit avoir lieu à la mi-décembre mais les avocats souhaitent et arrivent à le retarder... Jusqu'à cette date, la presse espagnole observe le silence total sur le caractère politique des délits.

Sancho et Eva « scissionnent »

D'accord dans un premier temps pour participer à des actions et faire pression sur les autorités franquistes, Sancho et Eva se retirent du projet pour diverses raisons.

Sebas : Sancho vivait depuis le retour à Toulouse avec Eva. Sans qu'elle n'ait jamais eu aucun rôle dans la phase précédente du MIL, elle prit à son compte le contact avec l'intérieur. Ce qui fut une magistrale erreur, en fait, car dès lors l'information ne circula plus correctement entre l'intérieur et nous. C'était l'ancienne compagne du Secrétaire et avec lui, elle avait pris le pli d'une certaine sous-évaluation de l'action militaire et des camarades qui la pratiquaient.

Bien sûr, elle trouva tout naturel de prendre pour argent comptant et à son compte l'ensemble des discours des prisonniers, et elle entraîna Sancho dans cette position absurde. Il faut se rappeler que

les prisonniers politiques de la Modelo ne parvenaient toujours pas à prendre conscience de la situation de Puig. Ils maintenaient donc leur position : « Nous ne croyons pas à la possibilité d'exécution ».

Je ne sais pas grand-chose de Puig et des autres, de leurs courriers *internes* avec Sancho-Eva et Vasco-Quim. Le seul courrier reçu d'Oriol, dès le début de sa détention, montrait qu'il était un des seuls à avoir repris ses *esprits*. Puig était encore à l'hôpital ou à l'isolement. Les autres semblaient pinailler sur tout.

Oriol nous a clairement fait savoir qu'il appuierait nos initiatives. Sancho, Cricri, Aurore, Eva et moi avons pris connaissance de ce message. Il semblerait qu'Eva ait reçu parallèlement un autre message du Secrétaire and Co. Le Secrétaire savait pertinemment ce que je comptais faire pour Oriol. Deux jours avant son arrestation, lors d'une cita, je lui ai expliqué la version *enlèvement* en France, en long et en large.

Nous avons eu une info très sûre au début de la détention de Puig, peut-être même la première semaine après son arrestation. Plusieurs flics avaient pris d'assaut l'étage de l'hôpital où il était soigné. Il voulait le lyncher. Des policiers de la Municipale se seraient interposés juste à temps avec quelques *gris*. Le maire de Barcelone, Viola (exécuté lors de la phase de transition !), aurait assuré aux flics présents que Franco en personne lui avait confirmé par téléphone que Puig serait bien exécuté dans les six mois ⁽⁶⁴⁾. Les prisonniers étaient au courant de cette promesse de Franco aux policiers de la BPS de Barcelone, Eva et Sancho également, tout comme nous tous. Il ne pouvait y avoir aucune ambiguïté à ce propos.

Même après deux rencontres avec l'avocat monté de Barcelone, une à Toulouse au bar du Grand Hôtel (!) et l'autre à Paris (à Pigalle !), au cours desquelles il se montra extrêmement pessimiste sur les chances de Puig, Eva et Sancho persistèrent dans cet entêtement. Ils n'y croyaient toujours pas, même après l'exécution de Carrero Blanco par ETA.

64 – Dans le *Dossier MIL* qu'il publiait en octobre 1973, le Comité de solidarité de Barcelone informait que Puig Antich serait condamné à mort suite à la promesse faite par les autorités franquistes aux policiers de la BPS.

Pour Cricri et moi (plus les camarades encore avec nous), l'essentiel et l'urgent étaient de réunir assez de force et de réussir à prendre une ou deux personnalités avant le procès pour éviter l'exécution de Puig, négocié à tout prix sa vie, sinon il était foutu. Les procès étaient des événements secondaires dans l'enjeu de cette affaire. L'État espagnol voulait faire un exemple et nous nous n'avions qu'une chose à faire, essayer par tous les moyens de l'empêcher. Le reste n'est que du baratin, il n'y avait vraiment aucune autre solution !

Face au délai imposé par le conseil de guerre-sumarisimo contre Puig, nous n'avions que peu de temps devant nous pour faire de ce groupe assez hétéroclite un noyau capable d'assumer. Deux enlèvements étaient envisagés.

Sancho et Eva changèrent d'avis progressivement, ils s'éloignèrent du noyau ex-MIL et disparurent, bloquant ainsi les premières orientations que nous avions dans ce domaine. Sans doute avaient-ils rencontré quelqu'un qui ne voulait pas d'une telle opération. Non pas qu'ils préféreraient avoir un martyr en la personne de Puig, mais cela devait être un ultime avatar de limites politiques auxquelles nous nous étions confrontés durant deux années. Une incapacité à passer tactiquement à une phase supérieure du combat. Nous ne les avons jamais revus, ni l'un ni l'autre ⁽⁶⁵⁾.

Comme ils avaient fini par concentrer les contacts avec *l'interior*, dès ce moment-là, les rapports avec la coordination intérieure furent rompus. Ce qui ne nous posait pas trop de problèmes, même politiques, vu la situation, car nous étions concentrés exclusivement sur la tâche de sauver Puig et Oriol. Nous n'avions plus rien à voir avec la position soutenue par le GAC-septembre 73 formé à la Modelo. Pas grand-chose à faire avec le Comité de soutien de Barcelone.

Aurore : Dès les arrestations, on savait que la condamnation à mort était plausible à cause des hold-up et, de plus, il y avait un flic mort.

À part téléphoner aux avocats qui avaient une peur bleue, je ne me rappelle pas de contacts avec Barcelone, sauf Eva qui téléphonait. Elle a tout stoppé car on devait enlever un ami de sa famille et il y

65 – Sebas, incarcéré depuis 1987 pour ses activités au sein de l'organisation Action Directe, reverra Sancho et Eva au parloir au début des années 2000.

avait des risques. Ce qui est possible, le problème c'est qu'elle aurait pu y penser plus tôt.

Hiver 1973-1974, il y a eu une conférence de presse au Grand Hôtel, rue de Metz, il y avait Marie-Christine Ételin et d'autres avocats. Il y en a eu une autre à la Mutualité de Paris avec la Duchesse Rouge (Duchesse d'Albe, antifranquiste proche des communistes) et sa cour, elle a été très lyrique... sur le dos des copains. Je n'ai jamais revu Sancho, sauf Eva en 2005. Sancho était un bon copain.

Sancho : Après les arrestations de 1973 et un séjour en Belgique, je suis rentré une semaine à Barcelone pour me mettre en contact avec Montes, avec les étudiants libertaires. Après tout ça, je suis reparti d'Espagne, adios.

Alors, ont commencé toutes ces histoires à Paris avec Alberola et, à Toulouse, par manque d'argent, le groupe allait braquer des trafiquants de drogue. Une fois, je suis allé à un de ces braquages, ça a mal tourné et on est partis en courant... comme les Freak Brothers. Des histoires, des conneries.

Je suis parti quand Sebas est arrivé en disant « on va mitrailler le consulat espagnol »⁽⁶⁶⁾.

Je crois, et ce n'est pas pour lui reprocher, que pour lui ce n'était pas une histoire passionnée comme pour moi, c'était plus personnel, mon frère était en prison. C'était une histoire plus bizarre, lui, c'était aussi puissant mais dans la fête et *esto a mi me tocaba los cojones* (à moi ça me cassait les couilles). On avait connu une histoire très forte et on commençait à déconner, j'ai préféré arrêter.

Après toutes ces merdes, je voulais partir. Qu'est-ce-que je peux faire pour mon frère, pour Salvador ? Je restais pour les éditions et comme Sebas ne voulait pas s'occuper des bouquins, c'est moi qui ai continué.

Cela faisait des années, qu'en Espagne, il n'y avait pas eu d'exécution de prisonniers politiques, les dernières étaient celles des anarchistes Joaquin Delgado et de Francisco Granados, en août 1963. On pensait de ce fait qu'on ne l'exécuterait pas et, de plus, il y avait l'antécédent du procès de Burgos. Mais avec la mort de

66 – Le 23 février 1974, à Toulouse, rue des Géraniums, la voiture du chancelier du Consulat d'Espagne est mitraillée. Sebas fait partie du commando.

Carrero Blanco, le panorama changea radicalement et même Salvador, quand il apprit sa mort, a dit : « Maintenant oui, ils m'exécuteront ».

Il était clair qu'ils exécuteraient Salvador mais il était aussi clair que nous ne pourrions l'éviter. Le dilemme était posé, continuer les éditions Mayo 37 ou entrer dans la spirale détention-solidarité-détention. Sebas, Aurore et Cricri choisirent la deuxième ; Eva, Txus et moi, on opta pour la première, continuer les éditions. Ce fut la cause et le motif de notre séparation. Avec Eva, on a quitté Toulouse en 1974 après l'enlèvement de Suarez et on s'est installés à Perpignan.

Exécution de Carrero Blanco

L'Amiral Luis Carrero Blanco est né en 1903 à Santander. À la sortie de l'École navale, il participe de, 1924 à 1926, à la campagne militaire du Maroc. Pendant la guerre d'Espagne, il se joint en 1937 aux troupes fascistes et est promu chef du Haut état-major de la Marine. En 1951, il est nommé par Franco responsable direct de la sûreté de l'État et des procès politiques. En 1967, il devient vice-premier ministre et, en juin 1973, nommé Premier ministre car Franco est gravement malade.

Le 20 décembre, en plein cœur de Madrid, dans le quartier Salamanque, une importante charge explose au passage de son véhicule et le tue. Il est alors le chef du gouvernement et l'un des plus fidèles collaborateurs et successeur probable de Franco. L'attentat, baptisé par ETA *operación Ogro*, est revendiqué par l'organisation basque.

C'est l'ancien ministre de l'Intérieur, Arias Navarro, qui succède à Carrero Blanco et ce n'est pas un tendre. Son surnom pendant la guerre civile et par la suite est *le bourreau de Malaga*. En 1963, il est directeur général de la Sécurité quand, en avril, est fusillé Julian Grimau, un dirigeant du PCE et quand, le 17 d'août, sont garrottés Francisco Granados Gata et Joaquin Delgado Martinez, membres de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL), pour des attentats qu'ils n'ont pas commis.

Avec l'exécution de Carrero Blanco et la nomination d'Arias Navarro, les possibilités d'échapper au garrot pour le Metge sont minces.

Au cours du mois de décembre, trois groupes, l'un de Paris et deux de Toulouse (dont Sebas, Aurore et Cricri), s'accordent sur l'enlèvement d'une personnalité espagnole.

Sebas : Noël 1973, nous sommes en contact avec un autre groupe de Toulouse qui est au courant de notre détermination d'enlever une personnalité espagnole pour l'échanger contre les prisonniers politiques et surtout les condamnés à mort. Pour nous, Puig et Oriol sont dans ce cas, comme un ou deux camarades maoïstes du FRAP. Du coup, il fit le contact avec Alberola et les camarades du groupe Primero de Mayo qui, eux, avaient déjà réalisé ce genre d'opération par le passé.

Nous avons fini par avoir deux repérages concluants : l'industriel (Porte Dauphine) et l'ambassadeur d'Espagne à l'UNESCO. Pour ce dernier, il vivait en haut de l'avenue Marceau, à une centaine de mètres de la place de l'Opéra. Nous avons assisté à l'arrivée de l'ambassadeur dans sa Mercedes grise et cela nous parut relativement facile. Pour l'autre, nous pouvions le prendre dans la cage d'escalier à son retour du boulot.

Nous avons choisi politiquement l'ambassadeur en première option. Mais au cas où, comme il se déplaçait beaucoup, nous nous serions rabattus sur le second.

Pour nous, c'était parti. L'opération commençait. Et nous n'avions que quelques jours, deux ou trois semaines tout au plus pour réussir. La réunion du Conseil des ministres qui devait entériner la peine de mort avait été prévue ou était prévisible...

Pour les revendications de l'enlèvement de janvier, nous devons demander la libération de tous les membres du MIL ainsi que la non-condamnation à mort des camarades du FRAP. Pour moi, l'affaire de la récupération d'une rançon était vraiment secondaire et, d'ailleurs, je ne me souviens de rien à ce propos. Ni de la somme. ni pour quel projet.

À propos de l'éventualité de l'exécution maintenue de Puig, je crois que nous n'étions pas prêts à exécuter l'otage. En essayant de me remémorer notre état d'esprit, je crois que nous ne l'aurions pas fait sauf s'il s'agissait d'un membre de la Phalange (comme c'était prévu au départ). Dans le cas d'un diplomate ou d'un banquier, je crois, que nous l'aurions gardé plusieurs mois, mais pas exécuté.

□ 1974

Le mardi 8 janvier, dans les bâtiments du gouvernement militaire à Barcelone, le Metge, Queso et Quesita comparaissent, menottes aux poignets et les pieds enchaînés pour les hommes, devant le Consejo de guerra (tribunal militaire d'exception), pour leur participation à l'expropriation de la Banco hispano-americano du Paseo Fabra y Puig du 2 mars 1973 à Barcelone. Le Metge est également jugé pour le meurtre (préssumé) de l'inspecteur de police adjoint, Francisco Anguas Barragán.

Le tribunal est composé de sept officiers militaires. Pour une fois, les avocats ne sont pas des militaires et ils contestent, sans résultat, le fait que les deux délits puissent être joints dans un même procès.

La procédure *sumario ordinario* est suivie dans cette affaire : les avocats et les accusés sont prévenus 48 heures avant de la date d'ouverture. C'est une pratique courante des tribunaux militaires franquistes, qui avisent parfois les personnes concernées seulement la veille.

Avant et pendant le procès, un dispositif policier et militaire important est mis en place. L'accès à la salle d'audience est limité à une soixantaine de personnes, des journalistes, des membres de la famille des accusés et un *public* choisi. L'après-midi, plusieurs avocats, dont Marie-Christine Ételin, mandatés par la Ligue internationale des droits de l'homme (LIDH), peuvent assister au procès.

Pour le hold-up, le Metge et Queso ne nient pas leur participation et affirment que l'argent était destiné à financer les activités du MIL. Pour la mort du policier, l'avocat conteste le fait que le Metge en soit responsable. En effet, ce dernier n'est pas le seul à avoir fait usage de son arme, puisque lui-même a été blessé grièvement à la mâchoire lors de son arrestation. De plus, les médecins de garde à l'hôpital ce jour-là ont constaté cinq impacts dans le corps de l'inspecteur alors que le rapport d'autopsie n'en mentionne que trois et que le Metge aurait tiré deux fois. L'avocat demande une contre-expertise qui est refusée car le Code militaire stipule que tous les membres du tribunal, étant militaires, sont eux-mêmes experts.

Lors du réquisitoire, le procureur confirme les peines requises le 26 novembre 1973 et fait état d'autres complices pour le hold-up du 2 mars 1973, citant les noms de Jean-Marc Rouillan et Jean-Claude Torres. Cette information est reprise dans *Le Monde* du 10 janvier 1974.

À 18 heures, le tribunal se retire à huis clos. Le procès a duré sept heures. Dans une note relative au procès, datée du 14 janvier 1974, Serge Levy, avocat et observateur judiciaire de la Ligue belge pour la défense des droits de l'homme, relève que l'instruction d'audience, l'interrogatoire des prévenus, les réquisitoires, les plaidoiries et les déclarations des prévenus ont été terminés en un seul jour.

Dans la matinée du 9 janvier, le Metge est condamné à la peine de mort, Queso à trente ans de prison et Quesita à cinq ans de prison. Avant d'être appliquées, les condamnations doivent être confirmées par le Consejo supremo de justicia militar (Conseil suprême de la justice militaire).

Dans la soirée, mille personnes parcourent les rues de Barcelone pour dénoncer cette sentence. Dans les jours suivants, des groupes autonomes barcelonais sont à l'origine d'une série d'attentats à l'aide d'explosifs : le 11 janvier, au petit matin, le Monument aux morts franquistes, *los Caídos*, situé avenue du Generalissimo (aujourd'hui av. Diagonal), est ébranlé par une forte charge ainsi que trois banques dans divers quartiers. Les dégâts sont importants. Le 18 janvier, à Mataró, c'est encore le Monument aux morts qui est visé. Le 8 février, c'est au tour de celui de Badalone.

« Ce fut notre réponse à la condamnation à mort, raconte Felip qui a participé à ces actions, nous voulions faire du bruit. Nous avons toujours fait attention à ce que ses actions évitent ou aient la moindre possibilité de blesser quelqu'un. » □ Cité dans *Cuenta atrás*.

Oriol Arau Fernandez, avocat de Puig Antich, revient sur le climat dans lequel se déroule un procès de ce type :

« Dans un Conseil de guerre, nous, les avocats, ne servons qu'à une chose, dresser face à face les juges et le public, et provoquer le scandale et, ainsi, nous faire expulser du tribunal ; pour le reste, il ne faut pas espérer pouvoir assurer la défense proprement juridique, défense qu'il faut pourtant essayer d'assumer au maximum. Pour ce qui est de l'aide que nous pouvons apporter au condamné, notre rôle est de faire le pont entre lui et l'extérieur. » □ Extrait de la conférence de presse, donnée à Perpignan, le 30 mars 1974.

À Ivry-sur-Seine, Michel, Cricri, Miguel et Tonton sont interpellés lors d'un contrôle policier dans la nuit du 16 au 17 janvier 1974. Tous les quatre sont membres du groupe autonome qui doit participer à l'enlèvement de l'ambassadeur représentant l'Espagne auprès de l'UNESCO ou d'un industriel espagnol.

Miguel : Il y avait une église à Ivry, dans la banlieue parisienne, puis une espèce de parking qu'on avait repéré. C'était un endroit tranquille pour changer les plaques d'immatriculation de la Triumph que nous venions de piquer. Sebas n'était pas là, il était resté à l'appartement. À la sortie du parking, vers 2-3 heures du matin, avenue Lénine, j'étais avec Cricri dans la Triumph, Michel et Tonton, deux copains de Toulouse qui participaient depuis quelque temps à l'activité de notre groupe, étaient derrière dans la Renault 12 louée à Toulouse. On a vu dans le rétroviseur les phares d'une bagnole qui nous suivait, mais la nuit, tu ne fais pas gaffe. À un feu rouge, au lieu de le griller, on s'arrête, ce n'était pas la peine de se faire repérer pour une pécadille. C'étaient les flics, ils nous contrôlent, nous demandent ce que l'on fait et si on connaît ceux de derrière. « Non, on ne les connaît pas... ». On s'est tous retrouvés au commissariat du coin pour un contrôle d'identité. Et là, ils ont trouvé les plaques d'origine de la Triumph dans le coffre de la Renault 12, que nous devions jeter dans la Seine. À partir de là, tout se complique quand ils découvrent, au fond du manteau de Michel que je portais, un papier sur lequel il y avait marqué *aéroports de Genève et Milan* avec une description d'un truc chimique qui devait éventuellement servir à frapper la compagnie espagnole Iberia. Tu préparais ce truc chimique que

tu glissais dans une valise, tu prenais un billet à l'aéroport, tu enregistrais ta valise et avant même que les passagers prennent place pour le départ, la valise s'enflammait. C'était un de Primero de Mayo qui nous avait donné ces indications, ils avaient déjà utilisé cette technique ⁽⁶⁷⁾. C'était une hypothèse d'action, la principale restait l'enlèvement. À part ça, on avait programmé un tas d'autres actions, comme d'envoyer des lettres menaçantes au gouvernement espagnol ou une autre à Genève où des copains et des Espagnols résidant en Suisse devaient, avant l'enlèvement, tirer des balles sur le Consul espagnol, pas le flinguer mais le blesser. Cette action n'a pas été menée, parce que les gens qui devaient agir se sont rétractés.

Au commissariat, ils ont pensé qu'on était des terroristes, car le lendemain des flics spécialisés sur les affaires politiques sont venus nous interroger. J'ai reconnu et expliqué l'action sur les aéroports, pour ne pas dévoiler que la Triumph était pour l'enlèvement. À l'époque, j'avais une piaule de bonne, rue Fénelon dans le x^e arrondissement de Paris, où on avait planqué provisoirement le sac contenant les armes venues de Toulouse

J'ai donné mon adresse à la fin des 48 heures de garde à vue, pensant que les armes auraient été démenagées. Lors de la perquisition, j'étais menotté à l'avant et quand les flics ont découvert les armes, un d'eux m'a foutu son pétard sur la tête et les menottes à l'arrière. On s'est retrouvés en taule. On a déchargé Michel et Tonton en disant que c'étaient des étudiants et qu'ils n'avaient rien à voir avec ça. Ils ont dû sortir après trois semaines de prison ⁽⁶⁸⁾. Cricri a pris en charge le vol de la voiture et moi indirectement les armes.

67 – Des sabotages avec le même procédé ont été menés en mars et juin 1963, à bord d'avions commerciaux espagnols et portugais dans plusieurs aéroports européens et américains, dans le cadre d'une campagne anti-touristes sur le sol espagnol et portugais. Ces actions étaient orchestrées et revendiquées par le Conseil ibérique de libération (CIL) bras armé, de 1962 à 1963, du Mouvement libertaire espagnol (CNT, FAI et FIJL). En 1970, c'est le groupe Primero de Mayo qui revendique les actions de même type contre les avions de la compagnie espagnole Iberia sur les aéroports d'Amsterdam, Genève, Francfort et Londres.

68 – Tonton et Michel seront de nouveaux incarcérés en juillet et septembre pour leurs activités au sein des GARI.

Cricri et moi, on est restés à la prison de la Santé jusqu'à notre procès en octobre 1974 où on a été condamnés à dix mois avec sursis. En attendant, Salvador avait été assassiné légalement. Tout ce que les GARI ont fait après notre arrestation venait de la coordination déjà en place.

Les gendarmes sont venus chercher Cricri dans la prison, le jour de sa libération parce qu'il était insoumis à l'armée. Je suis sorti seul. Il est resté deux ou trois jours dans une caserne, avant d'être réformé. Sebas nous a fait parvenir ses coordonnées, il vivait à Paris et on a repris contact. Cricri disait que pour l'instant, il ne voulait rien faire, qu'il voulait prendre un peu de repos. Pour moi, pas de problème, j'ai continué. Deux mois après, en décembre, Sebas a été arrêté en compagnie de deux autres personnes.

Sebas : Le départ de Sancho et d'Eva et la tombée en janvier des quatre à Paris ont définitivement ruiné notre scénario de solution d'échange. Alors que l'exécution de Carrero Blanco par ETA renforçait la tendance de l'Etat à faire un exemple. La suite est logique. Il n'y a eu aucune dissolution des GAC, ils sont morts faute de combattants justement ! Pour notre part, nous nous sommes fondus dans les GARI et, après l'été 1974, nous conservions cette étiquette.

À la suite des arrestations, se met en place une nouvelle coordination élargie à d'autres groupes autonomes qui veulent rompre avec les manifestations classiques et les lamentations hypocrites des *démocrates*, qu'ils trouvent inefficaces.

Amandine : Ces groupes autonomes qui participent à cette coordination existent avant les arrestations de janvier. Nés dans l'agitation sociale de l'après-mai 68, ils veulent dépasser le cadre des manifestations traditionnelles et l'urgence d'empêcher l'exécution de Puig Antich fait qu'ils se recentrent sur l'Espagne, mais le temps de finaliser les accords politiques, de mettre en place les structures (mises au point diverses, trouver les fonds nécessaires et l'appartement pour accueillir l'invité, etc.), cela prend du temps et Puig est exécuté. Oriol et Queso risquent d'être condamnés à mort, alors la coordination va effectuer, fin mars 1974, une série de sabotages à l'explosif dans le sud de la France sur des voies de com-

munication (ponts et voies ferrées) reliant l'Espagne. Ces actes sont revendiqués avec le sigle GAI (Groupes autonomes d'intervention). En avril, la Coordination décide de maintenir le projet d'enlèvement qui se réalisera début mai 1974 et qui sera revendiqué par les GARI. L'objectif de cette coordination n'a jamais été de créer une organisation de lutte armée, de perpétuer le MIL, de détourner le sens de son combat ou d'affirmer que Puig était anarchiste. Nous voulions apporter une solidarité concrète dans un moment donné et que chaque groupe ensuite reprenne son autonomie d'intervention. Les GARI se sont auto-dissous fin août 1974. **Sancho** : Les engagements de Jean-Marc et Cricri avec le mouvement libertaire et notre propre incapacité à répliquer furent les raisons pour lesquelles Salvador passa pour un anarchiste même s'il ne s'est jamais déclaré comme tel.

Sur les GARI et les attentats de 1974, je peux dire que la violence, comme ils l'entendaient, ne m'intéressait pas dans l'absolu, même s'il me restait le *regusto* (l'arrière-goût) de ne pas y participer.

Pour moi, c'était recommencer la même histoire, je ne voulais pas répéter l'histoire. Je voyais le truc *atracos-arrestaciones-solidaridad*, cela n'apporte rien. J'en avais marre et pour moi c'était clair, si c'est ça la révolution... Une fois, d'accord, parce qu'on y était dedans mais pas pour répéter l'histoire.

Pour moi, le GARI c'était la même chose. Ils commencent avec les arrestations du MIL, après il y a la justification. Après « que fait-on car il n'y a plus de solidarité, le Metge est mort et les autres sont encore en prison, on touche l'argent et que va-t-on faire ? ».

Il y a une différence entre être un groupe d'appui à quelqu'un et un groupe qui fait ses propres choses, ses propres revues. Pour moi, le sigle est une reculade, « soy un filantropo y ayudo, tengo la verdad, asi teneis mis revistas » (je suis un philanthrope, j'aide, j'ai la vérité et voici mes revues).

Au début je n'étais pas contre, je l'ai compris après.

LE METGE CONDAMNÉ À MORT

Le 11 février, les généraux du Consejo supremo de justicia militar se réunissent à huis clos pour examiner les condamnations requises le 9 janvier. En se rendant au tribunal militaire pour

une autre affaire, Oriol Arau Fernandez apprend par hasard la confirmation des peines. Le sort des condamnés est entre les mains de Franco et du gouvernement de Arias Navarro, à qui il appartient d'entériner ou de modifier les sentences.

Le 15 février, l'avocat du Metge adresse un télégramme à Franco où il lui demande de commuer la peine de mort requise et, par la même occasion, de l'abolir en Espagne. Le Collège des avocats, des médecins, des ingénieurs, des architectes de Barcelone, de Madrid et dans d'autres villes interviennent collectivement, pour lui demander la grâce du Metge. Dans la soirée du premier mars, les avocats du Metge apprennent la confirmation de sa condamnation à mort par le Conseil des ministres réunis dans la journée à Madrid. Informée dès 22 heures, la presse reçoit l'ordre de ne pas communiquer l'information avant le lendemain matin.

Oriol Arau Fernandez : En Espagne, les Conseils des ministres se terminent habituellement à 14 heures. Pendant tout l'après-midi, j'ai essayé en vain de communiquer avec Madrid. Les seules informations que j'ai pu obtenir ont été la majoration du prix de l'essence décrétée par le gouvernement le jour-même, et l'augmentation de certains autres prix. À vingt heures trente-cinq, j'ai été invité par le Tribunal militaire à me rendre en personne à vingt et une heures à la prison. Avant d'aller à la prison, je suis passé au Barreau afin d'y organiser une permanence.

Pour éviter que la nouvelle de l'exécution de Puig ne soit connue immédiatement par la population, le gouvernement avait décidé : de ne pas faire référence à ce conseil des ministres dans les télétypes avant 10 heures du matin, procédé rappelant la sombre période de Fraga Iribarne ne permettant pas ainsi aux journaux du matin de publier la nouvelle ; que les journaux télévisés de 21 heures et de 24 heures, et les émissions de Radio Nationale garderont un silence absolu sur cette affaire. Mieux, tous les programmes nocturnes furent supprimés, pour laisser la place à un match de boxe de Urtain, vedette dévouée du régime. Pour ma part, j'ai essayé de communiquer la nouvelle à plusieurs radios, mais en vain, car toutes avaient reçu l'ordre cette nuit-là, de ne radiodiffuser que le match de boxe.

Une fois arrivé à la prison, j'ai essayé par tous les moyens de reculer le plus possible le moment de la signature par Salvador et moi-même de la condamnation à mort, parce que j'attachais une grande importance au délai de 12 heures, prévu entre la signature et l'exécution afin que celle-ci ait lieu le plus possible en plein jour, ce qui permettrait de profiter au maximum de tout ce temps pour mobiliser l'opinion à l'extérieur de la prison, et d'effectuer des démarches auprès de différentes personnalités. Après de multiples péripéties, j'ai réussi à obtenir du juge que la signature soit reportée jusqu'après le tour de garde, ce qui nous permit de gagner trois bons quarts d'heure.

Nous avons signé la sentence à vingt et une heures et quarante-cinq minutes, et c'est à ce moment que commence la terrible histoire de ces douze heures très longues et très courtes à la fois, jusqu'à dix-heures moins le quart du lendemain, heure de l'exécution. Quelques faits significatifs de l'ambiance qui régnait dans la prison pendant ces douze heures. Par exemple, à peine la confirmation définitive de l'exécution fut-elle connue que la garde fut quadruplée dans la prison ; en même temps, les policiers de la BPS se promenaient dans la cour et dans les autres dépendances de la prison avec une facilité surprenante. La prison était occupée militairement. Il faut souligner que, même nous, les avocats du condamné, nous étions fouillés du haut en bas, à chaque entrée ou sortie de la prison ; je me rappelle qu'ils me confisquèrent jusqu'à un tube d'aspirine ! On ne pouvait rien sortir. Il en était de même pour ses sœurs car une femme les fouillait, ce qu'elle faisait scrupuleusement, à l'exception du sac à main, preuve de l'absurdité de ce genre de fouilles et de ce déploiement policier.

Je tiens aussi à témoigner que cette même nuit, vers 2 heures du matin, je demandais à assister à l'exécution, non pas parce que cela me ferait un quelconque plaisir, mais parce que je pensais qu'ainsi, Salvador se sentirait mieux protégé jusqu'à la fin. Ils me l'interdirent, sous prétexte que le Code de justice militaire ne parle pas de l'avocat en tant que témoin de l'exécution, et que le règlement des prisons spécifie que les assistants à cette exécution sont le médecin légiste, le juge d'instruction et deux voisins de *bonne moralité et de bon voisinage*. Je n'étais pas un voisin, et je suppose que je n'étais pas non plus de bonne moralité. Pourtant,

jusqu'ici, il était de tradition que l'avocat puisse assister à l'exécution, principalement parce qu'il est l'unique lien entre le condamné et le monde extérieur.

Je veux encore dire que cette nuit, pendant presque deux heures, le colonel *Assesseur* et le colonel *Instructeur* me soumirent à un véritable supplice, le pire de cette nuit, en exigeant que je demande aux sœurs de Salvador qu'elles-mêmes demandent à leur tour à Salvador où celui-ci désirait être enterré ; dans la fosse commune ou ailleurs. Je les envoyais se faire foutre et finalement j'obtins qu'ils me laissent tranquille.

Pour donner une idée de la confusion qui régnait chez les fonctionnaires, je dirais que vers 8 heures, le directeur, très nerveux, vint me demander en quel lieu on devait l'exécuter. Je veux préciser qu'il fut exécuté dans une salle spéciale, et pas dans la cour, comme on l'a dit.

Une information supplémentaire : entre 22 h 30 et 23 h 30, pendant que j'allais chercher sa famille, Salvador écrivit trois lettres, une à son frère aîné médecin psychiatre à New-York, une autre à sa compagne et une autre à des oncles qu'il ne voyait plus depuis longtemps. Le juge d'instruction se saisit de ces trois lettres pour les porter à la censure, avant que je puisse les lire. Je dois dire que l'on me remit ces trois lettres la semaine après, elles n'avaient fait l'objet d'aucune censure ; je suppose cependant qu'il en restera des photocopies aux archives de la police et du Tribunal militaire.

Pour en terminer avec ces événements anormaux de cette nuit, je dirais qu'entre 5 et 6 heures, je calcule qu'il était à peu près cette heure-là car il commençait à faire jour, ils nous dirent que les sœurs de Salvador devaient sortir de la prison à 6 h 30 et moi à 8 heures, ce qui me laissa supposer qu'ils voulaient avancer l'heure de l'exécution, pour éviter de possibles mobilisations. À ce moment, la discussion prit un tour très violent, à qui crierait le plus fort, jusqu'à ce que, finalement, je dise que s'ils me faisaient sortir, j'irais tout de suite appeler un notaire pour qu'il dresse acte. Cela les fit renoncer à leur projet et ils me dirent que je sorte quand j'en aurais envie. □ Extrait de la conférence de presse donnée à Perpignan, le 30 mars 1974.

Le Metge et Chez exécutés

Le 2 mars, à 9 h 45, la justice franquiste assassine au *garrote vil* ⁽⁶⁹⁾ Salvador Puig Antich dans la prison Modelo de Barcelone, cinq mois après son arrestation.

Nous ne pouvons passer sous silence la mort d'Heinz Chez (Georg Michael Welzel) qui connaît le même sort à la prison de Tarragone, quelques minutes avant Puig. Le 6 septembre 1973, le Conseil de guerre de Tarragone a condamné ce dernier pour blessure sur un Guardia civil et le meurtre d'un autre. La sentence est confirmée le 7 janvier 1974 par le Consejo supremo de justicia militar. Il est enterré dans la fosse commune du cimetière de Tarragone. Il avait trente ans.

En France, c'est après l'exécution de Puig que certaines personnes s'élèvent contre le quasi-mutisme des médias et l'absence de solidarité du mouvement révolutionnaire envers Chez, notamment Serge Livrozet : « Puig, c'était un camarade, Heinz le décodé, le déclassé, l'incompris de la gauche, de la droite, du centre et du reste, c'était lui mon frère, un frère de misère, un frère de révolte... » □ *Le CAP*, n° 15, mars 1974 (journal du Comité d'action des prisonniers).

Pendant une trentaine d'années, les médias ainsi que la presse révolutionnaire ont présenté Chez comme étant polonais d'origine. Bien que son prénom soit plutôt d'origine allemande, il était possible qu'il soit né sur le territoire de la Pologne actuelle. Les frontières de ce pays ont rebougé une nouvelle fois après la seconde guerre mondiale et des familles allemandes et polonaises ont été déplacées.

En 2003, Raúl Riebenbauer, journaliste espagnol, découvre la véritable identité et le parcours de Heinz Chez en fouillant les archives accessibles de la STASI (Ministère de la sécurité de la République démocratique allemande) et en rencontrant sa famille.

69 – *Garrote vil* : Instrument employé en Espagne depuis le XVIII^e siècle, pour exécuter les droits communs condamnés à mort. Le garrot est une sorte de collier de fer qui se serre par une vis et qui étrangle la victime en lui broyant les vertèbres cervicales. Sont fusillés ceux reconnus politiques par les tribunaux. La peine de mort est abolie en Espagne par la Constitution le 6 décembre 1978.

Il s'appelle Georg Michael Welzel, il n'est pas polonais mais originaire de l'ex-Allemagne de l'Est. Il est né en 1944 à Gottbus. À deux occasions, Georg fait de la prison pour avoir tenté de franchir le mur de Berlin. En 1972, il fuit la dictature de l'Est, en laissant sa femme, ses fils, sa mère, son frère et sa sœur. Après avoir traversé plusieurs pays européens, il arrive en Espagne clandestinement où il est arrêté à la gare d'Ametlla de Mar dans la province de Tarragone en décembre après avoir tué un guardia civil dans un bar. Sa famille a eu connaissance de son exécution par la presse internationale, mais a préféré garder le silence pour ne pas subir les représailles de la STASI. Georg a peut-être tué sa véritable identité pour les mêmes raisons. D'après les médias catalans, la police espagnole connaissait la véritable identité de Georg et sa fuite de RDA.

Raúl Riebenbauer a écrit un livre sur le sujet intitulé : *Le silencio de Georg* publié en 2005, en catalan et en castillan par les éditions RBA libros.

Oriol Arau Fernandez : *Le garrote vil* ne provoque pas la mort instantanée. Le gouvernement espagnol a lancé une campagne pour prouver que le *garrote vil* est la méthode d'exécution la plus humaine, un « véritable coup de lapin », l'expression est d'un diplomate espagnol lors d'une réception en Australie. En plus de son caractère barbare, cette méthode est un vrai supplice, le condamné est accompagné de quelque 80 gardes, on l'expose, on l'attache et, d'après les chroniques de l'écrivain Sueiro, on calcule que le garrotté peut durer jusqu'à une demi-heure. Il semble que dans le cas de Puig, selon une information officieuse du médecin-légiste qui certifia sa mort, on garrotta pendant 20 minutes. Puig devint tout de suite inconscient, mais le médecin ne put certifier qu'il n'était mort que 18 minutes plus tard. □ Extrait de la conférence de presse, donnée à Perpignan, le 30 mars 1974.

Sebas : Quand Puig est exécuté, j'étais à Paris dans un appart. Les camarades ne m'avaient pas prévenu du rejet par Franco de son ultime demande de grâce, la veille au soir. Ils avaient sans doute peur que j'aie flingué une des cibles repérées, ou tenter une opération plus folle encore. Non, je n'étais vraiment pas dans cet état d'esprit.

« Il a été exécuté ce matin ». Pleins de souvenirs ont violemment émergé, mais aucune surprise, aucune rage, aucun désespoir. Comme si sa mort mettait en perspective notre action à Barcelone, comme si nous avions toujours su que ça finirait comme ça... D'ailleurs, nous l'avions souvent évoqué. Dont une fois précisément, où Puig essayait de trouver une déclamation *cachonda* (couillue) à sortir au pied de l'échafaud... Bravade devant la mort, une espagnolade peut-être ? Une façon de savourer le jeu de *véronique* de notre résistance entre les cornes du taureau franquiste ? J'ai pensé à un souvenir de lycée. Un jour, une prof d'espagnol nous avait amenés au CRDP (Centre régional de documentation pédagogique) de la rue Roquelaine pour assister à une projection du film *El verdugo*. Pour moi, le garrot, c'étaient ces images en noir et blanc...

Par exemple, le disque de Ferré *Basta* reste profondément lié en moi au jour de l'exécution de Puig, un jour passé dans une tour de la rue Riquet (déjà assez toulousain comme nom). Chaque fois que je passais dans le quartier, ce souvenir remontait à la surface, « et le soleil quand il traîne dans les faubourgs... ».

Oui, mars 1974 reste pour moi du domaine de la tragédie. Mais malgré tout, cela est moins pire que le coup de la mort d'Oriol. Pour Puig, j'ai lutté pour le sauver même si c'est en commettant des erreurs. Pour Oriol, j'étais en *zonzon* (prison) et j'ai appris sa mort par Radio Alger chaîne 3, le soir, lors de l'édition en castillan. Sur un lit de la Santé, la mort d'un camarade demeure une épreuve où l'impuissance carcérale se joint au manque de perception de la possibilité de poursuivre ce combat...

El Petit : J'apprenais tout par les droits communs, particulièrement quand j'étais dans le quartier de l'infirmerie. À midi, on allait quotidiennement prendre un café ou une bière à l'économat. Ce jour-là, tous m'ont présenté leurs condoléances, ils étaient très impressionnés et deux ou trois m'ont pris au cas où je m'évanouirais, ce fut très dur. Il y a eu une grève de la faim ou quelque chose comme ça parce que les prisonniers communs voulaient eux aussi exprimer leur indignation.

R. Civil : L'assassinat ou l'exécution de Puig Antich, a été vécu par nous tous, militants ou non, comme par moi-même, comme un désastre, une catastrophe.

MÉTÉO Mardi 3 mars : Nuageux, pluie intermittente. Mercredi 4 mars : Pluie intermittente. Jeudi 5 mars : Pluie intermittente. Vendredi 6 mars : Pluie intermittente. Samedi 7 mars : Pluie intermittente. Dimanche 8 mars : Pluie intermittente.	<h1>LA DÉPÊCHE</h1> <p>JOURNAL DE LA DÉMOCRATIE du Midi</p>	16. 27 ans N. 9.539 DIMANCHE 3 MARS 1974 O.B.O. I 15 pages	
TOULOUSE	DIRECTION: 97, rue Bayle - 31 - TOULOUSE Tél. 82.26.83 (six lignes) - Télex 31.170	LA DÉPÊCHE est en vente à Paris au prix N. M. P. P. 111, rue de Valenciennes, 111, et dans les principales librairies des grandes villes.	BUREAU DE PARIS 4, Boulevard Malesherbes - 75 231.34.62 - 778.26.60 (19 h.) - 39.23
BARCELONE : SALVADOR PUIG ANTICH EXÉCUTÉ HIER MATIN AU GARROT • EN PAGE 2			RUGBY FRANCE : 12 ANGLETERRE : 12

La Dépêche du Midi du 3 mars 1974.

Le 3 mars, le Metge est enterré au cimetière de Montjuic sur les hauteurs de Barcelone. Le cimetière et les abords sont occupés par la police.

Oriol Arau Fernandez : Ils ne me permirent pas d'assister à l'enterrement. Seuls les proches parents y assistèrent, plus quelques débrouillards qui purent se faufiler dans le cortège à 7 heures du matin, avec l'excuse d'aller voir d'autres morts. Au total, quelque 25 personnes, plus quelque 1 500 aux environs, et 2 000 policiers. □ Extrait de la conférence de presse donnée à Perpignan, le 30 mars 1974.

Comité de solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL : Au cimetière, le colonel juge instructeur déclara qu'en tant que gangster, Salvador Puig Antich devait être enterré dans la fosse commune. L'oncle de Llobet s'y opposa et demanda qu'il soit enterré dans le caveau de la famille Llobet. Comme le colonel refusait, il le menaça de faire venir un huissier et de faire exhumer tous les politiques qui sont enterrés dans les tombes particulières et de les faire inhumer dans la fosse commune. Devant ces déterminations, le juge eut peur du scandale et accepta l'exigence de l'oncle de Pons Llobet. Après l'enterrement, le juge, en bon caballero, voulut transmettre ses condoléances aux trois sœurs. Il s'ensuivit une scène violente avec insultes : assassin, salaud etc. Le juge fut très choqué et répondit qu'il ne compre-

nait pas leur attitude, lui qui n'avait fait que son devoir en se comportant en homme d'honneur... □ Extrait d'un document édité par ce comité et daté du 20 mars 1974.

L'exécution suscite de nombreuses réactions en Europe et dans le monde, des réactions plus ou moins indignées, plus ou moins tardives. L'Espagne est secouée par de nombreuses manifestations, des sit-in, des grèves, des débrayages, non seulement à Barcelone mais aussi dans de nombreuses villes comme Madrid, Bilbao, Tarragone ou Saragosse.

Comité de solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL :

À Barcelone :

- Samedi 2 mars : Grève générale dans les facultés ; une manifestation d'étudiants – Un sit-in à la résidence de la Sécurité sociale de Monbau – Grève au département mécanique de l'institut national de prévoyance (rattaché à la Sécurité sociale) – Débrayage d'une heure à l'hôpital Santa Cruz de San Pablo. – À 23 heures, manifestation à l'initiative de Bandera Roja, PSUC, etc., rue Pelayo – Ramblas, environ 800 personnes ; la manifestation a été jusqu'à Puerta Ferrissa. Et un nombre impressionnant de bombages et de meetings spontanés et sauvages.

- Dimanche 3 mars (jour de l'enterrement) : Le matin à l'appel de l'Assemblée de Catalogne environ 5 000 personnes se concentrent devant le cimetière de Montjuic. La police empêche la rentrée dans le cimetière et charge. Il y eut des incidents jusqu'au monument Cristobal Colomb. La manifestation continue jusqu'à la cathédrale où il y eut un sit-in et de violentes charges de police. Pendant plusieurs heures de petits groupes manifestent entre la place Urquinaona et la place de Catalogne. Coïncidant avec ces deux manifestations, deux voitures parcourent tout Barcelone avec des haut-parleurs et diffusent les mots d'ordre : « Puig Antich será vengado » (Puig sera vengé), etc.

En même temps, une autre manifestation convoquée par le Comité de solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL et diverses organisations opposées à l'Assemblée de Catalogne eut lieu à Verdun (quartier de Barcelone). Sur le parcours, les manifestants posèrent plusieurs

charges de dynamite dans des succursales bancaires Coca et Banco Popular qui furent complètement détruites.

Dans la nuit de dimanche, il y eut trois attentats à la dynamite contre deux transformateurs et une banque... □ Extrait du document daté le 20 mars 1974.

El Chato : L'impact de la mort du Metge à Barcelone fut très fort mais très rapidement capitalisé par les partis et les organisations anarchistes.

Facétie de l'histoire. Dix-huit jours après avoir été exécuté, le Metge est convoqué par le tribunal correctionnel de Perpignan pour une voiture louée jamais restituée en octobre 1972. Le jugement sera retardé jusqu'au 22 mai 1974 pour donner le temps à la justice espagnole de communiquer *officiellement* la mort de Salvador Puig Antich...

Le 7 avril, trois militants qui participent à la campagne de solidarité sont arrêtés à la gare de France à Barcelone en possession d'une valise contenant des explosifs. La police les présente comme membres de la OLLA.

Felip : D'avril 1974 au 3 mai 1974, sept membres du groupe s'exilent en France. En plein démontage de l'infrastructure et du dernier voyage prévu pour entrer du matériel explosif sophistiqué en Espagne, détention d'un membre responsable de groupe avec sa compagne et d'un autre responsable d'un autre groupe : je suis témoin de sa détention. C'est l'alarme, personne d'autre n'est arrêté mais sont découverts treize appartements, de l'argent, des documents d'identité et deux mille cinq cents kilos d'explosifs, il ne reste seulement que 25 % de l'infrastructure et de nombreux compagnons sont recherchés par la police. On leur donne des caches, toute l'infrastructure du groupe, de l'argent, des moyens de sécurité, des fausses cartes d'identité, etc., car ils sont dans l'impossibilité d'agir à court terme. Comme il n'y a plus aucune garantie de sécurité, la cohésion opérationnelle disparaît.

Le 3 mai à Barcelone, le Fiscal (procureur), désigné par le Tribunal militaire, avait réclamé dans ses *conclusions provisoires* une peine de soixante-quatre ans de prison ferme pour Oriol Solé Sugranyes. Deux fois vingt-cinq ans pour les hold-up du 14 septembre 1972 et du 15 septembre 1973 à Bellver de Cerdanya, plus une peine de huit ans pour le délit d'outrage à la force armée, plus une peine de deux ans pour le délit de désobéissance à la force armée, et une peine de quatre ans et deux mois pour détention illícite d'armes. Pour Queso, une peine de vingt et un ans de prison ferme, vingt ans pour le hold-up du 15 septembre 1973, plus un an pour le délit de désobéissance à la force armée et cinq mois pour détention illícite d'armes.

Le 23 juillet, Oriol et Queso comparaissent, menottes aux poignets, devant le Consejo de guerra, à la salle d'audience de la Capitania general de Barcelone. Le tribunal est composé d'un commandant et six capitaines. Le service d'ordre est de la même importance que pour le procès du 8 janvier. Dans la salle d'audience, une cinquantaine de militaires dont plusieurs en armes et de nombreux policiers en civil. Soixante-dix personnes environ sont autorisées à assister au procès, des proches parents ou amis des accusés, des journalistes dont un Français correspondant du *Progrès de Lyon* et quatre observateurs-avocats (de Genève, Lyon, Montpellier et Toulouse).

Au moment des interrogatoires menés par le procureur, Oriol nie le premier hold-up et explique qu'il a avoué sous la torture. Lors du procès, Oriol est décrit comme « très calme, clair et concis » et Queso « paraît nerveux, mais se contrôle parfaitement et fait preuve d'un très grand humour ».

Quand Oriol Arau Fernandez ⁽⁷⁰⁾ fait référence, dans sa plaidoirie, à la condamnation à mort de Puig Antich, Queso se lève et crie au Conseil : « C'est vous qui l'avez assassiné ! Vous êtes les suppôts du Capital ! ».

Le président ordonne alors son expulsion et celle d'Oriol. Ils sortent, le poing levé, en lançant « Vive le communisme ».

70 – ARAU Fernandez Oriol est décédé en mars 1990.

Le 24, le Consejo de guerra rend la sentence, Oriol Solé Sugranyes est condamné à quarante-huit ans de prison ferme et José Luis Pons Llobet à vingt et un ans de prison ferme ⁽⁷¹⁾.

Entre-temps, le 19 juillet, Juan Carlos devient chef d'État par intérim jusqu'au 2 septembre 1974 car Franco est gravement malade et hospitalisé. C'est en 1969 que Juan Carlos, désigné officiellement comme son successeur et comme futur roi d'Espagne par Franco, prête serment et fidélité aux lois fondamentales du franquisme et aux principes du mouvement national, devant les Cortes (Parlement espagnol) : « Je reçois de votre Excellence, chef de l'État et généralissime Franco, la légitimité politique surgie du 18 juillet 1936 (...), ma main ne tremblera pas en défendant les principes du mouvement national, sur lesquels je viens de jurer ».

En novembre à Madrid, Santi Soler Amigo, Francisco Xavier Garriga Paituvi et Emilio Pardiñas Viladrich passent en procès, ils sont accusés de propagande illégale et d'association illicite.

El Petit : J'ai été à la Modelo jusqu'en octobre 1974. On nous amena à la prison de Carabanchel de Madrid, les trois *non armés* (qui ne sont pas accusés d'actes armés) car les procès politiques se faisaient à Madrid au Tribunal Orden Público.

Le TOP nous jugea en novembre 1974. Ils demandaient cinq ans pour chacun de nous. Garriga fit sa défense en disant qu'il était fier de ce qu'il avait fait et prit cinq ans. Pedrals, je ne sais pas pourquoi, il est resté en liberté provisoire ces quatorze mois, il invoque qu'il a consacré tout ce temps à finir sa carrière d'avocat et avec une bonne conduite. Ils lui dirent qu'il n'était pas accusé de cela, il prit trois ans. Pour ma part, j'ai dit que je ne militais nulle part mais que j'avais des préoccupations sociales en mettant sur la table les certificats d'un curé qui parlait de ma préoccupa-

71 – Informations extraites du « Compte rendu du procès d'Oriol Solé Sugranyes et de José Luis Pons Llobet devant le Conseil de guerre de Barcelone le 23 juillet 1974 ». Document produit par un comité de soutien de Toulouse.

tion pour les marginaux et que j'ai fait une campagne d'alphabétisation pour les gitans dans sa paroisse (il l'inventa mais il les impressionna). J'ai pris deux ans et la liberté provisoire avec l'obligation d'aller pointer au juge de Barcelone tous les quinze jours. Une fois refusé le recours pour demander une caution, il me restait six ou sept mois à faire mais ils les oublièrent. Je suis mis en liberté provisoire avec une caution le 2 février 1975.

Le 5 décembre, à Paris, le véhicule dans lequel se trouvent Sebas, « Chochote » et « Gordito », est intercepté à la suite d'un simple contrôle policier. Lors de sa fouille, les forces de l'ordre découvrent entre autres, des armes, des documents ayant un lien avec l'activité des GARI. Les trois sont inculpés dans le cadre de l'affaire des GARI et incarcérés à la prison de la Santé. Sebas sera libéré en mai 1977, le second l'avait été en 1975 et le troisième en 1976.

Miguel : Il y avait un local, près de la place Pigalle à Paris, c'était le dépôt d'un groupe autonome, Sebas participait depuis quelque temps à leur dynamique. Il y avait des armes, du matériel entreposé là, pas loin d'un commissariat fermé la nuit. À un moment, Gordito, membre du groupe, est venu nous dire qu'il fallait déménager le local parce que la propriétaire voulait voir ce qu'il y avait à l'intérieur. Il était pressé de le déménager, il m'a demandé si je voulais y participer. J'ai dit oui, mais à 6 h du matin au moment où les flics font le changement des équipes. Il faut savoir qu'à Paris à cette époque, les contrôles de nuit étaient nombreux. Eux, ils étaient trois dont Sebas et Chochote et l'ont fait vers 1 h ou 2 h du matin. Lors du premier voyage en bagnole, l'arrière touchait presque par terre à cause du poids, ils se sont fait contrôler en passant place du Colonel Fabien, près de l'immeuble du Parti Communiste. Le quartier était plein de flics à cause de la visite, je crois, de Kossyguine⁽⁷²⁾. Sebas a été arrêté sous une fausse identité. C'était des faux papiers que j'avais trouvés par terre, à Paris, du côté des bouquinistes rue

72 – KOSSYGUINE Alexis, président du Conseil des ministres de l'ex-URSS de 1964 à 1980.

de la Huchette, en me baladant avec Sebas, Aurore et Cricri juste avant de descendre dans le sud-est pour exproprier une banque. Les papiers étaient ceux d'une étudiante avec permis de conduire, carte d'étudiante...

□ 1975

Le quotidien barcelonais, *Diario*, titre le 15 février : « Un ordre de recherche et de capture est lancé par le juge militaire permanent n° 3 à l'encontre de sept personnes ». Parmi les noms de ces personnes, citées pour diverses attaques armées ou attentats, figurent : « Jordi Solé Sugranyes alias *Sancho*, Jean-Marc Rouillan alias *Sebas*, Jean-Claude Torres alias *Krikri* et Luis Lopez Navas alias *le Légionnaire* ».

Les poursuites judiciaires seront annulées suite à la loi d'amnistie du mois d'octobre 1977.

Le 20 novembre, Franco décède dans son lit à Madrid. Sa longue agonie ne l'a pas empêché de faire fusiller, le 25 septembre, José Luis Sanchez Bravo, José Baena Alonso, Ramon Garcia Sanz, militants du FRAP, ainsi qu'Angel Otaegui Echevarria et Juan Paredes Manot, membres de l'ETA.

Dès l'automne, Juan Carlos est provisoirement chef d'État et le 22 novembre, il prête serment devant les Cortes en tant que Roi.

En décembre, Arias Navarro forme un nouveau gouvernement. Président du Conseil jusqu'au 1^{er} juillet 1976, il est remplacé par Aldolfo Suarez, un ancien franquiste qui assure la direction de la transition démocratique. Une tractation avec l'armée le lui permet. En échange de l'absolution des crimes franquistes, c'est la légalisation des partis politiques (PCE, PSOE...), l'organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution en 1976 et les élections des députés au suffrage universel en 1977. De telles élections n'ont pas eu lieu depuis le coup d'état militaire de 1936.

Une première loi d'amnistie est votée le 30 juillet 1977, mais exclut tous ceux qui sont poursuivis pour des actes de *terrorisme* (lutte armée). La pression de la rue et des groupes armés entraîne une seconde loi votée le 14 octobre 1977 qui, amnistie

toutes les peines prononcées depuis 1939 pour délits politiques, d'opinions...

En décembre 1978, est votée une nouvelle Constitution faisant de l'Espagne une monarchie constitutionnelle démocratique... Franco a emporté la République espagnole dans son cercueil.

□ 1976

ORIOI ASSASSINÉ

Début mars, Oriol est transféré de la Modelo de Barcelone à la prison de Ségovie en Castille, à près de cent kilomètres de Madrid. Il y rejoint Queso qui y est détenu depuis décembre 1974, après un séjour à la prison de Madrid.

Dans la matinée du 5 avril, vingt-neuf prisonniers politiques, qui cumulent des condamnations de mille cinq cents années d'emprisonnement, s'évadent de la prison en utilisant un tunnel creusé pendant les quatre derniers mois. Ils sont tous membres d'ETA (tendance militaire ou politico-militaire) sauf cinq qui sont Catalans, deux membres du FAC, un membre du PCE (i), Queso et Oriol.

À l'extérieur, *un commando* de quatre personnes dont deux femmes, les attend avec un camion pour rejoindre la frontière française. Ils prennent la route des Pyrénées jusqu'à Aurizberri, dans la province de Navarre, mais une mauvaise coordination entre les *mugalaris* (les passeurs) et le convoi des évadés fait capoter l'opération. Dans la nuit, les forces armées les surprennent dans la montagne. Après un échange de coups de feu, c'est la débandade, seul ou par petits groupes, et la majorité des évadés sont repris dans les heures qui suivent.

Dans la matinée du 6, Queso est arrêté. Près de Burguete et du col de Roncevaux, à quelques centaines de mètres de la frontière française, la Guardia civil intercepte Oriol en compagnie de deux militants de l'ETA et les fusille à bout portant. Les deux Basques sont grièvement blessés, Oriol succombe. L'autopsie détermine que les trois balles retrouvées dans son corps ont été tirées à une distance de moins de deux mètres.

Sur les vingt-neuf évadés, trois membres de l'ETA et un Catalan parviennent à rejoindre la France. Sur les quatre membres qui

les attendaient à l'extérieur de la prison, seule une femme réussit à passer la frontière.

Queso, qui a participé à la préparation de l'évasion, est le dernier membre de l'ex-MIL à avoir vu Oriol vivant. Lors d'une interview pour l'hebdomadaire catalan, *El Temps*, du 22 mai 1995, il raconte le déroulement de l'évasion et comment il a appris la mort d'Oriol :

« L'évasion commença après le dîner. Les instructions étaient de nous rendre dans la cour où se trouvaient les lavabos, par où on accédait au tunnel. Nous avons fait des groupes de quatre ou cinq personnes et, en peu de temps, nous avons été, tous les vingt-neuf, rassemblés près des lavabos.

On nous a apporté le *tabard* (coupe-vent) et, dans l'ordre fixé, ayant déjà nos numéros, nous sommes entrés dans le tunnel. Une fois passés à travers les barreaux qui donnaient sur l'égoût collecteur, on nous a dit d'aller vers le camion que ceux de l'extérieur avaient *récupéré* au préalable, à la pointe du pistolet.

Au bout d'une heure, nous arrivons au camion-trailer, muni pour l'occasion d'un double fond. Nous entrons et, une fois démarré, nous apprenons que nous partons vers la frontière française avec un chargement de bois et que les papiers sont en règle.

Vers minuit, nous arrivons à Espinal. Il était prévu qu'en arrivant, nous descendions et commençons à passer la frontière. Mais rien. Ceux qui devaient nous guider vers la frontière française n'étaient pas là. On est restés un moment avec le camion arrêté. Nous nous demandions tous ce qui se passait. Et on nous l'a dit. On a fait une petite assemblée dans le camion.

Il y avait deux possibilités : revenir à Pampelune et attendre les instructions, ou passer la frontière. L'envie d'arriver, la fatigue, la nervosité, la proximité de cette frontière, la peur que la Garde civile survienne et pose des questions, etc. Nous avons décidé de descendre du camion et de passer de l'autre côté, par nos propres moyens.

Nous nous sommes partagé les armes et avons commencé à cheminer sur un sentier forestier. Nous étions plus de trente

qui marchions dans le noir. Après quinze ou vingt minutes, on a vu des lumières qui s'éteignaient. On s'est arrêtés. Et : « Halte ! Garde civile ! » et, en même temps, ils se sont mis à tirer. Nous avons riposté. Échanges de coups de feu. La débâcle a commencé. Isasi Iturrioz est resté sur place, grièvement blessé.

Ensuite, j'ai appris qu'ils n'étaient pas nombreux, une demi-douzaine tout au plus. Il faut dire que nous n'étions pas mentalement préparés pour un affrontement armé, bien que nous n'en ayions pas écarté la possibilité. Nous tirions et nous nous protégeons. À aucun moment, nous n'avons pensé à éliminer cette barrière.

Je suis resté seul et je me suis mis à marcher. Il y avait de la brume, il faisait froid, on ne voyait rien excepté la lueur des coups de feu. Je suis tombé sur un camarade. Nous ne savions pas où étaient les autres. Nous entendions les plaintes d'un blessé. Nous ne savions pas que c'était Isasi. Maintenant, je trouve ça absurde, mais comme il disait : « Mon Dieu ! Mon Dieu ! Au secours ! », je pensais que c'était un garde civil.

Nous avons continué à marcher sans la moindre idée de l'endroit vers lequel on allait. Nous ne pensions qu'à nous éloigner des tirs et à arriver en France. Nous montions et descendions des montagnes. Il pleuvait. Nous avons évité quelques patrouilles de gardes. Et nous avons passé la nuit ainsi, attendant le jour pour pouvoir nous orienter et retrouver un autre groupe des nôtres.

Au lever du jour, nous découvrons une clairière et une route où circulaient des voitures. Il y avait un écriteau et nous nous sommes approchés pour voir ce qu'il disait. C'est alors qu'apparurent trois gardes civils qui nous firent les sommations. Ce sera une arrestation très tendue. Ils donnaient des ordres contradictoires. L'un disait : « En avant », et l'autre : « En arrière », l'autre : « Ne bougez pas ! »

Ils n'osaient pas approcher. Ils étaient là, devant nous, hystériques, tremblant avec leurs mitraillettes. Alors est apparu un convoi de la Garde civile avec un officier supérieur qui les a rassurés. Ils nous ont mis les menottes très serrées. L'officier leur a dit : « Contrôlez-vous, contrôlez-vous ! ».

Nous sommes montés dans une Land Rover et ils nous ont conduits à une caserne. Je suppose que c'était celle de Burguete... Il y avait déjà quatre ou cinq détenus et, progressivement, il en est arrivé d'autres. Ma notion du temps, à présent, est floue. La situation était tendue. Je me souviens que tous portaient leur flingue à la main. L'un d'eux a commenté : « Vous savez ce que vous avez fait, hein ? Il y a déjà trois morts ».

Ce qui était un mensonge. Je suppose que tout cela était à cause de l'affrontement avec le groupe d'Oriol. Ils m'ont demandé si je savais comment Oriol était habillé. Je leur ai dit que je ne m'en souvenais pas. S'il lui manquait une dent. J'ai dit que je ne savais pas. Et, à partir de là, j'ai refusé de répondre à leurs questions.

Quand ils nous demandaient qui nous étions tous, nous déclinions notre identité. J'ai pensé que, lui, avait refusé. Je crois qu'on nous a gardés là jusqu'à ce qu'ils l'aient tué.

Quand je suis arrivé à la prison de Pampelune, j'ai entendu par les fenêtres des cellules : « Ils ont tué le Catalan, ils ont tué Pons Llobet ». J'ai dit : « Non, je suis là, ils ne m'ont pas tué ». À ce moment-là, j'ai su. Les voix ont changé : « Ils ont tué Oriol, ils ont tué Oriol... » et j'ai compris les questions qu'on m'avait posées. »

R. Civil : La famille me connaissait parce qu'il y a eu davantage de rapports avec Oriol. Quand il est mort, la famille m'a demandé une chose délicate, de présider les funérailles. Ça a été assez dur dans l'église. Il y a eu une cérémonie religieuse, c'était plein de gens qui n'étaient pas chrétiens, plutôt officiellement contre, pleins de flics aussi. Ça a été un truc, une atmosphère.

Oriol avait dit : « Si je meurs, je veux qu'on m'enterre à Bor, dans la terre et tourné vers la Serra del Cadí ». Cela fut respecté.

Le 11 avril, en fin d'après-midi, une caravane de voitures suivie par la Guardia civil, accompagne le cortège funèbre depuis Barcelone jusqu'au cimetière de Bor, situé à quelques kilomètres de Bellver de Cerdanya.

Dans la soirée, pour dénoncer l'assassinat d'Oriol à l'appel notamment d'anarchistes, une manifestation de deux mille personnes parcourt les Ramblas et les rues de Barcelone. La police intervient violemment à l'aide de matraques et de balles de caoutchouc. Les heurts durent quelques heures.

Les deux derniers membres de l'ex-MIL à être libérés sont Sebas et Queso.

Sebas sort en mai 1977, après vingt-sept mois de détention à la prison de la Santé à Paris, pour ses activités au sein des GARI et Queso en juillet 1977, après quarante-six mois de détention. Suite à son évasion de Ségovie, Queso passe quelque temps à la prison de Pampelune (Navarre) puis à celle de Carthagène (province de Murcia), en haute surveillance.

L'amnistie de 1977 va permettre aux exilés de revenir légalement en Espagne et de régulariser leur situation avec plus ou moins de facilité.

QUE SONT DEVENUS CEUX DU MIL ET DE MAYO 37 (OU DU MOINS, CE QUE L'ON EN SAIT...)?

La prison, l'exil, les changements politiques, les aléas de la vie ont fait que les membres de l'ex-MIL ont suivi des parcours différents, parfois bien éloignés des idées qu'ils défendaient en 1973.

Aurore : Elle milite depuis de nombreuses années à la CNT/AIT. Elle a eu deux enfants avec Sebas, elle exerce la profession de secrétaire.

Beth : Elle vit l'exil avec Montes, à Perpignan, à Paris, en Andorre... Et retourne en Espagne après l'amnistie. Elle est mère de trois fils et tient une résidence de montagne en Catalogne.

Chato (el) : Participe à Barcelone à la création du Centre de documentation d'histoire sociale, où se trouve une partie de la documentation sur le MIL. Il a quitté l'usine et ouvert un restaurant au centre-ville.

Cricri : À sa sortie de prison en octobre 1974, il se tient à l'écart de toute activité politique jusqu'en 1977. Il participe dès lors à l'activité des groupes autonomes jusqu'à la fin des années 1980. Il fait de fréquents voyages à Barcelone. En 1978, lors d'un contrôle routier, il est emprisonné pendant quinze jours, le temps que les autorités espagnoles *découvrent* qu'il bénéficie de l'amnistie pour ses activités au sein du MIL. En 1979, il est parmi les compagnons qui creusent, pendant plusieurs mois, un tunnel à proximité de la Modelo pour faire évader des libertaires. Le tunnel est découvert à cause d'un incident technique. Il est père d'une fille et exercera la profession de régisseur de théâtre pendant plusieurs années. Le 8 juin 1994, sur les hauteurs de Toulouse, Cricri met fin à ses jours.

Diaz : Est décédé en 1985 à l'âge de 53 ans.

Eva : Elle participe aux éditions Mayo 37 jusqu'à la fin. De 1973 à 1977, elle réside en France et retourne en Espagne après l'amnistie. Mère de trois enfants, elle dirige une petite maison d'édition.

Le Légionnaire : Depuis sa fuite de Toulouse en juillet 1973, personne ne sait ce qu'il est devenu. De 1974 à 1977, il recevra chez Maria, où il était domicilié, divers courriers émanant de la Caisse primaire d'assurance maladie de Lyon qui souhaitait lui verser une rente suite à un accident de travail datant d'avril 1971.

Montes : En mai 1974, à Bellegarde, à la frontière franco-suisse, il est parmi les six personnes, membres des groupes autonomes espagnols, interpellées par la douane française. Ils sont soupçonnés de complicité avec les GARI qui viennent de revendiquer l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris. Il est incarcéré pendant quelques semaines en compagnie de trois autres militants pour avoir présenté un faux passeport. À sa sortie de prison, il continue d'évoluer au sein du mouvement révolutionnaire, escroquant au passage, en 1976, un groupe libertaire de Madrid qui lui a confié la somme de 30 000 francs (environ 4 573 €) pour l'achat de divers matériels. Le groupe n'obtiendra aucune arme et ne reverra jamais l'argent⁽⁷³⁾. Quand il apprend la mort d'Oriol en avril 1976, il est à Paris avec Beth et Aurore. En 1978, à son retour légal en Espagne, suite à ses activités avec un groupe autonome de Valence (Espagne), il est arrêté et incarcéré à Barcelone pendant un an. À partir de ce moment, il abandonne ses activités politiques et s'oriente vers le commerce d'antiquités et la restauration. Il est père de trois enfants.

Murcia : Est décédé en 1982 à l'âge de 40 ans.

Pedrals : À sa sortie de prison, il termine ses études de droit, exerce la profession d'avocat pendant plusieurs années et par la suite d'autres métiers. Il est père de plusieurs enfants. En novembre 2004, il sort un livre *Si este año no tocamos la revolución me aventuro con los caballos salvajes*, aux Éditions Denes. Le contenu, sans aucune valeur historique, est plus ou moins autobiographique.

Petit (el) : À sa libération, il coopère à un groupe pour l'abolition des prisons. À partir de 1976, il est l'un des animateurs des éditions Rosello impresión, et écrit dans diverses revues libertaires ou marxistes comme *Barcelona libertaria*, *Ajo Blanco*, *Askatasuna*, *El topo avisador*, *Bicicleta*, *Indolencia*, *El viejo topo*, *Etcetera*. Il participe à la rédaction de *Solidaridad Obrera*, l'hebdomadaire de la CNT, pendant un an, jusqu'à mai 1979. D'autre part, il est l'auteur de

73 – C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas cherché à le contacter pour lui poser des questions. Rancune tenace ? Non, tout simplement aucune envie de discuter avec quelqu'un agissant de la sorte. De plus, au sujet de l'ET, nous avons suffisamment de documents et d'informations avec le Petit qui était là du début à la fin.

divers livres : *Lucha de clases y clases de lucha* en 1978, *Marxismo : senas de Zambrana, Cataluña libertaria (1976-1979)*. Il vivait de ses rentes. Handicapé de naissance, poliomyélique et épileptique, le Petit succombe à la maladie le 13 avril 1999. Sa bibliothèque et une partie de ses archives personnelles sont entreposées au Centre de Domentacio Antiautoritari i Libertari domicilié à Badalone.

Quesita : Suite à *l'Indulto* (remise de peine), elle sort de prison au début de l'année 1976. Elle est mère d'un enfant et exerce la profession d'assistante sociale.

Queso : À sa libération, il exerce la profession de journaliste et s'oriente vers le commerce. Père de famille, il est directeur général d'une entreprise d'hélicoptères. En 2004, il part à la retraite après avoir vendu son entreprise.

Rubio (el) : Il est salarié dans une entreprise qui fabrique du ciment. Il est bientôt à la retraite.

Sancho : Il participe aux Éditions Mayo 37 jusqu'à la fin. En 1975, il monte une imprimerie à Perpignan. Il revient en Espagne en 1978 avec un faux passeport et ouvre une imprimerie à Barcelone. En 1979, il est incarcéré pendant quelques années pour un hold-up dans une entreprise à Logroño. En 1984, il est de nouveau emprisonné pour faux documents bancaires et administratifs dans une nouvelle imprimerie qu'il avait créée. Il fait six mois et, au moment de sa libération, il reste en prison pour quelques jours car il n'avait jamais régularisé sa situation en Espagne, suite à son inculpation pour ses activités au sein du MIL. Il se spécialise dans la documentation cinématographique et collabore à divers reportages vidéo, notamment sur la période de la guérilla des années 1960 en Espagne. Il contribue à l'écriture du scénario d'un film « Ni 100 ni MIL » en compagnie du futur réalisateur Manuel Muntaner. En 1995, il retourne s'installer à Bellver de Cerdagne où il s'occupe de ses affaires commerciales.

Sebas : Dès sa libération de la prison de la Santé à Paris, il participe à l'activité des groupes autonomes. En 1978, il est parmi ceux qui vont créer l'organisation de lutte armée Action Directe, dont les actions vont le mener en prison : il effectue un an de prison entre 1980 et 1981, il bénéficie de l'amnistie suite à la victoire du « socialiste » François Mitterrand aux élections présidentielles ; il est de nouveau emprisonné en février 1987 et condamné à la réclusion

criminelle à perpétuité assortie d'une peine de sûreté de 18 ans. En 2005, ayant effectué sa peine de sûreté, il demande à pouvoir bénéficier de la liberté conditionnelle, ce qui lui est refusé jusqu'à présent.

Il est l'auteur de romans et écrits politiques : *Je hais les matins*, éditions Denoël 2001 ; *Paul des Épinettes*, éditions l'Insomniaque 2002 ; *Le roman du Gluck*, L'Esprit frappeur 2003 ; *Lettre à Jules* et *La part des loups*, éditions Agone 2004, 2005 ; *Le capital humain*, L'Arganier 2007, etc.

Secrétaire (le) : Libéré en 1976, il exerce la profession de journaliste pour la revue *Interviú* et participe à la rédaction de *Solidaridad Obrera*. Il s'est orienté dans le commerce de l'immobilier. Il ne s'est jamais exprimé sur le MIL et il n'a pas plus répondu à nos sollicitations.

Txus : Il participe aux Éditions Mayo 37 jusqu'à la fin. Exerce la profession d'infirmier au Pays basque français.

CONCLUSION

Les exigences théoriques et les orientations pratiques ont amené de nombreuses questions... Comment agir ? Comment s'organiser ? Quel projet ?

Pour résoudre la quadrature du cercle, les différentes composantes du MIL ont opté pour le rejet du sigle, pour l'autodissolution et, ainsi, s'ouvrir à d'autres perspectives.

Mais l'histoire n'est pas celle qu'on souhaite et comme le dit Sancho, les membres de l'ex-MIL ne voulaient ni des martyrs ni des sigles et ils ont eu les deux. Libérés de la structure, ils n'ont pas eu non plus le temps d'expérimenter ensemble de nouvelles voies. Le groupe d'expropriateurs a volé en éclats, décimés par les arrestations et le départ de Sancho et lors de la campagne de solidarité, les objectifs immédiats sont guidés par l'urgence de la situation. Seules les Éditions Mayo 37, issues du projet initial, vont perdurer jusqu'en 1975.

L'histoire ne se finit pas avec l'autodissolution, les arrestations, la mort du Metge et d'Oriol car le MIL est, pour ses anciens membres, un moment fort de leur vie. De plus, au cours des années 1970, notamment en Espagne, des groupes et des individus vont œuvrer en se reconnaissant ou en s'appuyant sur les activités de cette « organisation » et les conclusions du texte d'autodissolution...

Dans l'avant-propos, nous disions que des images tenaces collaient au MIL et certaines sont de vraies casseroles, affirmant par exemple que les trois équipes sont à l'origine du MIL ou réduisant l'utilisation des fruits des expropriations « aux financements des caisses de grévistes et des éditions ». Cette dernière « laisse » un peu de côté le fait que si tous les membres critiquaient le travail

salarié, certains le refusaient et que le MIL/GAC ne s'était pas seulement constitué pour appuyer les luttes ouvrières.

La démarche du MIL appelle une autre approche de son histoire, sans éprouver le désir de le faire rentrer dans des cases. Au-delà des armes et des hold-up, sa force réside dans son souci de transmettre une culture, rappelant les libertaires espagnols du début du xx^e siècle, et dans son apprentissage d'une autre façon de vivre.

ANNEXES

SIGLES

AC : Acción comunista (Action communiste). « AC est issue d'une fusion avec une scission du POUM et le noyau FLP-Exterior (le FLP de 1959, pas celui de 1962). AC est un groupe très théorique avec une revue marxiste conseilliste qui est éditée à Paris et financée avec de l'argent du syndicat allemand IG-Metall. Il y avait AC Paris qui rédigeait les textes, AC Francfort qui finançait avec l'argent de IG-Metall destiné à la publication d'un bimensuel syndicaliste pour les ouvriers espagnols émigrés (*Voz Obrera*) et AC Bruxelles pour répartir. » □ (El Petit)

AIT : Association internationale des travailleurs créée à Londres en 1864.

Bandera Roja : Drapeau rouge, organisation communiste créée en 1968, suite à une scission au sein du PCE (i).

BIC : Brigada de investigación criminal (Brigade d'investigation criminelle).

BPS : Brigada politico social (Brigade politique et sociale).

CFC : Circulos de formación de cuadros (Cercles de formation de cadres).

CHE-CHO : Comité de huelga estudiantes – Comité de huelga obreros (Comité de grèves étudiants... ouvriers). Groupes d'obédience communiste.

CCOO : Comisiones obreras (Commissions ouvrières). Dès 1962, elles prolifèrent dans les entreprises espagnoles avec des représentants élus lors d'assemblées générales, surgissant et disparaissant au gré des luttes. Le PCE est très critique au début, les accusant même de faire le jeu du patronat et du franquisme et il tente d'implanter au sein des usines son propre syndicat l'OSO (Opposition syndicale ouvrière). C'est un échec et ce syndicat disparaît en 1966. Le PCE change alors de stratégie et par le jeu d'adhésion, d'infiltration et de noyautage s'empare de la direction des Commissions ouvrières, modifie son fonctionnement et au fil des années en fait un organisme permanent et classique.

CIA : Conspiración internacional anarquista (Conspiration internationale anarchiste).

CNS : Central nacional sindicalista (Centrale nationale syndicale). Syndicat d'obédience fasciste.

CNT : Confederación nacional del trabajo (Confédération nationale du travail). Syndicat de tendance anarchiste (communiste libertaire), fondé en 1910 à Barcelone par des délégués syndicalistes venus de presque toutes les régions d'Espagne, lors du congrès de « l'organisation » Solidaridad Obrera (Solidarité ouvrière).

CNT-F : Confédération nationale du travail-Française, créée à l'occasion du 1^{er} mai 1946, par la Fédération syndicaliste française (FSF), suite au congrès constitutif de décembre 1945.

CRS : Compagnie républicaine de sécurité.

DI : Défense intérieure a été créée à Limoges en 1961. C'est un organe clandestin dont se dote le MLE (Mouvement libertaire espagnol) pour combattre la dictature franquiste en réactivant la lutte armée. La DI est formée par un petit comité où chaque tendance du MLE est représentée.

DRIL : Direction révolutionnaire ibérique de libération, organisation de lutte antifasciste créée à la fin des années 1950, composée d'hommes et de femmes de différentes idéologies politiques et religieuses, pratiquant la lutte armée. Cette organisation s'est illustrée au début de l'année 1961 en s'emparant du transatlantique portugais *Santa Maria* pour faire connaître au monde l'existence d'une résistance active contre les dictatures espagnole et portugaise. Le commando compte plusieurs libertaires parmi ses membres.

EE : Equipe extérieure.

EO : Equipe ouvrière.

ET : Equipe théorique.

ETA : Euskadi ta askatasuna (Patrie basque et liberté), organisation nationaliste basque créée en 1959 sous la dictature de Franco.

ETA VI : Est une scission au sein d'ETA. Elle se réclame d'un marxisme révolutionnaire, qui prône la lutte des classes et la révolution socialiste dans l'ensemble de l'Espagne, ce qui supposait l'alliance du prolétariat basque et celui de l'Espagne. ETA VI disparaît à la suite de diverses scissions au sein de l'organisation.

FAC : Frente d'alliberament de Catalunya (Front de libération de Catalogne), organisation, catalaniste, indépendantiste et socialiste

créée en 1970. Elle va revendiquer des attentats en Catalogne contre des édifices publics... Après avoir subi la répression et l'exil, elle disparaît en 1975.

FAI : Federació anarquista iberica (Fédération anarchiste ibérique), structure créée à Valence en juillet 1927. Au départ, c'est une fédération de groupes d'affinité anarchiste et de membres de la CNT, mais qui va se bureaucratiser à partir de 1936.

FIEB : Federació independente de estudiantes en bachillerato (Fédération indépendante des lycéens).

FIJL : Federació iberica de juventudes libertarias (Fédération ibérique des jeunesses libertaires), créée lors de son premier congrès à Madrid en 1932. De fait, dissoute en 1969 par le désengagement des militants les plus actifs.

FLP : Frente de liberación popular (Front de libération populaire). Fondé en 1959 par un groupe d'intellectuels catholiques, élargi par la suite à des « marxistes révolutionnaires » critiques vis-à-vis du PCE et à des socialistes critiques vis-à-vis du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Le FLP s'autodissout en 1970.

FOC : Frente obrero catalan (Front ouvrier catalan, 1962-1969). Organisation catalane du FLP, qui affichait une certaine méfiance vis-à-vis des thèses marxistes prônées par le FLP. Le Front est composé de chrétiens syndicalistes et de syndicalistes influencés par l'anarcho-syndicalisme.

FRAP : Frente revolucionario antifascista patriótico (Front révolutionnaire antifasciste et patriote), organisation communiste de tendance marxiste léniniste, créée en 1970.

FSF : Força socialista federal (Force socialiste fédérale). « C'était une scission du groupe nationaliste CC (Comunitat Catala), en rupture avec Jordi Pujol (aujourd'hui, en 1997, président de la Generalitat de Catalogne. » □ (El Petit)

GAC : Grupos autónomos de combate (Groupes autonomes de combat).

GARI : Grupos d'action révolutionnaires internationalistes. Coordination de groupes formée en solidarité avec les ex-MIL incarcérés en Espagne. Ils font parler d'eux en 1974, avec la revendication de l'enlèvement à Paris du directeur de la Banco de Bilbao, Angel Baltasar Suarez, en mai et de divers attentats au cours de l'été.

CGIL : Confederazione generale italiana del lavoro (Confédération générale italienne du travail).

GIP : Groupe information prison.

GLAT : Groupe de liaison pour l'action des travailleurs. Groupe ouvrieriste et conseilliste fondé en 1959.

GOA : Grupos obreros autonomos (Groupes ouvriers autonomes).

GP : Gauche prolétarienne, organisation communiste de tendance maoïste créée en France en 1969 par d'anciens membres de l'Union des Jeunes communistes marxistes léninistes et du Mouvement du 22 mars. L'organisation sera dissoute en novembre 1973, par les membres de la direction.

ICO : Information et correspondances ouvrières. En 1958, une scission au sein du groupe Socialisme ou Barbarie donne naissance à Information liaisons ouvrières. Ce regroupement inter-entreprises formé pour l'essentiel par des individus se réclamant de courants marxistes ou anarchistes, va être à l'origine de la création d'*ICO* et de sa revue en 1962, à Paris. La revue s'était donnée pour but de coordonner les groupes ou les travailleurs en rupture avec les partis ou syndicats et de faire connaître leurs luttes. De nombreux groupes ultra-gauches et conseillistes comme Colonne L de Nice, Révolution Internationale (RI) de Toulouse, Archinoir de Grenoble et d'autres de Marseille, Montpellier, Le Havre, Lyon, etc., vont collaborer à la revue. Des orientations diverses provoqueront les départs petit à petit de ces groupes. Fin 1973, la revue cessera de paraître.

IS : Internationale Situationniste (1954-1972).

JOC : Joventut obrera catolica (Jeunesse ouvrière catholique), une des branches ouvrières d'Acción catolica (Action catholique) : « Une organisation sociale avec plus d'un demi-million d'adhérents dont sa branche ouvrière, créée au début des années 1940 et qui a connu son réel développement en 1946, elle commença son implantation dans les centres industriels les plus importants du pays, fin 1947-début 1948. Son opposition au franquisme grandit au fil des ans et ses organisations de jeunesse (JOC, JOAC), qui doivent à certains moments agir dans une semi-clandestinité, alimenteront plus tard des organisations de gauche et du marxisme, ils glisseront vers un mal nommé « anarcho-christianisme » □ *El MIL y Puig Antich* d'Antonio Tellez.

KAPD : Parti communiste ouvrier d'Allemagne (1919-1923), créé par des exclus du KPD (Parti communiste allemand, fondé en 1918). Le Parti prône une ligne insurrectionnelle, antiparlementariste, antisyndicale, anticentraliste.

Lotta Continua : Lutte continue (1969-1976), organisation communiste d'extrême-gauche italienne.

MIL : Movimiento iberico de liberación (Mouvement ibérique de libération).

MLE : Mouvement libertaire espagnol. Le MLE est une coordination, réalisée en Espagne le 7 mars 1939, des divers comités supérieurs respectifs de la CNT, de la FAI et de la FIJL, regroupés dans un Comité national du mouvement libertaire.

MC : Mouvement communiste.

MLF : Mouvement de libération de la femme, créé en 1968.

NRP : Nouvelle résistance populaire (1970-1973). Ce bras armé de la Gauche Prolétarienne va revendiquer deux enlèvements. Le 27 novembre 1970, celui du député gaulliste Michel de Grailly et le 8 mars 1972, celui de Robert Nogrette, un cadre de la Régie Renault.

OLLA : Organització de lluita armada (Organisation de lutte armée).

ORA : Organisation révolutionnaire anarchiste, née en 1967 comme tendance au sein de la Fédération anarchiste (FA). Elle quitte cette dernière fin 1968. Après diverses scissions, recompositions et orientations, l'ORA, en tant que sigle et organisation, cesse d'exister en 1976.

ORT : Organización revolucionaria de trabajadores (Organisation révolutionnaire des travailleurs).

PCE (i) : Partido comunista de España-internacional (Parti communiste espagnol-international), né en 1967 d'une scission avec le PCE/PSUC. Groupuscule qui appelait à l'insurrection armée et à la prise du pouvoir. Il tentera de créer des Comisiones obreras revolucionarias (Commissions ouvrières révolutionnaires). En 1975, le sigle se transforme en Parti du travail d'Espagne (PTE).

PCE : Partido comunista de España (Parti communiste d'Espagne).

PCF : Parti communiste français

POUM : Partido obrero de unificación marxista (Parti ouvrier d'unification marxiste), organisation créée en 1935, dont l'un des

dirigeants, Andrès Nin, fut assassiné par les staliniens à Barcelone, en juin 1937.

PRIMERO DE MAYO : Premier Mai est une appellation de circonstance plutôt qu'une organisation. Il a été créé en France par des militants espagnols de la Federaci3n Iberica de las Juventudes Libertarias (FIJL), avec l'accord de cette dernière. Sa première action se passe le 30 avril 1966 à Rome. Il séquestre monseigneur Marcos Ussia, conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole auprès du Vatican, pendant dix jours. Il demande la libération de tous les prisonniers politiques incarcérés en Espagne. Ce sigle sera utilisé jusqu'en 1970 par plusieurs groupes ou individus libertaires en Angleterre, en Italie, au Portugal, en Espagne, en France, en Hollande, en Suisse, au Japon et sur le continent américain. Le but est de lutter contre la dictature en menant de nombreuses actions contre les représentations économiques ou politiques espagnoles.

PS : Parti socialiste.

PSAN : Partit socialista d'alliberament nacional dels pais catalans (Parti socialiste de libération nationale des pays catalans), créé en 1969 à la suite d'une scission du Front nacional de Catalunya (FNC).

PSAN-P : Parti socialiste d'alliberament nacional provisional. Bras armé du parti catalan.

PSOE : Partido socialista obrero español (Parti socialiste ouvrier espagnol), fondé en 1878.

PSU : Parti socialiste unifié, organisation française de gauche créée en 1960 et autodissoute en 1988.

PSUC : Partit socialista unificat de Catalunya (Parti socialiste unifié de Calalogne). Organisation créée en 1936 suite à la fusion du Partido comunista de Catalunya avec divers partis ouvriers catalans et socialistes. C'est, en fait, la filiale catalane du PCE.

SDEUB : Sindicato democratico de estudiantes de Barcelona (Syndicat démocratique des étudiants de Barcelone).

SFIO : Section française de l'internationale ouvrière.

SIA : Solidarité internationale antifasciste, créée en 1937 en Espagne par la CNT et l'UGT. La même année, sous l'impulsion de libertaires, une section française est créée.

SR : Secours rouge, organisation créée en France, en 1970, par un collectif de militants membres pour la plupart d'organisations

d'extrême-gauche et de personnalités ayant pour objectif d'assurer la défense politique, juridique des victimes de la répression.

TOP : Tribunal de orden público (Tribunal de l'ordre public). Créé en 1964, comme juridiction spéciale civile pour juger les cas relatifs à la sécurité de l'État.

UCL : Unión comunista de liberación, organisation communiste d'obédience léniniste.

UGT : Unión general de los trabajadores (Union générale des travailleurs). Syndicat d'inspiration socialiste fondé en 1888, satellite du Parti socialiste ouvrier espagnol.

UNESCO : United nations educational scientific and cultural (Organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture), créée à Londres en 1945, qui dépend de l'Organisation des Nations Unies. Le siège est à Paris.

VT : La Vieille Taupe.

FACS SIMILÉS

GAC - INSURRECCION
LIBERTARIA

L'AGITATION ARMÉE : BARCELONA SOUS LE TERRORISME.

MARS 1973 : BARCELONA vit dans la psychose des hold-ups, deux policiers gardent en permanence chaque banque de la ville, les voitures de police patrouillent, contrôlent, fouillent. Les journaux appellent à la "collaboration" de la population contre la "nouvelle délinquance". Sur certains journaux, des articles indiquent aux bons citoyens, employés et clients, le comportement à suivre lors de l'attaque d'une banque. Malgré un déploiement extraordinaire de forces, la Police est impuissante et ne peut surprendre aucune "bande" dans son repère. Plusieurs fois par mois, la Police ratisse en vain certains quartiers populaires.

En quelques mois, plus d'une trentaine de hold-ups sont commis ! Selon les journaux, une "bande" mène la danse, la "bande des STEN", car 11 hold-ups en 2 mois ont été commis par des groupes armés de mitraillettes STEN (mitraillettes anglaises utilisées par la Résistance en FRANCE). Pour la Police, le bilan est lourd : 24 Millions de pesetas, soit 200 Millions d'anciens francs - 1 policier tué - plusieurs blessés dont un employé de banque.

ET, en plus de leur efficacité pour "récupérer" l'argent, les "bandits" provoquent et ridiculisent la Police :

- le 21 Décembre 1972, alors que la Police surveille toutes les banques, un groupe de 4 hommes armés attaque la "Caja Provincial", au rez-de-chaussée de la Cité-dortoir de la "Política Social" (= police politique espagnole).

- 3 jours plus tard, sur la même place, un autre groupe attaque la Banca de Viscaya, et s'empare de l'équivalent de 25 Millions d'anciens francs, sans que les policiers qui surveillent la banque s'en aperçoivent !

- le 02 Mars 1973, 5 individus, malgré la présence de 2 policiers aux abords de la banque, et 3 alarmes, attaquent la Banca Hispano-Americano, au Paseo Fabra i Puig, dans le quartier populaire de SAN ANDRES. Butin : l'équivalent de 10 Millions de francs anciens - 1 employé et 1 policier blessés en tentant de résister.

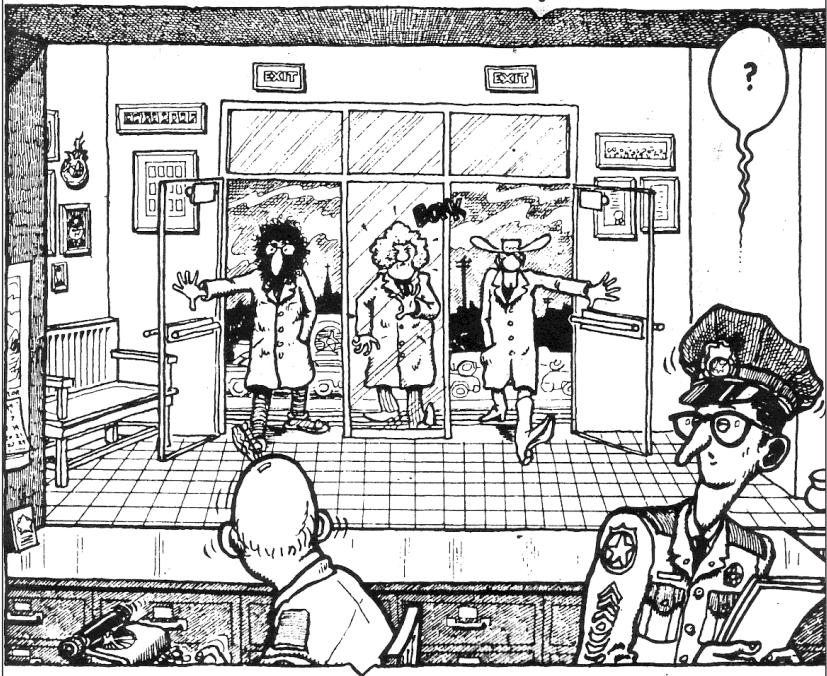
- Fin décembre 72, la Caisse d'Epargne de BADALONA (banlieue de BARCELONA) est attaquée par 3 "assassins", qui laissent sur les lieux un communiqué "célébrant la mort juste d'un autre assassin", le militant de la C.N.T. Francisco SABATE LLOPARE (tué dans un combat contre la GUARDIA CIVIL, très populaire en CATALOGNE, il est devenu le symbole de la résistance armée au Franquisme).

- Septembre 72, dans une ville de Cerdanya, la banque est attaquée par 3 jeunes qui se réfugient ensuite dans la montagne -montagne encore tenue par des gardes jusqu'en 1963-. : 200 Guardias Cíviles quadrillent la région, ne peuvent entrer dans la forêt.



GAC - INSURRECCION
LIBERTARIA

Première page d'un texte du MIL/GAC



BD Freak Brothers (G. Shelton) (extraits de CIA n° 1).

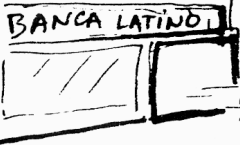
POUR FAIRE LA REVOLUTION, FAUT
DES SOUS.
COMMENT EN TROUVER ?

ON PEUT
FAIRE LA
QUÊTE...

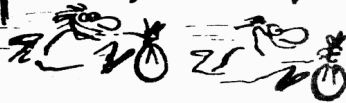


ÇA
RAPPORTE
RIEN

OU ATTAQUER DES BANQUES



ÇA RAPPORTE BEAUCOUP



QUAND ON ATTAQUE DES BANQUES POUR
MOTIF REVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE ET
QU'ON SE FAIT PRENDRE COMME...

- JOSÉ LUIS PONS LLOBET
- ORIOL SOLE SUGRANYES
- SALVADOR PUIG ANTICH

ON RISQUE D'ÊTRE JUGÉ, GARROTÉ EN
GRAND SILENCE.

QUAND ON QUÊTE, ON RISQUE BEAUCOUP
MOINS...

ET ON TERMINE
SA VIE EN
REVOLUTIONNAIRE
DIGNE ET
RESPECTÉ.



POUR LA REVOLUTION.

DELING.

POUR AIDER CEUX QUI ONT CHOISI LA 2^e SOLUTION:

R. Vidal Naquet 11 rue du Cherche Midi 75006 Paris
COMITE D'OUTIEN: 33 rue des Vignoles 75020, S.I.A. CCP 3856
CCP 25 177 36

BD de Reiser (extrait de *Charlie Hebdo*, novembre 1973).

JUICIOS SUMARISIMOS EN EL TRIBUNAL MILITAR DE BARNA.



S. PUIG ANTICH. O. SOLE-SUGRANES. J.L. PONS LLOBET.

MILITANTES REVOLUCIONARIOS EN PELIGRO DE PENA DE MUERTE O DE LARGAS PENAS DE PRISION. ELLOS COMO TU DEFIENDES LA LIBERTAD, LUCHAN CONTRA LA EXPLOTACION. TU PUEDES COMO ELLOS COMBATIR POR LA LIBERTAD, CONTRA LA EXPLOTACION. CONTRA LAS PENAS DE MUERTE, POR SU LIBERACION. TODOS A LA CALLE. EVITEMOS EL ETERNO CRIMEN FACISTA.



COMITE DE SOLIDARIDAD PRESOS MIL.


Affiche de solidarité,
novembre 1973.

Felip : La maquette vient du Comité de Solidaridad presos MIL. Elle a été imprimée à Toulouse, à 1 500 ou 2 000 exemplaires. C'est la première affiche du comité placardée à Barcelone, dans les quartiers de Gracia et de Sants. Juste avant, nous avons tiré le premier « Dossier MIL » à 600 exemplaires et le deuxième à 800.

Affiche de solidarité,
mars 1974.

APRES **PUIG ANTICH** **CONDAMNE A MORT**
par l'état espagnol

D'AUTRES REVOLUTIONNAIRES RISQUENT LA PEINE DE MORT:



Oriol SOLE SUGRANYES
25 ans, typographe
membre de l'ex-MIL



Jose Luis PONS LLOBET
18 ans, étudiant
membre de l'ex-MIL

le mouvement ibérique de libération

LE M.I.L. S'ETAIT CONSTITUE EN 1971 COMME GROUPE DE SOUTIEN AUX LUTTES RADICALES DU MOUVEMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE DE BARCELONE. LE TYPE D'ACTION DIRECTE CHOISI PAR LE M.I.L. (ATTACHE DE BANQUE, AGITATION ARMEE) PERMETTANT L'ACCES FINANCIERE AUX COMITES DE GREVE, AUX LIGUES AUX GROUPES OUVRIERS AUTONOMES, FINO QUE LA CONSTITUTION D'UN APPAREIL DE PROPAGANDE AUTONOME AU SERVICE EXCLUSIF DES GROUPE DE BASE (EDITIONS MAI 73).

LE M.I.L. S'EST AUTO-DISSOUT EN NOVEMBRE 73 APRES LA CONSTATATION SUIVANTE:

- * RANGIER DE DEGENERESSENCE EN UNE ORGANISATION POLITICO-MILITAIRE, COUPEE DE LA REALITE DE LA LUTTE DES OUVRIERS. LA MAJORITE DES GENS ETANT DESTINEE A LA SURVIE EN CLIMAT DEFINITIF.
- * REVOLUTION VERS UN AFFRONTEMENT DIRECT ENTRE UN INDIVIDU ET L'ETAT.
- * DEMANDE DES CONTACTS OUVRIERS POUR ARRIVER MOMENTANEMENT LES ATTACHES DE BANQUE, ET REPERER LES ACTIVITES AUX SYSTEMES CLANDESTINS MAI ET, AUTOPROTEGEEES PAR LES GROUPE DE BASE.

LE M.I.L. S'EST AUTO-DISSOUT POUR SE RECONSTITUER SOUS LA FORME DE G.A.C. (GROUPE AUTONOME DE COMITE) ET CONTINUER L'ACTIVITE PRATIQUE ET THEORIQUE SOUS DE NOUVELLES FORMES. L'AGITATION ARMEE N'ESTANT POUR EUX SEUL MOYEN PARRI D'AUTRES, RESPONDANT A UNE SITUATION PRECISE.

SOLIDARITE!

COMITE SOUTIEN ET VERITE POUR LES EMPRISONNES DE L'ex-MIL

1 Les septiciens L'Espejo, le message des septiciens, Barcelone - mai 73-74

BARCELONE 1 et 2 JUILLET

Tribunal militaire procès de deux compagnons de

S. PUIG ANTICH (exécuté ce 2 mars 74)

ORIOLE SOLE SUGRANYES (âgé de 28 ans)

RISQUE AU MOINS 64 ANS DE PRISON

JOSE LUIS PONS LLOBET (âgé de 18 ans) déjà condamné à **30 ans**
au même procès que **PUIG ANTICH** risque **21 ans** de prison en plus
Période défavorable au soutien ? Bien sûr on l'a choisi exprès !

Par **SOLIDARITE** où que nous soyons

PRENONS TOUTES NOS RESPONSABILITÉS REPANDONS LA NOUVELLE !

AGISSONS ! **PAR TOUS LES MOYENS
POSSIBLES ET IMAGINABLES**

Comité de Solidarité

Affiches de solidarité, juin 1974.



José-Luis Pons LLOBET (18 años)

**LOS
COMPAÑEROS
DEL ex-M.I.L**

(MOVIMIENTO IBERICO
DE LIBERACION)



Oriol Solé SUGRANYES (26 años)

LLOBET condenado a **30 años** de carcel en
el mismo proceso de Puig **ANTICH** (asesinado)
corre el riesgo de ser condenado a **21 años** más.

SUGRANYES corre el riesgo de ser condenado
a **64 años** de carcel.

¡ HAY QUE IMPEDIRLO !

¡SOLIDARIDAD!

QUELQUES TEXTES DU MIL

Dos anys de resistencia (août 1972)

La consolidation du noyau d'avant-garde radical 1000 est issue de la pratique radicale du mouvement ouvrier radical catalan, c'est-à-dire fin 1969. En l'an 1970, le noyau extérieur Nuestra Clase prend l'initiative politique pour passer à un stade supérieur de lutte, car le noyau intérieur de Nuestra Clase ne passe pas à un stade nécessaire que la lutte exige. Les premières conclusions du groupe extérieur 1000 sont les suivantes : s'associer à la lutte de classe en Occitanie et influencer au moyen d'une lutte dure, l'action intérieure Nuestra Clase. Dans cette perspective, nous pouvons faire une brève analyse chronologique de l'action du 1000.

20-21-22 octobre 1970 : Manifestation de grande violence dans la rue pour la libération du leader maoïste Geismar.

20 octobre 1970 : Incendie par un commando du Grand Hôtel (Occitanie).

26 novembre 1970 : Insurrection estudiantine à Toulouse. 160 interpellés dont 13 militants radicaux.

27 novembre-2 décembre 1970 : semaine de mobilisation générale contre la répression. Manifestations et attentats.

2 décembre 1970 : Attentat à la bombe et cocktails Molotov au commissariat central de Toulouse. Nuit de barricades. Attentat contre la Banque de France à l'occasion du jugement des 12 inculpés de la journée du 26.

13 décembre 1970 : Incendie de la faculté de Droit (lieu des fascistes).

16-26 décembre 1970 : Avec le groupe occitan Vive la Commune, le groupe dirige une campagne d'agitation à l'occasion du procès de Burgos. Bombe au consulat espagnol. Attaque et destruction de l'agence Iberia. Trois attaques au centre espagnol.

13 janvier 1971 : Association infrastructurelle ETA (VI^e Assemblée). Récupération avec ETA.

18 janvier 1971 : Récupération de matériel d'imprimerie.
19 janvier 1971 : Amplification de l'action Nuestra Clase et Vive la Commune. Création du noyau radical 1000.
1^{er} février 1971 : Socialisation économique ratée. Affrontement armé.
5 février 1971 : Socialisation économique armée.
6 février-15 mars 1971 : 15 récupérations armées de matériel.
25 mars 1971 : La moitié du Comité central 1000 est détenue par la police en Roussillon. 14 mois de prison et une évasion. Nouvelle détention après cinq jours de poursuite.
Été 1971 : Étape de la restructuration. Échec de la campagne « anti-touriste ». Préparation militaire et récupération d'imprimerie à Barcelone.
Octobre 1971 : Récupération d'armes et de fonds.
Novembre 1971 : Travail conjoint avec FAC (Front de Libération de Catalogne).
Décembre 1971 : Désorganisation du 1000 extérieur. Consolidation du travail en pays catalan.
Avril 1972 : Socialisation économique à Barcelone. Réorganisation extérieure. Socialisation militaire et économique. Récupération d'une bibliothèque socialiste.
Mai 1972 : Socialisation économique au Marais.
Juin 1972 : Restructuration du 1000 intérieur et extérieur.
Juillet 1972 : Socialisation de machines d'imprimerie. Fin du travail infrastructurel. Passage à l'action militaire.

Nos actes valent plus qu'un million de paroles.
Ne pense plus, tire. Bonne chance !

Multiplicación de los Grupos de Combate ou la actual coyuntura (décembre 1972)

L'actuelle conjoncture économique espagnole, assise sur un processus permanent d'inflation-stabilisation-inflation, a permis indirectement à la bourgeoisie espagnole et son État capitaliste, le contrôle du développement de la lutte de classes, ne lui échappant que dans les moments où le mouvement sut imposer, avec l'appui de la lutte dans la rue, des revendications authentiquement radicales. Malgré cela, la bourgeoisie et son État ont toujours récupéré l'initiative, utilisant indistinctement la répression (Ferréol, Vigo, etc.), ou les mécanismes d'intégration (conventions collectives, rencontres, Commissions ouvrières réformistes, etc.).

Avant cette situation, le prolétariat et le mouvement révolutionnaire dans son ensemble peuvent difficilement projeter de continuer à avancer sans risquer de rompre la mécanique de ces deux systèmes, répression et intégration, qui perpétuent directement l'exploitation du capital.

Bien qu'elle doive faire face à ce double front dans un futur immédiat, la classe ouvrière assimilant sa propre lutte et celle de tout le prolétariat international, n'a pas encore résolu tous les problèmes stratégiques et tactiques que cela représente. Tant que ce vide persistera et que les luttes ouvrières les plus radicales n'arriveront pas à étendre leur programme révolutionnaire à l'ensemble du prolétariat, cette situation se répercutera directement sur les différents groupes révolutionnaires *classiques*, en les poussant, du fait de leur fonctionnement groupusculaire – avant-gardiste, à un décalage total avec la véritable lutte du prolétariat, ou à chercher refuge pour sa survie dans le réformisme du PC, comme cela se passe en Catalogne au travers de l'Assemblée. Si, jusqu'à présent, l'intervention des différentes formations idéologico-groupusculaires est minime dans la radicalisation de la lutte du prolétariat, on doit prévoir que dorénavant, de par ses propres conceptions politiques et son *institutionnalisation*, son influence dans le mouvement révolutionnaire sera pratiquement nulle, non sans avoir auparavant essayé de masquer sa néfaste action au travers de groupes ouvriéristes.

Ce vide strictement organisationnel consécutif aux crises successives des groupuscules et la disparition (?) des limites de la lutte ouvrière (localisme, etc.) dépendent en grande partie du fait que les tâches qu'impose la situation actuelle aux révolutionnaires soient résolues intimement avec la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Sans oublier que les deux versants de ce double front de lutte sont étroitement liés. Le but de cet écrit consiste à en préciser spécifiquement une : la lutte armée contre la répression.

Avant tout, il est évident que dans la mesure où les forces de la répression sont organisées militairement (police, armée, etc.), on ne peut qu'opposer de manière efficace et continue une autre force militaire ; et que cette force, sans l'appui d'une masse large, qui garantisse sa continuité, court le risque permanent d'être détruite par la répression. Il est évident aussi que face à l'armée de la réaction doit sortir l'armée révolutionnaire et que cela ne dépend pas de la volonté de un ou de plusieurs individus, mais des possibilités historiques.

Dans la dernière décennie, pratiquement toutes les expériences de lutte armée qui ont eu lieu dans la péninsule ont été dépendantes de telle ou telle formation politique (PCI, ETA, ARU, etc.), ce qui bien sûr marquait de manière déterminante et concrètement la dynamique de chaque expérience, empêchant la mise en place d'une stratégie en accord avec le mouvement réel et en évitant que ne s'enracine une tradition et une compréhension de l'action armée dans la lutte ouvrière et révolutionnaire. C'est pourquoi il est logique que les noyaux les plus radicaux du mouvement ouvrier gardent une certaine crainte de l'action armée, mettant en difficulté l'avancée révolutionnaire des dits noyaux et du mouvement ouvrier en général.

Les tâches auxquelles se confronte le mouvement ouvrier sur ce double front de lutte et la nature même de l'action armée jusqu'à aujourd'hui, mettent en évidence la nécessité de redéfinir la fonction révolutionnaire des groupes d'action armée, autonomes ou dépendants de formations politiques.

En partant sur la base que la lutte ouvrière actuelle ne produit pas directement les groupes armés qui lui seront nécessaires

dans sa prochaine lutte et que les groupes militaires dépendant des différents partis, groupes politiques, sont incapables de part leur subordination au parti X, de répondre aux nécessités de la lutte prolétaire, il paraît évident que les possibilités immédiates de réaliser une formation prolétaire militaire sont pratiquement inexistantes. C'est pour cela que, face à la nécessité de cette formation prolétaire dans le futur, il est nécessaire aujourd'hui d'une étape préalable d'agitation armée qui au travers de la compréhension et de son intégration dans ce même mouvement ouvrier lui permette de sentir les fondements stratégiques et organisationnels de celle-ci.

Actuellement, une organisation ouvrière révolutionnaire à l'échelle de la péninsule n'existant pas, les groupes d'agitation et de combat armé sont obligés de rester très localisés, ils ne pourront grandir qu'au moment où le mouvement ouvrier commencera à casser les barrières locales, c'est-à-dire dans la mesure où il détruit certaines limites que lui impose le capital au travers de la répression, des conventions collectives, etc.

Malgré les limites actuelles, une tendance à l'unification s'impose dans les différents groupes d'action armée, pas seulement dans la tactique mais aussi dans ses conceptions stratégiques. Jour après jour, il est évident qu'il est nécessaire de créer un fondement politique à cette unification tactico-stratégique, et que cela se fera dans la mesure où la collaboration entre les différents noyaux armés soit une réalité amplement acceptée par la lutte révolutionnaire en général.

Les tâches révolutionnaires que la situation actuelle de la lutte des classes dans la péninsule impose aux révolutionnaires organisés, militairement, sont premièrement au plan général :

- L'usure des forces de répression militaire ou non – Appui direct aux noyaux et aux luttes ouvrières les plus radicales – Renforcement tactique des même groupes armés. Etc.

Deuxièmement, sur le plan concret :

- L'établissement et la réalisation d'une campagne en réponse à la répression – L'organisation possible d'un conglomérat de groupes armés, d'une orientation tactique unifiée – Amplification de la base d'appui populaire aux groupes d'agitation armée dans sa

structure organisée et politique, en renforçant et en ouvrant de nouvelles voies entre la lutte quotidienne de la classe ouvrière et l'agitation armée.

Pour tout cela, notre groupe, sans s'attribuer des prérogatives d'aucun genre, a défendu la nécessité de s'organiser en Catalogne en groupes révolutionnaires autonomes de combat vers une perspective de réalisation plus large du Mouvement ibérique de libération... établir une stratégie armée de grande ampleur dans la péninsule est subordonné au développement même de la lutte de classes et à la dynamique de réalisation des diverses stratégies *locales*. Ceci explique que pour les groupes armés, comme pour le nôtre, qui ont ouvert une brèche, une série de responsabilités difficiles à éluder, s'ils veulent agir en conséquence avec leurs postulats initiaux. Rappelons-les : notre groupe n'est identifié à aucune formation idéologique, il n'est pas statique ni définitif et ne prétend pas être l'embryon exclusif d'une organisation militaire à l'échelle péninsulaire, son seul compromis est avec le combat quotidien de tout le prolétariat révolutionnaire et spécialement de la classe ouvrière.

Dans la conjoncture actuelle, notre tactique est définie par notre travail politique et notre action militaire. Notre activité militaire impose aujourd'hui :

– Initier l'échange d'expériences et la collaboration entre les divers groupes d'action et d'agitation armée – Multiplication des groupes de combat – Projeter et collaborer contre la répression au sein de la lutte armée, en la favorisant si celle-ci ne s'étend pas à tous les groupes d'action armée – Unifier l'appareil de propagande des groupes de combat (surtout dans son versant théorique) – Répertorier les groupes armés qui agissent dans les autres régions de la Péninsule, en créant un système d'information approprié – Etc.

Apunte de discusión (25 avril 1973)

« Sans une claire compréhension des objectifs, et de ce que sont les forces (en incluant les forces idéologiques) qui nous imposent d'avancer – en résumé, sans une perspective historique –, la lutte révolutionnaire tend à se convertir en quelque chose où : *le mouvement est tout et la direction inexistante*. Sans perspectives claires, les révolutionnaires tombent dans des pièges – où des voies sans issue – qui, avec un peu de conscience de leur propre passé, auraient pu être évités facilement. » (M. Brinton, « Los bolchevicos y el control obrero », Colección El Viejo Topo, Ed. Ruedo Iberico)

Ce texte est une base de discussion pour élaborer, tous ensemble, une stratégie en tant que groupe autonome de combat.

1 – *Jefismo* (la culture du chef)

D'après moi, il y a une différence fondamentale entre jefismo et leader. Leader est l'individu qui, à un moment donné sait valoriser le plus correctement la réalité, c'est pour cette raison qu'il a l'initiative. Jefe est l'individu qui essaie de maintenir sous contrôle toute l'infrastructure et appareil pour devenir indispensable, c'est pour cela qu'il utilise le secret bureaucratique, la relation personnelle et ne s'affronte jamais au groupe mais essaie de contrôler les différentes tendances qui le composent.

Si nous revenons en arrière, une partie de notre histoire est marquée par le jefismo, et ce n'est pas paradoxal que cela coïncide avec le moment où il y a eu le moins d'actions réalisées et où le groupe a été le plus désuni, s'épuisant dans des querelles internes de méfiances, tendances et possibles scissions.

Ceci vient à propos de la semaine dernière, quand j'ai vu renaître entre vous ce fléau qui paralyse beaucoup de groupes. Nous pourrions invoquer l'état de désorganisation du groupe, que les individus ne prennent des positions claires, etc., bien sûr, mais cela n'empêche pas, ou ne devrait pas empêcher que les camarades de l'extérieur n'aient pas eu des relations claires puisque, semble-t-il, en espérant que ce ne soit pas ça, que la seule chose qui intéresse les camarades de l'intérieur, c'est l'infrastructure qui

existe actuellement. Après le traditionnel départ de quelques-uns et l'aspect tâtilon d'autres, le secret bureaucratique, le boycott de toute tentative de discussion, le rejet de celui qui n'adhère pas à une étiquette ont réapparû. Ce qui en fait est dramatique, c'est que ce sont les mêmes raisons qui justifèrent le départ, et on refait les mêmes erreurs.

Le fait qu'aujourd'hui, le groupe se proclame ouvertement anarchiste n'a rien de spécial, ou bien il *additionne* la pratique antérieure, correcte ou non, ce qui n'est pas le cas, et il n'est pas anarchiste ? Les positions sont donc marquées par l'action, et non pas par un supposé purisme idéologique. Je ne comprends donc pas la méfiance des camarades. De toute façon, je pense que d'adhérer à une étiquette induit de sérieux problèmes. Si pour des raisons tactiques, nous nous sommes déclarés anarchistes, cela ne doit pas impliquer le mépris d'autres camarades qui acceptant la lutte armée, peuvent travailler avec nous. Nous allons travailler ensemble et dans une totale clarté et confiance entre les camarades.

2 – Bloof

On a parlé, jusqu'à satiété, de l'isolement du groupe. Je ne sais pas jusqu'à quel point est correcte la détermination de rompre l'isolement avec des papiers et des timbres. Je ne nie pas la nécessité pour une organisation d'avoir des contacts pour maintenir une continuité, mais sur quelle base ? La tête se *fortifie* (centre de décision), mais avec un vide important : l'erreur principale de base est à l'intérieur. Nous avons vécu ce qu'était un bloof et les conséquences de celui-ci se payent très cher. Je ne suis pas contre maintenir un centre de décision à l'extérieur pour assurer la continuité du groupe, je suis contre pour jouer avec de supposées réalités qui n'existent pas.

3 – Expérience passée

Nous pouvons poser la question suivante : pourquoi notre pratique n'a pas eu d'incidence dans la lutte des classes ? D'une part, nous n'avons jamais mené une action clairement politique et c'est uniquement celle-ci qui démontre l'effectivité de la pratique. Les actions ont été clairement expropriatrices et ne dépassèrent jamais

le cadre des nécessités immédiates. De ce fait, l'action était réduite à elle-même, sans transcendance postérieure.

De nouveaux GAC n'ont pas été créés ou nous n'en avons pas eu connaissance (Mallorca). C'est la pratique qui nous a menés à l'isolement.

Pourquoi l'incapacité de donner une réponse à un moment précis, comme par exemple celui du procès de Saragosse ? Cette incapacité de ne pas dépasser un niveau d'immédiateté se base sur :

1) Méconnaissance de la réalité. 2) Incohérence politique et pratique du fait de ne pas pouvoir tenir les responsabilités prises par excès de volontarisme ou de triomphalisme. 3) Méfiance entre les membres. 4) Absence d'objectifs tactiques (au niveau du groupe). 5) Surévaluation de nos forces. 6) Concentration du pouvoir par deux individus et inhibition des autres.

Je n'essaie pas d'entonner un *mea culpa*, ni de me perdre dans le labyrinthe pour trouver une explication à tout, mais j'essaie plutôt de ne pas faire les mêmes erreurs.

4 – Agitation armée

Une reprise de l'action sans définir clairement nos objectifs et nos limites, serait aller droit dans le mur (se faire casser la gueule). Les conséquences de toute l'étape postérieure en termes généraux ne se résoudre pas en se séparant d'un camarade. C'était nécessaire mais pas suffisant. Et avec une nouvelle dose de volontarisme, conséquence de cette nouvelle situation.

Les bases indispensables d'un GAC sont :

1) Tactique et stratégie propres.
2) Relation directe, pas dépendante, avec les secteurs radicaux du Mouvement ouvrier (MO).

Les faits ont démontré l'invalidité du réformisme qui s'est converti comme le meilleur gestionnaire du Capital au sein de la classe ouvrière, en ne dépassant jamais, dans ses revendications, le cadre imposé par celle-ci. C'est ainsi que les dernières luttes (grèves sauvages) montrent une tendance anti-autoritaire avec une forte augmentation de la violence révolutionnaire. Mais celle-ci répondait aux exigences du moment sans aucune continuité. C'est ici que

naît la nécessité, historique, de l'agitation armée, de formation de groupes autonomes de combat capables de faire face à la répression sous toutes ses formes par la violence prolétarienne.

La condition la plus importante est le lien d'union (relation directe) entre la guérilla et les luttes économiques et politiques de masse. La guérilla, en tant que telle n'a aucune possibilité de se développer si cette relation ne devient pas le nœud essentiel de la pratique guerillera.

La question ne se pose pas en ces termes de savoir si aujourd'hui, la lutte armée est nécessaire ou pas, ce type de question est faux. La lutte armée est un objectif stratégique dans la lutte des classes, mais par contre les minorités révolutionnaires prennent cet objectif comme tactique, afin d'accélérer le processus révolutionnaire et maintenir les victoires partielles du M.O. De cette façon, l'agitation armée, comme exigence tactique du M.O. correspondant à la situation présente, doit se préparer pour répondre à la répression sous toutes ses formes, en ne sortant pas du cadre de la lutte de classes, pour qu'elle ne se perde pas dans de faux objectifs.

La lutte armée n'est pas exclusive si elle garde la relation avec les autres niveaux de la lutte ouvrière et populaire.

Objectifs :

- 1) User les forces de répression.
- 2) Appuyer les luttes radicales.
- 3) Appuyer la création de GAC en tendant de les unir.
- 4) Création d'appareil d'information et de propagande.

Objectifs immédiats :

- 1) Compléter les infrastructures.
- 2) Expropriations.
- 3) Actions à la bombe.
- 4) Sortie de livres, bibliothèque.

Sans une base politique capable d'expliquer dans une perspective historique les actions menées, nous retomberons dans les erreurs passées. Les actions sont marquées par les événements et non par quelque visionnaire... ?

Je répète que l'objectif de ce texte est de provoquer la discussion, claire et sincère, entre les camarades, et pourtant... le Mouvement (iberico de liberación) se démontre en marchant.

Salutations anarchistes

Chronologie extraite de CIA n° 1, avril 1973

1972

1^{er} juillet : Barcelone, attaque à main armée d'un bureau d'allocation vieillesse (rue Mallorca, centre-ville de Barcelone).

Butin : 800 000 pesetas.

Nuit du 14 au 15 août : Cambriolage d'une imprimerie, rue de l'Esquille à Toulouse.

9 septembre : Bessières (30 km de Toulouse), la police localise une ferme qui servait pour les réunions d'activistes internationaux, découvre une imprimerie et un stock d'armes.

13 septembre : Salou (province de Tarragone) attaque en pleine rue d'un employé qui transporte de l'argent de la Caisse provinciale... l'employé tente de s'échapper, mais il est maintenu. – Échec d'une attaque à main armée à la Caisse d'Épargne d'Igualada (50 km de Barcelone).

15 septembre : Attaque à main armée de la Caisse d'Épargne de Bellver de Cerdanya, près d'Andorre (province de Lérida). Butin : 1 million de pesetas.

17-18 septembre : Une voiture Renault 16 immatriculée à Perpignan subit un contrôle près de Pau. Deux des occupants sont identifiés comme responsables de la ferme de Bessières.

Dans la nuit, la police entre dans un appartement de Toulouse (rue Raymond-IV) et réussit à arrêter deux militants, un troisième arrive à s'échapper. Oriol Solé, reste en prison. Jean-Claude Torres, sort deux jours plus tard en liberté provisoire (faute de preuves).

18 novembre : Barcelone, attaque à main armée d'une Caisse d'Épargne. L'un des membres du commando est armé, pour la première fois, d'une mitraillette Sten. Butin : 200 000 pesetas.

28 novembre : Barcelone, attaque à main armée d'une succursale de la Banco Central par 7 hommes armés de mitraillettes et pistolets. Ils partent avec 1 million de pesetas et laissent dans la banque un communiqué.

Nuit du 13 au 14 décembre : Toulouse, un commando retourne « socialiser » le matériel d'imprimerie récupéré par la police à Bessières.

29 décembre : Badalona, attaque à main armée d'une Caisse d'Épargne, av. Layetana. Butin : 800 000 pesetas. Les « bandits » lais-

sent un communiqué célébrant la mort de Francisco Sabaté Llopar (tué par la Guardia Civil à Sant Celoni).

1973

21 janvier⁽¹⁾ : Barcelone (quartier de Sarriá), attaque d'une Caisse d'Épargne, située dans le même édifice où vivent les membres de la Brigade Politico-Social.

23 janvier⁽¹⁾ : Puigcerda-Bourg-Madame. Deux individus en train de passer la frontière sont interceptés par la police, ils s'échappent en abandonnant leur sac (qui contenaient une mitraillette, 250 000 pesetas et de la propagande). Une fois en Espagne, ils s'affrontent avec la Guardia Civil et disparaissent avec une voiture (qu'ils avaient socialisée à l'aide d'un pistolet).

2 mars : Barcelone, allées Fabra y Puig : attaque à main armée au Banco Hispano Americano. Durant l'attaque, les assaillants sont encerclés par la police ; lors de la fuite, ils blessent un employé et un policier et emportent un million et demi de pesetas des six qu'il y avait.

8 mars : Toulouse, procès contre deux militants qui étaient tombés dans un appartement dans la rue Raymond-IV (18 septembre) et deux en fuite.

– Oriol Solé, un an de prison, Torres Jean-Claude, six mois avec sursis, Rouillan Jean-Marc, un an, Puig Antich Salvador six mois de prison (en fuite).

17 mars : Barcelone, attaque à main armée d'un inspecteur administratif qui transportait des permis de conduire, passeports, etc.⁽²⁾

Il n'est pas possible de revendiquer d'autres actions qui peuvent gêner les militants légaux des deux côtés de la frontière et d'autres actions effectuées par des groupes d'auto-défense ouvrière, qui sont un peu hésitants pour revendiquer les actions armées.

(1) Les rédacteurs du MIL/GAC se sont trompés dans ces deux dates, ce n'est pas le 21 et le 23, mais les 19 et 20 janvier. Nous les avons modifiées lors de la rédaction du livre.

(2) Cette action n'a pas été menée par le MIL/GAC.

¿ La historia nos absolvera ? (juillet 1973)

1967

Des éléments, qui formeront plus tard l'ET au congrès de Bressuire des Jeunesses communistes révolutionnaires, (avril ou mars 1967), s'alignent sur les positions pro-Durruti ⁽¹⁾, défendues par Daniel Guérin ⁽²⁾ face à l'entrisme prôné par Alain Krivine (trotskiste ligne Mandel), face au dirigisme des groupes universitaires (séminaire anti-autoritaire, été 1967) et face aux tentatives de *bolchevisation* des groupuscules (mars 1968).

1968

Mars : Contact direct entre l'ET et l'International Situationniste.
Été : Contacts de l'ET avec des éléments qui formeront plus tard l'EE (assemblée générale d'Acción Comunista).
Août : Formation d'une ET, légalement consacrée. Écrits de quelques membres de la Local de Barcelone des Commissions ouvrières dénonçant une série de faits concrets de la part du PSUC. L'opposition au PSUC et de la commission nationale se regroupe autour de la revue *Metal*, initialement organe de liaison qui devient le porte-parole de toute l'opposition pour le regroupement par entreprise et non par branche.
Automne : À travers Acción comunista, l'ET fait approuver un soutien inconditionnel au groupe Metal et y participe directement.
Décembre : Participation de l'ET au congrès d'AC à Paris (critique du marxisme du PCI, de Proletario et du castrisme comme nouvelle bureaucratie).

1969

Apparition de l'EE (nous ne connaissons pas le mois exact).
Janvier : La revue *Metal* est remplacée par ¿ *Qué hacer ?* (de janvier à septembre 1969), qui préconise l'abandon de la lutte pour le pouvoir des Commissions et essaye de regrouper le mouvement ouvrier en marge de ces tripatouillages.
Été : Rupture de l'ET avec un groupe qui édite *Tribuna libertaria* (le noyau, en tant que ex-trotskiste, accuse l'ET de bordiguisme) ⁽³⁾.
Automne : Entrisme de l'ET dans AC pour élaborer des bases idéologiques ; elle écrit *Le mouvement ouvrier à Barcelone*.
Décembre : Participation de l'ET au congrès d'AC à Francfort et rupture politique entre les deux (démantèlement provisoire d'AC à Barcelone).

1970

Janvier : Les *Circulos de Formación de Cuadros* succèdent à ¿ *Qué hacer ?* avec une nouvelle forme organisationnelle.

Février : Publication : *Le mouvement ouvrier à Barcelone*.

Mars : Premiers contacts de l'ET avec les *chefs* des *Circulos de formaciones de cuadros* et avec, pour se présenter, la brochure *Le mouvement ouvrier à Barcelone*. Projet commun d'un « mamotreto ».

Avril : Premiers contacts entre l'ET et Lotta continua.

Été : Participation de l'ET, l'EE et le noyau de la future EO au congrès de Lotta continua. Rencontre de l'ET et l'EE à Toulouse. Premiers contacts de l'ET avec la Vieille Taupe à Paris.

Août : Tirage à Toulouse du *Diccionario del militante obrero* de l'EO, partiellement réécrit par ET et imprimé avec comme signature « Edita Equipo Exterior Nuestra Clase ».

Automne : Les *Circulos* sont remplacés par *Nuestra Clase* (qui alors était seulement le nom d'une revue assez mauvaise. *Nuestra clase* est formé par trois équipes (ET, EO et EE) et toute une série de contacts internationaux parmi lesquels se détache un Comité de liaison (un nom assez proche) situé à Lyon.

Hiver : Grève à Harry Walker. Le nom de *Nuestra Clase*, pour diverses raisons, disparaît. Les éléments le composant recentrent leurs activités autour du CU (Comité unitaire) d'Harry Walker.

Décembre 1970-janvier 1971 : L'ET mobilise tous ses contacts de Paris, Lyon, Marseille, Genève, Nantes, Euskadi, Pampelune, etc.

1971

Janvier : Publication de *Europa salvaje*, sans signature, traduit par l'ET et revendiqué plus tard par l'EO (qui, visiblement, a profité d'Harry Walker pour se faire un nom et qui, par la suite, se groupsculera). *Europa salvaje* sera présenté comme un texte des Groupes Ouvriers Autonomes (GOA).

Mars : L'ET édite *La lucha contra la represión* sans signature, mais présenté plus tard comme un texte des GOA. Mais ce qui change est l'apparition dans le même mois, à la charge de l'EE, de la brochure *Boicot de las elecciones sindicales* signé 1000 avec du matériel spécialement socialisé par un commando du 1000.

Mars-Avril : Déplacement de La Vieille Taupe à Barcelone où elle

avait des contacts avec les groupes qui se mouvaient autour de l'ET. L'EO refuse de les rencontrer.

Avril : L'EO édite, sans signature, mais utilise la structure précédente, *Proletario y organización* de Paul Cardan, *Partido y Clase Obrera* de Anton Pannekoek et *Lucha contra los cronometrajes* – textes revendiqués plus tard par les GOA⁽⁴⁾ (??)⁽⁵⁾ font que ces éditions passent inaperçues ou sont ignorées de l'ET.

Avril : La rupture entre ET et EO est consommée.

Mai : Édition du *Mamotreto* par l'ET ayant recours à du matériel illégal. La première partie du texte avait reçu une série de remarques de la part de l'EO, mais le reste ne lui fut pas présenté. Mai-Juin : Apparition publique du nom des GOA (ce qui représente la rupture entre les *chefs* qui ont un appareil et qui peuvent se donner des sigles, et la base ouvrière qui se détache d'un groupuscule de chefs à vie incontrôlable).

Juin : GOA signe comme étant le sien le texte *La lucha de Santa Coloma* avant la grande stupéfaction des Colomenses⁽⁶⁾ qui dans leur majeure partie se désintéressent déjà des GOA.

Juin-Juillet : On parle pour la première fois, et de façon vague ou imprécise, de la possibilité d'établir une collaboration EE/ET sous la forme d'une bibliothèque.

Juillet : GOA édite et signe *Los consejos obreros en Hungría*.

Août : « Opération Anita » et rupture avec Lotta Continua.

Septembre : GOA édite *La lucha contra la explotación* et le livre de Jean Barrot de La Vieille Taupe : *Notas para una análisis de la revolución rusa*.

Octobre-Novembre : L'ET commence l'élaboration d'une Étude économique qui sera maintes fois retravaillée et réécrite.

Novembre : Contact informel de l'ET avec Lotta Continua en marge des autres.

Décembre : Grève de la SEAT.

1972

Janvier-février (approximativement) : L'ET redouble une activité (??) prépare la création d'une bibliothèque d'une part, traduit *El derecho a la pereza* de Paul Lafargue, *Huelga en Polonia* extrait de la revue *ICO*, *La revolución alemana* également d'*ICO* et édite le texte *La Comuna* (Paris 1871, Kronstadt 1921, Polonia 1970-1971), laissé (??) plus de six mois sans publier pour l'ancienne EO (GOA).

Avril (approximativement) : L'achèvement de « Estudio economico » sert de point de départ pour la discussion politique (rupture de l'ET avec les autres).

Été : Nouveaux contacts entre l'EE et l'ET. Séjour intéressant à l'extérieur. Se met en route (enfin) le projet de bibliothèque, intégrant par la même occasion une nouvelle Équipe Ouvrière, en marge des GOA.

Septembre : Il est question de tensions au sein des GOA entre une tendance *gauchiste* et une autre *marxiste* (c'est-à-dire entre les deux chefs). La première lance à son compte une nouvelle revue de tendance populiste *El loro indiscreto*, alors que la deuxième se consacre à l'écriture d'articles et de livres pour Ruedo Iberico.

Octobre : La Bibliothèque reçoit la collaboration de Barnuruntz (ex ETA).

Octobre-novembre : Rétablissement informel des contacts avec l'Italie.

1973

Février : Un incident retarde la sortie des premiers livres.

Mars-Mai : Le poids de l'activité de la bibliothèque reste centré dans (?), parallèlement à des débats généraux.

Avril-Mai : Assassinat d'un ouvrier à San Adrián, ce qui provoque l'éclatement définitif de la crise des Plataformas dans lequel la nouvelle EO joue un rôle très actif.

Mai : Contact direct avec El Topo Obrero.

Juillet : Il paraît que ce qui restait des GOA, c'est-à-dire la vague marxiste, décide de se dissoudre précisément quelques jours avant l'annonce publique de la nouvelle organisation des « Plataformas », pro-organisation de classe.

(1) DURRUTI Buenaventura (1896-1936), membre de la CNT et de la FAI. Icône du mouvement libertaire.

(2) GUÉRIN Daniel (1904-1988), communiste libertaire auteur de nombreux ouvrages.

(3) Bordiguiste : Sympathisant de Bordiga Amadeo (1889-1970). De nationalité italienne, en 1917 il soutient Lénine. En 1921, il est le premier dirigeant du Parti communiste italien (PCI). En 1923, il s'oppose aux orientations de l'Internationale communiste et à Staline. En 1930, il est exclu du PCI.

(4) En fait, ces trois textes seront édités par Plataformas.

(5) Les points d'interrogations remplacent des mots illisibles du document en notre possession.

(6) Colomenses : habitants de Santa Coloma.

Autodissolution de l'organisation politico-militaire dite « MIL » (août 1973)

À travers l'échec de la Révolution internationale de 1848 et à partir de l'idéologisation de sa théorie, on prévoyait pour la fin du siècle l'impossibilité de la reproduction du système capitaliste.

En accord avec cette théorie, les organes souverains de la lutte de classes et de la révolution socialiste étaient :

- les syndicats réformistes ;
- les partis réformistes aux ordres des syndicats et appliquant en leur nom une pratique politique de participation au Parlement bourgeois.

Mais, en réalité, le réformisme (partis et syndicats) servit seulement à renforcer l'existence du système.

Au début du siècle, on pouvait constater que le capital se reproduisait – contre la prévision des théoriciens du mouvement ouvrier – et que, par conséquent :

- le réformisme était totalement incapable d'éliminer le système capitaliste au seul moyen de révolution du problème de sa reproduction (crises du système capitaliste : Belgique 1904, Russie 1905, Belgique 1906, théorisation de la grève sauvage par la gauche allemande, éclatement de la guerre impérialiste 1914-1918, Russie 1917, Allemagne 1918-1919, Hongrie 1919, fascismes, crise de 1929, etc.) ;
- Il devenait clair que ni les partis parlementaires ni les syndicats réformistes n'étaient les organes de la révolution sociale, mais bien plutôt ceux de la contre-révolution du capital (Allemagne 1919, Hongrie 1919, Russie 1921, etc.).

La révolution socialiste seule, entravée par les partis parlementaires et les syndicats, se voit imposer, avec ou sans reproduction du capital, une pratique antiréformiste, c'est-à-dire partisane dans sa pratique de l'antiparlementarisme et de l'organisation de classe (syndicalisme révolutionnaire, barricades et lutte armée, conseils ouvriers, etc.).

Après les conséquences ultimes de la crise mondiale (fascismes, krach de 1929, guerre inter-impérialiste 1939-1945, reconstruction de l'après-guerre, rendant possible avec elle une nouvelle

reconstruction du capital accompagnée de crises intermittentes jusqu'à la crise suivante de la reproduction du capital), après la réduction des objectifs de la lutte anticapitaliste à ceux de la lutte antifasciste, se posaient à nouveau non seulement la nécessité urgente de l'antiparlementarisme et de l'organisation de classe, mais aussi celle de passer ainsi des objectifs purement antifascistes aux objectifs du mouvement communiste qui, dans sa phase de flux, sont ceux du mouvement social international.

Pour cela, nous pouvons dire que depuis la fin des années soixante, la révolution sociale s'impose. Nous voyons ressurgir cela en divers moments :

- mai 68 en France et les grandes grèves d'Italie en 1969 dans lesquelles les syndicats furent débordés ;
- en Belgique, les mineurs du Limbourg en 1969 attaquent violemment les syndicats au cours d'une grève sans précédent ;
- la vague de grèves en Pologne en 1970-1971, durant laquelle les bureaucrates du Parti communiste furent jugés et pendus ;
- Paris 1971 : importantes grèves ouvrières à Renault et pillage au Quartier Latin ;
- mutineries dans de nombreuses prisons aux USA, en Italie, en France (1972-1973), des grèves où mineurs et dockers affrontent les bonzes syndicaux anglais, révoltes généralisées dans les ghettos aux USA, Japon, etc.

Pendant ce temps, d'innombrables grèves sauvages surgissent en Europe et en Amérique et gagnent toutes les parties du monde. À l'échelle mondiale, les manifestations de la réapparition du prolétariat sur la scène de la violence de classe se multiplient (absentéisme dans les entreprises, sabotage du procès de production, etc.). En Espagne, les grèves sauvages et les manifestations de révolte latente apparaissent avec toute leur force. Depuis la destruction physique et la disparition de la théorie du prolétariat espagnol par le capitalisme international lors de la guerre civile (1936-1939), la combativité ouvrière n'avait pas été si puissante :

- 1962-1965 : création des Commissions ouvrières lors de grèves sauvages dans les mines des Asturies, attaque du commissariat de

Mieres, grèves dans les transports et la métallurgie de Barcelone ;
– 1966-1968 : *entrisme* de tous les partis et organisations traditionnels dans les Commissions ouvrières, tentative d'introduction dans la CNS à partir d'elles et de donner une ligne réformiste aux Commissions ouvrières ;
– 1968-1970 : le Mai français et l'automne chaud italien, avec toutes leurs productions groupusculaires, font entrer dans le mouvement ouvrier espagnol le confusionnisme idéologique et lui font perdre ainsi une partie de sa force. Rivalités bureaucratiques au sein des Commissions ouvrières, scissions groupusculaires ;
– 1970-1973 : importantes luttes prolétariennes dans toute l'Espagne – Erandio, Granada, Harry Walker, SEAT Ferrol, Vigo, Vallès, San Adrián del Bésos, Navarra, etc. – où, sous des formes diverses, on se dégage de tout contrôle hiérarchique de la lutte ; cela se concrétise dans la pratique par l'expulsion des militants groupusculaires des assemblées ouvrières et par la violence généralisée.

Le MIL est le produit de l'histoire de la lutte de classe de ces dernières années. Son apparition est liée à ces luttes prolétariennes qui ont démystifié le rôle des bureaucraties réformistes et groupusculaires qui voulaient intégrer le mouvement à leur programme de parti. Il se créa en tant que groupe spécifique d'appui aux luttes et aux fractions les plus radicales du mouvement ouvrier de Barcelone. Il est maintenant nécessaire à tout moment de participer à l'expérience prolétarienne et de l'appuyer matériellement, au niveau de l'agitation, de la propagande, de la pratique et de la théorie.

En avril 1970, le MIL développa ouvertement une critique de toutes les positions réformistes et gauchistes (*Le mouvement ouvrier à Barcelone*). Durant la même année, il entreprit une critique du léninisme (*La révolution jusqu'au bout*). Sa critique du dirigisme, du gauchisme, de l'autoritarisme l'amena à rompre avec les organisations de base qui voulaient noyauter les luttes et s'approprier des expériences menées en commun comme celle d'Harry Walker et à former un groupuscule. Le MIL, dans son isolement politique et de par sa survivance politico-militaire, passa des com-

promis avec des groupes militaires : avec les nationalistes, par exemple, qui, à ce moment-là, étaient les seuls qui acceptaient de passer à la lutte armée. De tels compromis, produits par l'isolement du groupe, l'amènèrent à oublier ses perspectives antérieures. Il n'y a pas de pratique communiste possible sans lutte systématique contre le mouvement ouvrier traditionnel et ses alliés. Inversement, il n'y a pas d'actions efficaces contre s'il n'y a pas de compréhension claire de leur fonction contre-révolutionnaire. Jusqu'à maintenant, toutes les stratégies révolutionnaires ont essayé d'exploiter les diverses difficultés rencontrées par la bourgeoisie dans sa gestion du capital. Lorsqu'elles ont renversé des bourgeoisies faibles, elles ont organisé le capital. Si les bourgeoisies étaient fortes, elles se condamnaient à la misère. Aujourd'hui, le prolétariat a abandonné ces stratégies et impose la sienne : la destruction du capital et sa propre négation en tant que classe. Il attaque le capital dans toutes ses manifestations d'exploitation : encadrement, autoritarisme, production de plus-value, etc. La seule forme d'action possible est la violence révolutionnaire s'exprimant à travers l'action et la parole.

Ses fractions les plus avancées organisent les tâches concrètes révolutionnaires, tant dans les usines que dans les quartiers : lutte contre la CNS, critique des Commissions ouvrières bureaucratiques et réformistes, du PCE et des groupuscules en les situant sur le même plan que les actuels gérants du capital (la bourgeoisie). C'est par l'auto-organisation sur les lieux de travail au moyen des comités d'usine et de quartier que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière se consolide ; à travers la coordination et la généralisation de la lutte s'affirment la lutte de classes et le point de vue communiste. La pratique du MIL est liée au développement du mouvement communiste et en fait partie. C'est pour cela qu'il se propose de critiquer toutes les mystifications.

La société actuelle possède ses lois, sa justice, ses gardiens, ses juges, ses tribunaux, ses prisons, ses crimes, sa *normalité*. Devant cette situation apparaît une série d'organes politiques (partis et syndicats, réformistes et gauchistes, etc.) qui feignent de contester cette situation alors qu'en fait ils ne font pas autre chose que de

consolider la société actuelle. La justice dans la rue, ce n'est pas autre chose que de dénoncer et d'attaquer toutes les mystifications de la société actuelle (partis, syndicats, réformismes, gauchismes, lois, justice, flics, juges, tribunaux, prisons, délits, c'est-à-dire toute sa *normalité*).

Le résultat de cette cohérence critique dans l'action amène de fait à la constitution d'associations de révolutionnaires, en des endroits particuliers et partout à la fois.

Une association de révolutionnaires est celle qui mène jusqu'à ses ultimes conséquences une critique unitaire du monde – par critique unitaire, nous entendons la critique globale de toutes les zones géographiques dans lesquelles sont installées les différentes formes de pouvoir séparé – aussi bien qu'une critique de tous les aspects de la vie.

Ce n'est pas tant l'autogestion du monde actuel par les masses que sa transformation ininterrompue, la décolonisation totale de la vie quotidienne, la critique radicale de l'économie politique, la destruction et l'abolition de la marchandise et du travail salarié. Une telle association refuse en elle-même toute reproduction des conditions hiérarchiques du monde dominant. La critique des idéologies révolutionnaires n'est pas autre chose que le dévoilement des nouveaux spécialistes de la révolution, des nouvelles théories qui se situent par-delà le prolétariat.

Le *gauchisme* n'est pas autre chose que l'extrême-gauche du programme du capital. Sa morale révolutionnaire, son volontarisme, son militantisme ne sont que les produits de cette situation. Ils tentent de contrôler et de diriger la lutte de la classe ouvrière. Ainsi, toute action qui ne mène pas à une critique et à un refus radical du capitalisme, reste en son sein et est récupérée par lui. Aujourd'hui, parler de militantisme en milieu ouvrier et le pratiquer, c'est vouloir éviter le passage au communisme.

Parler d'action armée et de préparation à l'insurrection est la même chose : il est maintenant inutile de parler d'organisation politico-militaire ; de telles organisations ne sont que d'autres rackets

politiques. Pour toutes ces raisons, le MIL s'autodissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social.

MIL – Conclusions définitives du congrès du MIL

Post-scriptum : Le terrorisme et le sabotage sont des armes actuelles utilisables par tout révolutionnaire. Attaquer le capital et ses fidèles défenseurs qu'ils soient de droite ou de gauche ; tel est le mot d'ordre actuel des GAC (Groupes autonomes de combat) qui ont rompu avec tout le vieux mouvement ouvrier et qui s'assignent des tâches bien précises. L'organisation est l'organisation des tâches, c'est pourquoi il est nécessaire que les groupes se coordonnent pour l'action. À partir de telles constatations, l'organisation, la politique, le militantisme, le moralisme, les martyrs, les sigles, notre propre étiquette, font partie du vieux monde.

Ainsi chaque individu prendra ses responsabilités dans la lutte révolutionnaire. Les individus ne s'auto-dissolvent pas : c'est l'organisation politique et militaire du MIL qui s'autodissout et dans ce passage à l'histoire, c'est la préhistoire de la lutte de classe que nous quittons définitivement.

AUTRES DOCUMENTS

Rapport n° 1390 de la Direction supérieure de la police de Barcelone, adressé au juge Rodriguez Ferrero du tribunal de la Seo de Urgel qui instruit sur l'expropriation du 15 septembre 1972 à la Caja de Ahorros de Bellver de la Cerdana (11 mars 1973)

Monsieur,

Concernant l'instruction N° 1-72 menée dans votre tribunal pour un délit d'attaque à main armée contre « la Caja de Ahorros de Bellver de la Cerdanya » le 15 septembre de cette année, j'ai l'honneur de vous adresser, pour qu'ils figurent parmi les pièces du dossier les résultats des recherches faites par nos soins dans le cadre de l'enquête qui nous intéresse, ainsi que dans d'autres.

Les faits et coïncidences qui se répètent dans toutes ces attaques mettent à découvert une série de similitudes en ce qui concerne tous les auteurs, armes employées, que les façons d'opérer. Nous apportons aussi des éléments suffisants pour prouver la participation dans tous les faits que vous examinez de Jorge Solé Sugranyes né à Barcelone le 8 mai 1951, célibataire, sans profession ni domicile fixe, fils de Luis et de Concepción. L'énoncé chronologique des faits, qui suit, contribuera à renforcer nos conclusions.

L'attaque eut lieu à la date et dans la ville (Bellver) que nous indiquons ci-dessus et qui fut menée par deux individus ayant entre 20 et 22 ans, un troisième étant resté au volant de la Seat 124 de couleur blanche, utilisée dans leur fuite. Ces mêmes personnes furent aperçues deux jours avant sur les lieux pour encaisser un chèque de la Banque lyonnaise de Paris. D'après le témoignage des employés, l'un d'eux s'exprimait en français de manière correcte. C'est aussi les mêmes individus, qui juste après le braquage contre la banque, firent le plein à la pompe à essence de l'hôtel Moixaro del Prat de la Cerdanya, où le pompiste, Jesus Agelet Profitos domicilié à Balaguer, rue Torrente n° 44, remarqua que la plaque minéralogique était dissimulée par de la boue, ne laissant à la vue que la lettre M. Il déclare se souvenir aussi que le registre d'identification fiscale situé sur le pare-brise arrière indiquait que la voiture était la propriété d'une entreprise située avenue de José

Antonio. À 13 h 30 le même jour, la Seat 124 de couleur blanche matricule M 949 576 fut abandonnée à Masquefa (Barcelone), rue Crehureta. Des taches de boue étaient visibles sur l'ensemble de l'automobile. La fiche d'identification fiscale, située sur le pare-brise arrière est au nom de Auto Transporte Turismo SA dont le siège est à Madrid, avenue de José Antonio n° 56. Les trois occupants du véhicule, âgés entre 20 et 22 ans, téléphonèrent à la maison Entreprise Arque de Martorell pour demander un taxi, à bord duquel ils voyagèrent par la suite jusqu'à Barcelone. Le chauffeur, Juan Gracia Ronque, déclarera plus tard les avoir déposés devant l'entrée des Urgences de l'hôpital Clinico et se rappellera aussi que l'un des hommes est porteur d'une barbe très fournie. Aux environs des 20 heures du même jour, cinq hommes furent signalés à Masquefa à bord d'une Seat 600 de couleur blanche qui disparut par la suite.

Plus tard, nos recherches nous permirent d'affirmer que la Seat abandonnée avait été louée à l'agence Auto Transporte Turismo de la rue Balmes au n° 141 de Barcelone, par Jorge Solé Sugranyes, carte d'identité n° 37.718.895 demeurant rue de Mallorca 293, au domicile de ses parents qui déclarent ne pas l'avoir vu depuis plus d'un an. Ses signes particuliers sont : taille 1,72 m, mince, brun, cheveux noirs ondulés.

Par ailleurs, le 18 novembre de cette même année, une attaque à main armée eut lieu à l'agence de la « Caja de pensiones para la Vejez » rue Escorial n° 58. Les auteurs étant à nouveau trois jeunes âgés entre 20 et 22 ans, armés de deux revolvers et d'une mitraillette, et l'un d'eux arborant une barbe très fournie.

Le 28 du même mois, un autre fait similaire se déroula dans l'agence de la banque Central située au Paseo de Valldaura n° 245. Dans ce cas, ce sont cinq jeunes âgés entre 20 et 22 ans qui menèrent l'action. Armés, l'un d'une mitraillette et les autres de revolvers, ils prirent la fuite à bord d'une Seat 124 de couleur blanche, dont le numéro ne put être relevé. Il est aussi à signaler que l'un des attaquants s'exprimait en français.

Un nouveau fait, analogue, eut lieu le 19 janvier à l'agence de la « Caja de Ahorros provincial » de la rue Benedicto Mateu n° 49. Là aussi perpétré par trois individus entre 20 et 22 ans, armés d'une mitraillette et de deux revolvers et dont l'un portait une barbe fournie.

Le 27 du même mois, nouvelle attaque à main armée contre le « Banco de Vizcaya » de la rue Capitan Arenas n° 29, menée par trois individus âgés de 20 à 22 ans, armés comme antérieurement d'une mitraillette et de deux revolvers et qui s'enfuirent dans une Seat 124 de couleur foncée dont nous n'avons pu déterminer le numéro. Et encore dans cette affaire, la présence de l'homme à la barbe très fournie.

Une nouvelle attaque a été menée le 2 du mois courant à l'agence du « Banco Hispano Americano » situé Paseo de Fabra et Puig n° 313, toujours par trois individus âgés de 20 à 22 ans, armés comme antérieurement d'une mitraillette et de deux revolvers et dont l'un portait une barbe fournie. Une fusillade éclata entre les fugitifs et trois membres de la police secrète qui passaient par là, au cours de laquelle Melquiades Flores Gimenez, employé par ladite agence, fut grièvement blessé. Ils prirent là encore la fuite dans une Seat 124 de couleur jaune, qui les attendait dans une rue adjacente avec à bord un quatrième homme, voiture immatriculée B. 2674 K et louée par Jorge Solé Sugranyes le 7 février à l'agence de location Rual située rue de la Diputación n° 256.

Jointes aux pièces de l'instruction que nous avons transmises aux autorités compétente sous le n° 1208, vous trouverez les documents concernant l'identification des attaquants faite par le directeur et le caissier de l'agence monsieur Jorge Gracia Quero et Manuel Belda Vidal, qui après avoir visionné bon nombre de photos reconnaissaient parmi celles-ci et séparément celle de Jorge Solé Sugranyes.

Ils déclareront par la suite qu'ils croient reconnaître l'individu qui les a menacés d'un revolver, et que s'ils ne peuvent l'affirmer catégoriquement vue l'état de tension dans lequel ils se trouvaient, ils pensent que la photographie ressemble fortement à la personne qui nous intéresse.

L'enquête nous permet d'affirmer que Jorge Solé Sugranyes était titulaire d'un compte courant domicilié à l'agence attaquée. Compte approvisionné avec 3 000 pesetas qui fut ouvert à la mi-novembre et sur lequel nous n'avons pu constater aucun mouvement, ce qui nous amène à penser que son ouverture a servi à repérer les lieux. Auparavant, il fut aussi titulaire d'un compte à la Banque Hispano Americano, rue de Muntaner n° 105. Celui-ci,

ouvert début septembre, dévoile des mouvements concernant des sommes de 30 à 40 000 pesetas ainsi que d'autres de quantité inférieure. On y a aussi trouvé un ordre de paiement d'un reçu au bénéfice de l'administration de l'immeuble Mon de 7 000 pesetas qui servit à régler le loyer d'un appartement situé avenue José Antonio n° 321 au premier étage et que Jorge Solé Sugranyes partageait avec un jeune Français durant les mois de septembre, octobre et novembre de l'année dernière.

On a pu aussi prouver que, lors de l'attaque du 28 novembre contre la Banque Central du Paseo de Valldaura n° 245, la voiture qu'utilisaient dans leur fuite les malfaiteurs, une Seat 124 de couleur blanche, avait été louée le 4 octobre par Jorge Solé Sugranyes à l'agence Ital de la Traversera de Gracia n° 71. Ledit véhicule, auquel on avait remplacé les plaques minéralogiques par d'autres portant le n° B 876 354, fut découvert abandonné le 2 février au n° 174 de la rue Varsovia. Les malfaiteurs avaient parcouru 5 624 kilomètres.

De même, et pour l'attaque du 27 janvier dernier contre l'agence Banco de Vizcaya de la rue Capitan Arena n° 29 dont les auteurs prirent la fuite dans une Seat 124 foncé, nous avons pu prouver que Jorge Solé Sugranyes avait, depuis le 10 du même mois, loué la Seat 124 marron foncé n° M 948 664 à l'agence Autos Goya de la rue Balmes n° 122. Ladite voiture fut à son tour abandonnée le 5 février dans la rue Rosés, après avoir parcouru une distance de 733 kilomètres.

Antécédents concernant Jorge Solé Sugranyes aux archives de ce commissariat. :

Le 19 octobre 1972, accusé du vol d'une Seat immatriculée B 5779 D.

Le 1^{er} février 1973, vol d'une Seat 124 immatriculée M 948 664.

Le 28 février 1973, c'est au tour de la Seat immatriculée B 2674 K.

Il y a en outre un avis de recherche pour vol établi contre lui par la salle d'instruction n° 11 de ce tribunal en date du 8 novembre 1972, ainsi que par la salle n° 5, pour les mêmes faits et en date du 5 février 1973.

Dieu vous garde beaucoup d'années.

Le Chef supérieur (suivi de la signature)

**Rapport de la Brigada d'Investigación Criminal de Barcelone
(28 septembre 1973)**

Objet : Antécédents. N/Ref. : Archivos Generales 4975-737 et 3677-2

Monsieur, le juge d'instruction du tribunal militaire éventuel de Lérida,

En réponse à votre lettre, du 19 courant, reçue au commissariat central le 24 de ce mois, j'ai l'honneur de vous informer que les individus ci-dessous possèdent les antécédents suivants dans nos archives :

– José Luis Pons Llobet, né à Barcelone le 5 octobre 1955, fils de Juan et Maria Elena, célibataire, étudiant, domicile familial rue Mayor de Sarriá , 153, rez-de-chaussée. Le 17 mai 1971, dénoncé pour fugue du domicile familial, revient le 15 juillet 1971. Le 21 janvier 1972, dénoncé par son père pour fugue du domicile afin de participer à des activités subversives. Réintègre le domicile le 2 août 1972. Mentionné dans le complément d'informations n° 1208 de la BIC du 2 mars 1973 : découverte d'un sac contenant un pistolet, objets et documents, portant le nom d'Alejandro Saez Pons. Le 28 juillet 1973, cité dans l'information destinée à autoriser une perquisition au domicile de Maria Valcarcel Isasi. Le 28 juillet 1973, cité dans l'information n° 4554, remise au juge d'instruction de garde, pour falsification de documents. Le 8 août 1973, dénoncé pour vol de véhicule et utilisation de faux documents. Le 16 septembre 1973, détenu par la Garde civile de Puigcerdá en tant qu'auteur d'une attaque à main armée. Le 18 septembre 1973, perquisition au domicile de son père, Juan Pons Rovira.

– Oriol Solé Sugrañes, né à Barcelone le 4 janvier 1948, célibataire, typographe, fils de Luis et Concepción, domicilié à Toulouse 17, rue Henri-Dunant. Le 16 septembre 1973, détenu par la Garde civile de Puigcerdá en tant qu'auteur d'une attaque à main armée.

Le Chef supérieur de police de Barcelone,
Signé par P.D., le Secrétaire général régional

L'affaire Puig Antich

Texte de J. Barrot, extrait du journal *La Banque* n° 2 (1981)

En Espagne, dans les dernières années du franquisme, un mouvement social renaissait. Des grèves se succédaient, que la répression ne faisait que durcir. À l'instar de ce qui s'était passé en France, le besoin d'une théorie de la révolution pour notre époque suscitait un regain d'intérêt pour le passé révolutionnaire, l'Espagne de 1936-1939, mai 1937 à Barcelone et aussi les ancêtres allemands et italiens. Mais cet effort théorique était concomitant avec une lutte armée suscitée par la rencontre de la violence étatique et de l'impatience révolutionnaire. L'opposition de larges fractions de la population à une dictature inadaptée au capitalisme moderne alimentait chez nombre de révolutionnaires la croyance en la vertu de l'exemple ou en la nécessité de créer un *foyer* autour duquel se concentreraient les énergies prolétariennes.

Les camarades avec lesquels nous étions en relation étaient engagés dans un double processus de clarification et de confusion. La VT était en contact depuis plusieurs années avec un groupe qui avait donné naissance au Mouvement de libération ibérique, qui avait publié *Notes pour une analyse de la révolution russe* (texte ultra-gauche de 1967) et bien d'autres textes faits par des gens proches de la VT ou l'ayant fréquentée. Le MIL possédait la double structure qu'on trouve généralement dans les organes cherchant à remplacer l'Etat (comme l'IRA ou l'ETA) : une branche politique et une autre militaire. La première appuyait des grèves, publiait des textes, etc., la deuxième pratiquait braquages et attentats. Une erreur fondamentale de la VT et du Mouvement Communiste fut de ne pas davantage clarifier leurs relations avec les groupes rencontrés, et particulièrement avec les groupes étrangers. On discutait, on critiquait les erreurs, mais si cette critique était acceptée (souvent en paroles seulement), un accord formel scellait une collaboration qui laissait dans l'ombre des positions inacceptables. Le critère antistalinien, par exemple, nous entraîna à diffuser des tracts démocratiques sur la Tchécoslovaquie en 1970. On entretint longtemps des rapports peu critiques avec un petit parti mexicain dont il s'avéra qu'il participait parfois aux élections. On connaissait les actions illégales du MIL. On ne l'avait pas assez for-

mellement mis en garde contre le processus dans lequel la pratique le plaçait, contre la transformation de ses membres en révolutionnaires professionnels, incapables de vivre autrement que de braquages, de plus en plus déconnectés du mouvement social, et utilisant les idées communistes comme idéologie, justification d'une activité ressemblant trop à celle des groupes léninistes. Puig Antich, qui souhaitait arrêter l'action armée et convaincre les autres de l'imiter, fut arrêté avec plusieurs membres du MIL en septembre 1973. Ils risquaient la mort. Des membres du MIL vinrent demander au MC d'aider à briser le mur de silence qui avait entouré cette arrestation, et à éviter un procès expéditif et des condamnations dans l'indifférence générale. Deux types d'actions furent menées parallèlement. D'une part, on s'efforça de combattre la version de l'État espagnol qui présentait Puig et ses camarades comme des gangsters : cette lutte prit la forme du comité Vidal-Naquet (comité classique de personnalités démocrates). D'autre part, il fallait dire ce que nous pensions de l'affaire en tant que révolutionnaires (ce fut, entre autres, le n° 6 du Mouvement Communiste). P. Guillaume, qui déclara quatre mois plus tard qu'il ne considérait pas ce numéro comme un bon texte, se consacra presque exclusivement à contacter des personnalités, des journalistes pour faire pression sur Franco. Il y eut vite scission entre les deux activités. Pouvait-il en être autrement ?

Le milieu révolutionnaire, en tout cas, nous attaqua (Négation, Révolution Internationale), ou resta indifférent (GLAT). On accusa le Mouvement Communiste de mettre un pied dans l'antifascisme. Le Fléau Social, venu du Front homosexuel d'action révolutionnaire et ayant rompu avec lui, fut le seul groupe organisé à nous soutenir.

Puig Antich fut exécuté, sans doute principalement du fait de l'attentat réussi de l'ETA contre Carrero Blanco, le Premier ministre d'alors. Mais même s'il avait vécu, le bilan de l'affaire eut été fondamentalement négatif : le MC avait échoué à clarifier la question de la violence et de la solidarité révolutionnaire, il avait échoué à faire comprendre son point de vue aux révolutionnaires français et espagnols.

Les révolutionnaires n'ont pas besoin de martyrs. Le communisme est aussi fait de solidarité spontanée. Notre activité inclut une fraternité sans laquelle elle perd son contenu. Nous ne sommes pas

une armée qui déplace des pions : cela demeure vrai jusque dans les phases militaires d'une révolution.

Cependant, comme nous l'avons déjà dit (voir : Pour un monde sans morale), la survie biologique n'est pas pour nous une valeur absolue. Dans l'élan d'une insurrection, la notion de sacrifice perd tout sens car les insurgés se portent d'eux-mêmes au-devant du danger. Mais en dehors d'une période d'affrontement massif ? Comment manifester notre solidarité à un révolutionnaire menacé de mort sans dénaturer le sens de son action ? Il n'y a pas de réponse précise à cette question. On peut seulement énoncer quelques principes simples.

Il n'existe pas de pureté révolutionnaire que la plus petite compromission souillerait irrémédiablement. Puig Antich préférerait être sauvé par des interventions bourgeoises plutôt que de mourir dans la *pureté révolutionnaire*. Que des démocrates bourgeois intervinssent pour lui sauver la vie, nul dans nos rangs n'aurait songé à s'y opposer. Mais toute la question était de savoir comment susciter de telles interventions. Il faut prendre au mot la démocratie et faire en sorte que les démocrates fassent leur travail sans dissimuler ce que nous pensons de la version démocratique du capitalisme : plus facile à dire qu'à faire. Les révolutionnaires ne peuvent faire bouger l'opinion publique, car dès l'instant où l'on se place sur son terrain, on cesse d'être révolutionnaire. On peut écrire dans un journal pour exercer une pression au profit de quelqu'un, jamais pour faire passer des positions de fond.

Nous n'avons pas le culte du héros et si un camarade se reniait au moment du danger, nous ne le jugerions pas davantage que tous les prolétaires qui *acceptent* chaque jour de se soumettre à la dictature du salariat. Simplement, il tomberait en dehors de notre activité commune.

Dans le cas de Puig, c'était une chose de contacter telle ou telle personnalité pour lui exposer la vérité, c'en était une autre de constituer un comité qui devait inévitablement vivre sa vie de comité, mener une existence propre, franchir une limite au-delà de laquelle la logique démocratique l'emportait sur tout le reste. S'il ne recherche pas la mort et s'il n'hésite pas à profiter des contradictions de l'ennemi (en l'occurrence, la lutte entre démocratie et dictature) le radical en guerre contre l'ordre social ne peut faire tout

à coup comme s'il ne jouait plus, simplement parce qu'il risque de perdre la vie, sous peine d'ôter toute portée à ses actes. Il y avait une ambiguïté fondamentale à se battre pour qu'on épargne Puig et ses camarades en essayant de les faire reconnaître comme des politiques et en refusant l'étiquette *gangster* : c'était vouloir substituer une étiquette à une autre, et si Puig était radical, il ne pouvait guère se reconnaître dans un statut de prisonnier *politique*, statut que nous avons reproché aux maoïstes français de réclamer. Quitte à se battre sur le terrain de la démocratie, le minimum aurait peut-être été de proclamer que nous ne dissociions pas le cas de Puig de celui des autres condamnés à mort du franquisme. Et de fait, Franco fit exécuter en même temps que Puig un *droit commun*, pour faire bonne mesure. Le malheureux, plus encore que Puig, fut le dindon de cette sinistre farce.

Le n° 6 du MC fut le dernier. La lamentable affaire espagnole, dans laquelle il avait perdu sur tous les tableaux, révélait la faiblesse du MC, encore aggravée par le fait qu'il ne dressa pas le bilan de son activité. La brochure de G. Dauvé, *Violence et solidarité révolutionnaire* (1974), s'efforçait de faire le point. Les critiques qu'elles contenaient ne furent jamais discutées entre les *ex-membres* du MC. Ce texte n'était que relativement satisfaisant, car il ne s'attaquait pas au principe même de l'action dans le comité Vidal-Naquet. Il se concluait par le programme suivant :

- « 1. Constater la non-communauté [au moins provisoire) avec toutes sortes de gens (...).
2. Refuser de cautionner des suicides collectifs. En pratique, rompre, non pas obligatoirement avec ceux qui font une analyse différente de la violence, mais par principe avec tous ceux qui sont incapables de donner une définition claire de leur propre usage de la violence.
3. Reprendre la théorie, en développant, comme on peut, liens et contacts.
4. En particulier, reprendre l'analyse du mouvement communiste actuel. On déplacerait le problème en le centrant sur les groupes qui ont failli (...). L'important est de voir de quoi ces faillites sont le signe et le produit. »

Seuls les deux premiers points ont été réalisés les années suivantes. La Banquise s'efforce d'appliquer les deux derniers, *mutatis mutandis*.

Le manque de ligne générale, aussi bien que le défaut d'approfondissement des principes d'une action révolutionnaire s'étaient traduits en 1972 et avant par une agitation désordonnée. En 1973, lorsque le MC se trouva confronté à une question de vie ou de mort, ces lacunes se révélèrent fatales. Les liens entre les gens qui avaient produit le MC se distendirent. Si l'action de ce dernier groupe fut critiquable, l'inertie du milieu révolutionnaire confronté à l'affaire espagnole ne valait pas mieux. L'incapacité de ce milieu à prendre une position commune sur la question, à conduire une action collective qui aurait pu aussi bien se résumer à la diffusion de textes, cette incapacité ne fut pas pour rien dans la dérive terroriste qui prit la forme des GARI...

BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages ou documents suivis d'un astérisque sont disponibles au CRAS.

Textes écrits ou traduits par des membres de l'ET, de l'EE, de l'EO, de la Bibliothèque, du MIL/GAC et de Mayo 37

- *El movimiento obrero en Barcelona* (Le mouvement ouvrier à Barcelone). Texte de l'ET, ronéoté par l'EE à Toulouse en février 1970, 34 pages, format 11,5x17, puis imprimé sur offset à Toulouse en mars 1970.
- *Diccionario del militante obrero** (Dictionnaire du militant ouvrier). Brochure signée Comisiones obreras-Nuestra Clase. 80 pages, format 12x15,2, éditée par l'Equipo Exterior de Nuestra clase à Toulouse en août 1970.
- *Europa salvaje : estudio sobre el movimiento de huelgas salvajes en Europa en la segunda mitad del siglo XX.* (Europe sauvage : étude sur le mouvement de grèves sauvages en Europe dans la seconde moitié du 20^e siècle). Texte traduit par l'ET, édité par Plataformas en janvier 1971.
- *¿ Qué vendemos ? ; Nada ! ; ¿ Que queremos ? ; Todo !** (Que vendons-nous ? Rien ! Que voulons-nous ? Tout !). Texte collectif de 1971.
- *La lucha contra la represión : la policia y sus metodos, las medidas de seguridad, la contra-represión* (La lutte contre la répression : la police et ses méthodes, les moyens de sécurité, la contre-répression). Brochure collective. Éditée par Plataformas et imprimée par l'EE à Perpignan ou à Toulouse en mars 1971.
- *Boicot : Elecciones sindicales : no a la legalidad burguesa* (Boycott des élections syndicales : non à la légalité bourgeoise). Brochure écrite et signée de fusils alignés barrés du chiffre 1000 - 14 pages, format 11x16. Éditée par l'EE à Toulouse en mars 1971.
- *Proletariado y organización* (Prolétariat et organisation), texte de Paul Cardan, traduit par l'ET et édité par Plataformas, sans signature, à Barcelone, en avril 1971.

– *Como luchar contra los cronometrajes* (Comment lutter contre les chronométrages). Texte écrit et édité par Plataformas, sans signature, à Barcelone, en avril 1971.

– *Partido y clase obrera* (Parti et classe ouvrière), texte d'Anton Pannekoek, traduit par l'ET et édité par Plataformas, sans signature, à Barcelone, en avril 1971.

– *Notas para un análisis del conjunto de « nuestra tendencia » y sus perspectivas** (Notes pour une analyse de l'ensemble de « notre tendance » et de ses perspectives). Circulaire interne signée « Pour l'Équipe Théorique, le comité responsable de l'ET ». Texte en français, 8 pages, format 21x29,7. Il est probable que ce texte soit de 1971, traduit en français en 1973 avec une date erronée, daté : Barcelone, le 21 avril 1973.

– *Manifiesto jusqu'abutista* (Manifeste jusqu'aboutiste) ou *Revolución hasta el fin* (Révolution jusqu'à la fin). Texte écrit par l'ET avec la collaboration de l'EO sur sa première partie. Imprimé par la seconde EO avec du matériel dérobé par l'EE, à Barcelone en mai 1971.

– *La lucha de Santa Coloma* (La lutte de Santa Coloma). Texte écrit par l'EO mais édité et signé par les GOA, à Barcelone, en juin 1971.

– *Los consejos obreros en Hungría* (Les conseils ouvriers en Hongrie). Texte traduit par l'ET et édité par les GOA à Barcelone, en juillet 1971.

– *La lucha contra la explotación* (La lutte contre l'exploitation). Édité par l'EO, à Barcelone, en septembre 1971.

– *Notas para un análisis de la revolución rusa* (Notes pour une analyse de la révolution russe). Textes de Jean Barrot publiés en France en 1968. Traduits par l'ET et édités par les GOA, à Barcelone, en septembre 1971. Textes réédités en France, dans *Communisme et question russe* de J. Barrot aux éditions du Futur antérieur, en 1972.

– *El derecho a la pereza* (Le droit à la paresse) de Paul Lafargue. Traduit de l'édition Maspéro par l'ET, à Barcelone, en janvier 1972.

– *Las huelgas en Polonia* (Les grèves en Pologne). Article extrait d'ICO traduit par l'ET, à Barcelone, en janvier 1972.

– *La revolución alemania* (La révolution allemande). Article extrait d'ICO traduit par l'ET, à Barcelone, en janvier 1972.

– *La comuna* (*La Commune : Paris 1871, Kronstadt 1921 ou Pologne 1970-1971*). Traduit de l'édition Spartacus en septembre

1971 par l'ET et édité par l'ET sans signature à Barcelone, en février 1972.

– *Estudio económico ou análisis económico de España* (Étude économique). Texte collectif de l'ET et de l'EE. Edité à Barcelone en avril 1972.

– *Dos anys de resistència** (Deux ans de résistance). Texte bilan écrit par Oriol. 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Trouvé à Bessières (Haute-Garonne) durant l'été 1972.

– *Tareas politicos-practicas de una biblioteca socialista** (Tâches politiques et pratiques d'une bibliothèque socialiste). Un texte de la bibliothèque à usage interne. 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, octobre 1972.

– *Sobre l'agitación armada** (Sur l'agitation armée). Texte écrit par le MIL/GAC en octobre 1972 et publié dans *CIA* n° 1, à Toulouse, en avril 1973.

– *Sans titre**. Communiqué du MIL/GAC diffusé à Barcelone après l'attaque de la banque du 28 novembre 1972.

– *Objectivos de la biblioteca : cinco temas a cubrir** (Objectifs de la bibliothèque : cinq thèmes à couvrir). Texte de la bibliothèque à usage interne. Une page (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, fin 1972 ou début 1973.

– *Basem la nostra practica** (Fondons notre pratique). Texte (brouillon) interne du MIL/GAC. Une page (photocopie), 21x29,7. Barcelone, fin 1972.

– *Multiplificación de los Grupos de Combate** (Multiplication des Groupes de Combat) ou *La actual coyuntura* (L'actuelle conjoncture). Document sans titre. Texte interne du MIL/GAC. 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, décembre 1972.

– *Capital y trabajo** (Capital et travail). Texte de l'ET/bibliothèque (?) décembre 1972. Publié en français dans *Éléments d'information sur l'activité des « Gangsters de Barcelone »*, brochure éditée par les éditions Mayo 37, à Paris, en janvier 1974.

– *La Biblioteca Socialista como estrategia política** (la Bibliothèque Socialiste comme stratégie politique). Un brouillon de la Bibliothèque à usage interne. 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, décembre 1972.

– *El antiautoritarismo de la lucha obrera en Barcelona** (L'anti-autoritarisme de la lutte ouvrière à Barcelone). Texte (brouillon) du

Petit tamponné par le MIL/GAC. Une page (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, fin 1972 ou début 1973.

– *Situacio actual i prespectives immediates d'els grups** (Situation actuelle et perspectives immédiates des groupes). Texte à usage interne signé par Montes. Une page (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, début 1973.

– *¡ Coño ! dejarle explicarse, ¿ no ? ** (Putain ! Laissez-le s'expliquer, pas vrai ?). Lettre à usage interne écrite par Montes. Une page (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, début 1973.

– *Entre Mayo 37 et l'agitation armée** (texte en français). Texte du GAC/MIL daté mars 1973. 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Document édité par Mayo 37 dans la brochure : « Sur l'activité des « Gangsters » de Barcelone. Éléments d'informations », en janvier 1974.

– *Consideraciones sobre estrategia** (Considérations sur la stratégie). Texte interne écrit par le Petit. Une page (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, mars 1973.

– *Anexo a Consideraciones sobre estrategia** (Annexe à Considérations sur la stratégie). Texte à usage interne écrit par le Petit. Une page (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, fin mai 1973.

– *Lettre au « Congrès 001 ». Camarades de l'extérieur**. Texte de membres du MIL/GAC. Une page (photocopie), format 21x29,7. Daté : Toulouse, le 17 mars 1973.

– *La agitación armada : Barcelona bajo el terrorismo** (L'agitation armée : Barcelone sous le terrorisme) texte du MIL/GAC. Document à la fois en français et en espagnol. 3 pages, format 21x29,7. Imprimé à Toulouse en mars ou avril 1973.

– *Cronología : anexo texto de « la banda Sten »** (annexe du texte de la bande à la Sten). 2 pages, format 21x29,7. Cette chronologie sera reproduite dans *CIA* n° 1. Imprimé à Toulouse en mars 1973.

– *CIA, Conspiración Internacional Anarquista, n° 1**. Du MIL/GAC. 74 pages, format 21x29,7. Imprimé et édité à Toulouse en avril 1973.

– *Les armes du guérillero urbain** (texte en français). Tamponné MIL/GAC. 18 pages, format 21x29,7. Imprimé à Toulouse en avril 1973.

– *Agitación armada – movimiento real** (Agitation armée – mouvement réel). Un brouillon (photocopie), de 6 pages, format 21x29,7, écrit par le Metge pour un texte à usage interne. Barcelone, printemps 1973.

- *Apunte de discusión** (Base de discussion). Texte interne du MIL/GAC écrit par le Metge. 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Imprimé à Toulouse et daté du 25 avril 1973.
- *La violencia revolucionaria* (La violence révolutionnaire) d'Émile Marensin (pseudonyme, en fait l'auteur est Jacques Baynac). Traduit et édité, comme supplément à CIA n° 1, par les membres du MIL/GAC au début de l'été 1973.
- *La agitación armada exigencia tactica del movimiento obrero** (L'agitation armée exigence tactique du mouvement ouvrier). Communiqué signé MIL/GAC diffusé sur le lieu de deux attaques de banque à Barcelone en juin 1973.
- *Historia « terrible » diciembre 1972-julio 1973**. Brouillon (photocopie), de plusieurs pages, format 21x29,7 écrit par le Metge. Barcelone, 1973.
- *¿ La historia nos absolvera ?** (L'histoire nous absoudra ?). Chronologie de 1967 à juillet 1973. Document interne rédigé par le Petit et Montes. 3 pages (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, juillet 1973.
- *CIA, Conspiración Internacional Anarquista, n° 2**. Signé éditions MIL. 66 pages (photocopie), format 21x14,5. Imprimé et édité à Toulouse en août 1973.
- *Esquema sobre la historia del MIL** (Schéma sur l'histoire du MIL). Texte du Petit. Une page (photocopie), 21x29,7. Barcelone, septembre 1973.

Textes internes de Mayo 37

- *Biblioteca – Estrategía antiautoritaria y biblioteca** (Stratégie anti-autoritaire et bibliothèque). 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, 8 mai 1973.
- *Sobre la constitución del comité X** (Sur la constitution du comité X)*. 2 pages (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, juin 1973.
- *Réflexions sur la bibliothèque « Mayo 37 »**. Texte de 2 pages (photocopie), format 21x29,7. France, septembre 1973.
- *Circulaire de Mayo 37**. France 1974 ou 1975. Document édité dans « Las 1000 y una del 1000 », texte de 8 pages, format 15x21. Barcelone, mars 1984.

Les revues éditées par Mayo 37

- 1937, *Guerre des classes. 1973, Guerre des classes**. Préface (traduite en français) signée Mayo 37 pour le premier livre des éditions Mayo 37. 6 pages, format 21x29,7. Barcelone, 1973.
- *Entre la revolución y las trincheras** (Entre la révolution et les tranchées), textes de Camilo Berneri. 61 pages, format 13,5x21. Imprimé à Toulouse en juillet-août 1973.
- *La lucha en los barrios* (La lutte dans les quartiers) (tomos 1 y 2). Textes réédités à Toulouse en juillet-août 1973.
- *¿ Qué vendrá después del capitalismo ?** (Qui succédera au capitalisme ?), textes de Tomori-Balasz. 37 pages, format 14,5x21. Imprimé à Toulouse en juillet-août 1973.
- *Violencia revolucionaria, Barcelona 73** (Violence révolutionnaire). Signé GAC/Mayo 37. 35 pages, format 14,5x21. Imprimé à Toulouse en novembre 1973.
- *La crisis : ¿ vamos hacia un nuevo 29 ?* (La crise : allons-nous vers un nouveau 29 ?). Imprimé à Toulouse en novembre 1973.
- *Los consejos obreros en Alemania* (Les conseils ouvriers en Allemagne), de Anton Pannekoek. Imprimé à Toulouse fin 1973 ou début 1974.
- *Sur l'activité des « gangsters » de Barcelone – Éléments d'information**. Document en français. 33 pages, format 21x29,7. Imprimé en janvier 1974.
- *Sobre la organización de clase en la revolución alemania – 1920-1921** (Sur l'organisation de classe dans la révolution allemande). 57 pages, format 14,5x21. Imprimé à Toulouse en 1974.
- *Dossier : Térmica – San Adrián del Bésos**. 42 pages, format 14,5x2. Imprimé à Toulouse en février 1974.
- *Lenin y la revolución** (Lénine et la révolution) de Anton Ciliga. 72 pages, format 14,5x21. Imprimé à Toulouse en 1974.
- *Sobre la organización de clase, Barcelona 1973** (Sur l'organisation de classe). 103 pages, format 14,5x21. Imprimé à Toulouse en 1974.
- *Entre la revolución y las trincheras** (Entre la révolution et les tranchées). 58 pages, format 14,5x21. Réédition imprimée à Toulouse en 1974.
- *Sobre la miseria en el medio estudiantil** (Sur la misère en milieu

étudiant), de Mustapha Khayati. 31 pages, format 14,5x20. Imprimé à Toulouse en 1974.

– *Violencia y solidaridad revolucionaria** (Violence et solidarité révolutionnaire), de Jean Barrot. 40 pages, format 14,5x21. Imprimé à Toulouse en 1974 ou début 1975.

– *Jalones de derrota : promesa de victoria** (Jalons de la défaite : promesse de victoire), de Grandizo Munis. 30 pages, format 14,5x20,5. Imprimé à Toulouse en 1975.

Écrits et publications après les arrestations de septembre 1973

– *1000 ou 10000**. Texte écrit par des membres de l'ex-MIL incarcérés à la prison Modelo de Barcelone. Signé Groupes autonomes de combat, septembre 1973. Document traduit en français. Format 21x29,7, 2 pages. Édité et réédité par de nombreux groupes de solidarité à l'ex-MIL en Espagne, France, Italie, Belgique, Angleterre... Publié à l'extérieur à partir de décembre 1973.

– *Victimas de la represión y victimas de los « organizadores de la solidaridad »** (Victimes de la répression et victimes des organisateurs de la solidarité). Texte signé GAC et Mayo 37, publié dans *Violencia revolucionaria, Barcelona 73* en novembre 1973.

– *Estudio sobre la represión** (Étude sur la répression). Texte écrit par Oriol Solé incarcéré à la prison Modelo de Barcelone. 10 pages (photocopie), format 21x27, daté de décembre 1973.

– *GAC, septembre 73 : Au mouvement communiste**. Document (traduit en français) de 3 pages, format 21x29,7, extrait du livre : *El MIL y Puig Antich* d'Antonio Tellez. Texte écrit par des membres de l'ex-MIL incarcérés à la prison Modelo de Barcelone. Publié à l'extérieur en mars 1974.

– *GAC, septembre 73 : Aux groupes autonomes (Sancho-Eva et Vasco-Quim)**. Document (traduit en français) de 2 pages, format 21x29,7, extrait du livre : *El MIL y Puig Antich* d'Antonio Tellez. Texte écrit par des membres de l'ex-MIL incarcérés à la prison Modelo de Barcelone. Daté de mars 1974.

– *Merconna**. Lettre de Salvador Puig Antich adressée à l'une de ses sœurs. Une page (photocopie), format 21x29,7. Barcelone, décembre 1973.

- *Arrestations du 16 janvier 1974**. Texte signé « Ex-MIL et Groupes Autonomes d'Intervention ». Publié dans la brochure « La vérité sur les emprisonnés de Barcelone, Spécial ex-MIL, Espagne libertaire, n° 00 ». Une page, format 21x29,7. Paris, février 1974.
- *Cher Quim**. Document traduit en français extrait de Sari Espagne (OCL Arles) n° 8, avril 1978. Une page (photocopie), format 21x29,7. Lettre de Salvador Puig Antich adressée à son frère. C'est l'une des trois dernières qu'il écrivit à la veille de son exécution. Barcelone, mars 1974.
- *La utopia dinamitada ? – Reflexions necessàries en l'aprofundització comunista i revolucionària del moviment real** (L'utopie dynamitée – Réflexions nécessaires dans l'approfondissement communiste et révolutionnaire du mouvement réel). Document en langue espagnole et préparé pour l'impression par les éditions Mayo 37, mais il n'a jamais été édité. Photocopie de 17 pages, format 14,5x21. Texte d'Oriol Solé Sugranyes, écrit en 1975 alors qu'il était incarcéré à la prison Modelo de Barcelone.

Bibliographie sélective

Nous avons cité seulement les ouvrages et les documents que nous avons utilisés ou consultés. Ils sont disponibles au CRAS.

- *Contribution au programme des conseils ouvriers en Espagne*. Texte dans l'Internationale situationniste n° 10, Paris, 1966.
- *Pequeña historia de la llamada Acracia*, brochure des Acratas. Madrid 1969.
- *Harry Walker – 62 días de huelga* signé par Trabajadores de Harry Walker. Brochure éditée à Barcelone en juin 1971.
- *Articles de presse et documents divers, en diverses langues, sur le MIL, de 1971 à 2006*. Compilation CRAS, Toulouse.
- *Affiche / photo de l'arrestation d'Oriol en 1971*. CRAS, Toulouse.
- *Photos*, certaines tamponnées : archives MIL, de 1971 à 1974. Compilation CRAS, Toulouse.
- *Photos de membres de l'ex-MIL, 1973 à 1976*. Compilation CRAS, Toulouse.
- *Documents policiers / judiciaires sur les membres du MIL de 1971 à 1974*. Compilation CRAS, Toulouse.

- *Cinq affiches de solidarité avec les ex-MIL de 1973-1974*. Compilation CRAS, Toulouse.
- *Textes et interviews d'ex-MIL à divers médias de 1975 à 2006*. Compilation CRAS, Toulouse.
- *La guerre civile en Espagne. 1973*. Brochure de la revue *Le mouvement communiste* n° 6. Paris, octobre 1973.
- *Dossier MIL – Movimiento Iberico de Liberación a los Grupos Autónomos de Combate y ediciones Mayo 37*. Brochure du Comité de solidaridad presos MIL. Barcelone, d'octobre à décembre 1973. Ainsi que divers documents de ce comité.
- *Gangsters ou révolutionnaires ? (La vérité sur les emprisonnés de Barcelone)*. Brochure du Comité vérité pour les révolutionnaires espagnols (Comité Vidal-Naquet). Paris, octobre 1973. Ainsi que divers documents de ce comité.
- *¿ Atracadores o revolucionarios ?* Colectivo de presos políticos anti-autoritarios. Cárcel Modelo de Barcelona, novembre 1973.
- *Conclusions provisoires*. Rapport (en français et espagnol) du procureur (le fiscal) juridique militaire qui réclame deux peines de mort pour Puig Antich et la prison pour Pons Llobet et Maria Fernandez. Barcelone, 26 novembre 1973.
- *Dossier MIL/GAC*. Brochure du Comité vérité pour les révolutionnaires espagnols. Genève, novembre 1973.
- *À tous les compagnons, à tous les révolutionnaires, à l'opinion internationale*. Groupes anarchistes et syndicalistes espagnols de Acción directa (clandestins). Commune libre. Toulouse, décembre 1973.
- *L'Espagne : Que faire maintenant ?* Texte de Marie Laffranque. Toulouse, décembre 1973.
- *L'antifascisme dans un verre d'eau de Vichy*. Texte collectif signé V. Brisset, N. Will, J. Cicero, J.-Y. Bériou, A. Ajax, de la revue *Négation*. Décembre 1973.
- *À propos des emprisonnés de Barcelone*. Texte signé Hembé dans *Révolution Internationale* n° 6. Texte critique sur la pratique du MIL/GAC et sur l'alliance Mouvement communiste avec le bourgeois P. Vidal Naquet au sein du Comité vérité pour les révolutionnaires espagnols. Paris, décembre 1973.
- *Soutien aux emprisonnés du Mouvement Ibérique de Libération*. Brochure du Comité de soutien de la rue Brouardel (domicile de

Marie Laffranque). Toulouse, décembre 1973. Document édité plusieurs fois en 1974 et complété par d'autres informations. Ainsi que divers documents de ce comité.

– *Manifeste de soutien au MIL*. Texte du Collectif des prisonniers politiques anti-autoritaire de la prison Modelo de Barcelone. Toulouse, décembre 1973.

– *Tracts et documents (d'information et de soutien)* en plusieurs langues de 1973 à 1975. Compilation CRAS, Toulouse.

– Documents internes de l'ORA à propos du MIL de 1973 à 1974. Compilation CRAS, Toulouse.

– *Note de l'observateur judiciaire* (concernant le procès du MIL devant le Conseil de guerre de Barcelone les 8 et 9 janvier 1974), Serge Lévy, avocat, membre de la LDH belge. Bruxelles, 14 janvier 1974.

– *Rapport de Me Christian Grobet, avocat aux Barreaux de Genève et Zurich*. Observateur de la Commission Internationale des Juristes (au procès du 8 janvier à Barcelone des membres du MIL). Rapport présenté lors d'une conférence de presse à Genève le 9 janvier 1974.

– *L'État et la révolution. Puig Antich - Heinz Chez*. Anonyme. Tomes 2 et 3, Dublin (en fait, Paris), 1974.

– *Informations recueillies à Toulouse le 2 février 1974* lors de la conférence de presse de la Ligue des droits de l'homme et du Comité Soutien-Vérité pour les emprisonnés du MIL. Toulouse, février 1974.

– *Solidarité*. Brochure du Comité de soutien au MIL. Bruxelles, février 1974. Et divers documents de ce comité.

– *Spécial ex-MIL, Espagne libertaire*, n° 00, du Comité de soutien aux emprisonnés de Barcelone. Paris, février 1974. Ainsi que divers documents de ce comité de la rue des Vignoles/ORA.

– *Puig Antich garrotté*. Du Comité de soutien et vérité pour les emprisonnés de l'ex-MIL. Imprimerie La ruche ouvrière. Paris, mars 1974.

– *La gorge serrée – Rapport sur les conditions de la manifestation du 9 mars à Paris*. Tract, Paris, 15 mars 1974.

– *Salvador Puig Antich assassiné, sauvons ses camarade du MIL*. Brochure d'un comité de soutien. Bruxelles, mars 1974.

– *Réactions en Espagne après l'assassinat de Puig Antich*. Rapport du Comité de solidarité presos MIL, traduit et diffusé par le

Comité de soutien et vérité aux emprisonnés de l'ex-MIL. Paris, 20 mars 1974.

– *Conférence de presse*, donnée par Maître Oriol Arau Fernandez, avocat de Puig Antich. Perpignan, le 30 mars 1974.

– *In memoriam Puig Antich*. Texte critique du groupe Le Fléau social envers les groupes d'ultra-gauche qui n'ont rien fait pour les ex-MIL. Paris, 1974.

– *Puig Antich garrotté*. Comité de défense des emprisonnés politiques de l'État espagnol. Mai 1974.

– *M. Suarez, votre (argent) nous intéresse !!* Brochure du Groupe du 18 juin, Saint-Balthazar. Lille, juin 1974.

– *Solidaridad Española*. Comité Espagne, juin 1974.

– *Violence et solidarité révolutionnaire* de Jean Barrot. Édition de l'oubli. Paris, juillet 1974.

– *¿ Gangsters o revolucionarios ?* Texte de prisonniers de la prison Modelo. Barcelone, 19 juillet 1974.

– *Mémoire*, judiciaire (en français et espagnol) et peines demandées concernant le procès d'Oriol Solé Sugranyes et Pons Llobet. Barcelone, juillet 1974.

– *Compte rendu du procès de Oriol Solé Sugranyes, José Luis Pons Llobet devant le Conseil de guerre de Barcelone le 23 juillet 1974*. Comité de soutien, Toulouse, août 1974.

– *Le spectre de Fu man chu et la main noire SA.* Texte écrit par le groupe CIAR (composé d'ex-membres de Resistencia et d'autres individus). Texte qui analyse la situation après les procès d'Oriol et Queso et la détention des membres des GAC et GARI emprisonnés à Paris. Barcelone, août 1974.

– *Dossier OLLA*, 1974. Compilation CRAS, Toulouse.

– *Information sur quelques détenus de la prison Modelo de Barcelone*. Texte provenant du Comité de Barcelone et traduit en français. Toulouse, novembre 1974.

– *Comité de défense des libertaires traduits en Conseil de guerre à Barcelone*. Texte du Comité de défense Procès de Barcelone. Paris, 6 mai 1975. Ainsi que divers documents de ce comité.

– *¡ Coño !* Ediciones Conspiración. Imprimé à Toulouse, juillet 1975.

– *L'Anarchisme espagnol (Action révolutionnaire internationale 1961-1975)*, d'Octavio Alberola et Ariane Gransac. Éditions C. Bourgeois, Paris, 1976.

- *Situations et perspectives de l'anarchisme espagnol* de Freddy. *La lanterne noire* n° 5, Meudon-la-Forêt, mai 1976.
- *El Mil, Puig Antich y los GARI 1969-1976*, de Telesforo Tajuelo. Éditions Ruedo Iberico. Paris, 1977.
- *A proposito de Puig Antich, carta abierta a la redacción de Por Favor*. Publié dans le n° 153. Barcelone, 6 juin 1977.
- *Diez, MIL, Cien MIL...*, Santi Soler, *Askatasuna* (journal), Pays basque sud, juin 1979.
- *EL 1000 y el movimiento obrero*, Santi Soler, *Askatasuna* (journal), Pays basque sud, février 1980.
- *Le roman de nos origines. La banquise* n° 2. Paris, 1981.
- *Respuestas mevas al questionari*. Santi Soler, Interview de Juanjo Fernandez pour le journal *Egin*. Barcelone, 1984.
- *Habla el « cerebro » del MIL (Le cerveau du MIL parle)*. Interview de Santi Soler. *Egin* du 4 mars 1984.
- *Els errors del dossier Puig Antich a El País* (Les erreurs du dossier Puig Antich dans le journal *El País* des 26/27/28 février 1984). Notes de Santi Soler envoyées au journaliste Ramon Barnils. Barcelone, mars 1984.
- *Las 1000 y un del 1000*. Brochure sur le MIL. Barcelone, mars 1984.
- *La torna de la torna. Salvador Puig Antich i MIL* de Carlota Tolosa. Éditions Empuries. Barcelone, 1985.
- *1000 – Histoire désordonnée du MIL* d'André Cortade. Éditions Dérive 17. Perpignan, 1985.
- *Ni 1000 ni MIL*. Scénario de Manuel Muntaner et Jordi Solé, pour un film de Manuel Muntaner. Barcelone/Madrid, commencé en 1986...
- *Lettres/témoignages d'ex-MIL ou d'acteurs de cette période*, de 1991 à 2006, l'essentiel en réponse aux auteurs du livre. Compilation CRAS, Toulouse.
- *Dossiers Individus ex-MIL, 1995-2006*. Compilation CRAS, Toulouse.
- *Interview de Rouillan Jean-Marc*, dans l'hebdomadaire catalan *El Temps*, Barcelone, 1994.
- *El Mil y Puig Antich*, d'Antonio Tellez. Éditions Virus, Barcelone, mars 1994.
- *El Mil y Puig Antich*, traduction (non éditée) du livre en français d'Antonio Tellez. CRAS, Toulouse, 1995.

- *Interviews (cassettes audios) d'ex-MIL ou d'acteurs de cette période, de 1995-2006*, par J.-C. Duhourcq et A. Madrigal, Toulouse.
- *Antología poetica popular a la memoria de Salvador Puig Antich*, de Ricard de Vargas-Golarons. Éditions AEP (Ateneu Enciclopèdic Popular). Barcelone, mars 1996.
- *Cuenta atrás*, de Francesc Escribano. Ediciones Peninsula. Barcelone, 2001.
- *Solé Jordi – Respostes al questionari MIL*, de Sergi Rosés Cordovilla, Barcelone, mars 2001.
- *Résum conserva amb Pons Llobet i Solé Sugranyes*, de Sergi Rosés Cordovilla, Barcelone, 21 mars 2001.
- *E. Nunez – respostes al questionari*, de Sergi Rosés Cordovilla, Barcelone, mars 2001.
- *Resumen de las conversaciones con Marcelo Lopez*, de Sergi Rosés Cordovilla, Barcelone, juin/juillet 2001.
- *EL MIL : una historia politica*, de Sergi Rosés Cordovilla. Ali-kornio ediciones, Barcelone, mars 2002.
- *Salvador Puig Antich – 30 anys menys (1974-2004)*, del Centre de documentacio historico-social/Ateneu enciclopèdic popular. Liste des archives et documents sur le MIL et cette période que possède le CDH-S. Bulletin n° 6, Barcelone, 2 mars 2004.
- *Il y a trente ans, Salvador Puig Antich*, de Nososotros. Édition La Remembrance, Saint Amand-Montrond, mars 2005.
- *Retour sur les années de braise – les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, par le Collectif Éphémère. Éditions CRAS, Toulouse, mars 2005.
- *MIL*. Film réalisé par Martina Loher Rodriguez. Genève, 2006.
- *El fons MIL : entre el record i la historia*, d'Antoni Segura et Jordi Solé. Publié par le Centre de documentation CEHI et les éditions Afers. Barcelone, 2006.
- *El MIL i Puig Antich – La tergiversacio historica continua*, brochures avec diverses contributions. Barcelone 2006.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	p. 5
Identification de quelques collectifs et des divers protagonistes cités	p. 11
Introduction	p. 15
I – De l’ET, des EO aux Éditions Mayo 37	p. 19
Gestation et formation de l’Équipe Théorique	p. 23
Grève générale à Harry Walker	p. 33
Les éditions avant celles de Mayo 37	p. 47
De la bibliothèque aux Éditions Mayo 37	p. 58
Dissensions et polémiques au sein du MIL	p. 69
II – De l’Équipe Extérieure au MIL/GAC	p. 79
Arrivée d’Oriol en France	p. 84
Création du 1000, du MIL et des GAC... ..	p. 111
Le MIL/GAC en action	p. 143
La vie quotidienne	p. 195
Le printemps-été du MIL/GAC	p. 211
III – Du Congrès à l’exécution d’Oriol	p. 223
Le Congrès et l’autodissolution du MIL	p. 225
Les arrestations	p. 242
La solidarité	p. 265
Le Metge condamné à mort	p. 291
Oriol assassiné	p. 305
Que sont devenus ceux du MIL et de Mayo 37 ?	p. 310
Conclusion	p. 315
Annexes (Sigles, textes MIL, documents)	p. 317
Bibliographie	p. 365

CENTRE DE RECHERCHES SUR L'ALTERNATIVE SOCIALE

Le CRAS est un centre de documentation créé en 1979, affilié à la FICEDL (Fédération internationale des centres et de documentations libertaires). L'objectif de l'association est de recueillir les traces de ces luttes passées et présentes, de ces expériences alternatives, individuelles ou collectives et de ces moments de rébellion, qu'ils soient des révoltes sans lendemain ou qu'ils s'inscrivent dans un projet de bouleversement de l'ordre établi. Son but est aussi de rassembler des documents critiques sur le monde et son devenir.

L'essentiel des archives couvre la période de la fin des années 1960 à nos jours. Notre démarche est marquée par le désir de se réapproprier notre mémoire et de ne pas laisser aux *vainqueurs* et aux tenants de la pensée dominante le soin d'écrire *notre* histoire. Leur vision n'est pas la nôtre. Pour ce faire, le CRAS mène une activité d'édition.

Les archives sont consultables par qui le désire, que cela soit pour sa culture personnelle ou pour produire un document.

CRAS – BP 51026 – 31010 Toulouse cedex 6
cras.toulouse@wanadoo.fr

PUBLICATIONS DU CRAS

- *La légalité contestée*, de Dominique Grein. Textes issus d'une présence libertaire dans l'entreprise. 154 pages, format 21x15. Édité en 1981. Tirage épuisé.
- *Toulouse Hautes Tensions*, recueil de textes autour du mouvement antinucléaire. Deux numéros, Collectif CRAS. Édité en été et automne 1982. Tirage épuisé.
- *Fleury, Baumettes... Aujourd'hui Saint-Michel*, témoignage d'un détenu sur la révolte du 21 mars 1983 à la prison Saint-Michel de Toulouse. 4 pages, format 21x29. Édité en avril 1983. Tirage épuisé.
- *Compilation non-exhaustive de tracts autour du mouvement étudiant / lycéen de l'hiver 1986*, Collectif CRAS. 86 pages, format 21x29,7. Édité en 1986. Tirage épuisé.

- *Protestation devant les libertaires sur le génocide palestinien*, de Agou Amer. 12 pages, format 16x21. Édité en 1987. Tirage épuisé.
- *Bulletin du CRAS*, recueil de textes divers, plus divers dossiers. 4 numéros, format 21x 29,7 – n° 1, 16 pages, publié en mars 1989 – n° 2, 24 pages, publié en juin 1989 – n° 3, 24 pages, publié en novembre 1989 – n° 4, 24 pages, publié en mars 1990.
- Les calendriers du CRAS : 1989, 1990, 1991, 1993, 1994, 1996... Certains tirages sont épuisés.
- *Mai 1937*, carte de bons vœux, éditée en 1997. Tirage épuisé.
- *Golfech. Le nucléaire, implantation et résistances*, Collectif La Rotonde. 588 pages, format 17x25. Édité en mai 1999.
- *Nucléaire. Tu l'as vue, ma sortie*, Comité européen pour la protection de l'habitat, de l'environnement et de la santé (CEPHES), Comité indépendant anti-THT du Volvestre (CIATV) et Collectif La Rotonde
- Sur l'exportation de l'énergie nucléaire, sur les lignes THT. Document comprenant une carte démontrant à partir de la France la probabilité d'une extension de ces lignes vers l'Afrique, l'Angleterre, toute l'Europe... 4 pages, format 21x29,7. Édité au printemps 2001.
- *Les idées courtes – La mémoire aussi*, Collectif Ça dégaze – À propos d'AZF et du journal local *La Dépêche du Midi* avant l'explosion du 21 septembre 2001. 20 pages, format 21x29,7. Édité en octobre 2001.
- *AZF-SNPE, le nucléaire, Golfech*, Collectif La Rotonde. 4 pages, format 21x29,7. Édité en avril 2002.
- *Usine de mort. L'explosion d'AZF un an après*, Collectif d'habitant-e-s des agglomérations toulousaines (CHAT). Bilan multiple, à la fois sur l'implantation du pôle chimique, sur l'après explosion et ses conséquences, sur la situation actuelle (le pôle chimique est en partie réouvert) et sur leur engagement au sein du collectif « Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs » pour exiger la fermeture des sites. 22 pages, format 14,5x21. Édité en septembre 2002.
- *Retour sur les années de braise – les groupes autonomes et l'organisation Action Directe*, Collectif Éphémère, 26 pages, format 15x21. Édité en mars 2005.
- *Mouvement ibérique de libération – Mémoires de rebelles*, de J.-C. Duhourcq et A. Madrigal, 384 pages, format 15x21. Édité en avril 2007.